





NÉRON
À LA MAISON BLANCHE



JEAN-BERNARD CADIER

NÉRON
À LA MAISON BLANCHE

l'Archipel

Notre catalogue est consultable à l'adresse suivante :
www.editionsarchipel.com

Éditions de l'Archipel
34, rue des Bourdonnais
75001 Paris

ISBN 978-2-8098-2655-5

Copyright © L'Archipel, 2019.

Prologue

Mardi 2 janvier 2018, 19 h 49, tweet de Donald Trump :

Moi aussi j'ai un Bouton nucléaire, il est beaucoup plus gros et plus puissant que le sien, et mon Bouton marche !

Rien n'arrête le quarante-cinquième président des États-Unis. Faut-il rire de ce bouffon qui s'enorgueillit de la taille de son « Bouton nucléaire », rehaussé d'une majuscule, comme il avait vanté la taille de sa virilité dans un débat télévisé de sa campagne ? Ou pleurer ce degré zéro de la diplomatie, avec ses risques associés, face à la Corée du Nord ? Des guerres ont commencé pour moins que ça. Et celle-là serait nucléaire.

Ce soir-là, Donald Trump est de nouveau seul, comme souvent, devant son poste de télévision, de retour de douze jours au soleil dans son palais de Mar-a-Lago, en Floride. Sa femme et leur fils ont déjà repris leur routine à l'autre bout de la résidence. Et lui la sienne, devant ses écrans.

Son tweet répond à ce qu'il vient d'entendre sur Fox News, à 19 h 37 : « Corée du Nord. Kim Jong-un a déclaré dans son message de Nouvel An que l'ensemble du territoire américain était désormais à portée d'une attaque nucléaire nord-coréenne et qu'il avait un bouton nucléaire en permanence sur son bureau. »

Fox News, la chaîne qui lui fait du bien. Celle qui ne critique que rarement son action. Mais ce qu'il vient d'entendre le pique au vif. En douze minutes, son tweet vengeur est envoyé.

Donald Trump, c'est le gouvernement de la télévision, par la télévision, pour la télévision.

Faut-il redouter ce président qui joue avec l'idée du feu nucléaire comme Néron jouait de la lyre tandis que Rome brûlait ? L'homme à la mèche blonde rappelle parfois l'empereur extravagant et tyrannique. Dans la Trump Tower, à Manhattan, tout est doré et démesuré. Comme dans la somptueuse *Domus Aurea* (« maison dorée ») que Néron s'était fait construire sur les collines de Rome. Avec d'immenses statues de lui. De même, les portraits de Trump sont omniprésents dans sa résidence de Mar-a-Lago.

« Tyran vaniteux et grotesque », tel que défini par l'historien Victor Duruy¹, Néron organisait les Jeux néroniens, où il se faisait décerner le prix d'éloquence et de poésie. Les Jeux trumpiens ne se déroulent-ils pas sur Twitter, pour celui qui clame : « Je suis l'Ernest Hemingway des 140 signes » ?

Peu d'empereurs ont été aussi populaires après coup que l'odieux Néron. Sa tombe sera longtemps fleurie. Pour Montesquieu, il fait partie de ces empereurs « regrettés du peuple à cause de leur folie même : car ils aimaient avec fureur ce que le peuple aimait² ». Un certain peuple américain aime la folie de Donald Trump, ce président imparfait, comme lui, qui parle comme lui, inconsistant, chauvin, menteur et hâbleur. Et qui raffole des cheeseburgers.

1. Victor Duruy, *Histoire des Romains*, 1885.

2. Montesquieu, *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, 1734.

PROLOGUE

Après deux ans à la Maison Blanche, ce peuple-là ne l'a pas lâché. Sa cote de popularité ne dépasse guère les 40 %, mais, fait sans précédent, elle n'a pas baissé depuis son élection. Jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, un président n'avait joui d'une popularité aussi stable. Basse, mais stable.

Et il a accru son emprise dans son propre camp. Ses fans étaient à la droite de la droite, il gagne aujourd'hui du terrain au centre-droit. Donald Trump est le président le plus populaire de l'Histoire chez les électeurs républicains – à la seule exception de George W. Bush dans les semaines qui suivirent le 11 Septembre. Incontesté dans son camp, il devrait affronter les primaires républicaines de 2020 sans rival. Au même point de leur premier mandat, Ronald Reagan et Bill Clinton jouissaient de la même cote de popularité que lui. Tous deux ont été réélus. Donald Trump pourrait, lui aussi, être reconduit pour un second mandat.

Je me suis beaucoup trompé sur Donald Trump et cela m'a beaucoup contrarié. J'ai suffisamment de « bouteille » pour ne l'avoir jamais dit à l'antenne de BFMTV, mais j'étais persuadé, comme tout le monde, qu'il serait battu par Hillary Clinton. Comme j'étais persuadé qu'il ne gagnerait pas les primaires. Et que son élection – je l'ai dit à l'antenne – provoquerait un effondrement des marchés. Après plus de quinze ans dans ce pays et cinq campagnes présidentielles, j'étais pourtant censé bien connaître la politique américaine...

En mai et juin 2016, juste avant la présidentielle, j'ai rencontré des dizaines d'Américains de tous bords en traversant les États-Unis avec mon épouse par la route du Sud. Alabama, Texas, Arizona... Nous étions partis à la

découverte de l'Amérique de Trump, cette Amérique rurale souvent négligée. Arrivés à Los Angeles, la conclusion de notre petit blog était que Donald Trump pouvait l'emporter. Puis, de retour à New York, j'ai repris la routine – CNN, *New York Times*, Twitter, les amis et confrères... Je me suis dit que j'avais rêvé : Hillary ne pouvait pas perdre.

Depuis, je m'astreins régulièrement à quitter la « bulle ». À regarder Fox News et écouter quotidiennement Rush Limbaugh, l'ultraconservateur qui rugit tous les jours à la radio. À revoir mes amis trumpistes et prendre ma voiture pour, à une heure et demie de Washington, tendre micro et caméra à l'autre Amérique. Pour tenter de comprendre ce mystère. Pourquoi, malgré tous ses travers, Donald Trump ne s'est-il pas effondré ? Le but de ce livre est de répondre à cette question en tentant de dresser un bilan, deux ans après son arrivée au pouvoir.

Pour les journalistes, « couvrir » Donald Trump présente deux difficultés particulières. La première est de ne pas se contenter de dénoncer ses mensonges ; la seconde, de ne pas le laisser détourner notre attention. Gros menteur *in chief*, Donald Trump a érigé la contrevérité en système. Ses supporters le savent. Ils le savaient avant et ont choisi de voter pour lui malgré tout. Au comble du cynisme, il avait dit : « Même si je tirais sur les gens sur la 5^e Avenue, je ne perdrais pas un seul électeur. » Cela semblait vrai en 2016 et l'est encore aujourd'hui. Les médias américains ont commencé à établir des listes sans fin de ses contrevérités – 8 158 mensonges en deux ans selon le *Washington Post* –, puis ils ont commencé à se lasser.

Second écueil : se laisser détourner de l'essentiel, à savoir présenter honnêtement les deux points de vue. Avec ses tweets dès l'aurore, Donald Trump est passé maître dans l'art de détourner l'attention. Il n'a pas inventé les réseaux

sociaux, mais il en joue à merveille. Tout dans l'excès et l'immédiateté. Pas le temps de réfléchir, d'analyser les différents angles de la réforme en cours ou d'un débat au Congrès. Trump souffre d'un grave trouble du déficit d'attention. Il nous a communiqué le virus.

Derrière les *breaking news* à jet continu, notre effort doit consister à discerner les étapes marquantes de la présidence Trump.

Le 4 octobre 2018 à Washington, on ne parle que des accusations d'agression sexuelle portées contre le juge candidat à la Cour suprême, Brett Kavanaugh. Elles seront vite oubliées. Personne ne prête attention, le même jour, au discours du vice-président Mike Pence, véritable déclaration de guerre froide à la Chine, aux conséquences potentielles incalculables.

Deux mois et demi plus tard, le 21 décembre 2018, il n'est question que du *shutdown*, énième épisode de cette comédie qui consiste à fermer puis rouvrir quelques administrations, faute d'accord sur le budget fédéral. On note à peine que Donald Trump signe ce jour-là une réforme de la justice carcérale, vraie avancée pour des centaines de milliers d'Américains.

Les Américains ont rendu un verdict mitigé en novembre 2018, en permettant à l'opposition démocrate de conquérir la Chambre des représentants, mais à Trump de garder le Sénat. Pourquoi s'en est-il mieux sorti que Barack Obama qui, de son propre aveu, avait pris une déculottée (*shellacking*) lors des premières élections parlementaires de mi-mandat (*midterms*) en 2010 ?

Le reste du monde s'est beaucoup moqué. En septembre 2018, à la tribune de l'Assemblée générale de l'Onu, Donald Trump lance : « En moins de deux ans, mon administration a plus fait qu'aucune administration

dans l'histoire de mon pays. » Éclats de rire. Le monde entier se rit de lui. Mais le reste du monde ne voit-il pas éclore, notamment en Europe, ses Trump au petit pied ? Que peut-il apprendre du populisme à l'américaine ? Comment l'Europe, vilipendée sur l'Otan et le commerce, mais silencieusement satisfaite de la nouvelle attitude vis-à-vis de la Chine, doit-elle se positionner ?

Oui, Donald Trump est ridicule lorsqu'il tweete sur la taille de son « Bouton nucléaire ». Mais l'essentiel n'est-il pas de savoir s'il arrivera à dénouer l'affaire nord-coréenne ? Qu'a-t-il à cacher dans ses relations avec Poutine ? Est-il raciste ? Est-il misogyne ? Est-il fou ? Pour reprendre l'expression de Ronald Reagan, les Américains sont-ils *better off*, vont-ils mieux que lorsqu'il est arrivé au pouvoir ?

La réponse à ces questions n'est ni dans les tweets de Donald Trump ni dans les excès d'une opposition systématique.

Ce livre essaie modestement d'y voir un peu plus clair.

1

Premiers jours, premiers faux pas

Toujours sensible à l'impact médiatique, il n'a pas fallu longtemps à Donald Trump pour comprendre qu'il a raté ses quarante-huit premières heures à la Maison Blanche. Rien de grave sur le fond. Mais tout faux sur la forme. En un mot, amateur.

Au lendemain de son investiture, il appelle deux fois son tout nouveau conseiller de presse, Sean Spicer. Une première fois le matin : « Sean, tu as vu les nouvelles ? » Trump se plaint des mauvais commentaires des chaînes de télévision. Une seconde fois le soir, pour lui passer un savon après le premier point de presse désastreux du porte-parole, lequel racontera : « J'ai cru que mon premier jour serait mon dernier¹. »

Donald Trump avait rêvé d'un couronnement grandiose, mais il sait reconnaître un flop. Et il en conçoit d'entrée une immense frustration. Une rage qui l'accompagnera tout au long de son mandat. Rage contre les médias, contre Hillary Clinton et Barack Obama, contre ses propres équipes. Évidemment, jamais contre lui-même.

1. Sean Spicer, *The Briefing: Politics, the Press, and the President*, Regnery Publishing, 2018.

À défaut d’emménager avec son épouse, restée à New York pour finir l’année scolaire, Donald Trump s’est installé à la Maison Blanche avec... sa télécommande. Parmi ses premières décisions présidentielles, il a fait ajouter deux écrans de télévision dans sa chambre à coucher et un écran de 152 centimètres dans la salle à manger attenante au Bureau ovale. Comme autant de miroirs. Cinq heures par jour en moyenne, parfois huit, il suit le spectacle de sa propre présidence en direct sur les chaînes d’info. Spectateur assidu du dernier épisode, de la grande finale de cette émission de télé-réalité qu’a été sa vie. À se demander s’il n’a pas fait tout ça pour ça.

Ses prédécesseurs pianotaient sur le *switchboard* du Bureau ovale pour appeler ministres et chefs d’État étrangers, Barack Obama pianotait sur son iPad pour ingurgiter d’interminables dossiers. Trump, lui, pianote sur sa télécommande. Le sentiment du pouvoir médiatique au bout des doigts. Ce qu’il voit sur ses écrans influencera nombre de ses décisions. Et ce qu’il aperçoit en ce 22 janvier 2017 va déterminer ses premiers – faux – pas.

« On te reprend en direct dans une demi-heure, toujours sur les manifs... »

Le message de Paris dans l’oreillette est sans surprise. En cette fin d’après-midi, l’actualité est américaine et BFMTV ne veut pas en perdre une miette.

Le petit studio de la chaîne à Washington est en ébullition. Mon collègue de New York, Cédric Faiche, vient de rentrer du centre de la capitale ; homme-orchestre du reportage, toujours à la pointe de la technologie, il m’aide à assurer les multiples interventions depuis le studio. Voilà

plus de deux jours que nous sommes en direct quasi permanent, vingt heures sur vingt-quatre.

Donald Trump est devenu, le vendredi 20 janvier, président des États-Unis en prêtant serment devant le Capitole et la ville est sens dessus dessous. Le samedi, environ cinq cent mille manifestantes déferlent sur le centre de Washington, pour la Marche des femmes, largement hostile au nouveau président. Les images sont impressionnantes et nous les diffusons en plein écran : j'apparais, comme dans un timbre-poste, en haut à gauche du cadre.

La plupart des manifestantes portent un drôle de bonnet rose en laine avec des oreilles de chat, par allusion au mot « *pussy* » employé par Donald Trump dans une conversation de 2005, qui a refait surface un mois avant l'élection présidentielle. Trump, qui avait été enregistré à son insu, s'y vantait de pouvoir tout faire, grâce à sa célébrité, y compris attraper les femmes par leurs parties intimes.

Les marches du « *pussy power* » mobilisent près de cinq millions de femmes à travers tout le pays. Succès massif, pour ce mouvement né sur Facebook, en dehors des organisations et formations politiques traditionnelles. La résistance est dans la rue, l'événement mérite toute l'attention d'une chaîne d'information en continu.

C'est alors qu'apparaît sur un de nos écrans de contrôle une image de Donald Trump s'exprimant au siège de la CIA.

On a déjà amplement couvert et disséqué son discours d'inauguration la veille, sur un supposé « carnage américain » au Capitole. Normal, c'était sa journée. Aujourd'hui, c'est celle des manifestantes. Pourtant, je monte le son. Des années d'habitude. Des centaines de discours présidentiels, Clinton, Bush, Obama ; mon job est de toujours écouter d'une oreille les discours, même les

plus ennuyeux. Et ce que j'entends là est hallucinant. Je n'en crois pas mes oreilles. Quand tout à coup, comme un brutal retour à la réalité je suis à l'antenne, invité à parler des manifestations, je fais quelque chose que j'évite autant que possible : je change de sujet, sans avoir prévenu les présentateurs. « Je vais vous parler des manifestations dans un instant, mais laissez-moi d'abord vous parler de ce qui est en train de se passer au siège de la CIA car c'est proprement extraordinaire... »

Éternel optimiste, j'avais cru que l'élection de Donald Trump n'était qu'un mauvais rêve, que le poids de la fonction finirait par s'imposer et que le clown finirait par devenir sérieux. Bien que surpris, j'avais mis son discours d'inauguration sur le compte des plus idéologues de ses conseillers. Quand les choses sérieuses allaient commencer, le trublion allait se calmer.

L'occasion lui en est offerte au siège de la CIA, où son gendre Jared Kushner lui a conseillé de venir prononcer son premier discours de président au lendemain de l'investiture. Pour faire oublier ses attaques pendant la campagne contre des services de renseignement accusés d'avoir inventé les piratages russes. Comme ils avaient, selon lui, inventé les armes de destructions massives en Irak en 2003.

Le siège de la CIA est tout près de la Maison Blanche, dans la forêt, de l'autre côté du fleuve Potomac. C'est une visite facile et fortement symbolique ; le discours sera prononcé devant les étoiles du Memorial Wall, ce mur où chaque étoile représente un employé de la CIA tué dans l'exercice de ses fonctions. Un décor idéal pour un contrepoint télévisuel. Le président martial, face aux vagues de manifestantes à bonnet rose.

Les premiers mots sont hésitants mais la direction est bonne : « Je voudrais dire qu'il n'y a personne qui aime

autant les services de renseignement que Donald Trump, il n'y a personne. » Il parle de lui à la troisième personne et, curieusement, il n'a pas enlevé son manteau. Au milieu des hommes et femmes en uniforme strict, son pardessus coûteux le fait ressembler à un mafioso. Visiblement, il improvise : « Il faut que vous sachiez : vous avez tout mon soutien. Je sais, dans le passé vous n'avez pas toujours été soutenus, mais là vous allez avoir tellement de soutien... Un jour vous direz peut-être, s'il vous plaît donnez-nous moins de soutien, monsieur le président, s'il vous plaît, nous n'avons pas besoin d'autant de soutien, et pourtant c'est ce que vous aurez. »

Puis le discours se perd dans des chemins de traverse : « Ils demandent souvent : Donald Trump est-il un intellectuel ? Vous pouvez me croire, je suis du genre intelligent... Je me sens jeune, c'est comme si j'avais trente, trente-cinq, trente-neuf ans. Quelqu'un a dit : vous êtes jeune ? J'ai dit : je me sens jeune. Vous savez, à la fin de la campagne, je faisais quatre, cinq, sept meetings. Des discours, des discours, devant vingt-cinq, trente, quinze, dix-neuf mille [personnes]. Je me sens jeune... J'ai été quatorze ou quinze fois en couverture de *Time Magazine*. Quand Tom Brady [star du football américain] est en couverture, c'est une seule fois, parce qu'il a gagné le Super Bowl. Moi, j'ai été en couverture quinze fois cette année. Je ne pense pas que ce record puisse être battu. Qu'en penses-tu Mike ? »

Mike Pompeo, directeur de la CIA, un proche de Trump qui deviendra plus tard secrétaire d'État, sourit. Mais son sourire se crispe quand le tout nouveau président se lance dans la géopolitique : « J'étais contre la guerre en Irak, mais je vais vous dire, on a eu tout faux : une fois qu'on y était, on aurait dû garder le pétrole. Quand tu y penses, Mike, si on avait gardé le pétrole on n'aurait probablement pas eu

Daech. Car c'est comme ça qu'ils se financent. On aurait dû garder le pétrole. » Et d'ajouter, à la stupeur générale : « Peut-être aurez-vous une autre occasion de le faire. »

Énorme. Avec n'importe lequel de ses prédécesseurs, on n'aurait retenu du discours que cette annonce : le président envisage une nouvelle guerre en Irak pour « récupérer le pétrole ». Mais Donald Trump n'est pas un président comme les autres. Rien chez lui n'est classique.

Il n'est pas venu pour célébrer les agents morts en mission, mais pour déverser ce qu'il a sur le cœur : « Si je vous ai réservé mon premier discours c'est parce que je suis en guerre contre les médias. Qui ont fait croire que j'avais un problème avec les services de renseignement. » Invention de la presse ? Dans les semaines qui ont précédé son entrée en fonction, l'information a largement circulé d'un Donald Trump refusant de recevoir les briefings des services de renseignement. Pas le temps. Il n'a pas démenti.

En décembre, la CIA avait mis les pieds dans le plat au sujet des piratages russes : « L'ensemble de la communauté du renseignement estime que le but de la Russie était de favoriser un candidat, d'aider à l'élection de Donald Trump. » Le « président élu » avait vu rouge et dénoncé dans un communiqué : « Ce sont les mêmes gens qui disaient que Saddam Hussein avait des armes de destruction massive. » Le souvenir qui fait mal.

Et ce soir-là, plutôt que de s'expliquer, Donald Trump se plaint de ce qu'il a vu à la télévision. « Vous avez vu la foule hier pour mon discours d'investiture. C'était plein. Je me lève ce matin, je me branche sur une des grandes chaînes, et ils montrent un grand espace vide. Je dis, attendez un peu, j'ai fait un discours, je regardais la foule, il devait y avoir un million, un million et demi de personnes. Ils montrent un espace quasiment vide. Et ils disent : Donald Trump n'a

pas eu un grand succès. J'ai dit : tout le monde croyait qu'il allait pleuvoir, ça a fait peur aux gens, mais Dieu s'en est mêlé et il a dit : je ne vais pas laisser pleuvoir sur le discours d'investiture. »

Ayant vidé son sac, le nouveau président conclut... en promettant de revenir au siège de la CIA, « mais dans une salle plus grande, une salle qui devra être construite par quelqu'un qui s'y connaît en construction... Merci beaucoup, vous êtes magnifiques. Passez une bonne journée. Je reviendrai. Je reviendrai. Merci ».

Fin de la logorrhée. Cela n'a plus rien à voir avec un discours présidentiel traditionnel. Il va falloir s'y habituer.

Comme il faudra s'habituer aux polémiques sans queue ni tête. La première étant la querelle sur la taille de la foule ayant assisté à l'investiture.

D'un côté, un homme qui toute sa vie a été obsédé par la hauteur de ses immeubles, la taille de sa fortune, de ses casinos, obsédé par les taux d'audience, la taille des foules. Toute quantification lui permettant de s'affirmer en tête, dans cette compétition contre on ne sait qui. De l'autre, des médias gardiens du temple, bien décidés à brandir la sacro-sainte vérité factuelle comme une épée, tel saint Georges terrassant le dragon, pour faire rendre gorge à un président qu'ils ne sont pas loin de considérer comme un imposteur¹.

Quelques minutes après le fameux discours de la CIA, les journalistes rassemblés dans la salle de presse de la Maison Blanche voient entrer, blanc comme un linge, le nouveau porte-parole Sean Spicer. Un apparatchik républicain au physique de lutteur. C'est son premier briefing et il attaque.

1. Voir chapitre 3, p. 45.

Presque sans respirer, lisant son texte : « Certains journalistes ont délibérément rapporté des faits inexacts... cette tentative de minimiser l'enthousiasme de l'investiture est honteuse et injuste... c'était la plus grande audience ayant jamais assisté à une investiture. Point final. À la fois en nombre de personnes et autour de la terre. »

Ce « point final » enflamme les réseaux sociaux et restera comme une marque d'infamie sur ce porte-parole. Il sera dès lors l'objet de toutes les caricatures. Par la comédienne Melissa McCarthy qui en fera pour l'émission « Saturday Night Live » une imitation hilarante. Puis par Spicer lui-même. Après avoir quitté ses fonctions, il tente d'exorciser le mauvais souvenir en venant hurler « point final » dans une étrange auto-imitation, en lever de rideau de la soirée des Grammys, en septembre 2017.

Le lendemain du fameux briefing, c'est une autre conseillère du président, Kellyanne Conway, qui va à son tour accéder à la célébrité mondiale, et subir la moquerie générale. Elle est interviewée par Chuck Todd, l'animateur de « Meet the Press », la grande émission politique télévisée du dimanche matin sur NBC News. Les questions portent à nouveau sur la taille de la foule : « Comment le président a-t-il pu donner l'ordre à son porte-parole, qui n'est pas seulement le porte-parole de la Maison Blanche mais le porte-parole de l'Amérique, comment a-t-il pu lui donner l'ordre, alors que c'est sa première apparition publique, de prononcer des contrevérités ? Cela compromet d'entrée la crédibilité de la Maison Blanche », affirme Chuck Todd.

Kellyanne Conway, visiblement déstabilisée, finit par lâcher : « Chuck, ce que vous présentez comme des contrevérités sont en fait des... (elle hésite une seconde)... des faits alternatifs. » Ces deux mots vont durablement

ternir les débuts de la présidence Trump. Kellyanne Conway expliquera plus tard qu'elle voulait dire « des informations alternatives et des faits additionnels ». Que sa langue a fourché et qu'on ne lui a jamais donné l'occasion de se rattraper.

Donnons un instant la parole à la défense. Il n'y a plus de chiffres officiels. Le National Park Service a cessé d'estimer la taille des foules assistant aux investitures présidentielles. S'il n'y a plus de vérité, peut-il y avoir mensonge ? Quant aux audiences de la télévision, tout est affaire d'interprétation. Ce dimanche matin à 4 h 51, Donald Trump tweete que l'audience de son investiture est supérieure de 11 millions à celle de l'investiture d'Obama en 2013. Il a raison. Le président oublie simplement l'audience télé d'Obama 2009, supérieure de 8 millions à celle de Trump.

Le porte-parole Spicer parle habilement d'audience « en nombre de personnes et autour de la Terre ». Qui peut quantifier une audience mondiale ? Surtout si l'on y ajoute celle des réseaux sociaux. Sur le fond, la position de la nouvelle Maison Blanche est tirée par les cheveux mais défendable. Et les attaques de la presse, pas toujours proportionnées. Communication typique de l'univers Trump. Une volonté systématique d'exploiter la zone grise entre la vérité et le mensonge. En même temps, une incapacité à tenir la ligne de crête car, dans l'univers Trump, on finit toujours par en faire trop.

Sans les formules malheureuses « point final » et « faits alternatifs », la Maison Blanche aurait pu limiter les dégâts.

Sean Spicer reconnaîtra avoir commis une erreur en attaquant la presse sur les chiffres. Il aurait interprété le discours de son patron à la CIA comme un appel à l'offensive

tous azimuts. En retournant dans le Bureau ovale après sa première « performance » en salle de presse, il trouve un Donald Trump glacial. Homme de télévision, le nouveau président a tout de suite pris la mesure de la contre-performance. Il reproche à son porte-parole le ton de son intervention, le fait de n'avoir pas pris de questions et – c'est plus qu'un détail pour le nouveau président – le choix de son costume gris à rayures au col trop large, fort peu élégant.

Donald Trump a raté son couronnement cathodique. Insupportable pour un homme qui n'aime rien tant que l'image de sa réussite. Comme promoteur, animateur puis candidat présidentiel. Une image qui, pour lui, ne peut être attestée que par la télévision.

En dehors des États-Unis, on a sous-estimé la célébrité de Trump avant l'élection. Célébrité purement médiatique. Pendant quatorze ans, il est entré dans les foyers comme animateur de l'émission « The Apprentice » sur NBC. Un show de télé-réalité sous la forme d'un entretien d'embauche pour une quinzaine de candidats, éliminés l'un après l'autre. L'entretien et l'émission sont dirigés par Donald Trump jouant son propre rôle de businessman intransigent. Trump est génial. Drôle, charmeur, séducteur, et à la fin implacable lorsqu'il assène son célèbre « *you're fired* » (vous êtes viré) au candidat éliminé. Les téléspectateurs adorent. La chaîne NBC aussi, les audiences crèvent les plafonds.

Donald Trump ne vit que par la télévision. En plus des trois écrans dans sa chambre à la Maison Blanche, il a aussi un système TiVo d'enregistrement numérique sur disque dur, qui lui permet de retrouver et de naviguer très vite dans tout ce qu'il a enregistré depuis vingt-quatre heures.

Tout ce qui a été dit sur lui. Favorable et défavorable. TiVo est pour ce narcissique invétéré « l'une des plus belles inventions de tous les temps ». Et Donald Trump veut être tranquille quand il regarde la télévision. Selon le journaliste Michael Wolff¹, Donald Trump a fait installer un verrou dans sa chambre à coucher, au grand dam de ses gardes du corps qui veulent pouvoir accéder à sa personne à tout moment. Il réprimande aussi la femme de ménage qui ramasse ses chemises jetées à terre : « Si ma chemise est par terre c'est que je souhaite qu'elle soit par terre. » Règle générale : on ne touche à rien, en particulier pas la brosse à dents (il a de longue date la phobie de l'empoisonnement). « Il défait lui-même son lit et c'est lui qui décide quand on change les draps. »

Le *New York Times* a rapporté que, la nuit, Donald Trump se promenait en robe de chambre dans les couloirs de la Maison Blanche. L'image, un peu inquiétante, a eu un tel retentissement que le journal, sans la démentir, a révélé que l'information venait du très controversé Steve Bannon, à l'époque conseiller spécial du président.

Le personnel de la Maison Blanche doit s'adapter au nouveau patron. Notamment à ses habitudes alimentaires. Donald Trump aime les hamburgers. Un peu par patriotisme, il considère que c'est le plat américain par excellence. Un peu par phobie des microbes. À ses yeux, McDonald's est une valeur sûre : « Un seul mauvais burger et c'est la fin de McDonald's, explique-t-il un jour à CNN. Il vaut mieux manger chez eux que dans des endroits où l'on ne sait pas d'où vient la nourriture. »

1. Michael Wolff, *Le Feu et la Fureur. Trump à la Maison Blanche*, Robert Laffont, 2018.

Il apprécie aussi les pains de viande (*meatloaf*), la salade César et les spaghettis, les chocolats de la marque See's Candies et le Coca Light. Il évite thé, café et alcool. Le personnel doit faire en sorte qu'il y ait toujours des chips de marque Lays ou Doritos à portée de fringale. Officiellement soucieux de sa ligne, on l'a souvent vu ouvrir ses hamburgers pour se débarrasser du pain – « savez-vous combien de calories vous évitez comme ça ? » – avant d'inonder son steak haché de ketchup. Donald Trump mesure 1,90 mètre et pèse 110 kilos. Ce qui techniquement le range dans la catégorie des obèses. Il ne fait aucun exercice, mais annonce régulièrement qu'il veut perdre cinq kilos.

Le président américain passe tellement de temps devant la télévision qu'il a fait aménager son emploi du temps officiel. On a vu apparaître sur l'agenda présidentiel une plage dite « *executive time* ». Trump n'aime pas se presser, il a obtenu de ne pratiquement plus avoir d'obligations le matin, ce qui lui permet de rester dans sa chambre pour regarder la télévision, tweeter, téléphoner. Une décontraction qui choque même ses collaborateurs. L'un d'eux a fait fuiter l'emploi du temps officiel du président pour les trois derniers mois de 2018. Trump passe 60 % de son temps en *executive time*. C'est-à-dire hors du Bureau ovale. Il n'y descend pas avant 11 heures, 11 h 30. Il lui arrive de passer une heure dans son bureau et sept heures dans sa résidence. Un emploi du temps de roi fainéant ? La Maison Blanche, embarrassée, précise qu'il lui arrive d'appeler des chefs d'État depuis la résidence et d'avoir dans la journée d'autres réunions qui n'apparaissent pas sur l'emploi du temps officiel par crainte des fuites. La confiance règne.

Chaque matin, il faut lui monter la presse à la résidence. Trump lit toujours les journaux papier. Il commence par le *New York Post*, tabloïd populaire. Puis les journaux sérieux. Dans l'ordre, *New York Times* et *Washington Post*. Un coup d'œil sur le *Financial Times* et l'éditorial du *Wall Street Journal*. Un feutre à la main, il encadre les titres des articles qui l'intéressent et les fait passer à ses ministres ou collaborateurs, comme il le faisait à la Trump Tower.

À part les journaux le matin, Donald Trump ne lit quasiment pas. Contrairement à Barack Obama qui dévorait et annotait attentivement tous les briefings que lui préparaient ses services, Trump a besoin qu'on lui fasse la lecture. Il a tant aimé la façon dont le directeur de la CIA Mike Pompeo lui « racontait » le briefing quotidien de sécurité dans son bureau, au lieu de le lui faire lire, qu'il l'a nommé secrétaire d'État. Mais il ne faut pas que ce soit trop long ni trop complexe. Son ancien conseiller Sam Nunberg raconte avoir essayé d'expliquer la constitution au nouveau président : « Arrivé au quatrième amendement, il s'est mis à tirer sa lèvre inférieure avec son index en levant les yeux au ciel. »

Donald Trump détestait les séances avec son conseiller à la sécurité nationale McMaster, qui arrivait dans le Bureau ovale avec des présentations PowerPoint et des textes de plusieurs dizaines de pages. « Ce type m'emmerde, et en plus il ressemble à un représentant en bières. » Rapidement, Trump décrochait et lisait ostensiblement d'autres papiers sur son bureau. McMaster finira par être renvoyé.

Donald Trump accepte les graphiques. Les photos. C'est en lui montrant des photos que ses conseillers le convaincront de bombarder la Syrie ou de ne pas retirer ses troupes d'Afghanistan. Quant aux textes qu'on lui

NÉRON À LA MAISON BLANCHE

présente, ils doivent être résumés à l'extrême. Avec des tirets, pour aller à l'essentiel. « Tellement courts, raconte un conseiller, qu'on dirait des accroches publicitaires. »

« Quand il a une idée préconçue, ajoute un autre, il est quasiment impossible de lui présenter des informations fiables ou des faits réels. Il faut trouver des slogans. »

Donald Trump n'est pas très porté sur les faits réels. Pour lui, tout est mouvement, esquive et contournement. Toute sa vie, il a réussi à imposer sa réalité aux banques, au fisc, aux fournisseurs, aux clients, aux journaux et à ses femmes. À la Trump Tower, ça lui a plutôt réussi. À la Maison Blanche, ce sera une autre histoire.

Le chaos s'installe

Trump avait été prévenu. On ne nomme pas un pyromane chef des pompiers. Dans la soirée du 13 février 2017, coup de tonnerre : la Maison Blanche annonce la démission du général Michael Flynn de son poste de conseiller à la Sécurité nationale. Moins d'un mois, vingt-quatre jours précisément, après avoir pris ses fonctions. Du jamais vu. Ce départ se révélera des plus dangereux car il expose dès le premier mois le péché originel de ce président : ses collaborateurs ne sont pas toujours les plus compétents. Ni les plus honnêtes. Double euphémisme.

Michael Flynn, haut gradé au profil d'oiseau de proie, est aussi raide que ses idées politiques. Mais pour Trump, il avait une qualité indiscutable : avoir été le premier officier supérieur à l'avoir soutenu, très tôt dans la campagne. Flynn est persuadé que la bonne idée en politique étrangère est de s'allier à tout prix avec Moscou contre l'extrémisme islamiste. Barack Obama avait pourtant prévenu Donald Trump au moment de la passation de pouvoir. Flynn était alors déjà l'objet d'une enquête du FBI. Pour des liens avec la Russie suffisamment compromettants pour être potentiellement victime d'un chantage de Moscou. Obama avait aussi patiemment expliqué à son successeur l'importance du poste de conseiller à la Sécurité nationale. *Le national security*

advisor est l'homme qui chuchote à l'oreille du président. Il sait tout, il voit tout, tout le temps. C'est lui qui conseille le président en dernier ressort sur les décisions les plus graves mettant en cause la sécurité du pays et du monde.

Donald Trump n'a pas écouté Obama.

Grosse erreur. La nomination puis le limogeage du général Flynn seront le point de départ de ce qu'on appellera l'« enquête russe¹ », qui empoisonnera dès le départ sa présidence. Et d'une valse des portefeuilles sans précédent. Un taux de rotation trois fois plus élevé pour Trump que pour la première année de Reagan et quatre fois plus qu'Obama. Une incroyable succession de mauvaises nominations et de limogeages à grand fracas, qui seront la signature chaotique des débuts de la présidence Trump.

Les premiers mois sont toujours cruciaux pour un nouveau président. Singulièrement aux États-Unis, où il doit remplacer quatre mille hauts fonctionnaires autour de lui et dans les ministères. Ce que l'on appelle le « système des dépouilles » (*spoil system*). C'est pour cela qu'une période de transition de deux mois et demi existe entre le jour de l'élection et celui de l'investiture. Les nominations sont le premier acte fort pour lancer – ou rater – la dynamique du changement de politique. Si le décollage est raté, il y aura des turbulences pendant tout le voyage. Le décollage est bel et bien raté.

Le milliardaire a voulu importer la méthode de management qui a fait son succès dans les affaires. Pendant sa campagne, il avait promis de « recruter les meilleurs ». Il disait aussi vouloir créer autour de lui un débat permanent, dans une sorte de chaos créatif lui permettant d'entendre tous les avis, de voir tous les angles avant de prendre une décision.

1. Voir chapitre 14, p. 243.

« J'aime avoir un dialogue fort avant de décider. » Pour le chaos, c'est réussi. Pour la créativité, c'est moins sûr.

Si le chaos a pu être créatif dans ses affaires, à la Maison Blanche il prend rapidement des proportions préoccupantes. Le Bureau ovale devient un hall de gare où les conseillers entrent sans frapper, prennent part à des conversations éloignées de leur champ de compétence. Sorte de forum au milieu duquel trône, au milieu d'un amas de dossiers en désordre, un Donald Trump pas toujours attentif, mais toujours soucieux de montrer qu'il est le chef. Bien souvent le chef décide en suivant le dernier qui a parlé. Ce qui incite encore plus de monde à pousser la porte de son bureau.

Le journaliste Bob Woodward raconte une scène incroyable¹ où Donald Trump, sur un coup de sang, dicte une lettre adressée au président sud-coréen pour annuler tous les accords commerciaux avec son pays. Ses conseillers, inquiets des conséquences, subtilisent la feuille sur le bureau avant qu'elle soit signée. Donald Trump ne s'en rend pas compte. Et oublie qu'il voulait déclarer la guerre commerciale à la Corée du Sud.

Tout n'est pas de sa faute. Il arrive à Washington en territoire hostile. C'est une ville démocrate, qui a voté à 90,9 % (!) pour Hillary Clinton. Un handicap pour chaque nouveau président républicain. Sauf que, cette fois, une grande partie de l'intelligentsia républicaine a fait campagne contre Donald Trump. N'étant pas du sérail, il n'a pas de réseaux dans la haute administration et ne peut compter, au départ du moins, que sur un soutien réticent de son propre camp. Ainsi Trump va-t-il embaucher une équipe hétéroclite de ministres et conseillers, avec pour

1. Bob Woodward, *Peur. Trump à la Maison Blanche*, Seuil, 2018.

premier critère de sélection la loyauté, plus souvent que la compétence ou la droiture.

Comme dans ses affaires, le nouveau président s'appuie d'abord sur le premier cercle, le plus loyal par définition : la famille. Puis il y ajoutera trois autres cercles, pas toujours concentriques : les politiques, les milliardaires – il en connaît un certain nombre – et, parce qu'il a besoin d'être rassuré, les généraux. Au centre de ce petit monde, Trump gouverne, aiguise la concurrence entre ses conseillers. En espérant voir jaillir la bonne idée. On verra rapidement jaillir des étincelles.

La Maison Blanche n'est pas la Trump Tower. Tout ce qui s'y passe est scruté ; le reste du pays va rapidement se passionner pour la guerre des clans. Une bataille terrible, dont l'arme de prédilection est la fuite dans la presse. Comme Trump est plus susceptible de réagir à ce qu'il voit dans les médias qu'à ce que lui disent ses conseillers, la Maison Blanche devient le paradis des journalistes, constamment abreuvés d'informations en provenance de « hauts responsables » dont les intentions sont moins de faire avancer leurs idées que de dénigrer les autres conseillers. Paradoxalement, la présidence Trump devient bien plus transparente que sous Obama, qui maîtrisait sa communication d'une main de fer.

L'exemple vient d'en haut. Donald Trump est personnellement à l'origine de nombreuses fuites, soit directement, soit par le biais des conversations téléphoniques qu'il a tous les soirs avec ses « amis », souvent des hommes d'affaires qu'il connaît de longue date. Il n'y a quasiment plus de secret à la Maison Blanche. Tout le monde suit en temps réel les querelles sanglantes de ces



personnages, feuilleton quotidien aux rebondissements permanents qui fait presque passer la série *House of Cards* pour une bluette.

La conseillère la plus proche est la plus mystérieuse. C'est Ivanka Trump, la « fille parfaite ». Trente-cinq ans quand elle arrive à la Maison Blanche, un physique de mannequin (elle l'a été). Elle semble maîtriser chaque seconde de sa vie comme elle maîtrise chacun de ses longs cheveux blonds. À croire qu'une caméra est en permanence braquée sur elle, ce qui n'est pas loin d'être le cas. C'est la fille d'Ivana Trump, la première épouse, mannequin d'origine tchèque, dont elle a hérité le sens des affaires. Elle a développé une ligne d'articles de mode dont les ventes ont explosé pendant la campagne. Elle se chargeait elle-même d'en assurer la promotion en portant ostensiblement robes et bijoux de son catalogue à chaque apparition publique. Elle finira par fermer la marque pour mettre un terme aux accusations de conflit d'intérêt. Ivanka parle peu, ou alors d'une voix douceuse qui paraît aussi mécanique que son éternel sourire. Elle n'est pas l'aînée, mais son père non plus n'était pas l'aîné. C'est visiblement par elle que passera un jour l'héritage du grand-père Fred Trump.

Quand il entre à la Maison Blanche, Donald Trump confie la gestion de ses affaires à ses deux fils Donald Jr et Eric. Mais il n'a pour eux qu'une estime limitée, et n'en a pas besoin pour relever le plus grand défi de sa vie, la présidence. En revanche il veut Ivanka à ses côtés. Il lui demande de déménager de New York à Washington avec ses trois enfants. Elle s'installe dans le quartier cossu de Kalorama, à quelques dizaines de mètres de la nouvelle maison d'un certain Barack Obama.

Ivanka Trump a le titre d'assistante du président. Sans percevoir de salaire. Son mari Jared devient conseiller



principal (*senior advisor*). Là encore sans être payé. Jared Kushner, jeune et riche promoteur immobilier new-yorkais, semble aussi parfait qu'elle. Il est issu d'une famille juive orthodoxe qui a longtemps accueilli Benjamin Netanyahu quand celui-ci venait à New York. Par amour pour Jared, Ivanka s'est convertie au judaïsme. Jared est le fils astucieux que Donald Trump n'a pas eu. Et le président a pour lui les plus hautes ambitions. Il confie à celui qu'on surnomme le « Petit Prince » des dossiers aussi lourds et différents que le Proche-Orient, le Mexique, la Chine, la crise des opiacées, la réforme du système carcéral et la réforme de l'État.

C'est beaucoup pour cet homme de trente-six ans sans aucune expérience politique et qui cache sous ses silences et son visage juvénile un être plus complexe qu'il n'y paraît. À l'âge de vingt-quatre ans, il s'est retrouvé seul à la tête de l'entreprise familiale, lorsque son père a été jeté en prison pour fraude fiscale, financement illégal de campagne électorale et subornation de témoin. Un traumatisme mais aussi un avertissement. Car ses affaires personnelles ont parfois du mal à sortir du rouge, notamment après l'acquisition trop lourde pour lui d'une tour sur la 5^e Avenue à Manhattan, pour laquelle il cherche désespérément des partenaires, y compris après son arrivée à la Maison Blanche.

En février 2018, le *Washington Post* révèle que les services de renseignement s'inquiètent : le gendre-conseiller aurait des relations trop proches avec certains pays étrangers. La Chine, Israël, le Mexique et les Émirats arabes unis, entre autres, pourraient avoir sur lui des moyens de pression. C'est sans doute la raison pour laquelle il aura fallu attendre seize mois et d'innombrables spéculations de la presse washingtonienne avant que Jared Kushner reçoive enfin son habilitation à accéder aux informations *top secret*, qui

lui avait été provisoirement retirée. L'affaire rebondit début 2019, quand le *New York Times* révèle que le président est lourdement intervenu en faveur de son gendre. Contrairement aux usages, contre l'avis des services de sécurité et bien qu'il ait affirmé le contraire. Son *chief of staff* et l'avocat de la Maison Blanche sont tellement choqués qu'ils écrivent chacun un mémo pour se couvrir. La Chambre des représentants annonce une enquête.

Avant l'élection, le couple Ivanka-Jared était plutôt démocrate, comme tous leurs amis new-yorkais, et ils vont mollement essayer de ramener la présidence vers le centre. Ce sont eux qui sont derrière le discours aux deux chambres du Congrès le 28 février 2017, où de l'avis général Donald Trump est apparu pour la première fois (et la dernière ?) réellement présidentiel.

Sur la lutte contre le réchauffement climatique comme sur la séparation des enfants d'immigrés sans papiers à la frontière mexicaine, Ivanka Trump fera dire discrètement, et après coup, qu'elle a essayé de dissuader son père. Sans succès. Ivanka rêve-t-elle de la présidence ? La rumeur revient régulièrement. L'ancien conseiller économique de la Maison Blanche Gary Cohn, qui l'a longuement fréquentée, en est persuadé. Selon lui, elle croit que la présidence de son père est le début d'une « grande dynastie américaine »¹. Donald Trump aime assez l'idée : « Si elle se présentait à la présidence, je pense qu'elle serait très, très difficile à battre. » En avril 2019, il révèle qu'il a envisagé de la nommer ambassadrice à l'ONU ou même présidente de la Banque mondiale, car « elle est très bonne avec les chiffres ». Mais il a préféré la garder à ses côtés, où elle exerce une influence aussi discrète que déterminante.

1. Vicky Ward, *Kushner, Inc.*, St. Martin's Press, 2019.

Les « Jarvanka », contraction de Jared et Ivanka, comme les ont surnommés leurs ennemis, ont un avantage sur tous les autres conseillers : ils étaient là au premier jour, ils seront là au dernier. Donald Trump ne touche pas à la famille. Ce statut d'intouchables les fait d'emblée détester par le deuxième cercle autour du président, celui des politiques. Ce deuxième cercle est à l'image de l'élection de Donald Trump, composé à la fois de représentants de l'*establishment* et de personnages qui ne rêvent que de le faire exploser.

Le milliardaire a piraté en pleine mer le navire républicain, mais il a besoin de l'équipage pour le ramener au port. Il va donc garnir son cabinet d'apparatchiks sachant naviguer au milieu des écueils washingtoniens. Il nomme Reince Priebus *chief of staff* – un poste qui, traduit en politique française, est quasiment un rôle de Premier ministre. C'est lui qui pilote toute l'administration. Reince Priebus est l'homme qui a fait le lien (pour ne pas dire l'élastique) pendant toute la campagne entre le candidat Trump et la direction du Parti républicain. Il est là désormais pour canaliser l'énergie présidentielle dans les méandres de l'administration et du Congrès. Pour faire de Donald Trump un président, certes original, mais finalement républicain. Ainsi la nomination du très classique Reince Priebus a-t-elle été vécue comme un soulagement par l'ensemble de la classe politique. Le candidat perturbateur va finalement rentrer dans le rang, à l'épreuve du pouvoir.

Mais le soulagement ne dure que quelques heures car le même jour, dans la foulée, Donald Trump annonce la nomination de son « stratège en chef », Steve Bannon.

Nul ne personnifie le chaos à la Maison Blanche mieux que Stephen Kevin Bannon. Personnage complexe, brillant

à sa façon, qui a touché à tout, n'a jamais vraiment rien réussi dans sa vie – sauf peut-être à faire élire Donald Trump, ce qui n'est pas rien. Mal rasé, mal habillé (il porte d'improbables vestes de chasse par-dessus plusieurs chemises superposées), il détonne complètement dans la galaxie Trump, cultivant avec désinvolture son image de Raspoutine des temps modernes.

Bannon naît dans un milieu modeste de Virginie, fils d'un petit employé des télécoms ; sa famille est farouchement démocrate. Touche-à-tout, il sera banquier d'affaires chez Goldman Sachs, producteur à Hollywood et même directeur éphémère du projet de système écologique artificiel clos Biosphere 2 dans l'Arizona. Il se met surtout à produire des documentaires de plus en plus marqués politiquement à la droite de la droite. Quoique banquier d'affaires, après un échec retentissant dans le domaine des jeux vidéo, il commence à se retourner publiquement contre le monde de la finance et se rapproche d'un site Internet d'information ultraconservateur, Breitbart News. Il en prend le contrôle en 2012, pour en faire la plateforme du mouvement *alt-right*.

Alt-right comme *alternative right* : la droite alternative, l'autre droite. En août 2017, Donald Trump prend à partie un journaliste qui l'interroge sur l'*alt-right* : « Je vous mets au défi de définir ce qu'est l'*alt-right*, allez, allez-y... », lance le président. Si Donald Trump est si sensible sur la question, c'est que la définition de l'*alt-right* est peut-être la recette secrète du trumpisme. L'*alt-right*, comme avant elle le Tea Party, n'est ni un parti, ni une tendance, pas même un mouvement, mais tout au plus une nébuleuse aux contours idéologiques plus que mouvants.

D'extrême droite oui, mais avec une tendance libertaire, anarchiste de droite, qui n'a pas d'équivalent en Europe. Ses adeptes sont en général jeunes, nationalistes,

regrettant, tout en se défendant d'être racistes, la perte d'influence des Blancs. Beaucoup sont violemment hostiles à l'intervention de l'État, tous en veulent à l'*establishment* politique et financier qui aurait dénaturé la droite. Leur méfiance de l'immigré est bien réelle mais elle vient après leur haine de l'*establishment*, ses politiciens, ses banquiers, ses journalistes. À l'image d'un Steve Bannon, être *alt-right* c'est être contre. On ne se souvient pas toujours pourquoi, mais on est contre. Un systématisme destructeur qui finira chez Bannon par l'emporter lui aussi.

Il n'empêche que ce personnage toujours à court d'argent, marié et divorcé trois fois, a contribué à faire élire Donald Trump à la Maison Blanche. Il pense, non sans raison, que son arrivée dans la campagne a permis au candidat de décrocher le 8 novembre les soixante-dix-sept mille voix dans trois États (Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin) qui lui ont permis d'arracher au final la présidence. Fort de cet exploit, Bannon arrive à la Maison Blanche avec un statut de grand sorcier qui le met immédiatement en conflit avec tous les autres conseillers. Dès le premier jour, ils n'auront de cesse d'essayer de contrer cet homme qui susurre les idées les plus sombres à l'oreille du président.

Bannon utilise les journalistes autant qu'il les méprise et les alimente copieusement, pour leurs articles ou leurs livres, en fuites diverses. Ses bêtes noires ? Reince Priebus, qui représente pour lui toute l'horreur de l'*establishment* républicain. Et surtout les « Jarvanka », Jared Kushner et Ivanka Trump, qu'il considère comme des poids plumes centristes et naïfs. En multipliant les fuites dans la presse contre le couple, il franchit la ligne rouge. On ne touche pas à la famille. Bannon finira par être banni.

Le 18 août 2017, Donald Trump se sépare de celui que beaucoup considèrent comme son mauvais génie.

Séparés mais pas fâchés, les deux hommes sont toujours en contact.

Viennent ensuite les généraux. D'où provient la fascination de Donald Trump pour ces haut gradés à la discipline extrême ? L'ancien directeur du FBI, James Comey, renvoyé par Trump, a souvent évoqué les « insécurités » du président. Est-ce pour cela qu'il aime s'entourer d'officiers supérieurs ? La force, le pouvoir, l'autorité, tout ce qu'il veut lui-même représenter sans être sûr d'y parvenir. Lui qui s'est fait réformer pour ne pas aller au Viêtnam et est allé jusqu'à lâcher devant témoins : « Je ne suis pas stupide, je n'allais pas partir au Viêtnam. »

Donald Trump s'appuie lourdement, au départ, sur le général Michael Flynn, conseiller à la Sécurité nationale. Lorsque Flynn démissionne à cause de ses relations troubles avec la Russie, il est remplacé par un autre général, H. R. McMaster, un héros des campagnes d'Irak et d'Afghanistan, considéré comme un penseur des questions de défense. Puis, jugé trop intellectuel par Trump, McMaster sera remplacé au bout d'un an par John Bolton, un faucon de l'ère Bush.

Le troisième général qu'appelle Trump est John Kelly. Surtout, ne pas se fier à son physique de grand-père bienveillant... Ancien général du corps des Marines, c'est un officier implacable et méthodique. Comme il a dirigé les forces américaines en Amérique centrale, Donald Trump pense que sa compétence régionale (en lien avec l'immigration venue du sud) et ses idées conservatrices feront un bon ministre de la Sécurité du territoire. Puis, satisfait de son zèle à lancer le projet de mur à la frontière mexicaine, il le nomme *chief of staff* fin juillet 2017 pour remettre de l'ordre dans la maison. Qui en a grand besoin.

John Kelly se débarrasse rapidement du trublion Steve Bannon, avant de se rendre compte que le fauteur de troubles numéro un à la Maison Blanche est impossible à renvoyer. Car il n'est autre que le président lui-même.

Le mandat de John Kelly est marqué dès le début par des rumeurs de départ lié à son incapacité à cadrer le président. « J'imagine que Dieu a voulu me punir », dit-il publiquement au sujet de ses nouvelles fonctions. Pourtant, il tiendra dix-sept mois. Les Marines sont solides dans l'adversité.

Comme le précédent ancien Marine, et quatrième général, Jim Mattis est nommé par Donald Trump ministre de la Défense. Un physique de vieux renard à qui on ne la fait pas. Il est respecté de ses pairs, qui l'ont surnommé « Mad Dog Mattis », Mattis le chien méchant. Un sobriquet que Trump répète avec délice – au point qu'on se demande s'il ne l'a pas choisi juste pour cela.

Au fil des mois, le « *mad dog* » se révèle suffisamment souple et habile pour être de tous les généraux celui tiendra le plus longtemps. Il finira par partir début 2019, sur un désaccord de fond au sujet du retrait des troupes en Syrie. Près de deux ans au gouvernement, pour servir avant tout son pays, plus qu'un président dont il a dit un jour qu'il avait les capacités de compréhension d'un enfant de dix ans. « C'est un crétin fini » (*fucking moron*) a complété un autre ministre exaspéré, le secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) Rex Tillerson. Il ne sera qu'à moitié étonné d'être remercié quelques mois plus tard, il l'apprendra par un tweet.

Rex Tillerson fait partie de la quatrième catégorie de conseillers : les hommes d'affaires et les milliardaires. Il a été PDG du géant pétrolier Exxon pendant plus de dix ans,

et Trump veut utiliser ses capacités de management au Département d'État. Ce sera un désastre. Donald Trump est persuadé qu'à son image un homme ou une femme ayant réussi dans les affaires fera merveille à la tête de l'État. Son Conseil des ministres va rapidement prendre des allures de club de milliardaires. Tous riches, tous blancs et âgés.

À l'éducation, Betsy DeVos, milliardaire ayant de vagues compétences éducatives. Au Trésor, Steven Mnuchin, banquier d'affaires à Wall Street. Au commerce Wilbur Ross, milliardaire surnommé le « roi de la banqueroute » pour sa capacité à racheter des entreprises en faillite. Conseiller économique : Gary Cohn, directeur général de Goldman Sachs. Pendant la campagne, Donald Trump a largement expliqué qu'un homme riche était forcément à l'abri des tentations. La démonstration n'est pas probante. Dès le départ plusieurs ministres ont eu du mal à respecter la frontière séparant leurs intérêts personnels de leur fonction officielle.

Le ministre de la Santé, Tom Price, devra démissionner parce qu'il préfère les avions privés aux vols commerciaux. Un petit péché partagé par le secrétaire au Trésor Mnuchin et le ministre de l'Intérieur Ryan Zinke. Le ministre de l'Environnement, Scott Pruitt, démissionne parce qu'il voyage lui aussi en avion privé ou en première classe. En outre, il est logé à peu de frais par un lobbyiste de son secteur et gère avec largesse les fonds discrétionnaires de son cabinet.

Le ministre du Commerce, Wilbur Ross, est accusé d'avoir conservé des actions de sociétés avec lesquelles il traite en tant que ministre... À la rubrique conflits d'intérêts, les deux cas les plus spectaculaires sont ceux de l'ancien avocat personnel de Trump, Michael Cohen, et de l'ancien directeur de campagne, Paul Manafort, reconnus

coupables de fraude fiscale ou de fraude bancaire, ce qui leur vaut des peines de prison¹.

Si l'argent malsain suinte à tous les étages de la « Trumpie » comme dans aucune administration précédente, c'est évidemment que l'exemple vient d'en haut. Donald Trump est le premier président depuis quarante ans à refuser de publier sa feuille d'impôts. Sans doute parce qu'elle pourrait révéler des années d'arrangement douteux avec le fisc, la loi et la morale. Comme la plupart des promoteurs new-yorkais, il est soupçonné d'avoir recyclé de l'argent sale, notamment en provenance de Russie. À New York, univers impitoyable de la construction, Donald Trump était connu pour sa brutalité avec ses fournisseurs. Souvent il refusait de les payer, les menaçait voire les poursuivait en justice jusqu'à ce qu'ils se lassent.

En arrivant à la Maison Blanche, il annonce que, fidèle à sa promesse de campagne, il renonce au salaire de président (400 000 dollars par an, soit environ 30 000 euros par mois) et il le fait. En 2018, il fait don de tous ses salaires pour la réfection des cimetières militaires. Mais qui croira que cet homme qui n'aime rien tant que de prononcer, les lèvres en avant, l'expression « *bbbbillions dollars* » (milliards de dollars) et a reconnu un jour en meeting « j'aime l'argent, oui je suis cupide », soit devenu soudain désintéressé ? Si l'on additionne tous les revenus supplémentaires générés pour son groupe du fait de sa présence à la Maison Blanche, le salaire auquel il renonce ne représente que de l'argent de poche.

Quand le président Trump se déplace avec sa cour et va passer des vacances, un week-end ou même un simple

1. Voir chapitre 14, p. 243.

après-midi au golf, il se rend systématiquement dans des établissements Trump. Tout est payé par le contribuable, de la moindre bouteille d'eau minérale, vendue au prix fort, aux frais d'hébergement de ses gardes du corps.

S'il reçoit les dignitaires étrangers dans sa « Maison Blanche d'hiver », en Floride, c'est pour leur faire les honneurs de sa somptueuse propriété de Mar-a-Lago, mais aussi pour remplir les caisses de son complexe hôtelier, où lorsqu'il a été élu l'abonnement annuel a soudain doublé, pour atteindre 200 000 dollars.

Le jour où il prête serment et descend Pennsylvania Avenue en limousine au milieu des vivats, il fait arrêter le convoi à l'angle de la 10^e Rue et sort de la voiture pour faire quelques pas avec sa femme et leur fils. Juste devant le majestueux Trump International Hotel. Comme par hasard. Cet hôtel cinq étoiles, qui a ouvert à peine deux mois avant l'élection, est le symbole de sa prise en main de la capitale fédérale. Dans cette ville sans gratte-ciel, il domine le paysage. Thomas Jefferson avait voulu faire de Washington une « Paris américaine » avec « des bâtiments bas et pratiques » et des rues « claires et aérées ». La hauteur des bâtiments étant limitée par la loi, l'une des seules exceptions avait été accordée à la grande poste sur Pennsylvania Avenue. Ce n'est plus une poste depuis des années, mais le bâtiment à la haute tour en faux roman reste le plus élevé du centre-ville après le Capitole. Aujourd'hui, dans la ligne d'horizon de Washington, on voit dépasser le Capitole, le Washington Monument et... l'hôtel Trump. La Maison Blanche, bien plus basse, fait figure en comparaison de maisonnette.

Cet hôtel est devenu le temple du mélange des genres. La Maison-Grise. Celle où l'on croise des diplomates et des lobbyistes venus dépenser des sommes considérables

pour s'attirer les bonnes grâces du pouvoir. Les ambassades du Proche-Orient y organisent des réceptions somptueuses. Pour les quatre premiers mois de 2017, l'hôtel, qui venait d'ouvrir, avait prévu des pertes de 2,1 millions de dollars. Il fera un profit de 2 millions de dollars. Entre-temps, Donald Trump était devenu président.

Juste en face de l'hôtel se dresse le siège du FBI, bâtiment vétuste et trop petit pour les célèbres policiers fédéraux. Ils doivent déménager vers un complexe plus fonctionnel, mais tout est suspendu, sur ordre de la Maison Blanche. Donald Trump veut laisser le siège du FBI où il est, pour ne surtout pas avoir un chantier ou, pire, un hôtel concurrent de l'autre côté de l'avenue.

Le Trump businessman a-t-il pris le pas sur le Trump président ? Pour se prémunir contre tout soupçon, Donald confie la gestion de ses biens – plus de cinq cents sociétés et entités à son nom – à ses deux fils aînés Donald Jr et Eric, avant d'entrer à la Maison Blanche. Un système de *blind trust* garantit qu'il ne se mêlera plus de son business tant qu'il sera président. Mais peu après son arrivée, il modifie les règles et s'autorise à retirer des fonds à sa discrétion. Ses fils le tiennent informés en permanence de l'accroissement de sa fortune, il le reconnaît devant des journalistes. L'idée s'installe peu à peu d'un président Trump dirigeant simultanément les affaires du pays et les siennes. Sans que l'on sache lesquelles l'emportent sur les autres.

Dans ses meetings de campagne, Donald Trump faisait reprendre en chœur le slogan « *drain the swamp* », littéralement « assécher le marécage ». Ce cloaque malsain d'un pouvoir politique fédéral qui serait corrompu. Il est vrai qu'à Washington l'argent coule à flots. Les quatre *counties*

(l'équivalent de nos cantons) les plus riches des États-Unis sont situés dans la banlieue de Washington. Habités par des lobbyistes ou des avocats s'enrichissant sur la bête du pouvoir fédéral.

Le lobbyisme, l'une des plaies de la démocratie américaine, n'a pas attendu Donald Trump pour prospérer. Depuis trente ans, l'État semble avoir baissé les bras. Lorsqu'un parlementaire réfléchit à un nouveau projet de loi, il se tourne, pour avoir des informations fiables, vers les services officiels, où le nombre de fonctionnaires a fondu. Ou bien vers ses propres assistants parlementaires, qui sont en général très jeunes, très mal payés et n'attendent que de pouvoir tripler leur salaire en passant dans le privé. Donald Trump ne changera pas le système. Toute sa vie, il a arrosé financièrement les campagnes électorales des deux bords pour s'assurer les bonnes grâces des politiciens new-yorkais.

Avec Trump, les lobbies ont du pain sur la planche. L'une des grandes réussites de l'administration Trump, la réforme fiscale fin 2017, donne lieu à une intense activité des groupes de pression, manœuvrant jusqu'à la dernière minute pour sauver ou agrandir telle ou telle niche fiscale. Les sénateurs démocrates découvrent ébahis, dans le projet de loi, des amendements rédigés à la main par des firmes de lobbyistes, et non pas par les parlementaires de la majorité.

Le mélange des genres a commencé dès le premier jour. Fin 2018, les procureurs de New York ouvrent une enquête criminelle sur le financement de la cérémonie d'investiture de janvier 2017. Le tout nouveau président a dépensé deux fois plus que son prédécesseur. L'enquête porte sur de possibles trafics d'influence et blanchiment d'argent. Où est allé l'argent ? Qui a payé et en échange de quoi ? Des questions qui reviennent sans cesse autour de cette Maison Blanche... Sous Donald Trump, le marécage

n'est pas près d'être asséché. Et ne le sera pas tant que le premier des crocodiles est soupçonné de s'y engraisser. Lui dont son ancien avocat Michael Cohen¹ assure qu'il gonflait artificiellement sa fortune pour figurer dans le classement du magazine *Forbes*. Et la dégonflait pour payer moins d'impôts.

Une façon simple de lever tout soupçon ? Qu'il publie sa déclaration de revenus.

1. Audition devant la Commission de contrôle gouvernemental, 27 février 2019.

3

Les médias, ennemis du peuple

16 février 2017. Donald Trump est tellement énervé qu'il doit s'y reprendre à deux fois. Il vient d'arriver à Mar-a-Lago après une semaine particulièrement éprouvante à Washington. Il envoie un premier tweet pour dénoncer l'attitude des médias à son endroit. Mais le message comporte trop d'espaces et il a oublié de citer deux chaînes. Il efface et il recommence :

Les médias de FAKE NEWS (le déclinant @nytimes, @NBCNews, @ABC, @CBS, @CNN) ne sont pas mes ennemis, ils sont les ennemis du peuple américain !

Ennemis du peuple américain. La guerre est officiellement déclarée.

Donald Trump s'en prend depuis longtemps à la presse. Il prétend même avoir inventé l'expression « *fake news* » (employée avant lui par le patron de Facebook, Mark Zuckerberg). Mais de là à l'accuser d'être l'ennemie du peuple ! Une lourde affirmation, déjà formulée en son temps par... Staline, et avec laquelle il franchit un nouveau cap. Dans ses meetings, Trump fait régulièrement huer les journalistes au fond de la salle. Avec toujours la même blague : « Regardez, ils viennent d'éteindre leurs caméras

parce qu'on les critique. » Alors que, pour les caméras, c'est justement un bon moment à enregistrer.

Trump a construit sa carrière sur son habileté à utiliser les médias, mais en un tweet, il vient de déclarer officiellement une guerre sans merci au quatrième pouvoir. Dans un meeting au Texas, un supporter de Trump ira jusqu'à se jeter sur un cameraman de la BBC en hurlant « *fuck the media!* »

La vindicte des présidents américains contre les médias n'est pas nouvelle. Thomas Jefferson avait une fois déclaré : « S'il faut choisir un gouvernement sans presse ou une presse sans gouvernement, je choisirai ce dernier. » Mais une fois président, il écrivait : « Il ne faut rien croire de ce qu'on lit dans les journaux. » Barack Obama aussi s'est plaint des médias : « Si je regardais Fox News, moi non plus je ne voterais pas pour moi. » L'affrontement avec la presse fait partie de la vie des démocraties. Mais pas au point d'appeler la presse « l'ennemie », surtout de la part d'un homme qui en est un énorme consommateur, et en joue sans arrêt, plus que tous ses prédécesseurs.

Au départ, tout le monde semble s'y retrouver. Trump renforce sa popularité auprès de sa base électorale en tapant sur les médias. Les médias, en rendant coup pour coup, attirent une nouvelle audience inespérée en ces temps d'effondrement de la presse traditionnelle. C'est gagnant-gagnant. C'est particulièrement frappant pour les deux titres les plus vilipendés par Trump, le *New York Times* et le *Washington Post*, qui connaissent une nouvelle jeunesse depuis son élection.

Donald Trump a une relation complexe avec le *New York Times*, qu'il qualifie régulièrement de « déclinant »

(*failing*). Pourtant, en bon New-Yorkais d'origine, le *NYT* reste son quotidien de référence, auquel il accorde de longues interviews. Il se confie régulièrement à la correspondante à la Maison Blanche, Maggie Haberman, qui n'est pas tendre avec lui. Mais en tant qu'ancienne de la presse tabloïd new-yorkaise (*New York Post*, *New York Daily News*), elle semble être l'une des rares à parler le Trump dans le texte.

De tradition plutôt démocrate, le *New York Times* n'a eu aucun mal à s'installer dans un rôle d'opposant à Donald Trump, tant pendant la campagne que pendant les premiers mois de sa présidence. Le journal a tenu tout au long de l'année 2017 un compte précis des « mensonges de Donald Trump », tandis que ses reporters d'investigation sortaient scoop après scoop sur les possibles relations de la campagne Trump avec la Russie. Le journal le plus influent du pays ne se contente pas de dénoncer Trump dans des éditoriaux au vitriol. Il y ajoute de l'enquête, des faits, des noms, des chiffres, des dates. À l'ancienne. Pour Dean Baquet, le rédacteur en chef du journal : « On ne peut pas se contenter de dessiner Donald Trump avec un nez de Pinocchio. Si notre travail n'est pas fondé sur du journalisme de qualité, cela ne marche pas. » En 2017, le *New York Times* a atteint la barre du milliard de dollars de recettes par abonnement. Le nombre des abonnements numériques est passé de 1 million à 2,6 millions de 2015 à 2018. Pour le *New York Times*, Trump est une poule aux œufs d'or.

Le *Washington Post* lui aussi a fait le choix de l'opposition. Et de la qualité. Après un passage à vide où la priorité était donnée aux nouvelles régionales et locales, le vénérable quotidien a été racheté en 2013 par Jeff Bezos, le patron d'Amazon, qui a lourdement investi dans la rédaction au

plan humain comme technologique. Le *WaPo* est redevenu un concurrent crédible du *New York Times*. Et un opposant résolu dès que Donald Trump a annoncé sa candidature. Le bras de fer entre Trump et Bezos, l'homme le plus riche du monde, est fascinant.

En janvier 2019, le patron d'Amazon publie une incroyable lettre ouverte où il affirme être l'objet d'un chantage de la part du journal à scandale *National Enquirer*. Celui-ci menace de publier des photos très intimes de lui et de sa maîtresse. Bezos engage des détectives pour savoir comment le journal a obtenu ces photos. Le *National Enquirer* lui demande d'arrêter d'enquêter, menaces d'avocat à l'appui. Selon l'entourage de Bezos, ces photos n'ont pas été piratées, elles ont été interceptées par une entité gouvernementale. Laquelle ? Dans sa lettre, le propriétaire du *Washington Post* pointe dans deux directions. Deux ennemis aussi puissants l'un que l'autre. Donald Trump, très proche du *National Enquirer*, on le verra dans l'affaire McDougal. Et l'Arabie saoudite, qui souhaiterait que le *Washington Post* parle un peu moins de son journaliste assassiné Jamal Khashoggi¹. La Maison Blanche et les Saoudiens démentent.

Trump est obsédé par la puissance d'Amazon. Il est intervenu auprès de la poste fédérale pour tenter d'augmenter les tarifs de livraison des commandes Amazon. Pour casser le modèle économique. Mais Bezos est bien décidé à rendre coup pour coup. Toujours prêt à ridiculiser l'hôte de la Maison Blanche, il a proposé de l'envoyer dans l'espace dans l'une de ses fusées. Plusieurs fois, le président américain a interdit l'accès de ses meetings de campagne aux reporters du *Post*, cibles désignées à la haine de ses supporters. Le quotidien washingtonien a lui aussi établi une

1. Voir chapitre 11, p. 187.

liste exhaustive des mensonges du président durant les cent premiers jours de sa présidence, puis la première année ; à la demande de ses lecteurs, une rubrique en ligne recensera finalement les contrevérités présidentielles jusqu'au dernier jour de son mandat. Le compteur a passé la barre des cinq mille mensonges au bout de 601 jours. Et celle des dix mille, seulement 226 jours plus tard, le 26 avril 2019. Le rythme s'accélère.

En termes de scoops, c'est l'émulation quotidienne avec le *New York Times*. C'est le *Washington Post* qui a notamment révélé en octobre 2016 l'enregistrement audio de Donald Trump expliquant que, grâce à sa célébrité, il pouvait tout se permettre avec les femmes. Scoop auquel s'ajoutent nombre de révélations moins nauséabondes sur l'enquête russe. Là aussi les lecteurs suivent : le *Washington Post* affiche plus d'un million d'abonnés en ligne, leur nombre a triplé pendant la première année de Donald Trump à la Maison Blanche.

Le *New York Times* et le *Washington Post* font partie du carré d'as des médias anti-Trump qui dominent le début du mandat, et du coup s'attirent les foudres du président. Les deux autres sont les chaînes de télévision CNN et NBC, avec en particulier sa déclinaison tout info MSNBC.

Le 11 janvier 2017, neuf jours avant l'investiture, un incident oppose le président élu au journaliste de CNN Jim Acosta. En conférence de presse, Acosta veut poser une question à Trump qui vient d'attaquer nommément CNN : « Vous venez de mettre en cause notre chaîne. » Donald Trump refuse de lui donner la parole : « Non, pas vous... pas vous... Votre chaîne est une honte... Je ne vous donnerai pas la parole... Ne soyez pas grossier... » Donald

Trump ajoute, l'index menaçant : « Vous, vous êtes *fake news*. » Ses collègues sont sous le choc.

Jim Acosta se fera ensuite une spécialité des échanges musclés avec le président. Échanges souvent divertissants, qui lui assurent sur les réseaux sociaux autant d'admiration que de critiques. En novembre 2018, il se verra brièvement retirer son accréditation à la Maison Blanche après un nouvel échange tendu avec le président lors d'une conférence de presse. Acosta est au premier rang et Trump lui donne la parole.

« Monsieur le président, je voudrais contester [*I would like to challenge*] un mot que vous avez employé, lorsque vous avez dit que la caravane de migrants était une invasion, ce n'est pas une invasion », déclare Acosta. Ce n'est pas une question. Acosta annonce clairement la couleur, il « conteste ». Est-ce vraiment son rôle ?

Le ton monte très vite.

Donald Trump défend le terme d'« invasion », le journaliste (dont la famille est d'origine cubaine) dénonce une « diabolisation des immigrés ».

« Ça suffit », coupe Donald Trump, qui essaie de donner la parole à un autre reporter.

Mais Acosta, contre les usages selon lesquels on ne pose qu'une seule question, garde le micro et enchaîne sur une question sur l'affaire russe.

« Je ne suis pas inquiet », l'interrompt Trump.

Acosta revient à la charge : « Craignez-vous une mise en examen ? »

« Ça suffit », répète sept fois le président américain.

Acosta agrippe le micro, qu'essaie de lui reprendre une jeune stagiaire de la Maison Blanche.

La séquence a duré deux minutes et fera la joie des réseaux sociaux. Trump et Acosta eux aussi sont ravis, ils

ont tenu chacun leur rôle. Encore une séquence gagnant-gagnant. Mais pour le geste, jugé violent contre la jeune femme, Acosta perdra son accréditation. CNN porte plainte contre la Maison Blanche ; elle rend son laissez-passer à Acosta.

CNN n'est pas, de loin, la chaîne d'infos la plus regardée aux États-Unis, mais elle a longtemps été celle des journalistes et des milieux politiques. La chaîne de l'*establishment*, dirait Donald Trump, qui l'a d'entrée prise en grippe.

En juillet 2017, le président diffuse un montage vidéo où on le voit boxer (c'est une ancienne vidéo détournée) un homme dont le visage a été remplacé par le logo de CNN. Pas très présidentiel. Il faut dire que CNN s'est fait une spécialité de reprendre systématiquement, avec force bandeaux rouges, la moindre révélation du *New York Times* ou du *Washington Post* sur l'enquête russe, sans vraiment expliquer l'importance de la révélation. Difficile pour le téléspectateur de savoir s'il s'agit d'une péripétie ou si la chute de la maison Trump est imminente...

Trump se vante de ne plus regarder CNN, ce qui ne l'empêche pas d'avoir une opinion précise sur le travail de ses journalistes : Don Lemon, « l'homme le plus bête de la télévision » ; Jim Acosta, « le dingue » ; Jake Tapper, « le laquais ».

Tapper, présentateur d'une émission quotidienne particulièrement mordante à 16 heures, se réfère souvent à la période du maccarthysme, où des innocents étaient poursuivis au nom de l'obsession anticomuniste et où démocrates comme républicains se taisaient, « ce qui avec le recul était une honte », explique-t-il en octobre 2017. « Que diront les gens qui regarderont la période actuelle

si nous ne luttons pas contre les mensonges ? Il n'y a pas deux faces à la vérité, il n'y a qu'une face, c'est la vérité. »

CNN est dirigée par Jeff Zucker, un maître de la recherche d'audience. Et une vieille connaissance de Donald Trump. Il dirigeait NBC à l'époque où Trump y animait l'émission « The Apprentice ». Zucker est aussi un proche de la famille, invité au mariage d'Ivanka Trump et Jared Kushner en 2009. Jeff Zucker s'exprime peu publiquement. Il reconnaît à la fois que « Trump est un aimant à publicités » – et donc à recettes –, mais admet aussi à mots couverts que CNN est tombée dans un piège dès la campagne présidentielle : « Si nous avons commis une erreur, c'est probablement d'avoir diffusé trop de meetings et de les avoir diffusés sur la longueur. Car avec Trump, on ne sait jamais ce qu'il va sortir. »

La chaîne MSNBC avait au départ un positionnement plus complexe, avec des émissions très anti-Trump mais aussi une parenté avec le réseau NBC qui, en tant que grand *network*, est tenu à une plus grande neutralité. Officiellement, l'antenne se divise entre des émissions très marquées à gauche le soir (Rachel Maddow, Chris Matthews) et le reste de la journée, où le ton est censé être plus neutre. Mais le succès du virage à gauche est tel que MSNBC a maintenant la deuxième meilleure audience derrière Fox News. Et l'ensemble de la journée est devenu ouvertement anti-Trump.

Au risque de mettre en péril l'image de NBC, le navire amiral. À deux reprises au moins, Trump a menacé de révoquer l'autorisation d'émettre de la chaîne NBC. Même s'il n'en a pas le droit. La figure de proue de NBC est son directeur politique Chuck Todd. Il est le présentateur de la prestigieuse émission « Meet the Press », le dimanche matin, la plus ancienne émission de télévision, toutes

catégories confondues. Doté d'une barbiche pas vraiment télégénique, Chuck Todd est néanmoins un journaliste respecté par tous. Y compris par le président, qui parle régulièrement avec lui en privé et, signe de respect, ne l'affuble sur Twitter que d'un surnom relativement bénin « Chuck Todd l'endormi » (*sleepy eye Chuck Todd*).

Le journaliste raconte que ses rencontres avec Trump se déroulent toujours de la même façon. Une entrée en matière rugueuse, où Trump lui reproche tel ou tel sujet diffusé sur NBC. Todd répond sur le même ton, puis après vingt minutes, le ton s'apaise et la réprimande tourne à l'offensive de charme. Chuck Todd est à la fois un des journalistes les plus connus et de ceux qui réfléchissent le plus aux défis posés à la presse par la présidence Trump.

Auprès de proches, il s'interroge : les journalistes ne sont-ils pas « tombés dans un piège tendu par Donald Trump » qui, « dès lors qu'il qualifie la presse de parti d'opposition, fait passer toute forme de critique pour une prise de position politique » ?

Sous Trump, la chaîne reine est Fox News. Des trois chaînes d'infos (avec CNN et MSNBC), elle était déjà la plus regardée à l'époque de Barack Obama. Elle avait réussi à rattraper puis à dépasser CNN, en changeant le contrat de départ des chaînes d'infos. On n'est plus dans l'info, on est dans l'impact. Il faut frapper fort. Fort visuellement, avec des couleurs et une mise en page agressives, mêlant gros titres et plans insistants sur les jambes des présentatrices. Fort politiquement, avec un positionnement de droite assumé, qui a fait monter les audiences et pousse CNN sur l'autre rive.

Mais Fox News n'est pas toujours la machine de propagande souvent décriée. Pendant la campagne présidentielle

c'est une journaliste de Fox News, Megyn Kelly, qui a le plus durement attaqué le candidat Trump, un soir de débat : « Vous traitez les femmes que vous n'aimez pas de grosse truie, chienne, crasseuse et d'animal dégoûtant, est-ce que cela est du niveau d'un homme qui veut devenir président ? »

Megyn Kelly finira par quitter la chaîne, mais on y trouve encore aujourd'hui des journalistes indépendants comme Chris Wallace, le très exigeant présentateur de l'émission politique du dimanche matin, ou Neil Cavuto, qui a lancé à l'antenne, en juin 2017 : « Monsieur le président, le problème ce ne sont pas les *fake news*. Le problème c'est vous. Et pas seulement vos tweets. C'est votre recherche constante de boucs émissaires. C'est votre refus de voir que parfois c'est vous qui nourrissez votre propre monstre. » Cavuto est toujours sur Fox News.

Entre 9 heures et 20 heures, Fox News est une chaîne tout à fait honorable. Paradoxalement plus équilibrée que MSNBC et CNN. Dr Jekyll dans la journée. Mais quand vient la nuit, et que commence la vraie bataille des audiences en *prime time*, la chaîne se transforme en Mr Hyde. Avec Tucker Carlson, Sean Hannity et Laura Ingraham comme autant de loups-garous hurlant à la lune trumpienne.

À ces heures-là, on est dans la propagande. Pas tellement pour défendre le président. Il est si virevoltant qu'il n'est pas toujours facile à défendre. Mais en attaquant systématiquement l'opposition et surtout les autres « médias dominants », en premier lieu CNN. Attaques portant sur des thématiques plus culturelles que politiques. CNN et les *mainstream media* étant accusés d'être pro-immigrés, antitradition, antiblancs, antiaméricains.

Le paroxysme est atteint dans l'émission de Sean Hannity, propagandiste en chef qui a quasi rang de ministre

tant il est proche du président. Ils se téléphonent sans arrêt. Un brillant polémiste, poussant le populisme jusqu'à s'inclure dans l'expression « nous, les clients malodorants de Walmart¹ ». Gagnant 36 millions de dollars par an, il y a pourtant longtemps qu'il n'a pas mis les pieds dans un de ces hypermarchés populaires.

La propagande paye. Fox News domine la soirée, avec deux fois plus d'audience que CNN et une fois et demie celle de MSNBC. La tonalité est délibérément anxio-gène. En suivant au jour le jour les caravanes de migrants en octobre 2018, la chaîne a fait plus d'audience qu'en octobre 2016, pourtant la fin de la campagne présidentielle.

Un président guidé par une chaîne. Elle-même guidée par la recherche d'audience. Elle-même guidée par la peur. Cela ne peut pas être bon pour le pays.

Fox News domine aussi le matin, de 6 à 9. Avec l'émission « Fox and Friends », que le site indépendant Mediaite qualifie d'émission « la plus influente du paysage médiatique ». Parce que « les sujets qu'elle traite déterminent la conversation nationale pour le reste de la journée ». Trump s'invite régulièrement dans l'émission, par téléphone, posant chaque fois des problèmes aux présentateurs qui, au bout d'une demi-heure de quasi-monologue, voudraient pouvoir passer leurs pages de publicité.

On se demande parfois si Fox News n'est pas devenue une annexe de la Maison Blanche. Ou si c'est l'inverse. Donald Trump évoque librement devant ses conseillers l'hypothèse de faire de la présentatrice de Fox News à 22 heures Laura Ingraham sa porte-parole à la Maison Blanche, puis se rend compte qu'elle est plus utile là où elle est.

1. Fox News, « Sean Hannity Monolog », 25 mars 2019.

Sa directrice de la communication, Hope Hicks, quitte ses fonctions en mars 2018 pour rejoindre la direction de la communication de Fox News. Elle est remplacée à la Maison Blanche par Bill Shine, précédemment directeur exécutif de la chaîne. Le fils du président, Donald Trump Jr, à force de regarder la chaîne, tombe amoureux, quitte sa femme et commence une nouvelle vie avec la présentatrice Kimberly Guilfoyle. Il arrive même que le président se comporte en rédacteur en chef mécontent. Le 16 avril 2019, il proteste dans un tweet contre le fait que Fox News ait longuement donné la parole la veille au candidat démocrate Bernie Sanders. Dans le même message, il regrette que la chaîne ait recruté la commentatrice démocrate Donna Brazile. « Et maintenant nous avons @donnabrazile. » Nous ? À Fox News, Donald Trump est vraiment chez lui.

Les stars de la télévision américaine étaient jadis Walter Cronkite, Peter Jennings ou Dan Rather, les présentateurs des journaux du soir sur les grands networks. Aujourd'hui, les stars sont Sean Hannity et Rachel Maddow, porte-drapeau de la droite et de la gauche, respectivement sur Fox News et MSNBC. Les chaînes d'info continue affichent des audiences records, parfois plus élevées que les networks, depuis qu'elles ont choisi de privilégier l'information politique. Les Américains en redemandent, singulièrement depuis l'arrivée de Donald Trump.

Pour ces « chaînes du câble », comme on les appelle aux États-Unis, c'est d'autant plus intéressant que le traitement de la politique ne coûte pas cher. Ce sont des invités en plateau qui débattent et commentent jusqu'à plus soif. Le reste de l'actualité, économie, société, étranger, a très largement disparu. Comme semble avoir disparu, et c'est

le plus grave, toute tentative d'objectivité. Fox News pour Trump, MSNBC et CNN contre Trump, tout le monde affiche clairement la couleur.

Les téléspectateurs ne veulent pas seulement de la politique, ils veulent qu'on en parle avec passion, comme sur Facebook ou Twitter. Ils attendent de plus en plus de leur chaîne d'info la confirmation de leurs convictions. Et tant pis pour les avis contraires et parfois éclairants. Plus les émissions sont engagées, plus l'audience augmente. Comme si, dans le sillage des réseaux sociaux, l'émotionnel l'emportait sur le rationnel.

Et gare à celui qui ne suit pas le mouvement. « CNN ne peut plus se permettre d'être au centre », estime Gabriel Kahn, professeur à l'Annenberg School for Communication de Los Angeles. Dans un univers d'informations « hautement émotionnelles », la chaîne « risquerait d'apparaître comme une biscotte au milieu des croissants¹ ».

Si l'on transposait cet état de fait à la France du début 2019, cela reviendrait à avoir par exemple une chaîne d'info favorable aux gilets jaunes, une autre favorable au président Macron, et aucune entre les deux ne tentant de respecter un équilibre. Aucune pour porter ce qui ressemblerait à un discours national.

Aux États-Unis, cette position impartiale reste en principe tenue par les networks (ABC, CBS, NBC), mais leur audience baisse, elle vieillit et ils ont eux aussi du mal à résister à l'anti-trumpisme ambiant.

Le légendaire Walter Cronkite, qui avait enlevé ses lunettes pour regarder l'Amérique dans les yeux et lui apprendre la mort de JFK, a dû se retourner dans sa tombe

1. « CNN vs. Fox: Why these two cable networks can't stop talking about each other », *The Washington Post*, 28 février 2018.

lorsque son lointain successeur Scott Pelley a commencé le journal du soir sur CBS le 6 février 2017 en résumant ainsi l'actualité dans les titres : « Bonsoir... une journée riche en déclarations présidentielles mensongères, en affirmations imaginaires ou fabriquées. Le vrai problème du président n'est pas sa relation avec les médias, mais sa relation avec les faits. » On peut le penser, on peut même le dire. Mais pas dans les titres du grand journal du soir regardé par des millions d'Américains à 18 h 30.

Quand vient la nuit, les grandes chaînes généralistes perdent toute apparence d'objectivité lorsque arrivent les comiques de deuxième partie de soirée. Depuis des décennies, ils rythment la vie américaine. Sur les trois grandes chaînes, le format est le même : à partir de 22 h 30, un comédien souvent bourré de talent monologue sur l'actualité récente, avant de passer à un format classique d'*infotainment* fondé sur des interviews de stars.

Depuis l'arrivée de Trump, ces monologues introductifs ont changé de nature. Terminé le ton bon enfant, où l'on se moquait gentiment du président et des personnalités les plus en vue. Ces émissions sont devenues des tribunaux et ces « comiques » des procureurs implacables qui étrillent Donald Trump sur la forme comme sur le fond de sa politique. Parce qu'ils ne l'aiment pas, et parce que les taux d'audience les incitent à aller toujours plus loin, parfois toujours plus bas, dans la critique.

Steven Colbert en est le meilleur exemple. Présentateur du « Late Show » sur CBS, il a vu ses audiences décoller et dépasser le leader traditionnel NBC le jour où il a décidé de politiser son monologue. Steven Colbert revendique à l'antenne le droit d'insulter Donald Trump et rien ne l'arrête.

Le 1^{er} mai 2017, il se lance dans une violente diatribe qui s'achève par ces mots : « Monsieur le président, votre bouche est juste bonne à servir de fourreau à la bite de Poutine. » Sur une grande chaîne nationale ! L'instance de régulation des médias, la FCC, saisie par de nombreux téléspectateurs, a refusé de réprimander le présentateur. Liberté d'expression oblige. La FCC n'est pas intervenue non plus lorsque, quelques jours plus tard, sur la chaîne HBO, le présentateur Bill Maher a suggéré de possibles relations sexuelles entre le président et sa fille Ivanka.

Les comiques ne cessent de repousser les limites. La comédienne Kathy Griffin, elle, a passé les bornes. Elle s'est fait photographier avec à la main une fausse tête ensanglantée de Donald Trump, comme s'il avait été décapité par Daech. Donald Trump a tweeté que son fils de onze ans avait été choqué. La comédienne a dans la foulée perdu nombre de ses contrats.

Le monde du spectacle semble en campagne permanente contre le président. Hollywood dans son ensemble, gros contributeur du Parti démocrate, et les stars individuellement. À la cérémonie des Golden Globes, juste avant l'investiture, Meryl Streep avait sans le nommer attaqué l'intolérance du président. Qui, furieux, le lendemain l'avait qualifiée de « larbin d'Hillary... l'une des actrices les plus surcotées d'Hollywood ».

À la cérémonie des Oscars, en 2017, le présentateur Jimmy Kimmel a beaucoup fait rire quand il a anticipé les tweets que le président ne manquerait pas d'envoyer « tout en lettres capitales au moment de ses mouvements intestinaux de 5 heures du matin ». Un an après, le même présentateur récidive, toujours aux Oscars :

« Que la tempête de tweets recommence depuis les toilettes présidentielles. »

En juin 2018, c'est Robert De Niro qui lance un tonitruant « *Fuck Trump* » sur la scène des Tony Awards, l'équivalent des Molières. L'assistance très sélect du Radio City Music-Hall se lève comme un seul homme. Il réitère, ovationné : « On ne dit plus : "À bas Trump !", on dit : "*Fuck Trump* !" »

La chaîne CBS, qui diffuse en direct avec un délai de dix secondes, a eu le temps d'effacer le mot « *fuck* », le *F-word* comme disent les Américains, toujours interdit à la télévision américaine, sauf sur la chaîne HBO, ce qui lui doit d'ailleurs une part de son succès.

Comment ne pas penser au supporter de Donald Trump, dans le Kansas, qui voit défiler chaque soir sur ses grandes chaînes ces New-Yorkais et ces Californiens bien habillés afficher autant de haine envers « son » président ?

Étonnamment, la presse écrite de droite n'est pas tendre non plus. Les médias conservateurs sont traditionnellement proches de l'*establishment* républicain.

À commencer par le *Wall Street Journal*, le quotidien des milieux d'affaires, qui n'aime pas du tout le « nationalisme économique » et les tendances protectionnistes du président. En mars 2017, il dénonce aussi son comportement personnel et les « dégâts que M. Trump cause à sa présidence avec son flot incessant d'exagérations, accusations sans preuve, démentis douteux et autres mensonges... Le président s'accroche à ses proclamations comme un ivrogne à sa bouteille de gin vide. » Un an plus tard, en mars 2018, le même *Wall Street Journal* dénonce, face aux accusations de l'ancienne actrice X Stormy Daniels, un comportement du président

pouvant « conduire à sa chute », notamment sa conviction qu'en « menaçant et dissimulant il s'en sortira toujours ».

Lorsque le président s'en prend à son ministre de la Justice Jeff Sessions dans « l'affaire russe », la *National Review* parle de « honte ». Et même le site Breitbart, dirigé par l'ancien conseiller stratégique du président Steve Bannon, estime que le comportement de la Maison Blanche dans cette affaire « ne sert qu'à mettre en lumière la propre hypocrisie de Trump ». Ce que n'avait pas anticipé Trump le communiquant, c'est qu'une fois au pouvoir ses relations avec la presse ne pourraient plus être les mêmes. Plusieurs mois après son arrivée au pouvoir, il rencontre les présentateurs des grands journaux télévisés, qui lui demandent ce qui l'a le plus surpris à la Maison Blanche. Il répond sans hésiter : « Le fait que vous n'avez jamais changé votre couverture de ma présidence, le fait que cela ne s'est jamais amélioré. »

Les médias américains sont-ils incapables de dire du bien de Donald Trump ? L'ancien président démocrate Jimmy Carter, qui n'est pas soupçonné d'être trumpiste, estime que « les médias sont plus durs avec Trump qu'avec aucun autre président ». Aucun autre président n'avait à son service une chaîne aussi dévouée que Fox News. Mais jamais non plus le reste du paysage médiatique aussi hostile. Même Bob Woodward, la figure de référence du journalisme américain depuis le Watergate, estime que certains de ses confrères sont biaisés et « boivent sans modération la potion anti-Trump ».

Selon un sondage NBC/*Wall Street Journal*, 51 % des Américains estiment que les médias sont injustes avec le président, contre 41 % les trouvant objectifs. Si l'on estime que 60 % des Américains n'aiment pas leur président, il y en a un nombre non négligeable qui n'aiment ni leur président ni leurs médias.

Et s'ils en avaient trop fait ? S'ils avaient perdu au passage une bonne dose de crédibilité ? La couverture très négative de la présidence Trump est souvent justifiée par les excès du président. Mais pas toujours. Les médias ont trop tendance à vouloir jouer les redresseurs de torts.

Un mois après l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, le *Washington Post* a ajouté une devise à sa première page : « *Democracy dies in darkness* » (« La démocratie meurt dans les ténèbres »).

Face à un président qui traite les médias sérieux de *fake news* et les *fake news* de médias sérieux, la presse a estimé qu'elle n'avait pas d'autres choix que de se lancer dans une croisade pour la vérité. Dans un pays où la presse est plus puissante et plus indépendante que nulle part ailleurs, c'est son devoir traditionnel de dénoncer les mensonges de l'exécutif. Sauf que la masse de contrevérités est devenue telle que la presse donne l'impression d'être, en réaction, tombée dans l'opposition systématique. Un piège tendu par Donald Trump ? De gagnant-gagnant, est-on passé à gagnant-perdant ? Gagnant pour Trump, perdant pour les médias ? Après des mois de scoops ravageurs et de *fact-checking*, d'indignation et de dénonciation, il faut bien reconnaître que pas un électeur de Trump ne semble avoir changé d'avis sur son héros.

Mais l'histoire n'est pas finie. Si la presse avait perdu toute influence, Donald Trump dépenserait-il autant d'énergie à tenter de la démolir jour après jour ? Il sait qu'il n'aura pas forcément le dernier mot.

Si l'attitude des médias du XXI^e siècle face au populisme reste à inventer, l'Amérique montre la voie : éviter les pièges et tenir bon.

Une présidence de télé réalité

« Monsieur le président, je ne pense pas que nous devrions débattre devant la presse.

— Mais si, Nancy, ce n'est pas un problème, cela s'appelle la transparence.

— Ce n'est pas de la transparence car vous ne dites pas la vérité. »

Donald Trump a insisté pour que les caméras puissent rester et enregistrer cette scène incroyable dans le Bureau ovale : les plus hauts responsables de l'État se disputant comme des chiffonniers. En ce 11 décembre 2018, Donald Trump a décidé de déclencher une crise autour de son projet de mur à la frontière mexicaine. Si le Congrès ne lui donne pas 5 milliards de dollars, il fermera une partie des administrations, ce que l'on appelle le *shutdown*. Ce que l'on pourrait aussi appeler du chantage. Trump l'assume parfaitement. Il veut même en faire un de ces grands moments de télévision dont il a le secret. Le grand maître de la télé réalité, le bretteur de la caméra qui terrasse en direct, dans son bureau, les représentants fatigués d'une autre époque politique. Il est bon à la télévision et, quand les caméras tournent, rien ne lui résiste.

Sauf que, cette fois, la magie ne va pas opérer. Il y a de bonnes émissions, il y en a de moins bonnes. Celle-là est

carrément mauvaise. Les deux leaders démocrates Nancy Pelosi, leader nouvellement élue de la majorité démocrate à la Chambre, et Chuck Schumer, leader de la minorité démocrate au Sénat, refusent de jouer à « Qui veut donner des millions pour financer mon mur ? »

Ils le font avec courtoisie, en répétant qu'on ne doit pas fermer des administrations pour cela. Donald Trump s'énerve et finit par lâcher. « Bon, OK, j'assume. Je ne vais pas rejeter la faute sur vous. » Et il ajoute : « Je vais fermer les administrations et j'en suis fier. »

Cette petite phrase sera rediffusée à l'envi pendant les trente-cinq jours que durera la fermeture des administrations, le *shutdown* le plus long de l'histoire du pays, qui se terminera par un fiasco pour Donald Trump. Il devra rouvrir les administrations sans avoir obtenu un centime pour son mur.

La télé réalité est une chose, la réalité politique en est une autre.

Toute la vie de Trump tourne autour de la télévision. Dans le quartier de Jamaica Estates, à New York, ses parents ont été les premiers à avoir la télévision en couleur, alors que les voisins ne l'avaient pas tous en noir et blanc. Depuis qu'il est à la Maison Blanche, le *Washington Post* a calculé que Donald Trump passe en moyenne cinq heures par jour à regarder la télé. C'est la moyenne d'un Américain de cinquante à soixante-quatre ans. À son âge, les septuagénaires américains passent en moyenne sept heures devant leur poste. Mais ils ne sont pas président.

Sa journée commence autour de 5 h 30 en regardant CNN. Puis, à 6 heures, il bascule sur son show fétiche, « Fox

and Friends », émission qui lui est totalement favorable sur Fox News. C'est là qu'il puise l'inspiration de la plupart de ses tweets matinaux. Mais il ne peut s'empêcher de garder un œil sur l'autre bord : le très grinçant « Morning Joe » sur MSNBC, où les animateurs Joe Scarborough et Mika Brzezinski, après lui avoir fait les yeux doux pendant la campagne, sont devenus de mordants contradicteurs.

C'est à ce moment-là aussi qu'il se repasse en différé les émissions humoristiques de la veille, qui lui sont toutes cruellement défavorables. Mais il veut savoir. Tout voir. Cela aura été sa ligne toute sa vie : en bien ou en mal, l'essentiel est que l'on parle de lui.

Une fois ingurgitée sa première dose de télévision, il se prépare à passer de l'autre côté de la lucarne magique.

Ses appartements sont une vaste loge de maquillage où, chaque matin, il prépare soigneusement sa journée comme un présentateur prépare son passage à l'antenne. À commencer par la complexe séance de coiffure quotidienne, où il s'applique à rabattre la longue mèche de cheveux qui poussent sur le côté (ce sont les siens) vers l'avant en une savante sculpture qu'il a préalablement colorée et qu'il faudra ensuite solidement laquer.

Tout pour la télé. Donald Trump soigne son bronzage comme sa tenue vestimentaire. Résolument années 1980, mais toujours soigné. Costume bleu, chemise blanche et cravate rouge symbole de puissance, toujours trop longue (symbole phallique ?) mais toujours impeccable.

Avant chaque apparition devant les caméras, un conseiller lui tend un spray de marque TRESemmé Tres Two pour remettre de l'ordre dans son casque blond. En février 2018, un coup de vent malencontreux soulève ses cheveux alors qu'il monte dans Air Force One, faisant apparaître une curieuse calvitie à l'arrière de son crâne. L'image fait le

tour du monde. De manière inhabituelle pour lui, Trump ne parlera jamais de l'incident. Preuve qu'il a été atteint.

Contrairement au président Johnson, qui avait fait installer trois écrans dans le Bureau ovale pour regarder les journaux du soir, le président Trump n'a pas d'écran dans son bureau. Mais il s'arrange pour laisser la porte ouverte afin de garder un œil en biais aux dernières *breaking news* sur le grand écran qu'il a fait installer dans la salle à manger contiguë.

Une fois sa (courte) journée de travail terminée, s'il n'a pas d'autre obligation, le président retrouve sa chère télécommande. Le journaliste Michael Wolff¹ raconte qu'il lui arrive de se mettre au lit dès 18 h 30 avec un cheeseburger, à regarder ses trois écrans en passant des coups de fil. La soirée s'achève devant l'émission de Sean Hannity, si proche du président qu'il est devenu conseiller de l'ombre et porte-parole officieux. Peu après 22 heures, quand il a rendu l'antenne, le présentateur appelle quasiment tous les soirs le président pour s'assurer qu'il est satisfait de ce qu'il vient de voir. Puis le président s'endort. Seul. Pas de livre de chevet. Après une dernière dose de Fox News.

Son narcissisme médiatique ne date pas d'aujourd'hui. Lorsqu'il était promoteur à New York, Trump consacrait autant d'énergie à construire des tours qu'à soigner son image. Notamment auprès des quotidiens tabloïds de la ville, le *New York Post* et le *New York Daily News*. Ils ont largement couvert ses deux divorces à grand spectacle et ses projets immobiliers. L'essentiel, pour lui, était que l'on puisse voir son nom, que ce soit dans la rubrique scandale ou en lettres dorées sur la façade de ses immeubles.

1. Michael Wolff, *Le Feu et la Fureur*, *op. cit.*

Donald Trump consacrait beaucoup de temps (il le fait toujours) à appeler directement les journalistes, souvent pour les cajoler, parfois pour les menacer, s'ils s'intéressaient d'un peu trop près à ses affaires, ou s'ils ne parlaient pas de lui avec suffisamment de superlatifs.

La une du *New York Post* du 16 février 1990 est restée célèbre : on y voyait Marla Maples, alors sa maîtresse, et qui deviendra sa deuxième femme, affirmant qu'elle a eu avec Donald Trump la meilleure relation sexuelle de sa vie : « *Best sex I ever had.* » Elle a par la suite démenti. Lui pas.

À l'époque, il prend l'habitude d'appeler les journaux sous un faux nom, se faisant passer pour John Baron (ou Barron) ou John Miller, porte-parole de Donald Trump. Il dévoile, sous le sceau du « secret », des scoops sur les succès de son patron, en amour comme en affaires. « John Miller » fait ainsi courir le bruit que Donald Trump est courtisé par Madonna, Kim Basinger ou Carla Bruni. Liaison que cette dernière démentira en déclarant sans ambages au *Daily Mail* : « Trump est à l'évidence un cinglé. »

Pendant la campagne présidentielle de 2016, Trump écrase ses concurrents par sa maîtrise de l'outil télévisuel. Des années de présentation de l'émission de télé-réalité « *The Apprentice* » et des prédispositions naturelles lui ont donné une aisance parfaite de l'art de la répartie en direct. Il affuble avec talent ses adversaires de surnoms : le petit Marco (Rubio), Hillary la fripouille, ou Ted (Cruz) le menteur. Il fait rire autant qu'il convainc. Toujours disponible, incapable de résister à un micro ou à une caméra. En termes de communication, sa campagne, avec une équipe aussi réduite que changeante, est un modèle du genre.

Une fois à la Maison Blanche, il adopte les mêmes recettes. Le véritable directeur de la communication s'appelle Donald Trump. Cinq personnes se succéderont à ce poste, pendant les quinze premiers mois de la présidence. Aucune n'aura vraiment la maîtrise du message. Anthony Scaramucci, dit « Le Mooch », un ancien banquier d'affaires haut en couleur, ne tiendra même pas une semaine.

Celle qui semble avoir le mieux maîtrisé la fonction sera Hope Hicks, vingt-neuf ans. Elle a tissé, depuis l'époque où elle travaillait avec lui à New York, une relation de grande confiance avec Trump. Mais elle aussi finit par jeter l'éponge. Laisant le président diriger seul sa communication sur Twitter, au gré de ses humeurs.

S'il s'écoutait, Donald Trump ne nommerait au gouvernement que des présentateurs de télévision. Après le départ de Gary Cohn, il nomme comme conseiller aux affaires économiques Larry Kudlow, célèbre éditorialiste de la chaîne financière CNBC. Comme ambassadeur à l'Onu après la démission de Nikki Haley, il nomme, après avoir hésité à choisir sa fille Ivanka, Heather Nauert, qui a été porte-parole du Département d'État, mais surtout présentatrice sur Fox News. Elle déclinera le poste.

Au poste stratégique de conseiller à la Sécurité nationale, il désigne John Bolton, qu'il a longuement vu dans son rôle de chroniqueur sur Fox News.

Adjoint au conseiller à la Sécurité nationale : K. T. McFarland, commentateur sur Fox News.

Ministre du Logement : Ben Carson, chroniqueur sur Fox News.

En meeting, il fait applaudir non pas la liste de ses ministres, peu connus, mais les grands noms de Fox News.

Hannity, Ingraham, Carlson – comme s’ils étaient son vrai gouvernement, sa garde rapprochée.

Puisqu’il ne s’intéresse qu’à la télévision, les groupes de pression voulant atteindre le président n’hésitent pas à acheter de coûteux spots de publicité aux horaires où l’on sait qu’il est devant son récepteur. Pendant « Fox and Friends », mais aussi sur CNN autour de 5 heures du matin.

Les lobbies suivent le président jusque sur son lieu de vacances. Ils achètent des espaces sur les chaînes locales de Floride lorsqu’il va se reposer à Mar-a-Lago en hiver. Ou sur les chaînes du New Jersey quand il va l’été jouer au golf à Bedminster. L’industrie sidérurgique l’a fait au printemps 2018, pour encourager le président à taxer les importations. Les lobbies agricoles également pendant l’été 2018, pour que l’on augmente la part de l’éthanol dans le carburant. Dans les deux cas, le président a pris la décision attendue par les annonceurs lobbyistes.

Sans parler des services de renseignement, russes ou autres, fortement soupçonnés de s’introduire dans le processus de fabrication des émissions de Fox News¹. Pour connaître à l’avance et éventuellement influencer les contenus qui vont influencer les décisions politiques du président des États-Unis.

Donald Trump ne serait jamais devenu président s’il n’avait pas été animateur de télévision. C’est de là que

1. « Foreign spies are watching – and probably targeting – Fox News Channel », *The Washington Post*, 10 janvier 2018.

vient sa célébrité, bien plus que de ses gratte-ciel et de ses hôtels. C'est là que réside son vrai talent, son « génie », comme dit sa fille Ivanka. L'expression peut faire sourire, mais il y avait effectivement quelque chose de génial dans la façon dont il a dirigé pendant quatorze ans l'émission « The Apprentice » et surtout dont il en a tiré profit pour se faire élire.

« The Apprentice » a remplacé la célébriissime série *Friends*, qui venait d'achever sa dixième et dernière saison. Il faut alors un nouveau concept fort le jeudi à 21 heures, à la hauteur de l'énorme succès de la série culte des années 1990. Ce sera « The Apprentice ». Donald prenant la suite de Rachel, Ross, Joey et Monica.

Trump se révèle si spectaculaire dans sa façon de dire « *You're fired* », tellement à l'aise dans l'improvisation de son rôle de grand patron roué, que NBC décide de lui confier une seconde saison. Puis une troisième. Il en fera quatorze.

Trump est dès lors un nouvel homme. Il n'est plus « le colporteur discrédité des années 1990 qui a massacré Atlantic City, comme l'écrit *The New Yorker*, le paria des tabloïds auquel plus aucune banque ne voulait prêter d'argent ». L'émission l'a transformé en « un titan de l'industrie admiré nationalement pour porter ce qu'il appelle lui-même une marque de la meilleure qualité ». En arrivant à la Maison Blanche, Donald Trump demande à ses équipes : « Pensez à chaque jour de ma présidence comme une émission de télévision où je bats un adversaire. »

Il veut diriger le pays comme il a dirigé « The Apprentice ». Divertir, provoquer, surprendre. De fortes personnalités, des rivalités, des coups de théâtre. Chaque soir quelque chose de nouveau.

Comme dans la télé réalité, Trump est obsédé par le cérémonial, par les audiences. Pas du tout troublé par la confusion constante entre les rumeurs et les faits.

Le public regarde. Horrifié ou emballé, mais il regarde cette Trump TV. Comme le résume le *New York Times* : « Au moment où les chaînes se multiplient et les audiences s'émettent sur les réseaux sociaux, qu'on l'aime ou pas, Donald Trump crée un spectacle télévisuel national. »

Première règle de la Trump TV : occuper le terrain en permanence. Des heures de présence devant la caméra. Cérémonies, décorations, déplacements, tout est bon pour un point de presse improvisé. Aucun de ses prédécesseurs n'a été aussi critiqué par la presse. Aucun n'a été plus disponible pour répondre aux journalistes. À l'automne 2017, le correspondant de la chaîne ABC Jonathan Karl le reconnaît : « J'ai eu la possibilité de poser plus de questions au président Trump depuis deux semaines qu'au président Obama pendant les deux dernières années de sa présidence. »

Donald Trump est le premier à demander la retransmission de certains Conseils des ministres. La première fois, les ministres, surpris, ont été copieusement moqués car, n'ayant rien préparé, ils se sont retrouvés à faire assaut de flatterie : « Monsieur le président, merci de m'avoir fait l'honneur de me permettre d'appliquer votre programme... C'est le plus grand honneur de ma vie que de pouvoir servir un président qui tient ses promesses au peuple américain. » Même en Corée du Nord, on n'aurait pas osé.

Tout est mis en scène. Quand Donald Trump s'exprime sur la séparation de ses finances et de sa fonction, il fait

préparer pour les caméras une montagne de centaines de dossiers fortement soupçonnés d'être factices. « Tout est là », lance-t-il fièrement. Son souci de transparence n'ira pas jusqu'à autoriser les journalistes à vérifier la nature des documents. Et quand le président choisit un juge à la Cour suprême, il met en scène la sélection des candidats et l'intronisation de l'heureux élu comme s'il s'agissait de la finale d'une saison de « The Apprentice ».

Les traditionnels points de presse quotidiens du porte-parole de la Maison Blanche ont à l'inverse quasiment disparu. Un par mois et encore. À quoi bon, quand le président lui-même parle tout le temps ?

Chaque fois qu'il quitte la Maison Blanche, là où ses prédécesseurs se contentaient de saluer de loin, il s'approche des reporters sur la pelouse sud avant de monter dans l'hélicoptère. Nombre des déclarations présidentielles ont ainsi lieu avec en fond le bruit assourdissant des rotors. Donald Trump en voit l'avantage. Si une question ne lui convient pas, il prétend qu'il ne l'entend pas.

Deuxième règle de la télé réalité trumpienne : privilégier la télé sur la réalité. L'effet avant les faits. La vérité n'est qu'une donnée relative. Dès 1987, dans son livre *L'Art du deal*¹, Donald Trump annonçait la couleur : « Les gens ont besoin de croire que quelque chose est plus grand, plus gros, plus spectaculaire. C'est ce que j'appelle l'hyperbole de la vérité. C'est une forme innocente d'exagération et une forme très efficace de promotion. » Les deux premières années de la présidence Trump auront été une succession d'hyperboles, pour ne pas dire de purs mensonges.

1. Donald Trump, *L'Art de la négociation*, Archipoche, 2019.

Morceaux choisis : la sidérurgie ouvre des usines ; Obama séparait les familles à la frontière ; Trump a lancé la plus grosse réduction d'impôts de l'histoire ; les pays de l'Otan doivent de l'argent aux États-Unis ; le mur est en train d'être construit. Tout cela est faux. Mais on n'y prête quasiment plus attention.

Le *Washington Post* a recensé 5,9 mensonges par jour la première année, 16,5 la deuxième avec une intensification à l'approche des élections de mi-mandat. Il y a aussi 11 % du temps où le président ne ment pas. Le *Washington Post* suggère malicieusement que ce sont les jours où il joue au golf.

Les supporters de Donald Trump ne perdent plus d'énergie à nier qu'il lui arrive de prendre des libertés avec la vérité. Les fans du président font observer que ces « hyperboles » n'ont jusqu'à présent pas eu de grosses conséquences sur la vie des Américains. Contrairement, font-ils observer, aux contrevérités de certains de ses prédécesseurs sur la guerre du Viêtnam ou la guerre en Irak. Où les mensonges se sont traduits par la mort de milliers de citoyens américains. Ils dénoncent aussi l'énergie sans précédent déployée à scruter la moindre déclaration présidentielle dans des sites comme Politifact, Factcheck.org, le Fact Checker du *Washington Post* ou les « Fact Checks » du *New York Times*. Jamais, disent-ils, un président n'a été autant mis sous surveillance. Ce qui, pour le coup, est la vérité.

La troisième règle, c'est la brutalité. Donald Trump s'est rendu célèbre avec sa formule « Vous êtes viré ! ». Il aura passé ses deux premières années à la Maison Blanche à licencier sans ménagement ses collaborateurs. Deux *chiefs*

of staff, deux conseillers nationaux à la Sécurité, un secrétaire d'État, un attorney général (ministre de la Justice), un secrétaire à la Défense, un ministre de la Santé, de l'Environnement, des Anciens Combattants et de l'Intérieur. Tous ont « démissionné sous la pression » comme l'analyse la Brookings Institution¹, qui relève que le turnover (le taux de rotation dans les hautes fonctions de l'administration) est plus élevé dans l'administration Trump que dans les cinq précédentes.

Donald Trump ne se contente pas de licencier, il s'emploie à détruire la réputation de tous ceux qui l'ont servi sans voir que leur échec est le plus souvent le sien. C'est comme une seconde nature. Trump a toujours eu besoin d'ennemis. Que ce soit dans le monde de l'immobilier à New York, dans le monde du golf, dans la primaire républicaine, dans son duel avec Hillary Clinton. Il a gardé de son ancienne vie sa règle de vie maintes fois énoncée : « Toujours se venger, rendre les coups dix fois plus fort. »

Son ancien conseiller Cliff Slim raconte dans un livre² qu'il a vu le président griffonner sur du papier à en-tête de la Maison Blanche une liste des « serpents à éliminer ». Il raconte comment le *chief of staff* John Kelly comptait les jours dans ce qu'il qualifiait de « pire job que j'aie jamais eu », ajoutant : « Si je suis viré ce sera le plus beau jour depuis que j'ai mis les pieds dans cet endroit. » Son vœu sera exaucé.

Donald Trump terrorise son entourage comme il a terrorisé les candidats de « The Apprentice ». Mais n'est-ce

1. « Trump White House Saw Record Number of First-Year Staff Departures », *The Wall Street Journal*, 28 décembre 2017.

2. Cliff Sims, *Team of Vipers: My 500 Extraordinary Days in the Trump White House*, St. Martin's Press, 2019.

pas finalement ce qui lui a permis de tenir ? « Son esprit guerrier lui a peut-être aliéné beaucoup d'électeurs, écrit le *New York Times*, mais il lui a permis de conserver une puissance bien supérieure à celle que d'autres présidents, avec une cote de popularité de 40 %, auraient pu escompter. » Personne n'a envie de se trouver dans la ligne de mire d'un tweet assassin.

Quatrième règle : l'art de la diversion. Lorsqu'il revient de sa désastreuse rencontre avec Vladimir Poutine à Helsinki en juillet 2018¹, Donald Trump se lance dans une attaque tous azimuts contre la Chine, l'Union européenne et la Réserve fédérale. L'été d'avant, alors qu'il était en difficulté après les incidents dramatiques de Charlottesville, il s'était précipité en Arizona pour annoncer la grâce du très controversé shérif Arpaio, héros des anti-immigrés. En octobre 2017, alors qu'il est critiqué pour sa gestion de l'ouragan Maria à Porto Rico, il déclenche une polémique sur les joueurs de football américain qui refusent de se lever pour écouter l'hymne national.

« Donald Trump sait parfaitement manipuler la presse et les cycles de l'information, explique Tom Colicchio², producteur exécutif de l'émission "Top Chef". Chaque fois qu'il est en difficulté, il change le sujet de la conversation, vers une nouvelle thématique scandaleuse, et on oublie ce qu'il vient de faire. Comme un calamar qui remplit la mer d'encre pour échapper à ses prédateurs. » Le calamar Donald Trump est parfaitement à l'aise dans cet

1. Voir chapitre 14, p. 243.

2. « Is Reality TV Really to Blame for President Donald Trump ? », *Vanity Fair*, 7 juin 2018.

océan où sans arrêt une vague chasse l'autre. Un tweet de Donald Trump et les chaînes d'info se bardent de rouge et démarrent un nouveau cycle de réactions et de débats qui chasse ce qui faisait l'actualité une heure avant.

Sur Twitter, Trump n'a pas forcément de stratégie. Il se laisse porter par le flot. Il essaie tellement de distraire les médias qu'à l'arrivée c'est souvent lui qui se laisse distraire.

Les Américains ont un goût tout particulier pour la dramatisation de la vie politique ou judiciaire à la télévision. Trump le sait. Des obsèques de Kennedy jusqu'aux auditions du Watergate. Un goût, même, pour un certain voyeurisme : la confirmation du juge suprême Clarence Thomas accusé de harcèlement sexuel, le procès d'O. J. Simpson, meurtrier présumé, retransmis intégralement. Jusqu'aux auditions à grand spectacle de l'ère Trump, celles du juge Kavanaugh et de l'ancien avocat Michael Cohen¹. Où la caméra ne lâche pas le témoin pendant des heures, jusqu'à ce qu'il pleure, souvent, ou qu'il craque, parfois. Donald Trump redoute particulièrement les nombreuses auditions publiques annoncées par la nouvelle Chambre des représentants. Auditions de ses proches, pourquoi pas de ses enfants. Il a peur qu'elles lui volent la lumière.

Il en va de l'addiction à la télé-réalité comme de toutes les addictions. Il faut tôt ou tard augmenter la dose. À force de donner à ses fans le goût de l'outrance et de l'hyperbole, ceux-ci risquent de se lasser d'un « Trump Show » qui, même s'il est bien rodé, commence après deux années à montrer ses limites, sinon ses ficelles. Ils ont désormais tendance à se porter vers d'autres « shows », d'autres médias

1. Voir chapitres suivants.

plus outranciers et plus hyperboliques que celui de la Maison Blanche. Là réside un vrai danger pour Donald Trump.

La menace médiatique vient moins de sa gauche que de sa droite, où l'on trouve une myriade de sites et de commentateurs qui se sont fait une spécialité de le soutenir en apparence pour mieux l'attirer sur les rives d'une extrême droite sans complexe. Ainsi le site Infowars, qui propage tant de théories du complot qu'il a été banni par Facebook, Twitter et Apple, mais rassemble quand même plus de lecteurs sur son site que *Newsweek* ou *The Economist*. Ou les chaînes de télévision One America News Network (OANN) et Newsmax, à côté desquelles Fox News semble presque une chaîne de gauchistes.

Dans la crise du *shutdown* de janvier 2019, Donald Trump a été pris en étau entre l'intransigeance de la nouvelle majorité démocrate à la Chambre des représentants et les commentateurs de la droite dure : Rush Limbaugh, Ann Coulter et tous les sites de cette mouvance comme le Daily Caller, qui exigeaient de lui qu'il ne cède rien tant qu'il n'obtiendrait pas les crédits pour son mur à la frontière. Lorsqu'il a fini par céder sans rien obtenir après trente-cinq jours de *shutdown*, Ann Coulter l'a traité de « mauviette » sur Twitter. Donald Trump n'a pas répondu. Il n'a pas appliqué sa méthode de rendre les coups dix fois plus fort. Comme s'il était sonné. Comme si le tout-puissant animateur de « The Apprentice » n'arrivait plus à trouver la répartie qui fait mouche.

Trump a réussi à garder le soutien de sa base grâce au rythme haletant de deux années de télé réalité effrénée. Avec une cote de popularité globalement plus basse que celle de ses prédécesseurs, il ne peut absolument pas se permettre de perdre ses fans. Il n'a pas le droit de lasser son public.

C'est le problème de la télé réalité : même les meilleures émissions ont une fin.



5

Trump est-il fou?

Nuit de Noël 2018.

Je suis tout seul à la Maison Blanche (pauvre de moi).

Trump informe le monde entier sur Twitter de sa solitude. Il a renoncé à partir en Floride pour cause de *shutdown* – la fermeture partielle du gouvernement provoquée par son bras de fer avec les élus démocrates au Congrès. Il tient à donner le sentiment qu’il continue à travailler, à chercher une issue au conflit, les démocrates refusant de financer le mur qu’il veut construire à la frontière du Mexique. Cette séquence de fin d’année 2018 est l’une des plus troublantes de la présidence, pourtant déjà plus que troublée.

Enfermé à la Maison Blanche, Trump inonde le monde entier de tweets rageurs sur tous les sujets, la Fed, le mur, les autres pays qui volent les États-Unis... Il recommence le soir du Nouvel An, seul encore à la Maison Blanche. Melania est en Floride. « C’est une grande maison, il n’y avait que moi et les gars sur la pelouse avec leurs mitraillettes », dira-t-il quelques jours plus tard. Pendant les fêtes, pas moyen d’exprimer sa rage devant une caméra ou un micro. Pas moyen non plus de se regarder à la télé, lui qui aime tant s’y voir. Sa frustration monte. Et quand enfin les fêtes sont finies, il explose.

Le 2 janvier, il fait téléviser en direct le Conseil des ministres. Un grand poster de lui posé sur la table, il se lance dans un incroyable monologue de quatre-vingt-dix minutes. Tout y passe. Il attaque son ministre de la Défense Jim Mattis, démissionnaire. Il dit qu'il aurait pu faire lui, Trump, un grand chef militaire. Qu'il pourrait aussi diriger n'importe quel pays européen et y être très populaire. Donald Trump est dans une situation politique délicate, mais son comportement personnel et son équilibre mental inquiètent. Fou ? Est-il atteint d'une forme de maladie mentale ?

La question n'est pas nouvelle. Certains l'avaient déjà posée quand il avait tweeté qu'il avait un plus gros bouton nucléaire que Kim Jong-un, le président nord-coréen. Avant d'ajouter quatre jours plus tard que lui, Trump, n'était « pas seulement intelligent mais un véritable génie et un génie d'une grande stabilité ». On apprendra d'ailleurs que le « génie » a fait menacer ses anciennes écoles par son avocat, pour que ses notes ne soient jamais rendues publiques.

Devant les caméras, le sénateur républicain Corker avait estimé que Trump n'avait pas encore « démontré la stabilité nécessaire pour exercer la fonction présidentielle ». En septembre 2018, un « haut responsable de l'administration Trump » écrit dans une tribune anonyme publiée par le *New York Times* que la question commençait à être posée de l'application du vingt-cinquième amendement de la constitution. Celui qui prévoit la destitution du président quand il est avéré qu'il n'a pas la capacité d'exercer ses fonctions.

Ces commentaires et ces interrogations viennent de son propre entourage, de son propre camp. Dans le camp d'en face, pour des millions d'électeurs démocrates, c'est

évidemment devenu un argument politique quasiment sans réplique. L'homme est fou, il doit partir.

Pas besoin d'être médecin pour constater que Donald Trump a des problèmes de comportement. Sa façon obsessionnelle de tweeter à toute heure du jour et de la nuit. Son usage immodéré, dans les messages qu'il publie, des majuscules, traduction d'une fureur intérieure. Sa propension à aduler puis à détester ses collaborateurs avant de les jeter comme des mouchoirs en papier, à un rythme jamais vu à la Maison Blanche. Son ego démesuré, qui l'amène à se déclarer publiquement plus grand expert du monde sur le sujet des drones, du droit, des impôts, de la technologie, du commerce international, de Daech, des énergies renouvelables... Et surtout, son usage systématique du mensonge, d'autant plus impressionnant qu'il semble croire sincèrement ce qu'il dit. Donald Trump paraît vivre dans un univers parallèle déconnecté de la réalité. Où Trump est le plus fort et le plus intelligent et où tous les problèmes viennent du fait que le reste de l'humanité n'en a pas totalement pris conscience.

De nombreux biographes ont cherché une explication dans son enfance. Donald Trump a grandi dans l'ombre d'un père extrêmement exigeant, Frederick Christ Trump Sr (1905-1999). Si exigeant que son fils aîné, Freddy (Frederick Christ Trump Jr, 1938-1981), censé prendre la succession, a craqué sous la pression et sombré dans l'alcool avant d'en mourir à l'âge de quarante-trois ans. C'est pourquoi Donald, son cadet de huit ans, ne boit pas une seule goutte d'alcool. Pour continuer, passé soixante-dix ans, à mériter la confiance de son père. Quand il trinque avec d'autres chefs d'État lors d'un dîner officiel, son verre à vin ne contient que du Diet Coke. « Imaginez, dit-il

non sans humour, si en plus je buvais, la catastrophe que je serais... »

Donald Trump a grandi dans le Queens. C'est-à-dire à New York – mais pas tout à fait à New York. Il aura toute sa vie le complexe de ne pas être de Manhattan, d'avoir grandi parmi les *bridge and tunnel people*, ceux qui vivent du mauvais côté de l'East River. « Le pays tout entier vit au quotidien le conflit de cet homme qui se prend pour un monarque dans un monde dont il ne fait pas partie », explique la journaliste Nina Burleigh dans un livre consacré aux relations de Donald Trump avec les femmes de sa vie¹.

Sa relation avec sa mère révèle quelques surprises. Une certaine distance tout au long que pourrait expliquer un événement survenu dans sa petite enfance. Quand Donald Trump avait deux ans et demi, sa mère a failli mourir d'une grave hémorragie lors de l'accouchement de son petit frère Robert. Le petit Donald a été séparé de sa mère pendant de longs mois. Pour le psychiatre Leonard Cruz, cette déchirure chez un très jeune enfant « représente un retrait de la figure maternelle qui peut conduire à une attitude grandiloquente et une recherche constante d'attention par tous les moyens² ». En 1990, Donald Trump faisait la une de la presse people pour sa liaison tapageuse avec le mannequin Marla Maples. Pataugeant dans des centaines de millions de dollars de dette, il était au bord du gouffre. C'est alors que sa mère, Mary Trump, s'était écriée, devant sa future ex-belle-fille de l'époque, Ivana Trump : « Mais quel fils ai-je créé ? »

1. Nina Burleigh, *Golden Handcuffs: The Secret History of Trump's Women*, Simon & Schuster, 2018.

2. « The Mystery of Mary Trump », *Politico*, 3 novembre 2017.

De nombreux experts psychiatres et psychologues se sont penchés sur le cas Donald Trump. À distance, car Trump déteste les psys. Il dit qu'il n'a « pas besoin de béquille » et qu'accessoirement il a « un peu peur de ce qu'il pourrait découvrir ». Ses bulletins de santé officiels n'abordent évidemment pas la question. Ils sont de toute façon entachés de soupçon depuis que l'un d'eux avait conclu, en décembre 2015, qu'« aucun homme en aussi bonne santé n'a jamais été élu à la présidence » – bulletin probablement écrit par le Docteur Trump lui-même.

Les experts, évidemment, se divisent en deux camps. D'abord tous ceux, et ils sont les plus bruyants, qui estiment que Donald Trump est trop déséquilibré pour être président. Un mois après son arrivée au pouvoir, trente-cinq psychiatres écrivent une lettre au directeur du *New York Times*: « Nous croyons que la grave instabilité émotionnelle dont fait preuve Mr Trump dans ses propos et ses actes le rend incapable d'exercer en toute sécurité les fonctions de président. »

Parallèlement, un célèbre psychologue de Baltimore, le professeur John Gartner, lance une pétition qui recueillera soixante-dix mille signatures en ligne avant d'être close. Soixante-dix mille « professionnels de la santé mentale » affirment que « Donald Trump présente les signes d'une maladie mentale grave qui le rend psychologiquement incapable d'assurer avec compétence la charge de président des États-Unis. Nous demandons respectueusement qu'il soit démis de ses fonctions au nom de l'article 3 du 25^e amendement de la constitution, qui prévoit que le président sera remplacé s'il est incapable d'assurer les charges et les devoirs de sa fonction. »

Le diagnostic devient très précis dans un livre publié en octobre 2017 et signé par vingt-sept psychiatres,

psychologues et professionnels de la santé mentale. Son titre : *The Dangerous case of Donald Trump*¹ (« Donald Trump, un cas dangereux »). On y apprend que Trump présente des signes d'« extrême hédonisme du présent », tendance qui consiste à vivre dans l'instant sans en évaluer les conséquences et à renforcer la confiance en soi quels qu'en soient les risques. Également, des symptômes d'un « désordre de la personnalité narcissique qui incite l'individu à se croire supérieur aux autres, à exagérer ses réussites et à attendre de constantes louanges ». Cela ressemble effectivement beaucoup à Donald Trump. Et le livre ajoute : « Combinez l'hédonisme, le narcissisme et la brutalité, vous obtenez une personne impulsive, immature et incompétente qui, si elle se retrouve dans une position de pouvoir, peut facilement glisser vers un comportement tyrannique. »

En conclusion, un ancien professeur de psychiatrie de Harvard, Lance Dodes, estime que la situation ne peut qu'empirer. « Les caractéristiques de sociopathe sont indéniables chez Mr Trump. Elles représentent un profond danger pour la sécurité de l'Amérique et sa démocratie. Avec le temps, ces caractéristiques ne peuvent que s'aggraver, soit parce que Mr Trump réussira et obtiendra plus de pouvoir, plus de grandeur et moins de contact avec la réalité, soit parce qu'il suscitera encore plus de critiques, qui produiront encore plus de paranoïa, plus de mensonge et plus de rage destructrice. »

Le cas Donald Trump est-il effectivement en train d'empirer ? Les études poussées de son langage font

1. *The Dangerous Case of Donald Trump: 27 Psychiatrists and Mental Health Experts Assess a President*, St. Martin's Press, 2017.

apparaître que ses discours étaient plus articulés et plus riches en vocabulaire quand il était un jeune homme d'affaires. Son propos avait un début, un milieu et une fin. Aujourd'hui, s'il n'a pas de prompteur, son discours est très souvent déstructuré, passant du coq à l'âne avec de fréquents retours en arrière. Le tout s'appuyant sur un nombre limité d'adjectifs. Et [l'usage] de superlatifs : « le plus grand », « le plus fantastique » ou « le plus petit » et « le pire de l'Histoire ». Jamais entre les deux.

À dire la vérité, il y a autant d'experts dans l'autre camp. Qui prétendent que rien ne prouve la moindre anomalie dans la santé mentale de Donald Trump. Ou que, tout au moins, son comportement ne l'empêche pas d'être président. Donald Trump a soixante-treize ans en 2019 ; sa maîtrise du langage est moins fluide qu'à quarante ans, cela fait partie, disent-ils, du processus normal de vieillissement. De plus, c'est un homme qui a totalement changé de carrière. Il est hasardeux de comparer le langage d'un promoteur immobilier ou d'un animateur de télévision à celui d'un président. Et *a fortiori* d'en tirer des conclusions sur des symptômes avancés de démence... Le père de Donald Trump a souffert de la maladie d'Alzheimer, mais c'est un mal qui n'est pas forcément héréditaire. Quand il l'est, disent les experts, cela se déclare autour de quarante ou cinquante ans. *A priori*, Donald Trump n'est pas concerné. Certes il est âgé, mais cela ne l'empêcherait pas de gouverner.

Est-il alors narcissique ? Difficile de le nier, même pour les experts les mieux disposés à son endroit. Les psychiatres parlent à son sujet d'un « désordre de la personnalité narcissique » (« NPD » : *narcissistic personality disorder*). Le

manuel de l'Association des psychiatres¹ donne une définition qui semble avoir été cousue sur mesure pour Donald Trump: « Un sens exagéré de sa propre importance... l'individu est préoccupé par des fantasmes de succès sans limites... il croit qu'il est unique et exceptionnel... demande qu'on lui accorde une admiration excessive... » Voilà bien notre homme.

Le Dr John Oldham, qui a supervisé le chapitre en question, est obligé de reconnaître que le comportement du président Trump « correspond à des comportements que l'on voit chez des patients souffrant de désordre de la personnalité narcissique ». Mais il souligne aussi que le narcissisme est un trait commun chez de nombreuses personnes ayant réussi dans la vie et, surtout, que le narcissisme, contrairement à la démence, n'affecte pas systématiquement la mémoire et le raisonnement de base.

Le psychiatre Allen Frances, qui a également participé à la rédaction de ce chapitre, ne pense pas que le narcissisme de Donald Trump soit pathologique. Pour lui, une pathologie voudrait dire que le patient souffre de son état. Or, tout au long de sa vie, Trump « a été généreusement récompensé et jamais handicapé par son trumpisme ». En d'autres termes, Trump serait insupportable mais pas incapable.

Autre argument en faveur de Donald Trump, les psychiatres qui le diagnostiquent à distance sont soupçonnés de ne pas être politiquement neutres. Comme une grande partie des intellectuels américains, ils abhorrent ce président. Noah Feldman, professeur de droit à Harvard,

1. The American Psychiatric Association, *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*.

estime que ces experts « utilisent leur statut et leurs savoirs pour établir un diagnostic qui est d'abord une critique politique¹ ».

Certains diagnostics, effectivement, ne font pas dans la demi-mesure. Dans le livre-compilation *Donald Trump: un cas dangereux*, on peut lire que ce président est « l'homme le plus dangereux du monde ». Un « Hitler américain » ayant le pouvoir de créer un désastre « en comparaison duquel les guerres mondiales et les génocides du xx^e siècle seront une anecdote de l'histoire de la violence humaine. [...] Le risque est maintenant celui de l'extinction de l'espèce humaine ». Dans l'épilogue du livre, le linguiste du MIT Noam Chomsky met en garde contre le fait que l'administration Trump pourrait mettre en scène un faux attentat terroriste.

Mais que valent les diagnostics effectués à distance ? Sans examiner le patient avec tout le temps et l'attention requis ? Sans lui demander son avis sur la publication des conclusions ? La pratique est en principe interdite par l'Association psychiatrique américaine (APA) depuis 1964. Depuis des événements qui rappellent étrangement ceux d'aujourd'hui.

Un candidat à la présidentielle, Barry Goldwater, au populisme comparable à celui de Donald Trump, avait été descendu en flammes par un groupe d'experts psychiatres. Ils l'avaient traité de « fou dangereux... homosexuel refoulé... assassin potentiel... comparable à Hitler, Castro, Staline et d'autres dictateurs schizophrènes ». L'association des psychiatres avait jugé la démarche immorale et l'avait bannie pour toujours.

1. « Is There Something Neurologically Wrong With Donald Trump ? », *The Atlantic*, 3 janvier 2018.

Les pys anti-Trump d'aujourd'hui assument. C'est en tant que citoyens et non que médecins qu'il serait de leur devoir de tirer le signal d'alarme. Mais d'autres professionnels de la santé mentale trouvent la démarche hautement risquée. Et jugent même paradoxal que ce soient des professionnels de gauche qui traitent avec tant de légèreté la maladie mentale en général, la gauche reprochant souvent à la droite de ne pas prendre au sérieux les malades mentaux... Ne risque-t-on pas de dévaloriser les diagnostics si on les applique à la légère ? En outre, traiter Donald Trump de fou est un argument en or donné à son administration et à ses fans, qui se méfient instinctivement de tout ce qui est intellectuel et scientifique.

Et si la folie supposée de Donald Trump n'était en fait que le reflet de la folie de la société américaine ? Une folie qui vient de loin, selon Kurt Andersen : « Les gens ont tendance à regarder l'ère Trump, ce moment de faits alternatifs post-vérité, comme un phénomène nouveau fou et inexplicable », alors qu'en fait « ce qui arrive est juste l'ultime extrapolation des attitudes et des instincts qui ont nourri l'exception de l'Amérique tout au long de son histoire¹ ».

Même son de cloche chez le psychiatre Allen Frances : « Dire que Trump est fou nous évite de regarder en face la folie de notre société... nous ne pourrions pas changer Trump mais nous pouvons travailler sur l'hallucination sociale qui l'a engendré². »

1. Kurt Andersen, *Fantasyland: How America Went Haywire: A 500-Year History*, Random House, 2017.

2. Allen Frances, *Twilight of American Sanity: A Psychiatrist Analyzes the Age of Trump*, Harper Collins, 2017.

Donald Trump stresse les Américains. Chaque tweet, chaque foucade, chaque coup d'éclat de sa part les stresse. 39 % des Américains disent que leur anxiété s'est accrue de 2017 à 2018, lors de la première année au pouvoir de Donald Trump. 40 % disent qu'ils ne peuvent plus avoir de conversation ouverte et honnête avec leurs amis ou leur famille, un quart disent que leurs opinions politiques ont eu un effet négatif sur leurs relations personnelles. C'est ce que la psychologue Jennifer Panning appelle le « trouble d'anxiété trumpienne » (*Trump Anxiety Disorder*¹), qui se traduit par « des inquiétudes croissantes, des pensées obsédantes, une tension musculaire et une attention obsessionnelle aux dernières informations ».

La réponse à la question « Donald Trump est-il fou ? » est : oui, sans doute un peu, mais pas suffisamment pour être immédiatement destitué. Ses tweets ubuesques et ses dérapages incessants ne plaident pas en sa faveur. Mais Trump, c'est aussi la conférence de presse impressionnante qu'il donne le 26 septembre 2018 à New York.

Le président américain vient de passer deux jours à l'Assemblée générale de l'Onu, alignant les rencontres bilatérales avec ses homologues autour de dossiers plus complexes les uns que les autres. À la fin du deuxième jour, il paraît devant une centaine de journalistes américains extrêmement compétents, et majoritairement hostiles. Il sera largement critiqué pour ses réponses. Mais sur le fond seulement. Car sur la forme, il ne confond pas Iran et Irak, ne fait pas de dérapage majeur, ne cède pas sous la pression. Pendant une heure et vingt minutes. Seul, sans conseiller, sans fiche, en direct sur toutes les chaînes, sans

1. *The Dangerous Case of Donald Trump*, op. cit.

prompteur. Il passe de l'Iran à la Corée du Nord, ferrailant aussi sur l'enquête sur la Russie et la confirmation du juge Kavanaugh à la Cour suprême.

Ce Donald Trump-là n'a rien à voir avec celui que l'on décrit parfois comme volatile et incapable de se concentrer plus de deux minutes sur un dossier. Ce Trump-là, on peut ne pas l'aimer, mais il ne mérite pas moins d'être président que certains de ses prédécesseurs ou homologues. Personne ne contestera son narcissisme sans limite et sa propension à prendre des libertés avec la vérité. Tout cela paraît anormal et, oui, pathologique. Mais pas au point de déclencher des procès en maladie mentale qui rappellent de sinistres souvenirs.

Pour Donald Trump, l'ultranarcissisme est normal. Il a toujours été comme ça. Rien de nouveau chez le Trump président, par rapport au Trump promoteur ou à l'animateur de télé réalité. Les électeurs le connaissaient. Ils le connaissaient mieux que bien d'autres candidats de toutes les précédentes élections. Ils l'ont choisi.

Il y a mille bonnes raisons de penser que Donald Trump ne devrait pas être président des États-Unis. Sa supposée maladie mentale n'en est pas une.

6

Quinze jours en automne

Un massacre dans une synagogue, une campagne terroriste de colis piégés et l'approche d'une caravane de milliers de migrants à la frontière. L'élection de mi-mandat, dite de *midterm*, en novembre 2018, est le premier rendez-vous électoral national de Donald Trump depuis son élection surprise en 2016.

Les jours qui précèdent le scrutin sont un parfait résumé de l'exceptionnelle habileté politique de Donald Trump. Un concentré de deux années de stratégie brutale. Une distorsion sans précédent des faits et de la vérité et une étonnante capacité de réaction et d'adaptation aux événements même les plus tragiques. Le récit de ces deux semaines constitue une plongée dans l'Amérique de Trump telle qu'elle est vécue au jour le jour par toute la classe médiatico-politique – y compris les plus proches collaborateurs du président qui, en arrivant le matin à la Maison Blanche, ne savent jamais quelle sera la crise du jour. C'est un tourbillon de *breaking news*, inventaire hétéroclite d'émotions brutes. Un tourbillon savamment entretenu par Donald Trump.

Ces deux semaines-là ont vu une succession d'événements particulièrement dramatiques. Le maestro Trump saura les récupérer et les intégrer dans une stratégie

redoutable de simplicité. Elle tient en un seul mot : la peur. Et le récit de cette campagne de 2018 pourrait bien être une préfiguration de la campagne de 2020.

Lundi 22 octobre. J-16

La caravane

La photo s'étale à la une du *Washington Post*. Des milliers de migrants sur une route mexicaine. Il y a, dans ces rangs serrés et colorés, toute la détermination d'habitants de l'Amérique centrale qui fuient la misère et la violence. Détermination à remonter à pied jusqu'aux États-Unis pour trouver un monde meilleur.

Les migrants, une fois par an au moins, unissent leurs faiblesses dans des « caravanes », pour se protéger collectivement des prédateurs sur la route qui doit les mener à la terre promise. Pendant le week-end, Donald Trump avait déjà, sur Fox News, pu voir d'un œil gourmand leur nombre augmenter. De mille au départ, la caravane est passée à cinq mille, puis à sept mille personnes. Pour Trump, c'est une divine surprise.

Il met les pieds dans le plat sur Twitter :

Il y a dans cette caravane des Criminels et des inconnus du Moyen-Orient. J'ai prévenu les garde-frontières et l'armée qu'il s'agissait d'une urgence nationale. On doit changer les lois !

Comme si la peur de l'invasion des migrants ne suffisait pas, Trump y ajoute la peur du terrorisme moyen-oriental. Le président américain vient d'entendre sur Fox News que le président du Guatemala se vantait d'avoir expulsé « plus d'une centaine de combattants

de Daech ». Comme souvent, Trump n'invente pas. Il prend des faits réels et les déforme, les tord pour les faire entrer dans sa réalité.

Il ajoute, dans un deuxième tweet :

Chaque fois que vous voyez une caravane ou des gens entrer illégalement dans notre pays, dites-vous bien que c'est de la faute des démocrates qui nous empêchent de changer nos lois pathétiques sur l'immigration ! Souvenez-vous des Midterms !

Un troisième tweet lance la menace sans doute la plus grave :

Le Guatemala, le Honduras et le Salvador n'ont pas été capables d'empêcher ces gens de quitter leur pays pour venir illégalement aux États-Unis. Nous allons maintenant commencer à arrêter, ou à substantiellement réduire, l'aide colossale que nous leur apportons.

Les effets d'une telle politique seraient désastreux pour ces pays, pour le Mexique et les États-Unis eux-mêmes, qui verraient grossir encore la pression migratoire venue du sud. Seul avantage pour Trump : encore plus de « caravanes », encore plus de peur de l'invasion.

Mardi 23 octobre. J-15

La caravane (suite)

La polémique enfle sur la présence « d'inconnus venus du Moyen-Orient » parmi la caravane de migrants. Les médias dénoncent un nouveau mensonge flagrant du président. La porte-parole de la Maison Blanche, Sarah Sanders, affirme sans fléchir que, « absolument, le président en a la preuve ». Le vice-président Mike Pence est

obligé de se mouiller : il déclare au *Washington Post* qu'une moyenne de dix suspects de terrorisme sont arrêtés chaque jour à la frontière sud des États-Unis. Le chiffre est réel, mais, selon le ministère de la Sécurité intérieure, ce sont dix suspects empêchés chaque jour d'embarquer dans des avions à destination des États-Unis. Rien à voir, donc, avec la frontière mexicaine.

Ce jour-là, Donald Trump finit par admettre devant les journalistes réunis dans le Bureau ovale, au sujet de ces Moyen-Orientaux cachés parmi la caravane : « Il n'y a aucune preuve de rien. » Et d'ajouter : « Mais il pourrait bien y en avoir. » Du grand art.

Le 18 octobre, en meeting dans le Montana, Donald Trump avait donné une autre clé de lecture : « Ils pensent que tous ces gens qui arrivent vont voter démocrate. » Le 22, à Houston, il avait même affirmé : « Les sans-papiers essaient toujours de voter et d'ailleurs, excusez-moi de le dire, mais en Californie ils votent alors qu'ils n'ont pas le droit. » Donald Trump renoue là avec un de ses vieux arguments de la campagne de 2016 : des millions d'immigrés illégaux auraient voté pour son adversaire Hillary Clinton. Une fois élu, il avait alors créé une commission d'enquête présidentielle qui, n'ayant rien trouvé, a fini par être dissoute.

Tout le monde ayant oublié – s'en souvient-il seulement lui-même ? –, le mensonge est bon à être recyclé.

Ce même mardi 23 octobre, Donald Trump annonce dans le Bureau ovale qu'il va baisser les impôts de 10 % pour la classe moyenne. Spectaculaire. Et ce, en plus des baisses d'impôts déjà comprises dans la réforme fiscale. « L'économie va tellement bien que nous pensons pouvoir donner un peu plus. » Il ajoute que son administration

« travaille dur sur ce projet depuis longtemps ». Depuis longtemps ? Faux, car c'est un projet que ses ministres ont découvert trois jours plus tôt, dans le Nevada, lorsque le président a promis une baisse d'impôt effective autour du 1^{er} novembre. Même ses ministres savent que c'est impossible : le Congrès est en vacance parlementaire. Aucune baisse d'impôt ne peut être proposée, débattue, votée avant les élections du 6 novembre. Bref, la fausse promesse par excellence. Qui passe inaperçue dans le tourbillon de la campagne. En d'autres lieux et d'autres temps, elle aurait fait scandale.

Mercredi 24 octobre. J-14
Terrorisme intérieur

La nouvelle est tombée autour de 9 h 30 sur la côte Est. Un colis piégé envoyé au domicile d'Hillary Clinton. L'information est tout de suite prise au sérieux car un colis similaire a été envoyé deux jours plus tôt au domicile de George Soros, le philanthrope milliardaire proche des démocrates. Pas une coïncidence.

Quelques minutes après, *breaking news* : un autre colis envoyé au domicile de l'ancien président Barack Obama. Les Clinton comme les Obama étant protégés par les policiers du Secret Service, les colis ont été interceptés avant même d'arriver à leur domicile. C'est ce qu'expliquent les présentateurs de la chaîne CNN, quand leur propre émission est interrompue par une sirène d'alarme. Les bureaux de CNN à New York sont évacués. Un paquet similaire a été découvert dans la salle du courrier de la chaîne. Les présentateurs continuent leur émission en direct, avec leur smartphone, depuis les trottoirs du

Columbus Circle. Personne ne sait à ce moment-là si c'est une vaste plaisanterie ou une attaque terroriste de grande ampleur.

Peu à peu, la liste des cibles s'allonge. L'ancien ministre de la Justice, Eric Holder, la députée Maxine Waters ont eu aussi été visés. démocrates tous les deux. Puis l'acteur Robert de Niro et les sénateurs Kamala Harris et Cory Booker.

À la Maison Blanche, Donald Trump est embarrassé par cette attaque visiblement venue de quelqu'un de son camp. Les médias se font un plaisir de rappeler ses nombreuses charges contre les médias, CNN en particulier.

La Maison Blanche publie un communiqué passe-partout pour « condamner la violence ». Ivanka Trump, la fille du président, publie un tweet dans le même sens. Le président, lui, est toujours silencieux. Le vice-président Pence condamne à son tour sur Twitter. Et c'est ce message-là que Donald Trump va finalement retweeter, à l'heure du déjeuner, en y ajoutant juste « je suis d'accord de tout cœur ». Attitude typique de Donald Trump. Inattaquable sur le fond, il se joint à la condamnation de son vice-président. Mais sinueux sur la forme. Trop occupé (pour une fois) pour rédiger son propre tweet, il laisse planer l'idée qu'il condamne sans condamner...

Toujours sur leur trottoir à la fin de la journée, les présentateurs de CNN écument de rage, rappelant qu'ils ont peut-être failli mourir ce matin-là et qu'ils n'ont pas reçu la moindre parole de compassion de ce président qui considère les médias comme « les ennemis du peuple ».

Ce mercredi, la Bourse de New York, en forte baisse, efface tous ses gains de l'année 2018. Les causes sont

multiples : de la hausse des taux d'intérêt aux craintes d'une multiplication des guerres commerciales. Donald Trump a les yeux fixés sur la Bourse. Et, qu'ils soient républicains ou démocrates, les Américains apprécient de voir leur portefeuille gonfler depuis que Donald Trump est au pouvoir. La Bourse se redressera, mais c'est peut-être par là que commencera un jour la chute de la maison Trump.

Jeudi 25 octobre. J-13

L'armée à la rescousse

En pleine attaque terroriste contre les leaders démocrates, Donald Trump essaie de reprendre l'initiative en annonçant qu'il va envoyer un millier de soldats à la frontière mexicaine pour arrêter la caravane de migrants. Le jeudi matin, il tweete brusquement :

J'envoie l'armée pour cette urgence nationale. On va les arrêter !

Pas question que la « menace » des migrants passe au second plan. Certes, ils sont à plus de 1 500 kilomètres et, à pied, il leur faudra des semaines pour arriver à la frontière. Certes, leur nombre a fondu depuis lundi, de sept mille ils sont passés à trois mille. Certes, les associations de défense des immigrés dénoncent l'usage de la force militaire contre un groupe composé largement de familles avec des jeunes enfants. Certes, la loi interdit à l'armée de s'approcher des migrants, son rôle ne peut être que de soutien logistique aux garde-frontières. Mais à l'approche des *midterms*, l'envoi d'un millier de soldats est un marqueur fort. Déjà utilisé, sans effet réel mais à grand renfort de publicité, par

George W. Bush en 2006 et Barack Obama en 2010. Si Bush et Obama l'ont fait, Trump ne va certainement pas se gêner.

Les services de renseignement américains sont persuadés que les Chinois et les Russes écoutent les conversations privées de Donald Trump. Selon le *New York Times*, ses conseillers n'arrivent pas à lui faire perdre l'habitude d'appeler ses amis depuis son iPhone personnel, au lieu d'utiliser les lignes protégées. Le président dément aussitôt sur Twitter; mais, ce jour-là, son ancienne conseillère Omarosa Manigault Newman confirme, sur Twitter également :

Il utilise TOUJOURS son iPhone malgré les remontrances incessantes de ses conseillers, il trouve que les téléphones officiels sont trop lents.

À preuve : en bas de l'un des tweets où le président affirme qu'il n'utilise presque jamais de téléphone portable, on peut lire : « *Twitter for iPhone.* » Le gouvernement chinois fera ce jour-là preuve d'un humour inhabituel, une porte-parole suggère à Donald Trump : « S'il pense que les iPhones ne sont pas sûrs, il peut les échanger pour un Huawei¹. »

Vendredi 26 octobre. J-12
Trump vs CNN

Il est 3 h 14 du matin quand Donald Trump décoche un tweet vengeur contre CNN. L'horaire est inhabituel,

1. Voir chapitre 13, p. 225.

même pour lui. Il a dû ruminer sa rancœur pendant une insomnie :

C'est amusant comme la chaîne peu regardée CNN et d'autres peuvent me critiquer tant qu'ils veulent, et même me faire porter la responsabilité de la série de Bombes. Comparer cela au 11 Septembre ou à l'attentat d'Oklahoma City est ridicule et pourtant quand je les critique ils perdent la tête et se mettent à crier « ce n'est pas une attitude présidentielle ».

La chaîne a évidemment surjoué son rôle de victime, dès lors qu'un colis suspect a été trouvé dans ses locaux. Les émissions en direct sur le trottoir après l'évacuation vont continuer longtemps après que la police aura autorisé les journalistes à regagner leurs bureaux. Et le ton, à l'antenne, sera encore plus anti-Trump que d'habitude. Le président de la chaîne, Jeff Zucker, publie un communiqué : « Il y a un manque total de compréhension à la Maison Blanche de la gravité que représentent leurs attaques continues contre les médias. » Sarah Sanders, la porte-parole mise en cause, répond aussitôt : « le président a demandé aux Américains de se rassembler... et pourtant vous décidez d'attaquer et de diviser ».

Vers 22 heures, toujours sur leur trottoir, deux des présentateurs vedettes, Don Lemon et Chris Cuomo, se lâchent : « Ce président n'a pas eu le "courage testiculaire" (*testicular fortitude*) de reconnaître sa responsabilité dans cette série de colis piégés. » C'est probablement cette allusion à sa masculinité qui a empêché le président de trouver le sommeil.

Finalement réveillé à 10 h 19, Donald Trump envoie un tweet étrange :

NÉRON À LA MAISON BLANCHE

Les républicains sont au mieux dans les sondages mais avec cette histoire de « Bombe » la dynamique est fortement ralentie, on ne parle plus de politique dans les médias. Très malencontreux ce qui se passe. Les républicains, allez voter !

Étonnant aveu de frustration du grand chef d'orchestre de la symphonie médiatique. Arrêtez de parler de cette histoire de « bombes » et revenez à la politique : en clair, revenez à moi. D'autant que le chef d'orchestre sait que nous sommes à quelques secondes d'un grand coup de cymbale. Car, à cette heure-là, Donald Trump est forcément informé qu'une arrestation est imminente.

À 11 heures du matin, le ministère de la Justice confirme qu'un homme est interrogé, en Floride, dans le cadre de l'enquête sur les colis piégés. À 11 h 30 commencent à circuler les photos de la camionnette du suspect, une camionnette blanche constellée d'affiches de soutien à Donald Trump. Le terroriste intérieur est un ancien videur de boîte de nuit qui poste sur les réseaux sociaux des photos de lui prises lors d'un meeting de Trump. Un fan qui a pris trop à la lettre sa rhétorique enflammée. Donald Trump fait alors une première déclaration à la Maison Blanche. Le président lit son prompteur : « Nous ne devons jamais permettre à la violence politique de prendre racine dans notre pays. » Il rend un hommage appuyé aux forces de l'ordre, puis ses yeux quittent le prompteur et il se lance dans une longue diatribe improvisée où il finit par se présenter en victime des médias : « Honnêtement, personne n'est plus attaqué que moi. »

Un peu plus tard, il quitte la Maison Blanche pour un meeting en Caroline du Nord, lorsqu'un journaliste lui

demande si, au regard de ces événements, il envisage de baisser d'un ton sa rhétorique politique. « Non, répond-il, pas question de baisser, à vrai dire je pourrais même monter d'un ton. »

Pendant que l'Amérique se demande combien il reste de colis piégés et comment le pays en est arrivé là, Donald Trump a les yeux rivés à son nombre d'abonnés sur Twitter, qui ne monte plus assez vite à son goût. Il tweete :

Il y a quelques semaines c'était une fusée, c'est devenu un dirigeable.

Son nombre d'abonnés, 55 millions ce jour-là, continue d'augmenter, mais moins vite depuis que Twitter a décidé de purger les comptes bidon ou automatisés. Cependant, l'explication ne convainc pas Donald Trump et son besoin permanent de quantifier son succès.

Twitter a supprimé beaucoup d'abonnés de mon compte... totalement biaisé ?

Samedi 27 octobre. J-11
Terreur à la synagogue

« Tous les juifs doivent mourir ! », s'écrie un homme armé en faisant irruption dans la synagogue historique du quartier de Squirrel Hill, à Pittsburgh. Il est 9 h 54, et en ce matin de shabbat trois congrégations sont réunies pour prier. Robert Bowers, quarante-six ans, est armé d'un fusil d'assaut AR-15 et de trois armes de poing. Il va tuer onze fidèles, âgés de cinquante-quatre à quatre-vingt-dix-sept ans. Six personnes seront blessées dont quatre policiers

qui ont échangé des coups de feu avec lui. Le tireur, blessé, finira par se rendre, mais la police a eu du mal à prendre le dessus sur l'AR-15 cette arme de guerre, tristement classique des tueries de masse aux États-Unis. Il y avait eu des écoles, des cinémas, des églises, mais une tuerie de cette ampleur dans une synagogue c'est sans précédent. « Pire acte antisémite de l'histoire des États-Unis », selon l'organisation juive Anti-Defamation League.

À l'hôpital où il est soigné, l'assassin continue de déclamer : « Tous les juifs doivent mourir pour qu'ils arrêtent le génocide de mon peuple. » Sur le réseau social Gab, une sorte de Twitter d'extrême droite, on retrouve très vite les messages où il exprime sa double haine des juifs et des immigrés. Il soutient certaines actions de Donald Trump, notamment son combat contre l'immigration de masse. Mais estime que Trump est manipulé par les juifs. Il précise qu'il n'a pas voté pour le président. Dans un dernier message posté deux heures avant le massacre, il s'en prend à l'association HIAS, la Société hébraïque d'aide aux migrants : « HIAS permet aux envahisseurs de venir tuer notre peuple. Je ne peux pas rester assis et regarder mon peuple se faire massacrer. Je me fous de ce que vous penserez. J'y vais. » Il prend son arsenal et part à la synagogue.

Donald Trump, ce matin-là, est à la Maison Blanche, sur le point de partir pour une rencontre avec des agriculteurs dans l'Indiana, puis un meeting dans l'Illinois. Il informe ses concitoyens qu'il suit les événements à la télévision en tweetant :

Je regarde les événements de Pittsburgh... il y a apparemment plusieurs morts.

Une heure plus tard :

QUINZE JOURS EN AUTOMNE

Les événements de Pittsburgh sont beaucoup plus graves que ce que l'on pensait... Je vais parler à la presse dans peu de temps.

En effet, il fait une déclaration au pied de l'avion qui doit l'emmener dans l'Indiana. Il pleut des cordes. Il y a de la buée sur les objectifs des caméras. « C'est une chose terrible, terrible qu'il y ait tant de haine dans notre pays, déclare le président, il faut faire quelque chose. Il faut vraiment faire quelque chose. »

Un reporter l'interroge sur le contrôle des armes ; il répond que « cela n'a pas grand-chose à voir avec le contrôle des armes » et ajoute : « S'il y avait eu des gardes armés dans la synagogue ils auraient été capables de l'arrêter. » À la question : « Monsieur le président, que pouvez-vous faire pour mettre fin à cette violence ? », il répond qu'il faudrait « renforcer les lois sur la peine de mort ».

Donald Trump a tout de suite vu l'avantage politique. À chaud. Profiter de l'émotion de cet acte terroriste pour donner une inflexion encore plus sécuritaire à sa campagne. Pas question, d'ailleurs, de suspendre son programme. Il a un temps envisagé d'annuler le meeting prévu dans l'Illinois, mais le maintient finalement.

À Indianapolis, devant les agriculteurs, il avoue qu'il a failli annuler cette rencontre à la dernière minute. À cause de l'attentat de Pittsburgh ? Non, car « ma coiffure est horrible », dit-il après la conférence de presse impromptue sous la pluie. Sur Twitter, ses opposants se déchaînent. Le tact et l'empathie ne sont décidément pas son fort. Le soir, en meeting, Donald Trump ne s'éloigne que très peu de son script : « Cette ignoble attaque antisémite est une attaque contre nous tous. » Plus d'allusion à ses cheveux. Même Donald Trump sait quand il est allé trop loin.

Dimanche 28 octobre. J-10

Fake et malhonnête

Tweet à 20 h 12 :

Les médias de *fake news* font tout ce qu'ils peuvent pour me faire porter la responsabilité de la division et de la haine qui règnent depuis si longtemps dans notre pays. En fait, ce sont eux qui causent des problèmes beaucoup plus graves qu'ils ne le réalisent.

Toute l'habileté du *Tweeter in chief*. Littéralement, il ne dit pas que les médias sont la cause de la haine – mais c'est ce que tout le monde comprend.

Lundi 29 octobre. J-9

Fake

On l'aurait mal compris. Donald Trump tweete qu'il n'a jamais dit que les médias étaient l'ennemi du peuple. Seulement « les médias de *fake news* ». Mais alors qui est *fake* ? Qui ne l'est pas ? Et qui en est le juge ? Trump, sans doute. Qui montre une fois de plus sa capacité à occuper le terrain.

Sarah Sanders, la porte-parole de la Maison Blanche, tient cet après-midi-là un de ses rares points de presse à la Maison Blanche. Après les événements dramatiques de ces dernières heures « le président a commencé par condamner la violence, les médias ont commencé par critiquer le président ». La formule est habile. Et là, surprise. L'habituellement inébranlable Sarah Huckabee Sanders ne peut s'empêcher de laisser échapper un

sanglot lorsqu'elle rappelle que « le président a plusieurs grands enfants juifs, sa fille est une juive américaine et son gendre le descendant de survivants de l'Holocauste ». C'est furtif mais ce n'est pas feint. La porte-parole ne peut cacher son émotion en évoquant les liens familiaux d'un père dont la fille s'est convertie au judaïsme. Rare aperçu de ce que doit représenter la tension émotionnelle de travailler à la Maison Blanche pour un homme comme Donald Trump.

Le Pentagone annonce en fin d'après-midi que non plus « un millier », mais cinq mille deux cents soldats supplémentaires vont être déployés pour renforcer la surveillance de la frontière sud des États-Unis. Pour arrêter « l'invasion » à nouveau dénoncée le matin par Donald Trump. L'armée vient en renfort des quatre mille membres de la garde nationale, déjà présente elle aussi pour assurer exclusivement des tâches de soutien logistique.

Cela fait beaucoup de soutien logistique. D'autant que les marcheurs de la caravane sont encore à 1 400 kilomètres et n'atteindront pas la frontière avant plusieurs semaines. Mais ce déploiement militaire baptisé « Opération Patriote fidèle » sera opérationnel dès le 5 novembre. La veille du scrutin des *midterms*. L'opération effet d'annonce est transparente.

Sur Fox News, ce soir-là, un commentateur affirme que les migrants de cette caravane sont porteurs de la variole, la lèpre et la tuberculose et « risquent d'infecter notre peuple ». La peur. Toujours la peur.

*Mardi 30 octobre. J-8
Trump à Pittsburgh*

Le maire de Pittsburgh lui a demandé de ne pas venir. Ou, au moins, d'attendre que les obsèques aient eu lieu. Les élus locaux annoncent qu'ils ne viendront pas le saluer. Même les leaders républicains du Congrès refusent de l'accompagner. Une pétition rassemblant quatre-vingt mille signatures lui demande de ne pas venir à Pittsburgh à moins de prendre ses distances avec la mouvance des suprémacistes blancs. Trump n'en a cure. Il embarque dans Air Force One avec son épouse Melania, son gendre juif Jared Kushner et sa fille convertie, Ivanka, pour se rendre sur les lieux du massacre de la synagogue.

Le rabbin qui avait dit avoir mieux à faire que de recevoir le président accueille finalement le couple présidentiel, dans une atmosphère tendue. Dans le vestibule de la synagogue, il allume onze bougies en mémoire des onze personnes décédées, mais Donald Trump entend clairement dans le lointain les slogans des quelque deux mille manifestants qui protestent contre sa présence : « Halte à la haine ! », « Les mots ont un sens ! » Ils lui reprochent surtout sa suggestion selon laquelle des gardes armés auraient permis aux fidèles de se défendre. Pour eux, c'est une façon de faire porter la faute à la victime. Pour le neveu d'une des filles décédées, c'est « un coup de poignard dans le dos ».

Même sa propre porte-parole ne l'avait pas vu venir. Le même jour, Donald Trump annonce dans une interview à Axios son intention de mettre fin au droit du sol. « Nous sommes le seul pays au monde où une personne arrive, a un bébé et le bébé devient un citoyen

des États-Unis pour quatre-vingt-cinq ans avec tous les avantages qui viennent avec... c'est ridicule, c'est ridicule et ça ne peut pas durer. »

Première erreur : les États-Unis ne sont pas le seul pays au monde à pratiquer un droit du sol sans restriction, évidemment. C'est le cas d'une trentaine de pays dont le Canada et le Mexique. De nombreux pays européens qui appliquent le droit du sol le font avec des conditions.

Deuxième erreur : aux États-Unis, le droit du sol sans restriction est gravé dans la constitution et ne peut être abrogé au bon plaisir du président.

Levée de boucliers instantanée des experts en droit constitutionnel. Même Paul Ryan, le leader républicain de la Chambre des représentants, s'offusque : « C'est évidemment impossible, on ne peut pas changer le droit du sol par décret. » Mais d'autres parlementaires trouvent l'idée intéressante et veulent poser la question des enfants d'immigrés sans papiers qui deviennent automatiquement américains. Trump a gagné. Son projet mal vendu, mal ficelé, n'a aucune chance d'aboutir. Mais il a réussi à ramener le débat sur son terrain.

Mercredi 31 octobre. J-7

Obamacare

C'est peut-être le tweet le plus court de la campagne. En fin de matinée, Donald Trump affirme :

Les républicains vont beaucoup mieux protéger les malades à risque que les démocrates.

L'un des dossiers décisifs de cette élection – et l'on n'en parle quasiment pas à la télévision car, en l'absence

d'images choc, c'est moins facile à illustrer qu'une caravane de migrants.

Doit-on annuler la réforme Obama, qui oblige les compagnies d'assurances à couvrir les personnes atteintes de « maladies préexistantes » ? Pour des dizaines de millions d'Américains, c'est une question vitale. Les démocrates martèlent l'idée que les républicains vont supprimer la protection des personnes à risque. La réalité est plus complexe. De nombreux républicains cherchent depuis longtemps à trouver une formule pour se débarrasser de la réforme Obama, tout en gardant une partie de la protection pour les personnes à risques. Mais, en fin de campagne, on n'a pas le loisir d'entrer dans le détail. Donald Trump se sent obligé de s'en mêler car il sait que 75 % des Américains et même 58 % des républicains se disent très attachés à cette disposition de la réforme « Obamacare ». Et si c'était le sujet qui transforme une vaguelette en raz-de-marée démocrate ? Donald Trump, qui sent l'électorat comme personne, ne veut sûrement pas être absent sur ce dossier.

Toujours plus. Deux jours après avoir annoncé l'envoi de cinq mille deux cents soldats à la frontière avec le Mexique, Donald Trump fait monter les enchères. Sur la pelouse de la Maison Blanche, il lâche « on va monter jusqu'à dix mille ou quinze mille soldats, en plus des garde-frontières et tous ceux qui sont déjà sur place ».

FAITES DEMI-TOUR !

s'exclame-t-il en majuscules sur Twitter.

Quand un journaliste lui fait observer que la caravane, qui avance lentement, ne sera pas à ce rythme avant

plusieurs semaines à la frontière, Trump répond : « Oh, ils vont aller vite, ils essaient de prendre des trains, des camions, des bus, nous devons être préparés... l'immigration est un sujet très, très important et très dangereux. » Et très rentable électoralement.

La Maison Blanche annonce que le président augmente encore le nombre de meetings jusqu'au jour de l'élection. Il va tenir onze meetings en six jours dans huit États clés. Là où il y a des duels serrés pour des sièges au Sénat. Comme s'il avait renoncé à se battre pour la Chambre des représentants. Parce que les districts sont trop dispersés ou parce qu'il pense que c'est déjà perdu ? Il est, en tout cas, prêt à payer de sa personne pour faire mentir la tendance historique qui veut que les premières *midterms* d'un nouveau président sont toujours mauvaises pour son parti. À soixante-douze ans, Donald Trump se lance dans un éreintant sprint final. Pour gagner.

C'est *la* vidéo de la campagne. À 16 h 08, Donald Trump poste sur son compte Twitter une vidéo non sourcée, mais visiblement concoctée par ses équipes. On y voit un condamné à mort dans un tribunal, entouré de policiers. Le criminel, jovial, se vante en anglais, avec un fort accent mexicain : « J'ai déjà tué deux flics et je vais bientôt m'évader et je pourrai tuer encore d'autres salopards. » Une phrase apparaît à l'écran, en surimpression : « Les démocrates l'ont laissé entrer. » Puis une autre : « Les démocrates lui ont permis de rester. » Viennent ensuite des images de la caravane de migrants passant en force à la frontière entre le Guatemala et le Mexique. Avec cette question : « Qui d'autre les démocrates vont-ils laisser entrer ? » Puis l'image se fige sur l'image du criminel au crâne rasé et au sourire insupportable : « Le

président Trump et le Parti républicain rendent sa sécurité à l'Amérique [*are making America safe again*]. »

À gauche, le clip est immédiatement dénoncé comme raciste. À droite, le sénateur Jeff Flake (qui ne se représente pas) traite la vidéo de « répugnante ».

Prudentes, les chaînes de télévision ne reprennent pas la vidéo trumpienne du tueur de flics. Elles ont raison car elle est factuellement discutable. Ce criminel, Luis Bracamontes, est d'abord entré clandestinement sous Bill Clinton, mais après avoir été arrêté, il a été relâché dans l'Arizona par le shérif ultraconservateur Joe Arpaio. Pas vraiment un démocrate. Puis il a été expulsé. Puis il est revenu, sous George W. Bush. C'est alors qu'il a assassiné deux policiers. Pas seulement la faute des démocrates, donc.

Triste illustration de l'incapacité des deux camps à gérer l'immigration clandestine. Mais ce soir, c'est un seul bord qui essaie d'en tirer parti.

Jeudi 1^{er} novembre. J-6
Quand je peux...

Donald Trump n'a pas peur des journalistes. Il donne ce jour-là une interview à l'un des correspondants les plus pugnaces et les intransigeants à la Maison Blanche, Jonathan Karl, de la chaîne ABC. Qui l'attaque directement sur les mensonges :

« Je me rappelle, vous vous rappelez, pendant la campagne, vous avez promis : je ne vous mentirai jamais. Pouvez-vous me dire aujourd'hui, honnêtement, que vous avez toujours tenu cette promesse ? Que vous avez toujours dit la vérité ?

— *Well*, j'essaie, j'essaie vraiment, j'essaie toujours de dire la vérité. Quand je peux, je dis la vérité.

— Alors que s'est-il passé quand vous avez dit que nous étions le seul pays à appliquer le droit du sol ?

— *Well*, c'est ce qu'on m'avait dit. En fait on est le pays où les gens veulent venir. Et ceux qui m'ont dit ça voulaient dire qu'on est le seul pays où tout le monde veut venir. »

Le journaliste lui fait aussi observer qu'il n'est pas très utile d'envoyer quinze mille soldats à la frontière dans la mesure où ils ne peuvent pas arrêter les migrants qui traversent la frontière.

« *Well*, ça dépend, ça dépend.

— Non, ils n'ont pas le droit.

— L'urgence nationale est un concept très large. Ils ne peuvent pas envahir notre pays.

— Vous pensez que c'est une invasion ?

— Oui. »

À quoi cela sert-il de faire reconnaître à Donald Trump ses propres mensonges ? Même le plus expérimenté des journalistes qui braque une caméra sur le visage du président n'y parvient pas. Trump s'en sort toujours, en changeant, juste ce qu'il faut, de sujet.

« Toute personne qui lancerait des pierres... nous considérerons qu'ils utilisent une arme. » Les troupes américaines devraient considérer ces pierres « comme des fusils ». Nouvelles menaces contre la « caravane ». Quelques heures après, Trump précisera qu'il n'a pas dit que les soldats devraient « tirer » sur les lanceurs de pierres. Mais l'image mentale s'est installée. L'armée américaine ripostant de toutes ses forces à des lanceurs de pierre.

De même, il annonce qu'il est en train de finaliser un plan pour interner les demandeurs d'asile sans limite de temps dans « d'immenses villages de tentes ». Les Américains appellent cela le « *dog whistle* », le sifflet à ultrasons que seuls les chiens entendent. Trump n'a pas son pareil pour envoyer des messages subliminaux. Délibérément imprécis dans son propos pour ne pas être accusé de racisme ou d'enfreindre la loi, mais d'intention délibérée : réveiller le chien qui dort en chacun d'entre nous.

Vendredi 2 novembre. J-5
Un cadeau

Statistique de rêve pour tout président à quatre jours d'une élection : les chiffres de l'emploi sont excellents. Deux cent cinquante mille emplois supplémentaires en septembre, c'est plus que prévu. Malgré les ouragans. Un taux de chômage stable à 3,7 % et, surtout, une hausse des salaires plus prononcée qu'elle ne l'a jamais été depuis neuf ans. Si l'économie américaine garde de trop forts déficits et les inégalités se creusent, il est pourtant difficile de nier que ce sont de très bons résultats.

De nombreux responsables républicains sautent sur l'occasion pour demander publiquement à Donald Trump de parler davantage d'économie et moins d'immigration. Ce soir-là dans l'Indiana, après seulement deux tweets consacrés aux chiffres de l'emploi, le président revient à son thème favori :

Les démocrates invitent caravane après caravane
dans notre pays... dans cette caravane il y a trois cents
personnes avec de graves antécédents judiciaires.

D'où vient ce chiffre ? Il ne le précise pas. Oubliés, les vrais bons chiffres de l'économie. Mieux vaut inventer de faux mauvais chiffres sur l'immigration.

Lors de ce sprint final Trump découvre, dans le couloir d'à côté, un autre coureur. Qui, comme lui, veut faire deux meetings par jour. Presque aux mêmes heures. Barack Obama est en meeting ce jour-là, en Floride puis en Georgie, pour soutenir deux candidats noirs qui veulent devenir gouverneurs de ces États sudistes, tandis que Donald Trump se produit dans un comté très blanc et très rural de la Virginie-Occidentale. D'un côté, un ancien président en bras de chemise ; de l'autre, l'actuel président, longue cravate rouge et grand manteau. Ce long manteau sombre dont on n'a jamais vraiment compris à quoi il servait mais dont on pressent qu'il doit coûter très cher.

Obama attaque Trump sur les mensonges : « Ces politiciens mentent ouvertement, mentent systématiquement, mentent naturellement, mentent sans vergogne... quand les mots n'ont plus aucun sens, quand la vérité ne compte plus, quand les gens se laissent aller à mentir, la démocratie ne peut pas marcher. »

Donald Trump avoue qu'il a regardé le discours de Barack Obama dans son avion, « parce que je n'avais rien d'autre à faire ». Il se moque de la taille de la foule dans son meeting. Et contre-attaque sur les mensonges, rappelant que Barack Obama avait promis qu'avec sa réforme de la santé, tout le monde pourrait continuer à choisir son médecin. Cela n'a pas été le cas. Sur ce point, pour une fois, Donald Trump dit la vérité.

Signe des temps ou manque d'entraînement ? Barack Obama est obligé de raccourcir ses meetings car il perd sa voix. Pas Donald Trump.

*Samedi 3 novembre. J-4
Douze heures d'avion*

Donald Trump passe littéralement la journée dans Air Force One. Parti le matin d'Indianapolis, il est allé tenir meeting dans le Montana, tout à fait au nord-ouest du pays, puis en Floride, tout à fait dans le sud-est. Et puis il est rentré à la Maison Blanche à 23 heures, après avoir parcouru plus de 6 000 kilomètres en douze heures. Pour gagner du temps, les meetings sont organisés sur les pistes d'atterrissage, ce qui permet d'avoir la belle image d'un président entouré d'une foule enthousiaste devant la silhouette imposante de l'avion présidentiel.

À 14 heures, tweet :

Je me pose au Montana, au moins tout le monde est d'accord pour dire que mes files d'attente sont plus longues et mon public plus nombreux que ceux de Barack Obama.

Toujours cette obsession de quantifier. Cette obsession de la taille des foules. Cette obsession d'Obama.

*Dimanche 4 novembre. J-3
Derniers sondages*

Dimanche matin. Le rituel des émissions politiques sur les grandes chaînes. ABC présente un sondage qui donne aux démocrates une avance de sept points sur les républicains au niveau national. Ceci devrait leur assurer la majorité à la Chambre des représentants. Mais ce même sondage souligne que les bons résultats de l'économie et la peur de

l'immigration pourraient permettre aux républicains de réduire l'écart. Toutes les études prévoient une mobilisation sans précédent des deux camps. 85 % des démocrates et 82 % des républicains se disent « très intéressés » par ces *midterms*.

Donald Trump a l'air surpris. « Je n'étais pas au courant que Lee Greenwood serait là. » Le meeting de Chattanooga commence comme tous les meetings par la chanson « God Bless the USA », sauf que ce soir, l'auteur est sur la scène pour interpréter cet hymne patriotique devenu l'hymne du trumpisme. « Et je suis fier d'être américain car au moins je sais que je suis libre, je n'oublierai pas les hommes qui sont morts pour me donner ce droit... pas de doute j'aime ce pays, *God bless the USA*. » C'était la chanson préférée de Ronald Reagan. Redevenue à la mode pendant la première guerre d'Irak et après le 11 Septembre, elle fait partie de la scénographie de chaque meeting de Donald Trump, au même titre que les casquettes rouges ou le moment où la foule hue les médias.

Ce soir-là, Donald Trump invite Lee Greenwood à revenir chanter le lendemain, pour son dernier meeting de la campagne, dans le Missouri.

Lundi 5 novembre. J-2
Rush Limbaugh

Donald Trump est rentré à 2 heures du matin à la Maison Blanche après trois derniers meetings dans l'Ohio, l'Indiana et le Missouri. Le Missouri est l'État clé de ces *midterms*. Traditionnellement démocrate, devenu massivement trumpiste en 2016, l'État pourrait rebasculer dans l'autre sens. D'où ce dernier meeting, à Cape Girardeau,

où le président est apparu avec « l'enfant du pays », le polémiste radiophonique Rush Limbaugh. L'une des figures les plus influentes et les moins connues à l'étranger de la droite américaine, il anime depuis 1988 une émission quotidienne lors de laquelle il « démolit » la gauche, avec autant de gouaille que de mauvaise foi. Son émergence sur les ondes a correspondu à la radicalisation du débat politique dans les années 1990 et il s'est tout naturellement rangé sous la bannière trumpienne. Classé par *Forbes* comme la onzième célébrité mondiale la mieux payée, il ne quitte quasiment jamais sa résidence/studio de Palm Beach, en Floride – non loin de la résidence secondaire de Trump, Mar-a-Lago. L'animateur millionnaire est venu soutenir le président milliardaire devant un parterre d'Américains oubliés avant que ces messieurs regagnent les ors de leurs palais.

Discrètement, l'équipe Trump a glissé la fameuse vidéo sur le Mexicain tueur de policiers¹ parmi les publicités diffusées pendant le match de football américain du dimanche soir. Impact garanti pour l'un des matches les plus regardés de la saison, celui des Green Bay Packers contre les New England Patriots.

Tollé immédiat. La fédération de football américain proteste. En principe, les chaînes ne se préoccupent pas du contenu des publicités politiques. Elles se contentent d'encaisser. Mais devant la levée de boucliers, NBC annonce qu'elle ne diffusera plus cette vidéo. Même Fox News finira par faire de même. Quant à CNN, elle dit avoir refusé dès le départ de diffuser ce « clip raciste ».

1. Voir ci-dessus, p. 109.

Les derniers sondages, en Floride ou dans le Missouri, semblent indiquer un mouvement général en faveur des démocrates. Les commentateurs essaient d'éviter, piège classique, de passer du sondage à la prévision. Chuck Todd, l'omniprésent commentateur politique de NBC et MSNBC, ne peut s'empêcher de tirer des conclusions sur l'erreur stratégique de Trump, qui va payer le fait d'avoir fait passer l'immigration avant l'économie.

Sur Twitter, David Axelrod, l'ancien conseiller de Barack Obama, s'amuse de la retenue de ses amis démocrates à quelques heures du scrutin :

Étonnant le nombre de démocrates disposant de premières indications très favorables qui font preuve de troubles post-traumatiques.

L'ombre de 2016.

À l'issue de ces deux semaines de campagne folle, tout le monde est d'accord pour annoncer une participation historique, sans savoir s'il faut s'en réjouir – les Américains, qui habituellement votent peu, s'intéressent enfin à la politique. Ou s'en alarmer – ils sont plus que jamais remontés les uns contre les autres, et veulent en découdre.

Les démocrates, finalement, remportent haut la main la majorité à la Chambre des représentants, mais les républicains gardent le Sénat et réussissent même à élargir leur majorité de deux sièges. Dont un chipé aux démocrates dans le Missouri. Le dernier meeting a payé. Donald Trump n'a pas gagné les élections de mi-mandat. Il ne les a pas perdues non plus

La campagne pour la présidentielle de 2020 commence instantanément. Avec les mêmes sondages contradictoires, les mêmes prévisions hasardeuses. On est reparti pour deux

NÉRON À LA MAISON BLANCHE

années d'incertitude car Donald Trump vient de prouver que son élection de 2016 n'était pas un accident sans lendemain.

Le système et la carte électorale sont complexes et Donald Trump, par son positionnement original, perturbe tous les experts. En 2020 comme en 2016 et 2018, le suspense devrait durer jusque très tard le soir de l'élection.

Promesses tenues?

« Mesdames et messieurs les parlementaires, l'état de notre Union est solide. »

En ce 5 février 2019, Donald Trump prononce la formule rituelle. Tous les présidents l'ont répétée avant lui pour cet exercice obligé qu'est le traditionnel discours sur l'état de l'Union. Ce soir-là Donald Trump ajoute : « Notre pays est dynamique et l'économie est plus prospère que jamais. » Derrière lui, Nancy Pelosi ouvre des yeux ronds. Elle ne sait pas si elle doit applaudir ou non. Elle vient d'être élue au « perchoir » de la Chambre des représentants et, en tant que chef de file de l'opposition, elle hésite. Elle sait que le pays va bien, mais elle ne sait pas s'il faut publiquement en féliciter Donald Trump.

Ce sont en fait les deux questions que tout le monde se pose : l'Amérique va-t-elle mieux sous Donald Trump ? Et si oui, quelle est sa part de responsabilité ? Qu'a-t-il réellement accompli en deux ans ? Pour l'économie, pour le pays en général, l'environnement, la santé, la justice – et surtout pour les Américains, dans leur vie quotidienne ? Dans ses meetings il affiche déjà des banderoles « PROMESSES TENUES ». Lesquelles ?

Après deux ans de Trump, début 2019, l'économie américaine va bien. Le chômage est historiquement bas, la Bourse historiquement haute, la croissance solide. À la surprise générale. Quelques mois avant son élection, les experts en conjoncture de *The Economist Intelligence Unit* avaient établi la liste des catastrophes potentielles pour l'économie mondiale. La première était une récession chinoise. La sixième était une élection de Donald Trump à la Maison Blanche, au même rang qu'une résurgence du terrorisme djihadiste. Trump a été élu. Et l'économie américaine ne s'est pas effondrée. Au contraire.

Mais la prospérité actuelle n'est-elle pas d'abord le résultat du redressement opéré par Barack Obama ? Incontestablement, Trump est arrivé au pouvoir dans des conditions très favorables. Après la crise financière de 2008, l'économie américaine s'est redressée sous la présidence Obama. Avec Donald Trump, la tendance a continué. Non seulement il n'y a pas eu de catastrophe, mais la reprise s'est consolidée. La croissance moyenne, pour les deux premières années Trump, s'affiche à 2,8 %. C'est mieux que les deux premières années de Barack Obama (2,1 %).

Curieusement, à son arrivée, Donald Trump prend des mesures de relance. Comme pour faire accélérer encore un train déjà lancé à vive allure. Il baisse les impôts et dérègle mentalement l'économie. Le train n'accélère pas vraiment, mais il ne ralentit pas. La tendance reste bonne.

Pendant les dix-neuf premiers mois de la présidence Trump, l'économie a créé pratiquement autant d'emplois que pendant les dix-neuf derniers mois de la présidence Obama. Si Donald Trump n'a pas initié la reprise, il en a largement profité, et ne l'a pas cassée.

Début 2019, l'Amérique est en situation de « plein emploi », avec un taux de chômage de 4 %, voire un peu

en dessous. Le chômage est au plus bas depuis 2000 et, fait rarissime, il y a dans ce pays plus de postes à pourvoir que de chômeurs. Le « plein emploi », certes, ne veut pas dire que tout le monde soit heureux et bien payé. Beaucoup d'Américains modestes sont obligés d'avoir deux, parfois trois jobs pour faire vivre leur famille. Mais au moins, les jobs sont là : 43 % des Américains pensent que ces emplois sont faciles à trouver, contre 13 % qui pensent le contraire. Le fait de se dire qu'on peut aisément changer d'employeur facilite la vie.

Les jobs sont là – mais souvent mal payés. Cela aussi fait partie de l'héritage Obama. La reprise qui a eu lieu après la crise financière de 2008 a débouché sur une économie de revenus stagnants, notamment pour la classe moyenne. Aujourd'hui le salaire moyen, si l'on tient compte de l'inflation, est plus bas que ce qu'il était en... 1973. L'Amérique travaille dur, mais elle a du mal à joindre les deux bouts. Sous Donald Trump, les salaires ont enfin commencé à augmenter. Très lentement. Ils ont augmenté de 1,3 % de décembre 2017 à décembre 2018 (3,1 % si l'on ne tient pas compte de l'inflation). C'est peu, mais ils n'avaient jamais autant augmenté depuis 2008. Il a fallu des grèves et des manifestations, notamment dans les enseignes de restauration rapide, pour que le salaire minimum horaire passe à 15 dollars dans quelques villes – Seattle, San Francisco, New York. Cependant, le salaire minimum fédéral est toujours à 7,25 dollars de l'heure. Tout le monde travaille ou peut trouver un emploi, mais un foyer sur huit est en « insécurité alimentaire ». Statistique gouvernementale qui signifie que ces familles n'ont pas de quoi assurer leur

alimentation pendant toute une année. C'était vrai sous Obama. Cela ne s'est pas amélioré sous Trump.

Il a aussi hérité d'une économie à deux vitesses. Le secteur de la haute technologie, et le reste. Sous Barack Obama, les géants de la *tech* se sont développés beaucoup plus vite que les autres secteurs. D'où la promesse du candidat Trump de développer l'emploi industriel. Le bon vieil emploi manufacturier, calqué sur l'image de l'ouvrier de l'automobile de la grande époque, syndiqué, bien payé et capable d'accéder ainsi à la classe moyenne. C'est cette promesse en particulier qui lui a permis d'être élu, en raffant à la surprise générale les États de la Rust Belt – littéralement, les « États de la rouille » –, qui souffrent plus que d'autres de la désindustrialisation.

Trump aime l'industrie. Il aime les chantiers, il aime les usines, les projets à grande échelle. C'est un goût qui lui a été transmis par son père, qui opérait dans un monde de grandes entreprises et de grands chantiers new-yorkais. Qui logeait les ouvriers dans ses immeubles. Qui prospérait dans un environnement politique où les élus démocrates marchaient main dans la main avec les leaders syndicaux. Un monde foncièrement organisé, où il suffisait de tirer les bonnes ficelles pour réussir. En visitant les États désindustrialisés du Midwest pendant la campagne, Donald Trump a été ému par les anciens ouvriers rencontrés et c'est ce monde disparu qu'il a promis de faire revivre. Cela lui a réussi. La Pennsylvanie, le Michigan et le Wisconsin, les trois États qui lui ont finalement donné la victoire, ont une solide tradition manufacturière. L'évolution de l'emploi industriel sera l'une des clés de son éventuelle réélection en 2020.

Sur l'industrie, Donald Trump a tenu sa promesse. Les créations d'emplois industriels ont redémarré depuis son élection. À un rythme jamais vu depuis la fin des années 1990. Quatre cent cinquante mille emplois industriels ont été créés pendant ses deux premières années. Sous Obama, ce fut deux fois plus, neuf cent mille, mais en sept ans (2010-2017 au lendemain de la crise). On n'a pas encore atteint les niveaux d'avant la crise financière et personne ne sait d'où vient exactement ce rebond de l'activité industrielle.

« Que se passe-t-il ? », demande l'hebdomadaire *The Economist*, qui n'exclut pas que « ce surprenant regain de l'emploi industriel soit un phénomène temporaire, comme le prélude d'une révolution industrielle dans laquelle les humains seront remplacés par de nouveaux ouvriers, davantage programmables ». En d'autres termes, ce n'est peut-être qu'un feu de paille. Et les emplois industriels de 2018-2019 ne sont pas ceux des années 1960. Ils sont moins syndiqués, donc moins bien payés, et n'assurent plus comme avant le ticket d'entrée dans la classe moyenne.

Quant à la Bourse, aurait-elle autant monté si Donald Trump n'avait pas été élu ? C'est pour lui la grande réussite de son début de mandat. Peut-être plus que l'emploi. Sans doute parce qu'il s'est enrichi personnellement à la Bourse, mais aussi parce que, ne comprenant pas toujours les subtilités de l'économie, il considère que les marchés financiers sont les meilleurs indicateurs de la santé d'un pays.

Au lendemain de son élection, le Prix Nobel d'économie Paul Krugman écrit dans le *New York Times* que les marchés financiers ne se remettront jamais de la victoire surprise de Trump. C'est vrai qu'ils ont hésité,

dans les toutes premières heures, mais rapidement, la Bourse a décidé que Donald Trump, ses promesses de baisse d'impôt et de déréglementation, seraient bons pour les affaires.

Deux ans après les prévisions de Paul Krugman, l'indice Dow Jones avait augmenté de 38 %. Excellent pour les riches et les très riches tels Trump et les siens. Mais pas seulement. La moitié des Américains ont investi en Bourse. Ils y placent leurs économies, l'argent de leur retraite (par le biais de fonds de pension), ou les sommes économisées pour les études de leurs enfants. En deux ans la moitié de la population américaine a ainsi vu ses économies se revaloriser de 38 %. Donald Trump prie pour que l'embellie continue et que ces millions d'épargnants s'en souviennent, le jour de la présidentielle de 2020.

Les marchés financiers ont particulièrement apprécié la baisse des impôts engagée par Donald Trump. Il l'avait promise pendant la campagne, il l'a faite. En décembre 2017, il fait voter la première grande réforme fiscale depuis 1986, donc depuis Ronald Reagan. Une réforme d'inspiration clairement libérale : on baisse massivement les impôts pour stimuler l'activité économique. On baisse en premier lieu l'impôt sur les sociétés. Pour corriger une anomalie. Avec un taux de 35 %, il était un des plus hauts du monde, pénalisant ainsi les entreprises américaines. Il passe à 21 %. Baisse également des impôts pour certains particuliers. Le taux maximal d'imposition passe de 39,6 à 37 %. Donald Trump est très fier d'avoir fait baisser les impôts pour la classe moyenne. Ce sont quelques centaines de dollars d'impôts en moins par foyer et les effets s'en feront sentir dès le début de 2018. Pour les Américains qui gagnent

entre l'équivalent de 1 400 euros et 5 600 euros par mois, le taux d'imposition passe de 15 à 12 %.

Mais les promoteurs de cette réforme ne cachent pas que les entreprises sont leur cible principale. En particulier les multinationales américaines, qui avaient fini par fuir la fameuse taxe à 35 %, en installant leurs quartiers généraux en Irlande ou tout autre pays plus accueillant fiscalement. La réforme fiscale leur permet de rapatrier leurs profits, pour le plus grand bénéfice du budget de l'État. Cependant, les choses ne se passent pas vraiment comme espéré, en tout cas au début.

Car six mois après l'adoption de la réforme fiscale, la Maison Blanche est obligée d'admettre, à l'été 2018, qu'elle a sous-estimé les effets des baisses d'impôts sur le budget fédéral. Le trou dans les finances de l'État sera en fait supérieur de 100 milliards de dollars à ce qui était prévu, dès 2019. Et cette même année, la dette dépassera la barre symbolique des 1 000 milliards de dollars. Là où les Français et les autres Européens ont du mal à maintenir leur déficit en dessous de la fameuse barre des 3 % du produit intérieur brut, les Américains annoncent qu'ils vont allègrement atteindre rapidement les 4 %, voire les 5 %. C'est déjà arrivé dans l'histoire récente. Mais c'était en période de crise, où l'on a eu besoin du « muscle » de l'État fédéral pour redresser la situation. Voilà la principale interrogation qui entoure la réforme fiscale de Donald Trump : si l'on mobilise toutes les forces des finances publiques quand l'économie va bien, quelles forces resteront disponibles le jour où la conjoncture se retournera ?

Dans un premier temps, certaines entreprises ont distribué des primes importantes. Mais pas vraiment d'augmentations de salaire. Les profits s'accumulent comme jamais, et les actionnaires semblent préférer les investir dans

l'immobilier ou les produits financiers. Pas assez souvent dans les investissements productifs. Comme une ingestion de sucre rapide, les effets euphorisants de la réforme fiscale de Donald Trump pourraient être de courte durée.

Pour libérer l'économie, Donald Trump a aussi lancé une vaste entreprise de déréglementation. De son passé de promoteur immobilier, il a gardé la conviction que l'État et ses règlements ne sont là que pour empêcher les gens de travailler et de s'enrichir. En 1979, quand il commence la construction de la Trump Tower à New York, il embauche, pour aller vite, deux cents ouvriers polonais sans papiers. Sous-payés, ils travaillent douze heures par jour, sept jours sur sept, dorment sur le chantier et, la plupart du temps, ne portent pas de casque. En arrivant à la Maison Blanche il entame ce que son conseiller Steve Bannon appelle « la déconstruction de l'appareil d'État ». Ses ministres ont pour instruction non écrite de « miner » leurs ministères, comme autant de termites implantés à tous les étages de l'administration. Une milliardaire hostile à l'école publique est nommée à l'Éducation, et à la Santé un grand patron de l'industrie pharmaceutique.

Pour chaque nouveau règlement édicté, le gouvernement annonce qu'il va en supprimer douze, considérés comme inutiles ou dépassés. Les agriculteurs peuvent produire et les PME peuvent embaucher avec moins de contraintes. Les consommateurs sont moins protégés.

Ce travail de sabotage n'aura qu'un effet limité. Car l'État fédéral américain a beaucoup moins de pouvoir que l'État français. Et matière de déréglementation, Donald Trump ne tient pas toutes ses promesses. Une étude du très libéral Mercatur Center indique en 2018 que le

nombre de nouveaux règlements a continué à augmenter, même si c'est à un rythme beaucoup plus faible que sous les administrations précédentes. Cette étude souligne aussi que Donald Trump utilise largement la déréglementation pour favoriser ses amis. Les règlements sont le plus souvent supprimés pour servir les intérêts particuliers de tel ou tel groupe de pression ou catégorie d'électeurs. Pas vraiment pour suivre les grands principes de la libération du marché.

Le secteur emblématique de la déréglementation, pour Trump, est l'environnement. Il ne croit pas au réchauffement climatique. Il pense que Barack Obama était un président « anticroissance » et qu'il est de son devoir de libérer les émissions de CO₂ pour les usines comme pour les voitures, afin de libérer l'économie et l'innovation. Ainsi, le 1^{er} juin 2017, Donald Trump annonce solennellement qu'il quitte l'Accord de Paris sur le climat. Au nom de l'intérêt des Américains et de l'économie américaine. De « l'Amérique d'abord ». Il lance : « J'ai été élu pour représenter les citoyens de Pittsburgh, pas de Paris. »

Jusqu'au dernier moment son « ami » Emmanuel Macron a tenté de le faire changer d'avis. À la dernière minute, sa fille Ivanka l'a fait aussi appeler par Mark Zuckerberg le patron de Facebook, Tim Cook le patron d'Apple et l'ancien vice-président Al Gore. Rien n'y fait. Donald Trump est persuadé que l'Accord de Paris est trop favorable à des pays comme la Chine ou l'Inde et trop défavorable aux États-Unis. Toujours cette conviction que l'Amérique se fait « blouser » par le reste du monde.

Les États-Unis, deuxième pays émetteur de gaz à effet de serre (derrière la Chine), se retirent de cet accord exceptionnel signé par cent quatre-vingt-quinze pays pour lutter

contre les dérèglements climatiques. L'Amérique d'abord devient l'Amérique seule dans son coin. Mais Donald Trump n'est pas l'Amérique. Dès le lendemain de son annonce choc, la résistance intérieure s'organise. À commencer par le maire de Pittsburgh, furieux que sa ville, soucieuse d'environnement, ait été citée ainsi par le président : « En tant que maire, je peux vous assurer que nous suivrons les directives de l'Accord de Paris pour nos administrés, notre économie et notre avenir. » L'idée s'installe très rapidement que le pays n'est pas obligé de suivre son président. Que si les États, les villes et même les entreprises s'engagent sur la réduction des émissions, l'Amérique peut remplir ses engagements sans Donald Trump.

Plus de trois mille acteurs, États, villes, entreprises, se rassemblent dans l'alliance America's Pledge, à l'initiative du milliardaire et ancien maire de New York Michael Bloomberg, et du gouverneur de Californie d'alors, Jerry Brown. Ensemble, ils représentent plus de la moitié de l'économie américaine et plus de la moitié de la population (173 millions d'habitants). C'est l'autre Amérique, qui ira même jusqu'à convoquer un Sommet mondial sur le climat à San Francisco en septembre 2018. En guise de pied de nez à Donald Trump et de message au reste du monde. « Nous sommes encore là [*we're still in*], dans l'Accord de Paris, et ferons tout pour que notre pays tienne ses engagements. »

Les leaders de la révolte anti-Trump sur le climat sont en Californie. Un État qui a à la fois la volonté politique et la taille nécessaire pour faire basculer les choses dans la bonne direction. En matière de climat, la Californie se comporte comme un État indépendant. Elle est la sixième économie du monde et emploie déjà plus de personnes

dans les énergies propres que l'industrie du charbon dans l'ensemble du pays.

La Californie mène sa propre diplomatie climatique. Elle signe des accords avec le Mexique, le Canada et même la Chine et l'Union européenne. Quand en mars 2017 Donald Trump, toujours dans le cadre de la déréglementation, relâche les contraintes d'émissions des automobiles, immédiatement la Californie resserre les siennes. Aussitôt suivie par douze États américains.

Sentant le danger de cette révolte sur son autorité, l'administration Trump engage des poursuites contre la Californie, pour l'empêcher d'avoir ses propres normes d'émissions. Mais les États rebelles représentent un tiers du marché automobile américain. On a l'habitude, aux États-Unis, d'opposer les côtes américaines et le reste du pays – ces territoires « *fly over* » que l'on se contente de survoler en avion. Pour le *Seattle Times*, « Washington est devenue un territoire *fly over* pour tous les gouvernements qui mettent en place des politiques environnementales intelligentes ».

Tandis que la Californie se lance dans l'objectif ambitieux de zéro émission d'ici 2045, il est une autre Amérique qui vit encore au siècle d'avant : l'Amérique du charbon. Pour dix-huit États de l'Est américain, plus de la moitié de l'énergie vient encore du charbon, la source la plus nocive pour le climat. Trump s'est présenté comme le champion du charbon, dans ces États qui sont souvent des clés pour la présidentielle. Pendant la campagne, il a promis de mettre fin à la « guerre contre le charbon » : « Nous allons remettre nos magnifiques mineurs au travail. » Pour cela, il a abrogé les règles établies par Barack Obama pour limiter les émissions des centrales au charbon.

Mais cela ne suffira pas. Le charbon est trop cher, notamment face au gaz et au pétrole de schiste. La loi du marché s'impose : des milliers de mineurs sont obligés de ranger définitivement leur casque. Pendant les deux premières années du mandat Trump, davantage de centrales au charbon seront fermées que pendant les deux mandats de Barack Obama. Promesse non tenue. Lors de son discours sur l'état de l'Union en février 2019, Donald Trump, échaudé, ne prononce pas une seule fois le mot « charbon ».

En novembre 2018, sa propre administration finit par le contredire publiquement sur le changement climatique. Treize agences fédérales publient un rapport selon lequel les États-Unis sont déjà fortement affectés par celui-ci. Les ouragans sont plus forts, les inondations et les sécheresses plus fréquentes. Le *National Climate Assessment* peint un avenir sombre pour le pays : baisse des rendements agricoles, possible montée des eaux d'un mètre en quatre-vingts ans, provoquant 1 000 milliards de dollars de dégâts sur les côtes texanes. Les Texans devront travailler moins parce qu'il fera trop chaud, et dépenser davantage pour l'air conditionné. D'ici à la fin du siècle, les changements climatiques pourraient coûter à l'Amérique 10 % de son PIB.

C'est peut-être cette perspective sonnante et trébuchante, formulée par ses services, qui pourrait finir par ébranler les convictions de Donald Trump. Après le terrible incendie du Camp Fire, qui a fait quatre-vingt-six morts en Californie en novembre 2018, le président a fini par admettre, lors d'une interview, que le changement climatique avait « peut-être un peu contribué aux incendies en Californie ».

Le plus grand échec de Donald Trump en matière de réformes, celui en tout cas qui affecte le plus la vie des Américains, c'est son incapacité à réformer le système de santé. C'est l'obsession des habitants de ce pays, en tout cas de la classe moyenne. La santé coûte de plus en plus cher ; elle est de plus en plus mal remboursée et les gens sont de plus en plus mal soignés.

En 2016 les États-Unis sont le pays qui dépense le plus par habitant pour la santé. Deux fois plus que la moyenne des pays développés. Pour un résultat médiocre : vingt-neuvième rang mondial pour la qualité des soins, selon le journal *Lancet*¹. Une honte, pour le pays le plus puissant du monde. Une honte qui, pour le candidat Trump en 2015-2016, avait un nom : Obama. Et plus précisément Obamacare, le surnom donné à la réforme de la santé mise en place par son prédécesseur, qui a permis d'assurer vingt millions d'Américains supplémentaires. Mais a souvent fait augmenter lourdement les cotisations, au grand dam de la classe moyenne.

Donald Trump a fait campagne sur l'abrogation d'Obamacare et son remplacement par un système moins coûteux et plus efficace. Bonne idée. Sauf qu'il n'y est pas parvenu. Échec cinglant : le président n'a pas réussi à imposer son point de vue à sa propre majorité, divisée entre ceux qui voulaient totalement privatiser le système et ceux qui voulaient préserver une partie de la réforme Obama.

Il a partiellement réussi à détricoter le système Obamacare à l'occasion de sa réforme fiscale de 2017, en créant une sorte de monstre hybride cumulant les défauts de tous les systèmes précédents. Il devrait être discret sur

1. « Measuring performance on the Healthcare Access and Quality Index for 195 countries », *The Lancet*, 23 mai 2018.

le sujet dans la prochaine campagne présidentielle. Il a déjà résumé ainsi son impuissance : « Personne ne savait que cela serait si compliqué. »

Les électeurs se méfieront des fausses promesses de campagne car ni les démocrates ni les républicains ne semblent capables de mettre en place un nouveau système. Au point que des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent, à la gauche du Parti démocrate, pour réclamer un système de sécurité sociale pour tous, à l'européenne.

Donald Trump n'a pas connu que des échecs. Il a réussi à faire passer une réforme sur laquelle ses prédécesseurs avaient échoué, la réforme des peines de prison. On en a peu parlé, mais c'est le second grand succès de son début de mandat, avec la réforme fiscale.

Les prisons sont trop pleines et les peines mal adaptées. Notamment à cause d'une loi votée sous la présidence Clinton en 1994, dite « loi des trois coups », qui oblige les juges à prononcer de fortes peines incompressibles au troisième délit, quelle que soit son importance. Bill Clinton lui-même s'est publiquement excusé pour cette loi qui a rempli les prisons de milliers de jeunes gens condamnés à la prison à vie pour des affaires de drogue. Certaines de ces condamnations sont restées célèbres, comme celle de cet homme condamné à vingt-cinq ans de prison à Los Angeles pour avoir volé une part de pizza au pepperoni. Parce que c'était sa troisième condamnation.

En décembre 2018, Donald Trump réussit à faire passer une réforme qui réduit les peines plancher. Elle doit permettre à cinq mille prisonniers d'être libérés et à cent mille

autres de bénéficier de peines réduites. Ce n'est pas rien, dans un pays qui connaît un des taux d'incarcération les plus élevés du monde. Pour une fois Trump, avec l'aide de son gendre Jared Kushner, parvient à faire travailler ensemble une droite soucieuse de faire faire des économies à l'État et une gauche qui veut ramener un peu d'humanité dans le système.

Le 18 décembre, Donald Trump envoie l'un des tweets les plus magnanimes de sa présidence :

L'Amérique est le meilleur pays du monde et mon travail est de me battre pour TOUS les citoyens, même ceux qui ont commis des erreurs.

C'est passé un peu inaperçu, mais Donald Trump a également réussi à faire travailler ensemble la majorité et l'opposition sur la terrible crise des opioïdes. En octobre 2018, il signe une loi pour lutter contre l'épidémie d'overdoses qui ravage le pays. Avec deux cents morts par jour, celles-ci ont tué en 2017 aux États-Unis plus que les accidents de la route, les armes à feu et le sida réunis. Ces overdoses, la plupart du temps, sont liées aux opioïdes. Depuis dix ans, les médecins américains ont eu une fâcheuse tendance à surprescrire des antidouleurs addictifs, du type oxycodone. Des millions d'Américains sont devenus accros à leurs médicaments. Et lorsqu'ils n'ont plus d'ordonnance, ou se voient limités dans leur consommation, ils remplacent le médicament officiel par d'autres substances trouvées sur Internet – et, de plus en plus souvent, par l'héroïne.

La loi signée par Donald Trump facilite la prescription de médicaments antiaddiction ; elle facilite aussi le traitement

à l'hôpital pour les plus modestes et bloque l'envoi par la Poste de médicaments opioïdes depuis l'étranger. Certes, les moyens financiers ne sont pas à la hauteur. On est très loin de la mobilisation des pouvoirs publics en 1990 pour lutter contre le sida. Donald Trump le diviseur peut cependant se targuer d'avoir fait avancer les choses, en forçant la gauche et la droite à travailler ensemble.

Dompage qu'il n'y soit pas arrivé sur un autre dossier où, pourtant, des convergences étaient faciles : celui des grands travaux. Il suffit de lever les yeux sur un quai de métro new-yorkais ou en passant sous un pont du New Jersey pour réaliser à quel point les infrastructures américaines sont délabrées. Les aéroports, les tunnels, les autoroutes, les écoles, les hôpitaux, tous sont dans un piteux état du fait du désengagement de la puissance publique depuis des décennies. Là aussi, Donald Trump avait promis. Et n'a pas tenu ses engagements. Il présente en février 2018 un plan d'économie mixte où les fonds publics fédéraux seraient renforcés par des fonds privés. Mais ni le privé, ni le public, ni l'opposition, ni son propre parti ne répondent à l'appel. Le projet est toujours dans les cartons et les infrastructures continuent à se dégrader. Cet échec sur les grands travaux est l'un des plus symptomatiques de la présidence Trump. Les besoins sont là. Les moyens à portée de la main. Ce n'est ni une réforme de gauche ni une réforme de droite. Il suffit d'une impulsion politique pour faire travailler ensemble majorité et opposition. Donald Trump ne l'a pas donnée.

D'abord, parce que la division gauche-droite est plus profonde que jamais. C'était vrai avant lui. Mais surtout, parce que le président ne sait pas vraiment gouverner.

Gouverner, c'est négocier, trouver des majorités et des compromis, en particulier des compromis avec le Congrès. Or, Trump ne raisonne qu'en termes de victoire ou d'échec personnel. De jeu à somme nulle : si je gagne, tu dois perdre. Gouverner ne l'intéresse pas, il veut gagner. Gagner pour lui avant de gagner pour le pays. D'où son immense frustration à l'endroit de tous les contre-pouvoirs qui limitent le champ d'action du président : le Congrès, la justice et, dans une certaine mesure, la presse. D'où aussi son goût prononcé pour les décisions qu'il peut prendre seul : les décrets présidentiels, le droit de grâce, les nominations et limogeages dont il fait un usage immodéré.

En parlant de contre-pouvoir, il restera comme le premier occupant de la Maison Blanche à avoir jamais polémique sur Twitter avec un président de la Cour suprême. Un des moments les plus incroyables de sa présidence.

En novembre 2018, Donald Trump dénonce un juge fédéral qui vient de bloquer un de ses décrets réformant le droit d'asile. Sur Twitter, il maudit ce « juge Obama », comprenez juge nommé par Barack Obama. Ce qui conduit à un extraordinaire communiqué du juge John Roberts, président de la Cour suprême, qui sort de sa réserve pour tancer le président : « Nous n'avons pas de juges Obama ou de juges Trump ou de juges Bush ou de juges Clinton. Ce que nous avons c'est un groupe extraordinaire de juges dévoués qui servent de manière équilibrée les justiciables qui comparaissent devant eux. »

Et le juge Roberts, lui-même nommé par George W. Bush, rajoute une petite tape sur les doigts du président : « L'indépendance de la Justice est un bienfait qui mérite la reconnaissance de tous. »

Polémique d'autant plus étonnante que Donald Trump n'y est pas allé de main morte pour nommer des « juges Trump ». C'est probablement même là que sa présidence laissera la trace la plus durable : par le biais de la nomination des juges fédéraux. Pour ses partisans, c'est la plus grande réussite de son début de mandat – même si, curieusement, il n'y est pour rien. Sa plus grande réussite car les juges fédéraux ont un pouvoir considérable. Ils cumulent ce qui serait en France le pouvoir des juges et des députés. Dans des domaines aussi variés que l'avortement, le contrôle des armes ou la régulation financière, non seulement ils interprètent la loi, mais ils la font évoluer dans la direction de leur choix. Ces juges sont nommés à vie par le président et confirmés par le Sénat.

Trump a profité de circonstances exceptionnelles. Depuis une dizaine d'années, la procédure de nomination s'est progressivement polarisée. Un parlementaire démocrate ne veut plus confirmer un juge nommé par un président républicain. Et vice-versa. Quelles que soient les qualités du magistrat. Ce n'était pas le cas avant.

C'est ainsi qu'à la fin du mandat de Barack Obama, les sénateurs républicains ont bloqué des dizaines de nominations en priant pour que le successeur d'Obama soit républicain. En arrivant, Donald Trump n'a plus qu'à signer. Cent six sièges étaient à pourvoir à la prise de fonctions de Trump, deux fois plus que pour son prédécesseur. Il a surtout l'opportunité, rare pour un président, de pouvoir remodeler la Cour suprême. Antonin Scalia, juge à la Cour suprême, est décédé en février 2016, mais son poste a été « gelé » par les républicains jusqu'à la présidentielle. Donald Trump nomme à sa place Neil Gorsuch, en janvier 2017. Puis, en juillet 2018, après la démission du juge Kennedy, il nomme le très controversé Brett Kavanaugh.

Ils seront là pour des décennies et, même s'ils ont promis qu'ils ne reviendraient pas sur la fameuse décision *Roe v. Wade*, ils sont suffisamment conservateurs pour inquiéter les défenseurs du droit à l'IVG.

Enfin, il n'est un secret pour personne que la juge Ruth Bader Ginsburg, quatre-vingt-six ans, est de santé fragile. Toute la gauche américaine redoute le départ de cette progressiste résolue, protectrice historique du droit des femmes.

À l'heure du bilan, les deux premières années de Donald Trump n'ont finalement pas été qu'une succession de polémiques, de déstabilisation du système politique et de réformes avortées. Elles comptent des réussites : la réforme fiscale et la réforme des peines de prison. Et aussi des échecs : la santé, l'immigration, les grands travaux. Un bilan modeste, quand on considère que Trump a contrôlé pendant deux ans les deux chambres du Congrès.

Pour les Américains, la vie en 2019 est légèrement plus facile qu'en 2016, sous Obama. Le chômage a continué de baisser, le chômage des Noirs et des Latinos n'a jamais été aussi bas, les salaires après des années de stagnation commencent à remonter et les membres des classes moyennes qui ont investi leurs économies à la Bourse ont le sentiment de s'être enrichis.

Les Américains les plus aisés se sont, eux, beaucoup enrichis. C'est une des limites du « succès économique » des deux premières années de la présidence Trump. Les inégalités se creusent, avec une tranche supérieure qui s'envole vers des sommets jamais atteints.

L'autre limite est que les cycles économiques finissent toujours par se retourner. Neuf ans de prospérité, c'est

NÉRON À LA MAISON BLANCHE

déjà très long au regard de l'histoire. Le retournement est inévitable et, ce jour-là, les déficits s'étant creusés comme jamais, le pays n'aura peut-être plus les réserves financières pour rebondir. Trump espère que ce jour-là viendra le plus tard possible.

Le mur de la peur

Des enfants détenus derrière de hautes barrières grillagées. Des enfants couchés sur de maigres matelas, protégés pas de fines couvertures de survie. Des enfants dont les sanglots sont enregistrés en cachette, et dont les mères racontent comment ils leur ont été arrachés de force lorsqu'elles ont voulu passer la frontière américaine. Ces drames humains bouleversent les réseaux sociaux et émeuvent les grands journaux télévisés du soir. Ils marquent d'une tache peu flatteuse la présidence de Donald Trump.

En avril 2018, son ministre de la Justice décide de séparer systématiquement les enfants et les parents immigrés sans papiers. D'avril à juin, 2 342 enfants seront séparés de leurs parents jusqu'à ce que, face au tollé, Donald Trump renonce à cette politique. Au moins officiellement.

Cette décision de séparer les familles à leur arrivée à la frontière sud n'est pas un accident, ou une bavure administrative que le président magnanime aurait fini par corriger. C'est l'aboutissement d'une ligne politique définie par Trump dès le premier jour de sa campagne de 2016. Il est le président anti-immigrés.

Lorsqu'il annonce sa candidature, en juin 2016, il prononce un discours dont on ne retiendra qu'un seul mot : violeurs. « Quand le Mexique nous envoie ses gens, il

n'envoie pas les meilleurs... Ils apportent de la drogue. Ils apportent de la criminalité. Ce sont des violeurs... » D'entrée, la question de l'immigration est abordée sous l'angle de la peur. Et surtout pas de la réalité. Car, déjà en 2016, les Mexicains n'émigrent plus : il y a plus de migration nord-sud que sud-nord avec les États-Unis. Et les statistiques officielles américaines indiquent qu'il y a moins de délinquance chez les immigrés que parmi les Américains en général.

Pour Donald Trump, il ne s'agit pas de définir une politique de l'immigration, mais une politique de la peur de l'immigration. Il faut que l'irrationnel l'emporte sur le rationnel. C'est de cette manière que naîtra le fantasme de la construction d'un mur à la frontière sud des États-Unis. Une instrumentalisation de la peur de l'immigré qui contribuera largement à son succès lors de l'élection présidentielle.

La séparation des familles est une mauvaise solution à un vrai problème. Le problème est celui de l'afflux massif de migrants venus principalement d'Amérique centrale.

L'Amérique a toujours été un pays d'immigration. Elle s'en est longtemps enorgueillie. Trump lui-même est un fils d'immigrés : sa mère a fui la pauvreté en Écosse dans les années 1930 et son grand-père a fui le service militaire en Allemagne pour se construire une nouvelle vie en Amérique. Le grand-père de Donald Trump, Friedrich Trumpf, était tout ce qu'il y a de plus allemand – même si, curieusement, dans son livre *The Art of the Deal*, Donald s'invente, c'est sans doute plus chic, des origines suédoises.

Depuis leur création, les États-Unis alternent les périodes d'ouverture et de fermeture, parfois brutale, à

l'immigration. Et depuis des décennies, ce sont toujours les deux mêmes questions qui se posent : combien laisse-t-on entrer d'immigrés ? et que faire des immigrés entrés illégalement qui vivent, travaillent et paient des impôts dans le pays depuis des années ?

Trump devient président dans une période relativement sereine en termes de flux. Le nombre d'immigrés clandestins a baissé par rapport aux grandes vagues de la présidence George W. Bush. Les gardes-frontières continuent d'arrêter une moyenne de quatre cent mille clandestins par an (c'est le moins mauvais moyen d'estimer le niveau de l'immigration illégale). À l'époque du président Bush, ils en arrêtaient quatre fois plus. C'est en baisse mais reste à un niveau élevé. Donald Trump choisit de faire du dossier de l'immigration l'un des piliers de son programme présidentiel. D'entrée, il fixe un principe de « tolérance zéro ». Il renforce les contrôles à la frontière, annonce la construction d'un mur et promet une chasse sans merci aux sans-papiers déjà présents sur le territoire.

L'effet est immédiat. L'immigration clandestine est divisée par trois les quatre premiers mois. Les ministres crient victoire. Les discours menaçants terrorisent les villageois d'Amérique centrale et les candidats au grand voyage préfèrent rester chez eux. Jusqu'à ce qu'ils comprennent que ce ne sont que des discours.

Contrôle aux frontières ? La géographie est toujours la même et des milliers de kilomètres dans le désert sont toujours aussi difficiles à surveiller. Le mur ? Il n'est pas près d'être construit. La chasse aux sans-papiers ? Les services de police n'ont ni les effectifs ni même toujours l'envie de traquer les clandestins. Vu du Guatemala, le tigre Donald Trump se révèle être de papier et les migrations reprennent de plus belle.

Au printemps 2018, l'administration Trump pense avoir trouvé la formule magique. Le ministre de la Justice, Jeff Sessions, faucon en matière d'immigration, déclenche ainsi l'opération « séparation des familles ». Il décide de faire poursuivre systématiquement tous les clandestins qui sont arrêtés à la frontière. L'argument principal de l'administration Trump est qu'elle n'a pas le choix. Ce qui n'est pas exact.

Quand la police arrête un malfaiteur présumé, elle le défère à la justice, qui décide ou non de le poursuivre. Jusqu'à présent, la justice américaine ne poursuivait les sans-papiers que s'il y avait des raisons de croire qu'ils avaient commis des actes délictueux, outre le fait d'être entrés illégalement sur le territoire. Dans ce cas-là, même l'administration Obama séparait les familles. Personne n'a de statistiques, mais il y a déjà eu des enfants derrière des grillages à l'époque d'Obama, notamment des enfants entrés avec des adultes dont on soupçonnait qu'ils n'étaient pas leurs parents mais des trafiquants d'enfants.

La nouveauté, sous Trump, c'est le côté systématique. Le choix délibéré de considérer la seule entrée illégale sur le territoire comme un délit assez grave pour justifier la séparation des familles. Et la séparation des enfants n'est pas un effet secondaire de cette nouvelle doctrine. C'est le seul but recherché. Arracher des enfants à des parents pour dissuader les suivants de venir. « Si vous ne voulez pas qu'on vous sépare de vos enfants, alors ne les amenez pas à la frontière illégalement », explique le ministre de la Justice Sessions.

Tant de cynisme ne passe pas. La pression est telle – les médias, le pape et même son épouse Melania et sa fille Ivanka – que Donald Trump fait machine arrière. Le 20 juin 2018, il signe un décret pour mettre fin aux

séparations des familles qu'il avait lui-même déclenchées. Il faudra des mois pour rendre à leurs parents les deux mille trois cents enfants perdus dans le labyrinthe administratif américain.

Juste avant de signer, Trump explique à la presse : « C'est un dilemme : soit vous êtes faible et vous laissez le pays se faire submerger par des millions de gens, mais si vous êtes ferme vous n'avez pas de cœur. C'est un sacré dilemme. Moi je préférerais être ferme. » Montrer quelque humanité est toujours pour lui synonyme de faiblesse.

Donald Trump avait déjà montré sa fermeté un vendredi de janvier 2017, juste une semaine après son entrée en fonction. À la surprise générale, il signe un décret interdisant l'accès aux États-Unis pour les ressortissants de sept pays : Iran, Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen. Sept pays à majorité musulmane. Pour lui, il s'agit de « protéger la nation contre l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis ». Les premiers surpris sont les agents de l'immigration, qui ne savent pas comment appliquer cette mesure élaborée à la hâte, « écrite sur le dos d'une enveloppe par un élève de CE2 », dira le sénateur républicain Lindsey Graham. Des milliers de voyageurs, y compris détenteurs de cartes vertes ou de visas, sont refoulés dans les aéroports, où affluent aussitôt en masse des manifestants protestant contre le caractère antimusulman de ce décret de *travel ban*, immédiatement surnommé « *muslim ban* ».

Pendant sa campagne, déjà, le candidat Trump avait demandé que l'on interdise temporairement l'entrée de tout musulman aux États-Unis, « le temps que les autorités américaines comprennent ce qui se passe dans ce bazar ». Quelques

heures plus tôt, un couple de djihadistes, lui citoyen américain et elle pakistanaise entrée avec un visa, avait tué quatorze personnes à San Bernardino, en Californie.

Le monde est stupéfait par la brutalité de son *muslim ban*. Et tout aussi étonné quelques heures plus tard de la facilité avec laquelle la mesure sera suspendue par des juges fédéraux. L'état de droit à l'américaine inflige un cuisant revers au nouveau président. La Maison Blanche sera obligée de revoir sa copie deux fois. L'Irak sera retiré de la liste. Le Venezuela et la Corée du Nord y seront ajoutés, le Soudan retiré, remplacé par le Tchad. Le bras de fer avec les juges finira devant la Cour suprême, qui donnera son feu vert au *travel ban* le 26 juin 2018, par cinq voix contre quatre. Les cinq voix conservatrices contre les quatre voix progressistes. Le *travel ban* est, depuis, strictement appliqué. On peut demander des dérogations, mais les statistiques du gouvernement montrent que seulement 2 % d'entre elles sont accordées.

Si l'on additionne la population des pays concernés, cent trente-cinq millions de personnes sont affectées dans le monde – dont plus de la moitié, quatre-vingts millions, en Iran. Les experts estiment à un million le nombre d'Américains d'origine iranienne qui ne peuvent plus faire venir leur famille, même pour de courts séjours. Une sanction de plus contre ce pays devenu la bête noire de l'administration Trump.

Le *muslim ban* a aussi réduit drastiquement le nombre de réfugiés. Le décret a gelé pour cent vingt jours l'arrivée de tout réfugié syrien.

Barack Obama n'avait pas été très généreux avec les réfugiés syriens. Obsédé par la possibilité que des terroristes

se glissent dans le flot, ce n'est qu'à la fin de son second mandat, peut-être pris de remords, qu'il avait accepté d'ouvrir un peu les vannes. En 2016, Obama fait ainsi passer la limite totale de réfugiés accueillis de soixante-dix mille à cent dix mille. Donald Trump fixera ce plafond à quarante-cinq mille la première année et à trente mille la deuxième de son mandat. Il met en place des mesures de « filtrage extrême » (*extreme vetting*), ainsi le plafond de quarante-cinq mille pour 2017 sera loin d'être atteint. Le pays accueillera cette année-là vingt-deux mille réfugiés. C'est même moins qu'en 2002, juste après les attentats du 11 Septembre. Le nombre de réfugiés syriens officiellement accueillis aux États-Unis est passé lui de dix mille en 2016 à six mille cinq cents en 2017 et à soixante-deux en 2018.

Lorsque s'ouvrent chaque année les discussions pour fixer un nouveau plafond de réfugiés, le Pentagone et le Département d'État sont systématiquement plus généreux que la Maison Blanche. L'argument de la sécurité avancé par Trump et ses conseillers a visiblement du mal à convaincre les militaires américains, pourtant en première ligne en matière de sûreté. En termes d'image de l'Amérique, refuser des réfugiés peut être parfois plus dangereux que d'en accepter.

À quelques jours des législatives de mi-mandat, Trump veut exploiter au maximum les images de plusieurs caravanes de migrants en train de traverser le Mexique en direction des États-Unis. À chaque meeting, il trouve un nouveau mot, « invasion », « infestation », pour faire monter la peur. Et quand cela ne suffit plus, il annonce qu'il va renforcer les contingents de l'armée américaine à

la frontière: cinq mille puis dix mille, puis quinze mille¹. La mesure la plus populaire, dans les meetings de Donald Trump, reste immanquablement le mur. Ce grand mur à la frontière mexicaine, annoncé dès le premier jour de sa campagne: « Je construirai un grand mur, et personne ne sait construire les murs mieux que moi, croyez-moi. »

Or ce mur, sur les 3 145 kilomètres de frontière, est infaisable tant au plan pratique qu'au plan financier. Trump a d'abord assuré que le Mexique paierait pour sa construction. Le Mexique, bien entendu, a refusé. La Maison Blanche a ensuite envisagé d'augmenter les taxes sur les produits mexicains, et d'en affecter le produit à la construction du mur. Problème, les produits mexicains devenant plus chers, le mur aurait été payé par... le consommateur américain.

Les institutions américaines sont ainsi faites que le président ne peut pas dépenser un centime sans l'accord du Congrès. Et le Congrès n'a jamais été emballé par le projet de mur. Fin 2018 Donald Trump décide de passer en force. Pour imposer, une fois pour toutes, son point de vue au Congrès et en particulier à la nouvelle majorité à la Chambre. Ce sera un échec retentissant.

Pour forcer le Congrès à payer pour le mur, il décide de fermer un quart des administrations. Huit cent mille fonctionnaires fédéraux ne sont plus payés. Ce sera le plus long *shutdown* de l'histoire du pays: trente-cinq jours. À part quelques musées fermés, la vie du pays n'est pas particulièrement perturbée. Les médias mettent en scène quelques files d'attente de fonctionnaires pour des distributions de nourriture. Mais personne n'a faim: tous les fonctionnaires seront intégralement payés. Trump passe alors pour

1. Voir chapitre 6, p. 108.

un entêté obtus. Et Nancy Pelosi, la chef de file des démocrates à la Chambre, se montre une redoutable tacticienne. Le président est obligé de céder.

Furieux, il déclenche une procédure dite d'urgence nationale pour contourner le Congrès et aller chercher lui-même les milliards qui lui manquent dans le budget de l'État, essentiellement grâce au budget des armées. Les démocrates dénoncent un abus de pouvoir et contestent devant les tribunaux qu'il y ait la moindre urgence justifiant que le président piétine ainsi la séparation des pouvoirs.

Donald Trump n'aura pas son mur. Le Congrès lui a consenti la construction de 88 kilomètres de barrières métalliques supplémentaires. À la fin de la négociation, il en voulait 350 kilomètres. Mur, barrière... il ne sait d'ailleurs plus très bien. Fin février, il tweete une vidéo en accéléré d'une barrière érigée au Nouveau-Mexique, affirmant en lettres capitales que le mur est finalement en train d'être construit. Alors qu'il s'agit du chantier de remplacement d'une ancienne barrière par une nouvelle.

Printemps 2019, nouvelle crise à la frontière : les arrivées de femmes et d'enfants sans papiers battent tous les records. Trump exige le départ de la ministre de la *Homeland Security*, Kirstjen Nielsen, celle-là même qui avait organisé la séparation des familles. Le président fait savoir qu'il veut « aller dans une direction plus ferme ». Encore plus ferme ? Mais comment ? Les services de l'immigration, n'ayant pas les moyens de faire face aux demandes d'asile, reconnaissent qu'un grand nombre de sans-papiers sont relâchés sur le territoire américain avec seulement une convocation pour clarifier leur statut plusieurs mois plus tard. Le navire prend l'eau de toutes parts. Il n'y a pas assez de juges pour

appliquer les procédures et Donald Trump veut encore supprimer des juges. Au comble de la crise, il menace de fermer les principaux points de passage à la frontière. Levée de bouclier de ses propres conseillers : ce serait un désastre économique. Trump, encore une fois, réalise qu'il est allé trop loin et fait machine arrière. Tout en lançant, pour compenser, une idée dont il reconnaît lui-même qu'elle est « folle » : transporter les sans-papiers en bus et les relâcher dans les villes démocrates supposées laxistes en termes d'immigration. Sa base adore. Il ne le fera pas. Encore un coup de com' qui ne règle rien sur le fond.

Donald Trump aurait peut-être pu avoir son mur, s'il avait fait un geste pour les sans-papiers. En 2014, Barack Obama avait signé un décret permettant de protéger les sans-papiers arrivés sur le territoire quand ils étaient enfants. Ils sont sept cent mille. Ce que l'on appelle le programme « DACA », ou « *dreamers* » (rêveurs). Trump, dès son arrivée, annonce qu'il veut renvoyer chez eux ces « *dreamers* » – comme il prétend renvoyer les onze millions de clandestins installés aux États-Unis, la plupart depuis des années, qui ont un emploi et payent des impôts.

En juin 2018, sa majorité propose un compromis : vingt-cinq milliards de dollars pour la construction du mur, en échange de garanties pour les sept cent mille *dreamers* et des mesures pour empêcher la séparation des familles. Les démocrates votent contre ; ils ne le trouvent pas assez généreux. Il l'est à l'inverse trop pour la moitié des républicains, qui voteront contre également.

Une semaine avant le vote, Trump poste un tweet où il conseille aux parlementaires d'« arrêter de perdre leur temps sur la réforme de l'immigration » et d'attendre une majorité plus forte aux prochaines législatives de mi-mandat. Ce tweet en dit long sur le fond de sa pensée.

L'immigration est un problème qu'il ne faut pas régler car c'est un trop bel outil en période électorale. Un irritant qu'il ne faut surtout pas apaiser.

Le moyen le plus sûr pour ne jamais rien régler étant de maintenir en permanence les positions les plus extrêmes, Trump dispose au sein de son équipe d'un homme particulièrement efficace dans cet exercice de surenchère systématique. Si les anti-Trump voulaient déterminer qui est le vrai méchant, le *villain* comme disent les Américains, le Monsieur Immigration de Donald Trump serait un sérieux concurrent pour le rôle. Son nom est Stephen Miller. Il n'a que trente-trois ans. Il est non seulement en charge de l'Immigration, mais c'est aussi lui qui écrit les discours les plus importants du président. Et qui, de fait, fixe la ligne idéologique plus que nul autre.

C'est une sorte de Steve Bannon en plus aimable. Infiniment courtois et manœuvrier, il maîtrise parfaitement les rouages de la Maison Blanche et du Congrès. Sa méthode consiste à ne jamais apparaître au grand jour et à faire en sorte que les décisions les plus importantes se prennent dans des réunions ultra-restreintes lors desquelles ses adversaires, souvent le Département d'État, ne sont pas présents.

La séparation des enfants, c'est lui. Comme la réduction drastique du nombre de réfugiés. Il ne s'en est jamais caché : derrière l'immigration clandestine il vise aussi l'immigration légale, en diminuant à terme les avantages des immigrés en situation régulière. Et si le programme de Stephen Miller avait été appliqué au début du xx^e siècle, il n'y aurait pourtant pas eu de Stephen Miller : son grand-père, juif, n'aurait pas pu émigrer et il aurait été assassiné par les nazis dans ce qui est aujourd'hui le Bélarus.

En juin 2018 Miller se dépense sans compter, dans l'ombre, pour faire échouer le projet de loi de réforme de

l'immigration, pourtant présenté par ses alliés républicains. Surtout, ne pas trouver de solution. Ce qu'il aime par-dessus tout, dit-il, c'est « la polémique constructive qui permet de déclencher la prise de conscience ». Est-ce vraiment une surprise de débusquer au sein de la machine Trump un personnage dont le but premier est la polémique ? Sur les réseaux sociaux, on appelle cela un troll, un personnage dont le but premier est de perturber la discussion. Stephen Miller est passé maître en la matière.

Et Donald Trump ? N'est-il lui aussi qu'un troll ? Un provocateur avide de polémique ? S'il évoque sans cesse les questions d'immigration, est-ce exclusivement pour déstabiliser le débat public ? A-t-il la moindre conviction en termes d'immigration ? En d'autres termes, l'homme Donald Trump est-il xénophobe ? Est-il raciste ?

La question est évidemment trop grave pour y apporter une réponse simpliste. Dans ses amours et dans ses affaires, Donald Trump ne s'est pas montré xénophobe. Sa première épouse, Ivana, est née dans ce qui était alors la Tchécoslovaquie. Melania est née en Slovénie. Et il a fait le plus gros de sa fortune en vendant des appartements de luxe à des Russes et des ressortissants du Golfe, en leur demandant beaucoup moins de références que ses concurrents.

Donald Trump a grandi dans le quartier new-yorkais de Queens qui, déjà à son époque, était un des quartiers les plus cosmopolites de tout le pays. Mais il a été élevé dans une enclave blanche et privilégiée. Avec un père qui sera poursuivi, comme il le sera lui-même, pour discrimination, parce que l'un et l'autre ont tendance à refuser les locataires noirs dans les immeubles dont ils ont la charge.

La question est de savoir s'il y a chez lui un peu plus que le racisme ambiant de l'Américain blanc moyen.

Son premier engagement réel en politique est plus que troublant. Il lance une campagne instillant le doute sur le certificat de naissance de Barack Obama. On retrouve là un goût pour les théories du complot qui se confirmera par la suite. Mais pourquoi Obama ? Qu'a-t-il à gagner, lui, Trump, promoteur new-yorkais, milliardaire et animateur de télévision à succès, à contester à Barack Obama le droit d'être président américain ?

Il y a là un préjugé personnel qui pourrait bien être teinté de racisme. Comme cette question qu'il pose devant plusieurs sénateurs ébahis, dans le Bureau ovale. « Pourquoi est-ce que toutes ces personnes issues de pays de merde [*shitholes*] viennent ici ? », demande-t-il au sujet de l'immigration en provenance d'Haïti et d'Afrique.

Son ancien avocat et homme de main Michael Cohen affirme que Trump lui a demandé un jour de lui « citer un seul pays dirigé par un Noir qui ne soit pas un *shithole* ». À l'époque où Barack Obama était à la Maison Blanche, Cohen l'a aussi entendu affirmer qu'aucun Noir ne voterait jamais pour lui « car ils sont trop stupides¹ ».

Une fois président, Donald Trump ne manque pas une occasion de souligner qu'avec lui le taux de chômage chez les *African Americans* n'a jamais été aussi bas. Mais les défenseurs de la cause des Noirs lui collent très vite une étiquette de président raciste. Qui attaque les joueurs de football américains (presque tous noirs) qui ne saluent pas

1. Déposition de Michael Cohen devant la commission de surveillance gouvernementale, 27 février 2019.

l'hymne américain. Qui traite le basketteur LeBron James (noir) de « pas intelligent » ou la députée (noire) Maxine Waters de « petit QI ».

L'affaire des manifestations de Charlottesville sera de ce point de vue-là un des moments les plus controversés de sa présidence. En août 2017, l'extrême droite américaine se donne rendez-vous pour protester contre un projet de retrait d'une statue de Robert Lee, héros sudiste de la guerre de sécession. Les manifestants sont un mélange de néonazis, de sudistes nostalgiques et de suprémacistes blancs tendance Ku Klux Klan. Qui attirent immanquablement des contre-manifestants de gauche. Un suprémaciste blanc fonce dans la foule avec sa voiture, une manifestante antiraciste est tuée. L'émotion est considérable dans l'ensemble du pays.

La réaction de Donald Trump sera une succession de faux pas. Deux heures après le drame, il apparaît devant les caméras pour « dénoncer les violences et la haine », mais il sort du texte initial pour ajouter « de tous côtés, de tous côtés ». Cette mise à égalité des néonazis et des anti-racistes est très mal reçue, même chez ses amis politiques ; il est obligé de corriger le tir deux jours plus tard, depuis la Maison Blanche. Il prononce, l'air contrarié, un discours, où cette fois il s'en tient à son prompteur. Il dénonce « le fléau du racisme », cite nommément le Ku Klux Klan, les suprémacistes blancs et les néonazis. Le soir même, il entend sur la chaîne Fox News un expert qui estime que le président vient de faire machine arrière et de reconnaître son erreur.

Trump est furieux. Devant son conseiller Rob Porter, il aboie : « Vous ne me ferez plus jamais faire un discours comme ça ! C'est le pire discours que j'aie jamais fait. C'est une énorme erreur. On ne doit jamais reconnaître

ses erreurs. Jamais s'excuser. Tout le monde va penser que je suis faible¹. » Le lendemain, au grand dam de ses conseillers, il tient une conférence de presse improvisée dans le lobby de la Trump Tower à New York, pour revenir à sa ligne initiale : « Il y avait des gens bien dans les deux camps. » Cette phrase-là ne passera pas. À part David Duke, l'ancien leader du KKK, qui félicite le président pour « son honnêteté et son courage », le tollé est général. Dans son camp comme dans l'opposition. Et jusque dans le milieu des affaires, où de nombreux PDG de premier plan annoncent qu'ils claquent la porte de deux comités de consultation créés par la Maison Blanche, lesquels de fait seront dissous.

La division raciale entre Noirs et Blancs reste la déchirure la plus profonde de la société américaine. Donald Trump n'a rien fait pour combler le fossé. Au contraire. Son combat pour les Américains « oubliés » a largement alimenté une « guerre culturelle », comme on dit, c'est-à-dire un affrontement entre les Blancs et les autres. Les médias ultraconservateurs ne se retiennent plus. Leur combat est celui de la survie de « l'homme blanc assiégé ».

Barack Obama lui-même n'avait pas réussi à apaiser les tensions raciales. Comme il n'a pas réussi à faire progresser le débat sur l'immigration. Ce qui permet de relativiser les insuffisances de son successeur en la matière. Obama avait expulsé davantage d'étrangers en situation irrégulière que George W. Bush (la chaîne de télévision hispanique Univision l'avait surnommé « l'expulseur en chef »). Lui aussi avait envoyé l'armée à la frontière pour montrer ses

1. Bob Woodward, *Fear*, *op. cit.*

muscles avant les *midterms* de 2010. Donald Trump a eu le mérite de poser d'entrée la question de l'immigration. Avec clarté là où tant de dirigeants occidentaux choisissent l'ambiguïté. Ceux qui savent que l'immigration est le grand défi des décennies à venir mais n'osent le dire car elle est aussi indispensable économiquement qu'insupportable politiquement.

Donald Trump a posé la question. Brutalement. Mais il n'a finalement apporté aucune réponse. Parce que chez ses électeurs de base, et sans doute un peu chez lui, immigration et racisme sont liés. Liés par une même peur, la peur de l'autre. Résoudre la question de l'immigration aurait demandé des mesures de compromis. Impossibles dans ce climat irrationnel que Donald Trump entretient à dessein.

Le slogan du mur réapparaîtra certainement dans sa campagne de 2020, mais au fond, il n'y aurait rien de pire pour lui qu'une belle et grande muraille arrêtant toute immigration à la frontière mexicaine. Car il n'aurait plus de spectre à agiter. Plus de guerre culturelle à exacerber. Plus de base à exciter dans la perspective de la prochaine élection.

Les femmes contre Trump

Horseface. « Tête de cheval ». Le 16 octobre 2018, sur Twitter, le président des États-Unis traite une de ses administrées de « tête de cheval ». Laquelle lui répond, également sur Twitter, par une allusion à la taille de son sexe. Elle l'appelle « petitou » (*tiny*) et ajoute : « En plus d'être un peu court, il démontre son incompétence et sa haine des femmes. » Sa haine des femmes ? Donald Trump n'a pas toujours été rebuté par cette « femme à tête de cheval ». Il a même eu une courte liaison avec elle en 2006, l'année où sa troisième femme Melania venait d'accoucher. La femme en question a alors vingt-sept ans il en a soixante, elle est actrice de film X et se fait appeler Stormy Daniels. Ils se rencontrent sur un parcours de golf ; il l'invite dans sa suite. Dix ans plus tard, Donald Trump fait verser 130 000 dollars à Stormy Daniels, juste avant l'élection, pour la faire taire car il sait que ce genre d'histoire, si elle refait surface, pourrait incommoder l'électorat féminin.

Les relations entre Donald Trump et les femmes ont toujours été agitées. Trois mariages flamboyants, deux divorces non moins spectaculaires et une nouvelle épouse de vingt-quatre ans sa cadette¹. C'est seulement la seconde

1. Voir chapitre 10, p. 173.

fois de l'histoire qu'un homme divorcé préside aux destinées des Américains, après Ronald Reagan. Mais la première fois qu'un président arrive à la Maison Blanche avec un tel bagage de relations extra-conjugales tapageuses et autres accusations de harcèlement sexuel dont les échos accompagnent et ternissent son mandat.

En particulier le scandale Stormy Daniels. Brève liaison, grosses conséquences. Le 12 janvier 2018, le *Wall Street Journal* révèle que l'avocat de Donald Trump a payé 130 000 dollars à l'actrice de films pornographiques – Stephanie Clifford de son vrai nom – pour acheter son silence (une journaliste de Fox News avait eu le scoop avant, mais la chaîne ne l'a pas diffusé). L'Amérique découvre la femme par qui le scandale arrive. Une cascade de longs cheveux blonds, un nez aquilin, des yeux bleus rieurs et une poitrine imposante. Mais au-delà de la curiosité malsaine, deux détails attirent immédiatement l'attention : l'information est révélée par le *Wall Street Journal*. Nous ne sommes pas dans le ragot salace. Et surtout la date. Le paiement a eu lieu en octobre 2016, juste avant l'élection présidentielle. Ce qui donne à l'affaire un tour politique. Si Donald Trump a pris le soin d'acheter le silence à ce moment-là, dix ans après les faits, c'est qu'il sent que cette histoire peut affecter sa stature politique donc sa candidature. Et potentiellement sa présidence.

Pour commencer, Donald Trump dément tout en bloc, la liaison et le paiement. Nier, toujours nier : c'est sa règle numéro un. Pourtant, il s'avère rapidement que la somme a bien été payée par son avocat. Contre toute vraisemblance, Michael Cohen affirme qu'il a payé cette somme sur ses propres fonds et de sa propre initiative. Pour faire

bonne mesure, en avril Trump assure devant les caméras qu'il n'est pas au courant de ce versement. L'un des mensonges les plus patents de sa présidence. Mal à l'aise, le regard fuyant, il est surpris par la question qui lui est posée lors d'une rencontre impromptue avec les journalistes dans son avion :

« Étiez-vous au courant du paiement de 130 000 dollars à Stormy Daniels ?

— Non.

— Alors pourquoi Michael Cohen a-t-il versé cette somme, si cette histoire n'est pas vraie ?

— Vous devriez poser la question à Michael Cohen.

— Savez-vous d'où vient l'argent qui lui a permis de payer cette somme ?

— Non, je ne sais pas. »

Mais l'avocat finit par tout avouer. En août 2018, huit mois après les révélations du *Wall Street Journal*, Michael Cohen déclare sous serment que Trump lui a donné l'ordre de verser les 130 000 dollars dans le but de protéger sa candidature à la présidence. Est-ce illégal ? Oui, si l'on considère comme les procureurs que l'argent a été versé pour « influencer une élection ». On entre dans le domaine du financement des campagnes, légalement très encadrées.

Cette relation d'une nuit – ils se reverront mais elle refusera ses avances – finira par hanter Donald Trump. Car c'est elle qui a poussé la justice à s'intéresser à Michael Cohen, son avocat et homme à tout faire. Lequel, pour éviter de lourdes peines de prison, choisit de se retourner contre son ancien client¹. En termes d'image, l'effet est désastreux. Même pour un Donald Trump dont les

1. Voir chapitre 14, p. 259.

frasques ont longtemps défrayé la chronique new-yorkaise. Et Stormy Daniels s'avère une très habile manœuvrière, décidée à exploiter au maximum la célébrité que lui apporte ce lien scandaleux avec le président. Elle affirme avoir reçu des menaces. Elle distille les interviews, les révélations plus ou moins scabreuses. Elle raconte qu'elle a fait baisser son pantalon au futur président pour le fesser avec un magazine présentant une photo de Donald Trump en couverture. Elle publie un livre et profite de l'aubaine pour se lancer dans une grande tournée de spectacles érotiques à succès... L'affaire lui aura procuré une gloire éphémère et la satisfaction d'avoir mis sous la lumière la plus crue les mensonges du président et de son homme de confiance.

Stormy Daniels n'est pas la seule. Un mois après les révélations de l'actrice X, une autre affaire resurgit concernant une ancienne « playmate », c'est-à-dire une mannequin distinguée pour ses formes par le magazine *Playboy*. Elle s'appelle Karen McDougal, elle est aussi brune que l'autre est blonde, beauté beaucoup plus sage et classique que celle de Stormy. Mais leurs mésaventures se ressemblent à s'y méprendre. Elle aussi a reçu de l'argent pour se taire. Pas directement cette fois, mais par le biais d'un groupe de presse qui a acheté les droits de son histoire pour 150 000 dollars. En gros : votre histoire nous intéresse, nous allons en faire un article, voire un livre. Nous payons pour que vous ne la racontiez qu'à nous. Et rien n'est jamais publié.

C'est la technique du *catch and kill*, dont la presse américaine dit qu'elle est fréquemment utilisée par le groupe de presse American Media, dirigé par un ami de Trump. La seule différence, dans le cas de Karen McDougal, c'est

que la liaison a duré plus longtemps, dix mois, et qu'elle avoue à CNN avoir réellement aimé Donald Trump en espérant qu'il l'aime en retour. Avec le recul, dit-elle, son seul regret est qu'il ait été marié. Sa voix se brise quand elle déclare qu'elle se sent « très coupable » vis-à-vis de Melania Trump, qui à l'époque venait d'accoucher de son fils Barron.

Dans un pays que l'on dit puritain, cela fait beaucoup. L'année où son épouse donne le jour à leur enfant, Donald Trump a (au moins) deux liaisons.

Karen McDougal raconte que quand Donald lui a fait visiter la Trump Tower en 2006 il lui a montré la chambre de Melania. Ils faisaient déjà chambre à part.

La presse américaine cite régulièrement le cas de seize femmes au moins qui se plaignent d'avoir été sexuellement agressées par Donald Trump avant qu'il ne devienne président. La plupart du temps, ce sont des caresses inappropriées ou des baisers volés, pas des crimes mais des gestes déplacés de la part d'un homme d'âge mûr sur de très jeunes femmes, à juste titre traumatisées. Cette quinzaine de femmes s'étant plaintes publiquement ont été immédiatement démenties, dénigrées et violemment attaquées par Donald Trump et son entourage. Combien d'autres n'ont pas eu le cran d'affronter pareil traitement ?

« Il n'y a aucun doute qu'il y en a eu beaucoup d'autres », affirme Omarosa Manigault, son ancienne collaboratrice à la télévision et à la Maison Blanche. Pourtant, il semble que Donald Trump se soit bel et bien calmé avec le temps. Sa réputation de harceleur l'accompagne à la Maison Blanche mais l'accusation la plus récente remonte à 2007. Depuis et à ce stade, il n'y a pas de nouvelles plaintes,

pas de nouvelles accusations, pas de nouveaux paiements pour acheter le silence. Comme si, passé soixante ans, la libido trumpienne avait fini par s'apaiser.

Ce n'est pas un mince paradoxe que Donald Trump, le macho maintes fois accusé de harcèlement, préside sans encombre un pays balayé par la vague #Metoo. Le producteur Harvey Weinstein, l'acteur Kevin Spacey, le sénateur Al Franken, les présentateurs de télévision Charlie Rose, Bill O'Reilly, Matt Lauer, tout comme Donald Trump, nient les faits qui leur sont reprochés. Mais contrairement à Donald Trump, ils tombent les uns après les autres de leur piédestal. Pour des faits parfois plus anciens que ceux qui sont reprochés à l'ancien magnat de l'immobilier.

L'entourage du président a une ligne de défense toute prête pour expliquer ce paradoxe : les électeurs connaissaient Donald Trump et ses travers, et ont néanmoins choisi de l'élire. Comme si Trump était à lui tout seul l'antidote du mouvement #Metoo. Avec Trump, on sait, on dénonce, il dément et on accepte les dénégations. Parce que c'est lui et parce que les Américains ont voté pour lui. Un positionnement que le président assume bien volontiers. Systématiquement, il vole au secours des hommes célèbres (à condition qu'ils soient de son bord politique) accusés de harcèlement sexuel. Il fait même de cette résistance un devoir. « C'est une période terrifiante pour les jeunes hommes », dit-il au moment de la confirmation du juge Kavanaugh à la Cour suprême.

Les auditions du juge Brett Kavanaugh à la fin du mois de septembre 2018 resteront comme l'un des temps forts de la présidence Trump. Avec un sens de la dramaturgie que seuls les Américains peuvent apporter dans le débat

public. Le 27 septembre, tout le pays s'arrête pour regarder à la télévision une femme de cinquante et un ans, Christine Blasey Ford. C'est une femme aux sages cheveux blonds et au visage inquiet que viennent barrer des lunettes trop grandes lui donnant l'air un peu perdu de l'universitaire qu'elle est. Elle est venue témoigner pour empêcher le juge Kavanaugh de devenir l'un des hommes les plus puissants du pays (par certains aspects les juges à la Cour suprême ont plus de pouvoir que le président).

Elle affirme qu'en 1982 Brett Kavanaugh l'a agressée sexuellement. Elle avait quinze ans, il en avait dix-sept. Il avait trop bu. Il a tenté de la déshabiller en appliquant sa main sur sa bouche. « Je croyais qu'il allait me violer. » Elle ne se souvient ni de la date ni de l'adresse de la maison mais elle sûre « à 100 % » que l'agresseur était Brett Kavanaugh et se dit prête à affronter la vindicte publique pour l'empêcher d'accéder à la Cour suprême.

Le juge se défend. Visiblement très ému, il dément les faits et dénonce une machination. C'est parole contre parole. La gauche pour la femme victime, la droite pour l'homme injustement accusé. Le juge Kavanaugh sera confirmé de justesse par un vote de cinquante sénateurs pour et quarante-huit contre. Quelques heures après cette audition à grand spectacle, Trump se retrouve en meeting dans le Mississippi et se lance dans une imitation cruelle de la femme qui vient de perdre le combat de sa vie. Faisant les questions et les réponses, il ridiculise l'audition de l'universitaire :

- « J'ai bu une seule bière.
- Vous êtes sûre ?
- Oui, une seule bière.
- Où était la maison ?
- Je ne me souviens pas.

- C'était en quelle année ?
- Je ne me souviens pas.
- Comment étiez-vous allée là-bas ?
- Je ne me souviens pas.
- Comment en étiez-vous repartie ?
- Je ne me souviens pas. Mais je me souviens que je n'ai bu qu'une seule bière, c'est la seule chose dont je me souviens. »

Les trumpistes du Mississippi rient aux éclats. Les femmes américaines qui croient Christine Blasey Ford partagent en cet instant son humiliation.

Instinctivement, Donald Trump sent les avantages à tirer des éventuels excès du mouvement #Metoo, pour brouiller la perception de ses propres dérapages. Il se sait dans la ligne de mire du mouvement et comprend que sa défense habituelle ne suffit plus. Celle qui consiste à « nier, nier, nier et résister à ces femmes. Si vous admettez quoi que ce soit vous êtes mort... Il faut être fort. Il faut être agressif. Il faut contre-attaquer dur. Ne jamais rien admettre », a-t-il un jour conseillé à un ami accusé de harcèlement¹. Il faut renverser les rôles et transformer l'homme en victime. « C'est terrifiant d'être considéré comme coupable, dit-il quelques jours après les auditions Kavanaugh, tant que l'on ne peut pas prouver son innocence, terrifiant d'être considéré comme coupable quand on n'a rien fait. » Et quand un journaliste lui demande si après cette défense des jeunes hommes il a un message à l'attention des jeunes femmes, il répond : « Les jeunes femmes s'en sortent toujours très bien. »

1. Bob Woodward, *Fear*, *op. cit.*

Pourquoi cette attitude de défense à l'égard des femmes en général ? Ce besoin de protéger ses frères de sexe contre la gent féminine ? En fait, Trump a peur des femmes. Il dit souvent que les femmes sont des *killers*, des tueuses. Il ressent la féminité comme une sourde menace. « Comme si les femmes étaient des sorcières, estime la journaliste de *Newsweek* Nina Burleigh. Son père interdisait qu'on utilise le mot "enceinte" à la maison. Une sorte de peur de la femme considérée comme impure, une sorcière qui, avec ses mystérieux cycles naturels, peut reprendre aux hommes leur pouvoir¹. » On se souvient de l'étrange sortie de Donald Trump contre la journaliste Megyn Kelly, qui l'avait un peu bousculé pendant un débat de la primaire, en 2016 : « On voyait le sang sortir de ses yeux, on voyait le sang sortir d'on ne sait où. » Car depuis qu'il est à la Maison Blanche, Donald Trump a peut-être arrêté d'importuner les femmes physiquement, mais il n'a pas arrêté de les insulter. L'actrice Stormy Daniels qualifiée de « tête de cheval ». La journaliste de MSNBC Mika Brzezinski dont il raconte qu'il l'a vue « saignant lourdement des suites d'un lifting ». Encore le sang. La sénatrice démocrate de New York Kirsten Gillibrand, dont il raconte qu'elle venait dans son bureau le « supplier » d'aider sa campagne et qu'elle « était prête à tout » pour obtenir sa contribution financière. Insinuation qui lui vaudra un éditorial au vitriol du quotidien *USA Today*, pourtant d'ordinaire modéré : Donald Trump « n'est même pas digne de nettoyer les toilettes de la Bibliothèque Barack Obama ou de cirer les chaussures de George W. Bush ».

Il lui arrive encore d'avoir des paroles déplacées, comme lorsqu'il fera cette remarque étrange à Brigitte Macron

1. Nina Burleigh, *Golden Handcuffs*, *op. cit.*

devant les Invalides, en juillet 2017 : « *You know, you're in such good shape. Beautiful.* » Ce que l'on peut traduire, sans risque et au vu du tollé que cette phrase a suscité auprès des Américaines, par : « Quel beau corps ! » « *Such a good shape* », répète-t-il en s'adressant ensuite à un Emmanuel Macron qui n'en croit pas ses oreilles. Trump rendra de même un hommage appuyé à une journaliste irlandaise présente dans le Bureau ovale tandis qu'il parle au téléphone au Premier ministre de ce pays. Ce sont autant de propos inconvenants, mais on est loin du Donald Trump qui estimait que « l'une des choses qui vaut à la vie d'être vécue c'est de coucher avec les femmes de ses amis¹ ». Le même Trump avait un jour été interrogé sur le physique de son épouse Melania. Comment réagirait-il si elle était blessée et défigurée dans un accident de la route ? « Ça dépend, comment est sa poitrine ? »

On est loin du Trump qui voulait attraper les jeunes femmes par leurs parties intimes, comme il s'en vantait dans un enregistrement de 2005, révélé à la fin de la campagne en 2016. Ce fameux enregistrement audio – « quand vous êtes une célébrité, elles vous laissent faire ce que vous voulez » – fait l'effet d'une bombe, un mois avant l'élection présidentielle. Beaucoup, dans la campagne Trump, pensent que c'est la fin. La conseillère Kellyanne Conway tient une réunion de crise à la Trump Tower. Elle suggère au candidat d'aller demander pardon à la télévision avec sa fille et sa femme à ses côtés. Melania ne veut pas en entendre parler. « Pas question de faire ça, non-non-non, pas question », répète-t-elle avec son accent slovène.

1. Michael Wolff, *Fire and Fury*, *op. cit.*

Elle consent à publier un communiqué: « Ce n'est pas le Donald Trump que je connais. » Mais elle n'ira pas le soutenir à la télévision.

Trump assure que personne ne respecte plus les femmes que lui. Sur le même ton qu'il affirme être la personne la moins raciste au monde. Officiellement, il est un grand admirateur de la gent féminine. Dans son livre *The Art of the deal*, il assure: « J'ai embauché de nombreuses femmes à des postes de responsabilité et elles ont été parmi les meilleures de nos équipes. Souvent en fait, elles sont meilleures que les hommes autour d'elles. » Pourquoi alors Donald Trump a-t-il recruté aussi peu de femmes dans son gouvernement? 22 % de femmes ministres contre 35 % pour Barack Obama. Pourquoi, dans ses tweets, lance-t-il davantage d'attaques personnelles contre les femmes de l'opposition, Pelosi, Warren, Waters, que contre les hommes?

Sur la scène internationale il s'entend visiblement mieux avec les hommes. Il a des relations fraîches avec les leaders britannique et allemand May et Merkel, pourtant deux pays traditionnellement proches de l'Amérique. Parce que ce sont des femmes?

Les femmes de la vie de Trump ont deux points communs. Elles sont immigrées et il en a peur. La figure féminine la plus marquante de sa vie a été quasi effacée des biographies officielles. C'est sa grand-mère. Donald Trump parle toujours de son père, le fondateur de l'empire Trump. Jamais de sa grand-mère, l'immigrée allemande qui se retrouve veuve avec trois enfants à trente-sept ans et qui, femme de fer et femme d'affaires, crée une première entreprise de promotion immobilière dans le Queens. Elle ne s'adaptera jamais vraiment à New York, mais elle est

courageuse. Elizabeth Christ Trump ajoute à la rigueur allemande un sens inné du business. Elle travaille longtemps avec son fils Fred, le père de Donald, la légende voulant qu'elle n'ait été là que pour servir de couverture légale à son jeune fils. Mais c'est bien son infatigable ambition et sa rigueur germanique qui sont à l'origine de leur fortune. À soixante-dix ans, elle continue à faire la tournée des laveries automatiques des immeubles Trump pour récupérer les *quarters*, les pièces de 25 cents – il n'y a pas de petit profit.

En arrivant dans le Bureau ovale, le président Trump n'installe qu'une photo derrière son fauteuil, celle de son père. Comme dans son bureau de la Trump Tower. Son père qui, s'il n'a pas divorcé, a eu lui aussi des relations agitées avec les femmes. Fred Trump a eu une maîtresse toute sa vie et faisait de fréquents séjours à Miami, où il menait grand train, au milieu de jeunes femmes légères qui le surnommaient le King of Miami. Quelques semaines après son arrivée dans le Bureau ovale, sans doute sur les recommandations de son entourage, Donald Trump ajoute la photo de sa mère. Mary Trump, dont il parle à peine plus que sa grand-mère. Peut-être parce qu'il a honte de ses origines modestes.

Immigrée venue d'Écosse, elle était femme de ménage chez les Carnegie, l'une des plus grandes fortunes new-yorkaises. Éblouie par leur mode de vie luxueux, elle fera tout pour y accéder, transmettant à son fils cette double identité des origines pauvres et de la fascination pour le sommet.

Donald Trump n'a jamais été particulièrement proche de sa mère. Dans son livre *Think Like a Champion*¹, il

1. Donald Trump, *Think Like a Champion : An Informal Education in Business and Life*, Running press, 2010.

se trompe sur l'orthographe de son nom de jeune fille, MacLeod, en oubliant le « a ». Lorsqu'en 2008 il profite d'un voyage dans son golf en Écosse pour aller visiter le village d'origine de sa mère, il ne passe que quatre-vingt-dix-sept secondes, montre en main, dans sa maison natale. Pas vraiment ce que l'on peut appeler de la dévotion.

Donald Trump s'est marié trois fois. La première fois en 1977, avec Ivana, ancien mannequin d'origine tchécoslovaque avec laquelle il aura trois enfants, Donald Jr, Ivanka et Eric. Ivana, c'est la passion puis la raison. Elle devient rapidement une partenaire en affaires, très occupée à diriger les grands hôtels et les casinos tandis que les rumeurs circulent sur les infidélités de son mari. Au début des années 1990, quand Donald s'affiche trop ostensiblement avec l'actrice Marla Maples, elle demande le divorce. Un divorce tumultueux qui tiendra en haleine la presse populaire new-yorkaise pendant des mois. Aujourd'hui, Ivana Trump, plusieurs fois remariée, assure qu'elle parle une fois par semaine à son ancien mari. Et que le président lui a proposé de devenir ambassadeur en République tchèque, ce qu'elle a refusé. Donald Trump épouse Marla Maples en 1993 ; ils ont une fille, Tiffany, et se séparent six ans plus tard. Marla Maples disparaît de la vie de Donald aussi vite qu'elle y est entrée.

En octobre 2017, on craint un instant qu'éclate une guerre des femmes de Donald Trump. Ivana Trump publie un livre sur son expérience de première femme : « Élever Trump » (*Raising Trump*). Et dans une interview, elle assure qu'étant la première épouse, c'est au fond elle qui est la First Lady. Fureur de Melania, qui fait publier un communiqué dénonçant ces « déclarations sans fondement

d'une ex qui cherche à attirer l'attention sur elle ». On ne badine pas avec Melania Trump, la troisième épouse, la First Lady officielle, qui vient de battre le record de longévité d'Ivana, quatorze ans de mariage. C'est elle, la seule Mrs Trump¹.

Pendant les premières semaines de Donald Trump à la Maison Blanche, beaucoup se demandent si la vraie First Lady n'est pas Ivanka, sa fille de trente-cinq ans. D'autant que Melania est restée à New York pour s'occuper de son fils. Ivanka est tout de suite nommée conseillère à la Maison Blanche, sans autre attribution particulière que d'être toujours aux côtés de son père. En juillet 2017, au Sommet du G20 à Hambourg, le président cède pendant quelques minutes son siège à la table des grands de ce monde à sa fille Ivanka. Ce qui, dans l'esprit de Donald Trump, est dans l'ordre des choses. N'est-elle pas finalement la seule femme pour laquelle Trump ait un vrai respect et une fidélité sans faille ? On ne peut oublier bien sûr qu'il a eu des paroles malencontreuses sur les formes de sa fille, chuchotant que si elle n'était pas sa fille elle aurait pu être une de ses conquêtes. Cela fait partie de la fanfaronnade trumpienne, « c'est moi qui ai les plus belles femmes ». Mais Ivanka est beaucoup plus qu'une silhouette gracieuse. Elle est Donald Trump. Elle l'a prouvé dans ses propres affaires : elle est l'héritière de son arrière-grand-mère allemande Elizabeth. C'est elle qui dirigera un jour l'empire Trump. Et peut-être le pays. Selon Michael Wolff², il y a un pacte secret entre Ivanka Trump et son mari Jared Kushner, lui aussi

1. Voir chapitre 10, p. 173.

2. Michael Wolff, *Fire and Fury*, *op. cit.*

conseiller du président : si l'occasion se présente pour l'un des deux de se lancer dans la course à la présidence, ce sera pour elle.

Ivanka Trump a depuis longtemps épousé la cause des femmes. Notamment dans l'entreprise. Pourtant, elle ne peut pas (ou ne veut pas) empêcher son père de défaire une à une les avancées de la présidence Obama en matière de droits des femmes. Donald Trump annule une directive qui oblige les universités à ouvrir des enquêtes immédiates sur les agressions sexuelles sur les campus. Il annule une disposition de la loi Obamacare qui oblige les employeurs à proposer des assurances santé incluant la contraception. Il diminue les subventions au Planning familial tant au niveau fédéral que local. Et restreint l'accès à l'avortement. Toutes les organisations non gouvernementales qui reçoivent des subventions fédérales sont menacées de les perdre si elles les utilisent à pratiquer, ou même à parler d'interruptions volontaires de grossesse. Le mot « fœtus » est banni du budget officiel pour 2018 des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Donald Trump n'a pas vraiment de conviction en matière d'avortement : il a été tour à tour très permissif et très restrictif. En arrivant à la Maison Blanche, il a donné un coup de barre à droite comme l'aurait fait n'importe quel président républicain après Barack Obama. Il ne faut pas en attendre moins dans une situation où les républicains contrôlent la Maison Blanche et les deux chambres du Congrès. Que les Américains élisent en 2020 un président ou une présidente démocrate, tout peut être réformé dans l'autre sens.

Trump aime répéter qu'il a gagné la majorité (52 %) du vote féminin en 2016. C'est faux. 52 %, c'est la proportion des femmes blanches qui ont voté pour lui. Et encore, le Pew Research Center affirme que chez les femmes blanches, la vraie proportion est 47 % contre 45 % pour Hillary Clinton. La vérité est que Trump a un vrai souci avec le vote des femmes. Les femmes dans leur ensemble ont voté pour lui à 41 %, contre 54 % qui ont voté Hillary Clinton (*Edison Media Research – Washington Post*). L'écart s'est accru lors des élections de mi-mandat en novembre 2018. 59 % des femmes ont voté pour des candidats démocrates, contre 40 % pour des candidats républicains (Pew Research Center). Il reste très populaire chez les républicains mais il y a de moins en moins de femmes républicaines.

Les femmes s'éloignent de plus en plus de Donald Trump. À cause de son attitude vis-à-vis du mouvement #Metoo, mais aussi vis-à-vis des musulmans, des immigrants et des bonnes manières en général. Si aucun nouveau scandale sexuel n'est venu émailler sa présidence, la résurgence de ses frasques avec de jeunes femmes dont il achetait le silence passe particulièrement mal auprès des électrices. En outre, selon les sondages, les Américaines ont mal supporté sa politique de séparation des familles à la frontière. Ainsi que la propension du président à s'éloigner très régulièrement de la vérité – ce que les hommes sont apparemment plus prompts à pardonner. Les élections de mi-mandat ont vu arriver au Congrès cent dix-sept sénatrices et représentantes. Elles n'avaient jamais été auparavant plus de quatre-vingt-quatre. Avec des figures de proue comme Ilhan Omar, la première musulmane à siéger (avec son hijab) au Congrès, ou la New-Yorkaise Alexandria Ocasio-Cortez, vingt-neuf ans,

LES FEMMES CONTRE TRUMP

élues-surprise d'une nouvelle génération plus à gauche, plus diverse, et résolument anti-Trump.

Par sa politique et surtout par son attitude, Donald Trump a réussi à transformer des millions d'électrices en activistes puis des activistes en candidates.

On ne change pas à soixante-treize ans. L'homme à femmes est devenu l'homme qui révulse les femmes. Dans un pays où il y a dix millions de plus d'électrices que d'électeurs, Donald Trump aborde l'élection de 2020 avec un sérieux handicap.



Le mystère Melania

20 janvier 2017 : la limousine noire hérissée d'antennes s'immobilise devant le portique nord de la Maison Blanche. En haut des marches, le couple Obama attend ses successeurs, en ce matin de passation de pouvoir. La porte de la limousine s'ouvre sur un Donald Trump au brushing impeccable. Le manteau noir et la cravate rouge paraissent encore plus longs que d'habitude. Sans hésiter, il gravit les six marches, main tendue pour saluer le président sortant qui l'accueille en souriant. L'image parfaite de la passation de pouvoir cordiale. Parfaite ? Donald Trump a juste oublié son épouse. Tandis qu'il monte les marches, elle sort de l'autre côté de la limousine et doit la contourner pour rejoindre son mari qui embrasse déjà Michelle Obama sur les deux joues.

Pas une seconde Donald n'a pensé à attendre Melania en bas des marches. Très rapidement, les vidéos des passations de pouvoir précédentes se mettent à circuler. Évidemment, tous les anciens présidents ont non seulement attendu, mais aussi pris la main de leur épouse pour cette montée des marches vers le pouvoir. Pas Trump. La scène illustre instantanément son manque de considération pour les femmes en général, la sienne en particulier, une nouvelle First Lady étincelante dans son ensemble bleu glacier de

chez Ralph Lauren. Éblouissant trophée que l'on montre puis que l'on néglige.

C'est peu de dire que les relations entre Donald et Melania Trump sont un mystère. À chacune de leurs apparitions, leur distance est évidente. Il y a bien sûr vingt-quatre années d'écart, mais aussi un mode de fonctionnement qui date de bien avant la présidence – un couple qui mène deux vies parallèles, deux trajectoires luxueuses qui se croisent rarement. Dans leur triplex de la Trump Tower, ils faisaient déjà chambre à part. Cela continue à la Maison Blanche. Une première depuis les Kennedy. Et quand ils sont en voyage officiel, ils dorment dans des suites d'hôtel séparées. Dans leur vie d'avant, Melania ne savait jamais vraiment, parmi ses nombreuses propriétés, où se trouvait son mari ni quelles étaient ses activités. Comme dans la scène de la passation de pouvoir sur le perron de la Maison Blanche, Donald Trump vit sa vie et Melania le suit, toujours impeccable mais à distance.

Un jour de pluie, le couple présidentiel s'approche de l'hélicoptère pour quitter la Maison Blanche. Trump voit des journalistes et va leur parler. En gardant le parapluie, et tant pis pour Melania. Et il lui laisse peu d'espace à la Maison Blanche comme dans sa vie. Lorsqu'ils arrivent à Washington, Melania, qui se pique d'avoir un talent de décoratrice, change une partie du mobilier de la résidence dans un sens résolument moderne et épuré. Donald Trump profite de son absence pour annuler les commandes qu'elle a passées et faire installer des meubles dorés et clinquants du style Louis XIV qu'il affectionne.

Les rumeurs de crise dans le couple sont récurrentes. Ils s'étaient séparés pendant plusieurs mois en 2000 avant

leur mariage, avant de se réconcilier. L'ancienne conseillère Omarosa Manigault, qui a beaucoup fréquenté le couple avant d'être brutalement congédiée par Donald Trump, décrit la First Lady comme une prisonnière qui « compte chaque minute la séparant de la fin du mandat où elle pourra divorcer ». À l'en croire, Donald Trump « décline mentalement » et sa violence verbale à l'endroit de son épouse, comme envers son fils Donald Trump Jr, explique la volonté de Melania d'en finir. Omarosa Manigault règle ses comptes dans un livre au vitriol¹. Elle affirme aussi que Melania a peur d'être poursuivie sur les conditions de son entrée dans le pays. À l'époque mannequin, elle avait bénéficié d'un visa EB-1, accordé aux personnes ayant un talent exceptionnel. Donald Trump aurait usé de ses relations pour lui faire obtenir ce visa ; sa terreur serait qu'en cas de séparation il le révèle au grand jour et qu'elle soit expulsée. Un scénario probablement exagéré. Des experts cités par le *New York Times* estiment qu'il n'y avait rien d'exceptionnel à ce qu'une top model se voie accorder un visa EB-1.

Melania, citoyenne américaine depuis 2006, serait désormais tranquille de ce côté-là. Mais est-elle alors prisonnière d'un contrat de mariage ? Comme pour ses deux précédentes épouses, le milliardaire a pris soin de protéger sa fortune en séparant clairement ses affaires des biens du couple. Ses deux précédentes épouses ont remis en cause devant la justice la validité de ces contrats : elles ont perdu. Donald Trump a-t-il ajouté pour Melania des clauses punitives complémentaires pour qu'elle ne soit pas elle aussi tentée de le traîner devant les tribunaux ? Il s'est un jour

1. Omarosa Manigault Newman, *Unbinged: An Insider's Account of the Trump White House*, Simon & Schuster, 2018.

confié au *New York Magazine* sur son contrat de mariage avec sa troisième épouse : « Croyez-moi, il n'y a rien de plaisant là-dedans, mais il arrive un point où vous devez dire : chérie, je pense que tu es magnifique et je t'aime beaucoup mais si les choses tournent mal voilà ce qui te reviendra. » Que lui resterait-il ? Seuls Donald et Melania le savent.

Est-ce qu'il y a de l'amour dans cet étrange couple Trump ? La question a été posée directement à la First Lady par la chaîne ABC : « Est-ce que vous aimez votre mari ? » La réponse n'a pas été excessivement chaleureuse. Très Melania : « Oui, ça va » (*Yes, we're fine*). ABC l'a aussi interrogée sur les infidélités de son mari. Elle répond mécaniquement : « Ce n'est pas quelque chose dont je me préoccupe. Je suis une mère et une première dame, il y a des choses beaucoup plus importantes dans ma vie. » Avant de reconnaître au sujet de ce qu'elle appelle des rumeurs « ce n'est jamais très plaisant ».

En fait, il semble exister au moins un peu de complicité entre eux. Une « sincère affection », dit un proche. « Dans le privé ils s'entendent bien », confirme un autre. Si l'on met bout à bout les rares interviews de Melania Trump, qui ne se dévoile jamais, on voit apparaître ce qui peut être sa définition de ce *power couple* : « Je ne suis pas une femme qui harcèle... Je ne commets pas l'erreur qui consiste à vouloir changer la personne que l'on aime. »

Quand elle a compris que son mari devenait président, Melania Trump a fondu en larmes. C'est en tout cas ce que des proches ont raconté¹ : « Peu après 20 heures, le soir de

1. Michael Wolff, *Fire and Fury*, *op. cit.*

l'élection, quand la tendance inattendue – Trump pouvait vraiment gagner – s'est confirmée, Donald Jr a dit à un ami que son père avait l'air aussi désesparé que s'il avait vu un fantôme. Melania était en larmes et ce n'étaient pas des larmes de joie. » Sa vie bascule. La sienne comme celle de ce couple aussi étrange que glamour.

Pendant cinq mois, elle va rester à New York, officiellement pour permettre à leur fils de onze ans, Barron, de finir son année scolaire. Elle n'a visiblement aucune envie de se précipiter à Washington. Et vit comme une recluse à New York. C'est seulement en juin 2017 qu'elle s'installe enfin à la Maison Blanche. Elle devient alors la plus mystérieuse des First Ladies. La seule de l'histoire à avoir une telle différence d'âge avec le président. Deux fois plus importante que celle (douze ans) qui séparait JFK de Jackie. La seule à être née dans un pays communiste. La deuxième à être d'origine étrangère (l'épouse de John Quincy Adams était anglaise). La première à mal parler l'anglais.

Melania est d'autant plus scrutée qu'elle est l'épouse du plus inattendu des occupants du 1 600 Pennsylvania Avenue. « Le job de First Lady est un job difficile, écrit l'experte de la présidence Peggy Noonan¹, la tâche n'est pas définie et elle est néanmoins très exigeante, tous les yeux sont braqués sur vous et cependant on vous rappelle à l'envi que personne ne vous a élue. »

D'entrée, on comprend que Melania gardera un profil bas. Quand elle déménage enfin, elle prend son temps pour constituer une équipe modeste, dix personnes, deux fois moins que Michelle Obama. Elle annonce un champ d'action aux contours mal définis. Elle s'occupera à la fois de la

1. « Melania's Misstep and Michelle's Mystery », *The Wall Street Journal*, 15 novembre 2018.

crise des opiacées et du cyber-harcèlement chez les jeunes. Une campagne qu'elle baptise elle-même « *Be Best* » : un titre qui lui ressemble, à la fois sophistiqué et incorrect grammaticalement.

Très vite, l'entourage du président lui fait comprendre que la lutte contre le cyber-harcèlement n'est pas forcément bien choisie, au moment où son mari harcèle la terre entière sur Twitter. Melania ne cède pas à la pression, marquant ainsi son indépendance.

Ses débuts dans l'aile orientale, l'East Wing, où se trouvent les bureaux de la First Lady, seront compliqués par le départ forcé de sa principale collaboratrice, Stephanie Winston Wolkoff, accusée d'avoir profité financièrement des cérémonies d'investiture. Ses débuts seront surtout discrets. Elle limite ses apparitions au strict minimum. Juste les visites officielles où les journalistes en sont réduits à commenter ses tenues, ou son refus, à plusieurs reprises, de prendre la main présidentielle. Elle parle très rarement, et n'est même pas de toutes les visites officielles.

En janvier 2018, lorsqu'éclate le scandale Stormy Daniels, elle refuse au dernier moment d'accompagner son mari au sommet de Davos et part sans prévenir se reposer en Floride. La presse commence à parler de « révolte silencieuse ». C'est l'époque où elle devient beaucoup plus populaire que son mari dans les sondages et où toute une partie de l'Amérique veut voir en elle la « résistante *in chief* ». Comme le soir du discours sur l'état de l'Union, grand discours annuel du président devant les deux chambres réunies du Congrès. Elle ne peut pas ne pas accompagner son mari. Mais elle refuse de monter dans la limousine présidentielle pour aller au Capitole. Elle y va de son côté et apparaît dans un splendide tailleur blanc Dior que l'on comparera immédiatement aux tailleurs blancs

d'Hillary Clinton. Le blanc ? C'est la couleur associée aux suffragettes, ces femmes qui se sont battues au début du XX^e siècle pour le droit de vote. Aujourd'hui, les élues américaines en ont fait un signe de défiance envers Donald Trump. Melania la silencieuse a-t-elle ainsi voulu adresser un message à son mari ?

La question reviendra avec dix fois plus de force avec « l'affaire de la veste », qui éclate en juin 2018. C'est l'époque où l'administration Trump applique la politique de tolérance zéro envers les immigrants illégaux et sépare plus de deux mille enfants de leurs parents. Le jeudi 21 juin, la First Lady prend l'initiative de se rendre à la frontière mexicaine pour rencontrer certains de ces enfants. Un geste fort. Aucun haut responsable n'est allé sur place. Quatre jours plus tôt, elle a publié un communiqué : « Mrs Trump déteste voir des enfants séparés de leur famille... Elle croit que notre pays doit respecter les lois mais on doit aussi y gouverner avec le cœur. » Jamais elle ne s'est autant impliquée dans le débat politique. Sur un thème où son mari est en difficulté. Autant dire que ce voyage impromptu à la frontière sera examiné à la loupe.

Sur place, elle ne dit rien aux micros qui se tendent. Juste quelques questions froides aux enfants rencontrés : comment s'appellent-ils ? d'où viennent-ils ? Aucun contact physique, aucune parole réconfortante. Au fond, quel est le message de ce voyage impromptu ? Au moment où l'on se pose la question au Texas, une photo apporte un élément de réponse, qui déchaîne les passions sur les réseaux sociaux. On y voit Melania Trump monter quelques heures plus tôt dans l'avion qui la conduit à la frontière et portant une veste verte, sur le dos de laquelle on peut lire : « *I really don't care, do U?* » (« Je m'en fiche complètement, pas vous ? ») Elle ne peut pas avoir mis cette veste

par hasard, elle qui prend tellement soin de son apparence. S'agit-il d'un message délibéré ? À qui s'adresse-t-il ? De qui se fiche-t-elle ? De son mari qui aurait tenté de s'opposer à ce voyage à la frontière ? De ce que pensent d'elle les journalistes ?

Si elle porte cette veste vendue 39 dollars chez Zara, c'est qu'elle a une idée en tête. D'autant que, parfaitement au courant de la polémique, elle la remettra en descendant de l'avion, à son retour à Washington. Un acte délibéré, et une décision qu'elle a prise seule. Sa porte-parole, Stephanie Grisham, expliquera plus tard qu'elle n'a pas voyagé avec la première dame entre la Maison Blanche et l'aéroport. Cette proche du président (elle a été très tôt impliquée dans la campagne) n'aurait pas laissé Melania porter un tel message, si elle l'avait vu à temps.

Le flottement est manifeste dans la communication de la Maison Blanche, bien embarrassée. Les services de la First Lady assurent qu'il n'y a de message pour personne. Donald Trump assure que son épouse a voulu critiquer les médias. En privé, les proches de Melania chuchotent que c'est un message adressé « à tous ceux qui l'ont critiquée », elle. Perplexité de ceux qui espéraient y voir un signe de rébellion contre son président de mari. Melania entretient le doute et ce n'est que quatre mois plus tard qu'elle rentre dans le rang de la version officielle de la West Wing, l'aile qui abrite les bureaux du président : « J'ai porté cette veste à l'entrée et à la sortie de l'avion parce que j'ai voulu adresser un message aux médias de gauche, leur montrer que je me fiche d'eux et qu'ils ne m'empêcheront pas de faire ce que je crois devoir faire. » Elle ajoute : « Je préférerais qu'ils se concentrent un peu plus sur mes initiatives et un peu moins sur mes vêtements. » Quant au fond du dossier, la séparation des enfants : « C'est inacceptable pour moi

de séparer des familles... je l'ai dit à mon mari et il était d'accord. » Fin de l'incident. Il n'y a pas de hiatus dans le couple présidentiel. Ou en tout cas il n'y en a plus. Tout Washington estime que sur ce dossier en particulier, celui des enfants à la frontière, sa voix, ajoutée à celle d'Ivanka Trump, a poussé le président à changer d'avis. Ce qui lui arrive rarement.

Melania serait en fait une des rares personnes à avoir une réelle influence sur lui. « Elle est intelligente, elle a une bonne intuition et elle le sait, raconte Christopher Ruddy, le patron de Newsmax, très proche de Donald Trump. Dans nos conversations, le président me rapporte très souvent le point de vue de Melania, sur les gens et sur les choses¹. » Quand Trump épouse Melania en 2005, il déclare au *New York Post*: « Elle a montré qu'elle pouvait être la femme dont j'ai besoin à mes côtés. Cela fait cinq ans que nous sommes ensemble et pour moi, cela a été cinq années de réussites comme jamais. Cela a forcément quelque chose à voir avec elle. »

Il ne faut pas pour autant surestimer sa capacité à influencer son mari : elle a notamment essayé sans succès de l'empêcher de tweeter, elle le reconnaît elle-même. Mais Melania Trump est davantage qu'une jolie silhouette aux côtés du président. « Derrière la scène, c'est une tueuse », résume l'ancien conseiller Steve Bannon. Rudy Giuliani, l'avocat personnel du président, en a fait l'amère expérience quand il a eu le malheur de vouloir parler à la place de la première dame sur un sujet sensible. En juin 2018, il

1. « Melania Trump, a Mysterious First Lady, Weathers a Chaotic White House », *The New York Times*, 17 août 2018.

déclare au sujet de la liaison avec l'actrice X Stormy Daniels : « [Melania Trump] croit son mari, elle sait que tout cela n'est pas vrai. » Les services de la First Lady répondent par un communiqué cinglant : « Nous ne croyons pas que Mrs Trump ait partagé ses pensées ni quoi que ce soit avec Mr Giuliani. » L'avocat ne s'y risquera plus. Et le président reçoit le message : Melania n'est pas dupe.

Elle a même réussi, à l'automne 2018, à avoir la tête d'une des principales collaboratrices de son mari. Mira Ricardel, qui était la numéro deux du Conseil national de sécurité. Melania a eu maille à partir avec elle à l'occasion de son voyage en Afrique. Elle n'était pas la seule à s'en plaindre. Mira Ricardel, de l'avis général, maltraitait ses collaborateurs et ses interlocuteurs. Le ministre de la Défense, Mattis, ne pouvait plus la supporter. Melania en parle alors au chef de cabinet de la Maison Blanche, à l'époque John Kelly. Rien ne se passe. Elle en parle à son mari. Toujours rien. Elle publie un communiqué au canon : « Le bureau de la première dame estime que cette personne ne mérite plus l'honneur de travailler à la Maison Blanche. » Mira Ricardel sera discrètement écartée. Épisode tout à fait inhabituel au regard de l'histoire des First Ladies. Jamais elles ne se permettent de demander publiquement un remaniement dans l'équipe de leur mari. Nancy Reagan faisait et défaisait les carrières à la Maison Blanche, mais elle poignardait dans l'ombre. Cela ne ressemble pas à la Melania que l'on croit connaître.

« Étrangement, ce communiqué diminue son pouvoir, commente Peggy Noonan. L'essence de son pouvoir était le mystère. Personne ne sait ce qu'elle pense. Jusqu'à présent, elle n'avait pas commis l'erreur de vouloir être comprise, alors que là on voit apparaître la confirmation des histoires qui commençaient à circuler sur sa personnalité :

elle est obstinée et n'écoute pas les avis qu'on lui donne. »
 À bon entendeur, Melania n'est pas une gentille.

C'est d'ailleurs à cette époque que sa cote de popularité commence à vaciller. Peut-être parce qu'elle a commencé à parler. Pour se plaindre. En se présentant comme « la personne la plus maltraitée du monde ». Et en dénonçant « ces opportunistes qui utilisent mon nom et ma famille pour assurer leur promotion ». Ce ne serait donc pas tant la critique qui la dérange mais le piratage de célébrité, la concurrence déloyale entre stars.

En octobre 2018, elle se range résolument aux côtés de son mari sur la délicate question du #Metoo. L'affaire Kavanaugh¹ vient de déchirer le pays et Melania est interrogée sur les femmes harcelées qui prennent la parole : « Je les soutiens mais je soutiens aussi les hommes qui sont harcelés. Vous savez, il faut des preuves. Si vous accusez quelqu'un de quelque chose il faut apporter des preuves irréfutables. » Exactement la même ligne que son mari, qui estime que l'on vit une époque très dangereuse... pour les hommes. À la suite de cette déclaration, la cote de popularité de Melania chute de onze points, pour rejoindre celle de son mari autour de 43 %.

Fondamentalement la First Lady n'a pas trouvé sa place. Tantôt encensée, tantôt dénigrée, elle n'est simplement pas prise au sérieux et elle le sent. En octobre 2018, pour rehausser sa stature, elle prend l'initiative de se rendre dans quatre pays d'Afrique afin de soutenir les programmes de développement. Geste potentiellement fort au moment où son mari veut réduire la coopération avec les pays les plus pauvres. Mais le voyage passe totalement inaperçu. Évitant au maximum les prises de paroles, elle attire l'attention

1. Voir chapitre 9, p. 160.

une fois encore sur ses tenues vestimentaires, critiquée pour porter un casque colonial blanc au Kenya qui rappelle de mauvais souvenirs sur le continent.

Au fond, qui est Melania Knavs, née en avril 1970, devenue Melania Knauss parce que cela faisait plus allemand, puis Melania Trump, première dame des États-Unis ? Pourquoi a-t-elle gardé un si fort accent slovène ? Est-ce, comme le disent certaines de ses anciennes amies, parce qu'elle a toujours fui la vie sociale ?

Sa vie quotidienne à la Maison Blanche semble banale, pour ne pas dire carrément morne. Elle pratique le pilates, passe régulièrement dans les cuisines pour veiller à l'équilibre des menus de son mari. Elle s'occupe de l'entretien et de la rénovation de la résidence présidentielle, en liaison avec l'Association historique de la Maison Blanche. Selon le *New York Times*, elle échange des SMS « riches en emojis » avec ses amies new-yorkaises, essentiellement des épouses d'hommes d'affaires.

Qui est ce mannequin de 1,80 mètre, encore grandie par d'innombrables talons mais qui semble ne pas aimer la lumière ? Elle est censée parler six langues : le slovène, l'anglais, le français (elle a vécu à Paris), l'allemand, l'italien et le serbo-croate. Quand Barron, le fils qu'elle a eu avec Donald Trump, avait quatre ans, le journaliste de CNN Larry King a constaté que le petit garçon avait un accent slovène lorsqu'il parlait anglais. « C'est normal, a répondu Melania, il vit tout le temps avec moi. »

Quand elle était mannequin, son site Internet affirmait qu'elle avait obtenu un diplôme de design et d'architecture dans une université slovène. Des journalistes ont enquêté et n'ont trouvé aucun diplôme. Aujourd'hui, la biographie

officielle de la First Lady indique qu'elle a « marqué une pause » dans ses études pour poursuivre des opportunités de mannequinat à Milan et à Paris.

Qui est cette femme aux yeux de chat qui se tait en six langues ? L'essentiel de son temps est consacré à Barron, qui avait onze ans quand il est arrivé à la Maison Blanche et était déjà presque aussi grand que son père. À chacune de ses apparitions publiques, on est frappé par l'absence totale de contact et de complicité entre ce préadolescent mal à l'aise et un père qui l'ignore encore plus qu'il ignore sa femme. En public, Melania n'est pas chaleureuse non plus avec Barron, le garçon marche souvent seul derrière ses parents.

Barron fréquente une école à Potomac (Maryland), dans la banlieue chic de Washington. Une rumeur assure qu'il ne vit pas à la Maison Blanche, mais avec ses grands-parents maternels, à Potomac. Invérifiable. Potomac est une banlieue verdoyante, où d'immenses demeures protégées des regards indiscrets gardent leur secret. La suite logique de la rumeur étant que Melania elle-même vit avec ses parents et non plus à la Maison Blanche.

Version officielle de la présidence : Viktor et Amalija Knavs, les grands-parents, partagent leur temps entre l'appartement de la Trump Tower à New York, la propriété de Mar-a-Lago en Floride, et la suite de la résidence présidentielle précédemment utilisée par la mère de Michelle Obama. Mais que ce soit à la Maison Blanche ou ailleurs, Melania passe visiblement plus de temps avec ses parents qu'avec son mari.

Ils ont obtenu en août 2018 la nationalité américaine, grâce à leur fille, qui les a parrainés. Le type même de « rapprochement familial » que leur gendre, Donald Trump, ne cesse de dénoncer.



Le monde selon Trump

Un portrait de Donald Trump sur un panneau lumineux de douze mètres de haut d'un côté de la 7^e Avenue. De l'autre côté, un portrait de même taille de Kim Jong-un, le dictateur nord-coréen. Entre les deux, le flot des New-Yorkais, visiblement indifférents. L'image est saisissante mais c'est bien sûr un photomontage. Fabriqué par la Maison Blanche à l'occasion du premier sommet entre les deux chefs d'État, en juin 2018. Cette photo apparaît dans la vidéo surréaliste présentée par Donald Trump pour inciter son homologue nord-coréen à abandonner ses armes nucléaires. Une fausse bande annonce de quatre minutes pour dévoiler ce que serait un film qui pourrait s'intituler *Donald Trump et Kim Jong-un sauvent le monde*.

Cette photo, aussi fausse soit-elle, résume bien le monde selon Trump. Deux ans de politique étrangère. Pompeuse. À la limite du ridicule. Dominée par son ego. Une proximité certaine avec les dictateurs. Mais aussi l'image d'une relation apaisée avec la Corée du Nord que quelques mois plus tôt il menaçait de « détruire totalement ». Un Donald Trump égocentrique, non conformiste et brutal, faisant exploser toutes les normes de la diplomatie, capable aussi d'afficher au bout de deux ans un bilan pas totalement déshonorant.

Sur l'Iran et le climat, il a fait faire à son pays un grand pas en arrière. Par moments, la diplomatie Trump a semblé toucher le fond, comme lors du sommet avec Vladimir Poutine à Helsinki¹ ou après l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Pour le reste, non seulement le monde n'est pas à feu et à sang comme certains ont pu le craindre après son élection, mais sur des dossiers comme l'Afghanistan, la Syrie, l'Otan, le commerce et bien sûr la Corée du Nord, il a réussi à faire bouger les lignes. Et même à obtenir quelques avancées, pour son pays et pour le monde, là où son prédécesseur Obama, tétanisé par les risques d'engrenage, avait fait du surplace.

Ce n'est pas que Donald Trump soit très doué pour les relations internationales. Il n'y connaît rien et n'a pas particulièrement envie d'apprendre. Il a d'abord cru que le nom de son homologue chinois Xi consistait en deux lettres distinctes, « Mr X-I ». Il voyage moins à l'étranger que l'ensemble de ses prédécesseurs depuis Ronald Reagan. Mais sa naïveté lui donne de l'audace. Il n'a pas à se forcer pour être imprévisible, et parfois l'imprévisibilité paie. Sa méthode est une absence de méthode. Largement inspirée de ses tactiques de promoteur immobilier. Frapper fort d'entrée. Entamer des discussions avec une totale mauvaise foi. Puis éventuellement ajuster sa position. Et improviser, toujours improviser.

Sa vision du monde est celle d'un homme d'affaires d'un certain âge. Il mélange volontiers nationalisme économique et sécurité nationale. Son âge lui donne une frustration un peu rétro. L'Amérique a sauvé le monde pendant la Seconde Guerre mondiale et depuis, le monde profiterait de l'Amérique. Souvent, ses conseillers

1. Voir chapitre 14, p. 243.

l'entendent maugréer contre la concurrence des voitures allemandes et de l'acier japonais.

Pour lui, la politique étrangère, c'est d'abord faire l'inverse de ce qu'a fait Barack Obama. Une obsession. Il n'a pas digéré que son prédécesseur ait reçu le prix Nobel de la paix. « Il n'était pas là depuis un quart d'heure qu'on lui a donné le prix Nobel, il ne savait même pas pourquoi », raille un Donald Trump jaloux. Son équipe de politique étrangère aura soin de moquer systématiquement l'attentisme un peu cérébral du président Obama. En ricanant du concept de « patience stratégique » qu'il voulait appliquer au dossier nord-coréen et qui, pour les trumpistes, n'est que faiblesse et frilosité.

Pour diriger les Affaires étrangères, Trump nomme d'abord au poste de secrétaire d'État l'ancien PDG d'ExxonMobil, Rex Tillerson. Parce qu'il a fait du business dans le monde entier. Il le nomme aussi parce que ce Texan, au visage carré comme une calandre de Cadillac, a « la tête de l'emploi ». Tillerson fait partie de ceux qu'on appelle les *adults in the room*, les « adultes dans la pièce ». Censés canaliser les impulsions du fougueux président. Tillerson au Département d'État, H. R. McMaster au Conseil national de sécurité et Jim Mattis au ministère de la Défense. Ils ont le sentiment d'avoir plusieurs fois évité le désastre. Empêchant Donald Trump d'envahir le Venezuela, de se retirer de l'Otan ou d'évacuer tous les Américains de Corée du Sud. Ces trois-là ont un pacte : si l'un d'eux est menacé, les deux autres volent à son secours. Ce pacte ne servira à rien.

Rex Tillerson se révèle un piètre secrétaire d'État, menant son ministère comme un directeur d'usine. Et

commettant l'erreur de traiter le président Trump de « crétin » (*moron*) devant témoin. Le 13 mars 2018, un tweet présidentiel lui apprend qu'il est remplacé par Mike Pompeo. Premier limogeage de l'histoire d'un secrétaire d'État sur Twitter. Le « crétin » s'est vengé.

Le général Mattis est celui qui résiste le plus longtemps au Pentagone et, quand Donald Trump affirme l'avoir limogé, après deux ans d'une loyauté à toute épreuve, Mattis insiste : c'est lui qui démissionne.

Mike Pompeo, le nouveau secrétaire d'État, est un habile politicien du Kansas. Ancien officier de cavalerie, il est beaucoup plus souple que son physique de taureau le laisse penser. Il sait se faire apprécier de ses diplomates. Mais il sait surtout chuchoter comme personne à l'oreille du président. Il peut à l'occasion aussi s'y opposer. Comme sur le déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem. À l'époque directeur de la CIA, il craignait des représailles contre ses agents. Mike Pompeo est aussi beaucoup plus à droite que Donald Trump. Ouvertement islamophobe, il lui est arrivé de mettre en doute la loyauté des musulmans américains à leur pays. Son obsession en politique étrangère est l'Iran. « Nous devons affronter les ayatollahs, nous ne devons pas les dorloter », lance-t-il au Caire. On ne peut pas être plus clair.

Sur l'Iran, il a un allié sans faille à la Maison Blanche : John Bolton, conseiller à la Sécurité nationale, une caricature de diplomate idéologue. Aussitôt arrivé à ce poste, au printemps 2018, il demande au Pentagone de préparer des options militaires contre l'Iran. Donald Trump n'aime pas sa moustache en tablier de sapeur. « Il n'a pas le physique de l'emploi. » Mais il l'a vu sur Fox News. Il doit avoir des qualités. Bolton était dans l'équipe Bush un des artisans de l'invasion de l'Irak en 2003. Quand il était commentateur,

il se prononçait ouvertement pour des frappes préventives sur la Corée du Nord. Depuis qu'il est revenu au cœur du pouvoir, il est plutôt discret, mais il y a peu de chance qu'il ait radicalement changé d'avis, à soixante-dix ans.

Le secret de la nouvelle équipe est la souplesse et l'adaptation constante aux à-coups et aux tweets venus d'en haut. Au besoin, on s'en sert comme levier. L'ancienne ambassadrice à l'Onu Nikki Haley raconte comment elle utilisait les tweets pour aller plaider auprès des ambassadeurs des autres pays : « Mon président est très en colère, je ne vous promets rien, mais si on fait ceci ou cela, ça l'empêchera d'aller trop loin. » Les mensonges ? Les exagérations ? Les tweets insultants ? « Je voyais tout, j'entendais tout, admet cette femme politique rouée (elle attend son heure, en réserve de la république), mais j'étais suffisamment disciplinée pour ne pas me laisser entraîner dans la pièce de théâtre. Mon job consistait à le laisser être imprévisible¹. »

Comme le jour où elle a entendu son patron menacer à la tribune de l'Onu de « totalement détruire la Corée du Nord ». Et traiter le leader nord-coréen à la même tribune de « *little rocket man* » (« petit homme-missile »). Le point culminant de la tension. L'un de ces moments où l'on craint que la marche à la guerre soit inéluctable. D'autant que quelques heures plus tard, Kim Jong-un répond sur le même ton : « Je vais certainement mater ce vieillard sénile américain avec le feu. »

Brutalité, mauvaise foi, ajustement, improvisation. Le dossier nord-coréen est celui où la méthode Trump est appliquée de manière la plus spectaculaire. D'entrée,

1. Interview, NBC, 12 décembre 2018.

Donald Trump fait savoir à ses collaborateurs qu'il n'aura pas avec la Corée du Nord la « patience stratégique » de Barack Obama. Il enchaîne les menaces et les provocations personnelles. Le « feu et la furie » promis au petit pays. Son leader traité de « petit gros ». Donald Trump estime que « *little rocket man* » – par allusion à la chanson d'Elton John, « Rocket Man » – est le meilleur surnom qu'il ait jamais donné à quelqu'un. Et pendant que Donald Trump s'amuse de sa trouvaille, des bombardiers furtifs américains simulent dans les montagnes Ozarks du Missouri une attaque personnelle contre Kim Jong-un¹. Techniquement faisable, à condition d'être sûr à cent pour cent de la présence du dictateur sur le lieu du bombardement.

En novembre 2017, la Corée du Nord surprend le monde, y compris Trump, en testant un missile intercontinental beaucoup plus avancé que les précédents. Il place désormais l'ensemble du territoire américain (et l'Europe) à portée des fusées de Pyongyang. La brutalité n'a rien donné. Trump passe rapidement à la phase mauvaise foi : « Moi aussi j'ai un bouton nucléaire, mais il est beaucoup plus gros... » Puis à la phase d'ajustement. Le 8 mars 2018, des diplomates sud-coréens en visite à la Maison Blanche annoncent que le président Trump a accepté le principe d'une rencontre avec Kim Jong-un. Les porte-paroles de la Maison Blanche sont pris de court. Décision tellement improvisée que ce sommet d'une importance capitale est annoncé par... des diplomates étrangers.

Le 12 juin 2018, Donald Trump rencontre Kim Jong-un à Singapour. Quarante minutes de tête-à-tête avec

1. Bob Woodward, *Fear*, *op. cit.*

seulement les interprètes. À l'issue de la rencontre, Donald Trump raconte qu'il a montré sur un iPad le vidéoclip de quatre minutes préparé par la Maison Blanche mettant en scène « deux hommes, deux leaders, deux destins ». Le clip a été concocté en fonction du profil psychologique et des goûts de Kim, tels qu'établis par la CIA. Et un peu de Trump aussi. Il y est question entre autres des « magnifiques plages » de Corée du Nord et des « magnifiques condominiums » qui pourraient y être construits. On ne se refait pas.

Les deux leaders signent un document dans lequel le Nord-Coréen s'engage au respect du principe d'une « dénucléarisation complète de la péninsule coréenne ». De son côté, Donald Trump « s'engage à fournir des garanties de sécurité » à la Corée du Nord. À l'issue du sommet et à la surprise générale, Donald Trump annonce la suspension des manœuvres militaires communes avec la Corée du Sud. Grosse concession à son nouvel « ami ». Ni Séoul ni Tokyo n'ont été prévenus.

Le 28 février 2019, les deux hommes se retrouvent à Hanoï, au Viêtnam, pour un second tête-à-tête. Cette fois, Kim ne veut rien lâcher de probant sur la dénucléarisation ; il veut d'abord la levée des sanctions. Trump va-t-il céder ? Il a grand besoin d'un succès pour faire oublier ses soucis avec la justice. Au moment du sommet, son ancien avocat, Michael Cohen, témoigne devant le Congrès et le traite d'escroc, de tricheur et de raciste. Dans sa chambre d'hôtel à Hanoï, Donald Trump fulmine en regardant son ancien homme de main le traîner dans la boue. Peut-il se permettre dans ce contexte un échec diplomatique ? Le président fera le choix de la raison. Au grand soulagement de ses conseillers. « Il faut savoir quitter une négociation », dit-il. Le sommet tourne court. Vingt heures d'avion dans chaque

sens pour rien. Mais tout espoir n'est pas perdu. « Nous sommes sur le point de réaliser quelque chose d'exceptionnel, explique-t-il, je préfère le faire bien que le faire vite. »

Les sceptiques estiment que Donald Trump a beaucoup lâché, avec ces deux sommets en tête-à-tête qui font d'un dictateur paria un interlocuteur de classe mondiale. Et peu reçu en échange. Les promesses sont très en deçà des engagements négociés par les précédentes administrations américaines. Engagements dont aucun, d'ailleurs, n'avait été tenu.

À partir du premier sommet, les essais nucléaires et les tirs de missiles à longue portée ont toutefois cessé. Les deux pays se parlent. La tension baisse. Comme les risques de malentendus pouvant conduire à des incidents aux conséquences incalculables. Dans ce cas-là, la méthode Trump a payé. Brutaliser l'adversaire, puis le cajoler pour ouvrir le champ des possibles. À long terme, c'est autre chose. Les chances de dénucléarisation sont minces. Le casse-tête géopolitique est toujours le même. Les dix millions d'habitants de Séoul vivent toujours sous la menace des canons nord-coréens, à cinquante kilomètres de là. Beaucoup d'experts prévoient qu'il faudra apprendre à vivre avec une Corée du Nord nucléaire. Donald Trump est juste passé de la doctrine « on dénucléarise puis on fait la paix » à « on fait d'abord la paix ». La dénucléarisation venant plus tard et la détente tout de suite. Trump n'a pas réglé la question coréenne. Pas plus qu'aucun de ses prédécesseurs. Mais au moins, il essaie.

Pourquoi Donald Trump n'a-t-il pas aussi tendu la main à l'Iran ? C'est une grosse contradiction soulevée par ses adversaires. On demande à la Corée du Nord de signer

un accord de dénucléarisation et, au même moment, on déchire celui qui a été signé avec l'Iran.

En mai 2018, le président Trump annonce qu'il se retire de l'Accord sur le nucléaire iranien. Un accord patiemment négocié par son prédécesseur Barack Obama avec l'Iran, la France, la Russie, la Grande-Bretagne, la Chine et l'Allemagne. Un travail d'orfèvre diplomatique, aux termes duquel l'Iran accepte de réduire ses activités nucléaires en échange d'une levée des sanctions. Donald Trump avait promis pendant sa campagne qu'il abandonnerait « l'épouvantable accord sur le nucléaire iranien ». Pendant dix-huit mois, il a beaucoup hésité. Son secrétaire d'État Tillerson était pour rester dans l'accord. Donald Trump a cherché l'ajustement. Ne l'a pas trouvé. Le 8 mai 2018, c'est officiel : les États-Unis quittent cet « abominable accord unilatéral qui n'aurait jamais dû être conclu ». « Au cœur de cet accord, il y a une fiction, explique Donald Trump, un régime meurtrier qui voulait la paix. » Cela rappelle fortement la rupture avec l'accord sur le climat. L'Amérique qui renie ses engagements. L'éléphant qui casse la porcelaine de la diplomatie collective.

Donald Trump n'aime pas avoir les mains liées. Encore moins par des accords signés par son prédécesseur. Ce à quoi s'ajoute une dimension géopolitique : la nouvelle administration, fidèle à la tradition des présidents républicains, a décidé de mettre tout son poids dans la région derrière Israël et l'Arabie saoudite. Et donc contre l'Iran.

Pourtant, huit mois après la rupture américaine, Téhéran continue à jouer le jeu. En janvier 2019, les agences de renseignement de Donald Trump reconnaissent que « l'Iran n'a pas entrepris les activités de développement que nous jugeons nécessaires pour produire une arme nucléaire ».

Déclaration devant le Congrès tellement contradictoire avec les affirmations de Donald Trump que celui-ci conseille dans un tweet à ses chefs du renseignement de « retourner à l'école ». Encore un exemple du chef qui aboie et de la caravane de l'État qui continue à tracer sa route.

Le 8 mai, Donald Trump prévient discrètement : « Tout pays qui aidera l'Iran dans sa quête d'armes nucléaires pourrait aussi être fortement sanctionné par les États-Unis. » Mauvais coup pour l'Europe. « Aider » l'Iran, c'est lui acheter son pétrole, lui vendre des voitures, toutes sortes d'échanges commerciaux. Le message est clair : toutes les entreprises occidentales doivent immédiatement quitter l'Iran. Ce qu'elles feront, elles n'ont pas le choix.

Les Européens cherchent frénétiquement des solutions pour contourner cet embargo imposé par Washington. Mais c'est le pouvoir impérial de la première puissance du monde : celui de l'extraterritorialité. Les États-Unis s'arrogent le droit de poursuivre tous ceux qui ne respectent pas leurs sanctions. Dès lors qu'ils font leur business en « passant par les États-Unis ». Soit en utilisant le dollar, soit en passant par des banques qui ont des activités aux États-Unis. Soit même en utilisant Gmail, compagnie américaine ! Pouvoir extraordinaire déjà exercé sous Obama – on se souvient des poursuites contre BNP Paribas. Donald Trump en fait une arme de dissuasion massive.

Sur l'affaire iranienne, les Européens se retrouvent aux côtés de la Russie et de la Chine. Contre l'Amérique de Trump. C'est la fracture transatlantique la plus grave depuis la crise de Suez en 1956. Donald Trump n'en a cure. Pour lui, la balle est désormais dans le camp des Européens. Ce que la chercheuse de la Brookings Institution Célia

Belin appelle la « doctrine de la patate chaude ». Le chef de la Maison Blanche repasse à ses alliés le dossier iranien. « Il appartient aux Européens de trouver une voie de sortie diplomatique, écrit-elle, face à l'équation la guerre ou la bombe¹. » Typique de Donald Trump qui « déclenche des crises et laisse aux autres, alliés comme adversaires, le soin de proposer des solutions pour les résoudre ou d'emprunter le chemin de la confrontation ». Le privilège du chef en quelque sorte.

Au chapitre « patates chaudes », Donald Trump aimerait bien se débarrasser aussi de la Syrie. Là également, il commence par la phase brutalité. Le 4 avril 2017, le régime de Bachar el-Assad déclenche une attaque chimique. Ivanka Trump prépare pour son père une présentation à base de photos d'enfants empoisonnés. Donald Trump est bouleversé. « Ils bavent... tellement de bave... ce sont des gamins », dit-il à un ami au téléphone. Le président n'y tient plus. Il appelle son secrétaire à la Défense, Jim Mattis, et lui demande de tuer le président syrien el-Assad : « *Let's fucking kill him!* Tuons-le, bordel ! Allons-y ! On leur rentre dedans et on les bute. — Je m'en occupe », répond calmement le ministre de la Défense. Qui raccroche et se tourne vers ses collaborateurs : « On ne va certainement pas faire ce qu'il demande². »

À deux reprises, Donald Trump fait tout de même lancer des missiles de croisière sur les installations syriennes liées aux armes chimiques. Soulignant à l'envi que Barack Obama avait fait de l'utilisation des armes chimiques une

1. Célia Belin, « Le monde selon Trump », *Esprit*, juin 2018.

2. Bob Woodward, *Fear*, *op. cit.*

ligne rouge, sans la faire respecter. Trump donne aussi plus de moyens et plus de latitudes aux troupes américaines combattant Daech aux côtés de leurs alliés. L'État islamique recule.

Le 19 décembre 2018, Trump annonce par un tweet qu'il retire les troupes américaines de Syrie. Stupéfaction générale. Il explique que Daech a été vaincu et que c'était la seule raison pour lui de rester dans le pays. Les troupes « rentrent à la maison ». Le ministre de la Défense, cueilli à froid, se précipite à la Maison Blanche pour essayer de le faire changer d'avis. En vain. Le ministre, le général Jim Mattis, le dernier des « adultes dans la pièce », démissionne. Dans les heures qui suivent, Donald Trump explique qu'en Syrie il passe le relais au président turc Erdoğan, plus près pour combattre les terroristes. Les deux mille soldats américains vont rentrer au pays en un mois.

Il n'en sera rien. Là encore, l'ajustement. Selon le Pentagone, le retrait sera lent et progressif. Pour ne pas laisser les alliés kurdes seuls face à la vindicte turque, et ne pas abandonner totalement la Syrie aux influences russe et iranienne. Fin janvier, le Sénat américain vote une motion s'opposant à un retrait hâtif des troupes américaines de Syrie et d'Afghanistan.

En Afghanistan aussi, Trump a annoncé que les troupes rentreraient « à la maison ». Et là aussi, il a ajusté. Non seulement il n'a pas retiré les troupes, mais à l'automne 2017 il envoie trois mille cinq cents soldats supplémentaires. La situation militaire se stabilise. L'armée afghane se renforce et semble capable, dès lors, d'empêcher qu'une grande ville tombe aux mains des talibans.

En janvier 2019, l'administration Trump annonce une « avancée majeure » dans les négociations avec les rebelles. Barack Obama n'avait pas osé discuter avec les talibans dans le dos du gouvernement afghan. Donald Trump l'a fait. En retirant parallèlement son aide aux militaires pakistanais soupçonnés de soutenir les fondamentalistes afghans. Résultat : les talibans acceptent le principe d'empêcher les groupes terroristes comme Al-Qaïda de se réinstaller en Afghanistan. On avance. Les femmes afghanes sont inquiètes que l'Occident les abandonne, mais pour la première fois on voit apparaître un terme possible à la plus longue guerre de l'histoire américaine.

Sur le conflit israélo-palestinien en revanche, on ne voit rien venir. Le 5 décembre 2018, entre deux sapins de Noël richement décorés dans un salon de la Maison Blanche, Donald Trump annonce qu'il reconnaît Jérusalem comme la capitale d'Israël. Une autre promesse de campagne. Qui rompt avec soixante-dix années de prudence de la part de ses prédécesseurs, persuadés qu'il fallait régler la question de la capitale avec l'ensemble du conflit. Au moment où Donald Trump prend la parole, on redoute un embrasement dans les territoires palestiniens et dans tout le Proche-Orient. Il y aura une condamnation générale, des manifestations, mais pas d'embrasement. Trump explique que depuis les Accords d'Oslo, plan de paix parrainé par Bill Clinton, on n'a pas avancé d'un millimètre : « Ce serait une folie de penser qu'appliquer toujours la même formule produirait un meilleur résultat. »

Il charge son gendre Jared Kushner de trouver une meilleure formule. Pour lui, c'est l'homme de la situation. La famille Kushner est proche depuis toujours de Benjamin

Netanyahou et Jared s'est lié avec un prince saoudien relativement peu connu à l'époque mais dont il pense qu'il deviendra roi un jour : Mohamed Ben Salman, qui est de quatre ans son cadet. Les deux jeunes hommes s'appellent par leur prénom, échangent sans cesse coups de fil et SMS. Mohamed Ben Salman, dit MBS, devient effectivement prince héritier. Jared Kushner, le prince héritier de Washington, a fait le bon choix.

Pour Donald Trump, l'Arabie saoudite est l'allié idéal. Partenaire d'abord commercial, qui lui rappelle l'époque dorée où il vendait pour quarante ou cinquante millions de dollars des appartements de la Trump Tower à de riches saoudiens. Kushner finit par le convaincre que c'est aussi un partenaire politique, seul capable de dénouer la crise palestinienne. Pour Trump, le Proche-Orient n'est plus compliqué : l'axe du bien israélo-saoudien face à l'axe du mal irano-chiite.

Signe fort s'il en est, Donald Trump effectue sa première visite officielle à l'étranger, en mars 2017, en Arabie saoudite. Qui, en échange de cet honneur, promet des dizaines de milliards de dollars de commandes militaires et autres. Donald Trump aligne les montants des contrats avec d'autant plus de triomphalisme que, dans ce domaine, les vrais chiffres ne sont jamais connus. En tout cas, il est satisfait et esquisse même devant les caméras quelques pas d'une étrange danse au sabre avec ses amis wahhabites.

Pourtant, le processus de paix au Proche-Orient piétine. Même dans les dictatures, l'opinion publique joue son rôle. Le peuple saoudien n'est pas prêt à s'allier avec Israël. Et l'Arabie saoudite s'embourbe dans la sale guerre du Yémen, où elle est censée défendre les intérêts de l'axe du bien face aux alliés de l'Iran. La guerre tourne au désastre humanitaire de grande ampleur. L'alliance stratégique avec l'Arabie

saoudite devient de plus en plus gênante. Elle devient carrément désastreuse avec l'affaire Khashoggi. Le 2 octobre 2018, le journaliste saoudien Jamal Khashoggi est assassiné dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. C'est un opposant au régime de Riyad qui écrit, entre autres, pour le *Washington Post*. La thèse officielle saoudienne évolue au fil des jours. Il a quitté librement le consulat. Puis : il est mort accidentellement. Puis : le meurtre était délibéré. Les services de renseignement turcs affirment qu'il a été tué par un commando venu d'Arabie saoudite, démembré, et son corps dissous dans de l'acide.

Scandale majeur aux États-Unis. Qui éclabousse la Maison Blanche, le président et son gendre. Il n'y a aucun doute que ce meurtre atroce a été commandité par le prince héritier MBS. C'est la conclusion à laquelle aboutit la CIA elle-même. Le Sénat, informé par la CIA, vote à l'unanimité une résolution dénonçant la responsabilité du prince dans l'assassinat.

Il n'y a de doute pour personne. Sauf pour Donald Trump. Il multiplie les déclarations ambiguës sur MBS : « Peut-être c'est lui, peut-être ce n'est pas lui... Il a dit que ce n'était pas lui et je veux le croire, vraiment je veux le croire. » Et d'autres déclarations très claires en revanche sur son approche plus globale : « Vous voulez que je laisse tomber des centaines de milliers d'emplois ? Franchement dans le monde tel qu'il est si on met la barre morale trop haut nous n'aurons plus aucun allié. » Geste rare, le PDG du *Washington Post*, le journal de Khashoggi, prend la plume pour un éditorial au canon : « Un message clair et dangereux vient d'être adressé à tous les tyrans du monde : vous pouvez assassiner en toute impunité si vous êtes capable d'agiter assez de billets de banque sous les yeux du président des États-Unis. »

Comment aurait réagi Barack Obama ? Probablement avec plus de tact. Mais aucun président américain ne peut vraiment rompre avec cet allié embarrassant. Il y a trop d'intérêts économiques et géostratégiques. Dans ce cas-là, et une fois encore, Donald Trump en a trop fait. Il n'était pas obligé de claironner à ce point sa connivence avec le royaume. Pas obligé de nier l'évidence. L'affaire Khashoggi restera comme une tache indélébile.

Au Proche-Orient en général, comment savoir si Donald Trump a fait les mauvais choix ? George W. Bush s'était trop engagé, notamment en Irak. Barack Obama ne s'était pas assez engagé, notamment en Syrie. Donald Trump décide de rester à distance, mais de s'engager lourdement auprès d'un camp contre l'autre. Quoi qu'elle fasse au Proche-Orient, l'Amérique est critiquée. L'avenir dira s'il a réussi à faire moins mal que ses prédécesseurs.

Sur ses relations avec l'Europe et ses alliés occidentaux en général, il a fait bien plus mal que l'ensemble de ses prédécesseurs depuis la Seconde Guerre mondiale. Les relations transatlantiques sont plus tendues que jamais et cela ne semble pas déranger Trump. La Britannique Theresa May et le Français Emmanuel Macron¹ ont tenté de la jouer « patte de velours ». La chancelière Merkel plutôt « main de fer ». Aucun des trois n'a rien obtenu. Si ce n'est chacun sa volée de tweets insultants. Seuls les leaders populistes centre-européens semblent trouver grâce à ses yeux.

Au cœur de la tension transatlantique, la guerre commerciale lancée par Donald Trump au printemps 2018. L'Américain est beaucoup moins libre-échangiste que les

1. Voir chapitre 12, p. 209.

Européens. Il ne croit pas à la mondialisation. Il croit à la loi du plus fort, où l'Amérique doit profiter de sa monnaie et de sa position dominantes pour forcer le reste du monde à lui rendre ce qu'elle lui prend depuis des décennies. Résultat : encore la brutalité. Le 1^{er} mars 2018, Donald Trump impose des taxes douanières sur l'acier et l'aluminium à la plupart de ses alliés dont l'Union européenne, le Canada et le Mexique. La guerre commerciale sur tous les fronts. L'Union européenne riposte, en taxant cent quatre-vingts produits américains. Du bourbon du Kentucky aux motos Harley-Davidson. Les volumes concernés ne sont pas énormes mais Donald Trump, obsédé par les voitures allemandes, menace d'utiliser l'arme beaucoup plus significative des taxes sur l'automobile.

C'est dans ce contexte que les chefs d'État du G7 se retrouvent pour leur sommet annuel. La rencontre, au Québec, promet d'être glaciale. Donald Trump sait qu'il va être isolé face à Angela Merkel, Justin Trudeau, le Premier ministre canadien, et Emmanuel Macron, qui prévient que le G7 est prêt à « passer un accord à six si besoin ». Message envoyé sur Twitter. En anglais. Donald Trump, furieux, décide de sécher le sommet. Ses conseillers le convainquent que son absence vaudrait capitulation. Il va finalement au Québec, mais il quitte la réunion plus tôt que prévu et dans l'avion qui l'emporte, il tweete que finalement il n'accepte plus le communiqué final qu'il vient lui-même de signer. Du jamais vu.

Quelques semaines plus tard, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, vient à Washington et obtient une pause dans l'escalade. Donald Trump publie une photo de « Jean-Claude » l'embrassant sur la joue. Après le coup de force, l'ajustement. Les deux hommes conviennent d'entamer des négociations globales

sur le commerce transatlantique. Qui ressemblent fort aux négociations du Partenariat transatlantique (TTIP) que Donald Trump avait abandonné dès son arrivée au pouvoir. Là encore, le président brutal des premiers mois semble revenir à la raison.

Comme dans ses relations avec ses voisins canadiens et mexicains. Donald Trump avait promis, et il l'a fait, de déchirer l'accord de libre-échange (Alena) avec ses voisins du nord et du sud. « Le pire accord jamais signé », assurait-il en meeting. Fin octobre 2018, l'Alena ressuscite sous un autre nom, USMCA, version légèrement modernisée de l'ancien accord. Les milieux économiques des trois pays sont soulagés. Donald Trump, pour qui aucune ficelle n'est jamais trop grosse, crie victoire.

Ce qui rappelle aussi sa volte-face sur l'Otan. Comme pour l'Alena, Donald Trump enterre l'Otan pendant sa campagne présidentielle, qualifiant l'alliance d'« obsolète ». Puis la ressuscite une fois président, affirmant que grâce à lui les pays membres ont « accepté de payer plus et de payer plus vite », c'est-à-dire d'augmenter leurs dépenses militaires. L'Otan n'est plus obsolète. À vrai dire, l'augmentation des contributions avait été décidée en 2014 avec Barack Obama, qui déjà reprochait à ses alliés « passagers clandestins » de ne pas assez contribuer. Mais les coups de boutoir de Donald Trump accélèrent le mouvement.

Sur l'Otan, Donald Trump n'a pas forcément dit son dernier mot. Tout en se vantant dans ses meetings d'être celui qui a réussi à faire payer les alliés, il continue à demander discrètement à ses conseillers dans quelles conditions il pourrait quitter l'Otan. Ce qui apparaît en filigrane dans la lettre de démission du secrétaire à la Défense Mattis,

rappelant le rôle central des alliances pour la sécurité des États-Unis. En filigrane aussi dans la fameuse déclaration d'Angela Merkel : « Nous, les Européens, devons prendre notre destin en main. » Face aux hésitations du chef de file américain. Et face à la menace grandissante de la Russie. Menace attestée par la crise ukrainienne, les ingérences dans les élections¹, et une possible reprise de la course aux armements. Début février 2019, l'Amérique puis la Russie annulent un important traité de désarmement (INF) datant de 1987.

Donald Trump n'aime pas l'Europe, parce qu'il n'aime pas le multilatéral. Trop compliqué pour lui. Il ne comprend que la logique de l'affrontement bilatéral. « Pourquoi ne quittes-tu pas l'Union européenne ? demande-t-il un jour à Emmanuel Macron. Nous pourrions négocier un traité commercial bilatéral. » Pour lui, l'Union européenne est une nébuleuse absurde, qu'il qualifie même un jour d'« adversaire ». Et le Brexit une décision logique – « Ils ont récupéré leur pays » – qui devrait être suivie de beaucoup d'autres. Trump cajole outrageusement la Pologne et les autres populistes d'Europe centrale. Il s'en ferait volontiers des alliés pour faire exploser l'Union européenne.

Le président américain préfère les bras de fer musclés et sans interférence, comme celui qu'il a engagé avec le Venezuela. Donald Trump a décidé de se débarrasser du président marxiste vénézuélien Nicolas Maduro. En soutenant ouvertement son challenger Juan Guaidó, président de l'Assemblée nationale. Le 22 janvier 2019, Guaidó reçoit un appel du vice-président Mike Pence l'assurant du soutien de

1. Voir chapitre 14, p. 243.

Washington. Le lendemain, il s'autoproclame président par intérim. De la part de l'administration Trump, ce n'est rien d'autre qu'un appel au changement de régime. Il sera suivi par une soixantaine de pays, dont la France. Pour l'Amérique de Trump, l'urgence est humanitaire autant que stratégique. La crise vénézuélienne risque de déstabiliser son arrière-cour. La chute de Maduro pourrait permettre d'interrompre les livraisons de pétrole quasi gratuites à Cuba, Washington faisant ainsi d'une pierre deux coups.

Dans les affaires du monde, Donald Trump ne sait pas exactement où il va. « Je ne pense pas qu'il ait de stratégie, estime Ivo Daalder, ancien ambassadeur de Barack Obama auprès de l'Otan. La réalité, c'est qu'il secoue l'arbre et s'en va. » Ce diplomate, critique de la présidence Trump, reconnaît néanmoins : « C'est un perturbateur qui nous oblige à ouvrir des débats très sains sur le monde que nous voulons¹. » Donald Trump a mis fin au confort d'un leadership américain incontesté. Bouc émissaire facile. Tout ce qui n'allait pas n'était-il pas de la faute de l'Amérique ? Il oblige l'Europe à se poser des questions sur sa sécurité. Et l'ensemble du monde à se demander si l'ordre de l'après Seconde Guerre mondiale est encore adapté. Si le libre-échange débridé n'est pas allé trop loin.

Le monde a d'abord été horrifié par Donald Trump, puis il a commencé à apprendre à le contourner. En priant qu'une crise internationale majeure ne vienne pas tester les réactions de celui qu'on n'ose plus appeler le leader du monde libre.

1. « Trump's skeptics pondering whether he deserves more credit », *Politico*, 5 février 2019.

LE MONDE SELON TRUMP

Sur l'Iran comme sur le climat, les grandes nations découvrent que de nouvelles coalitions sont possibles sans Washington. Les États-Unis ne sont plus « la nation indispensable », comme l'avait cru l'ancienne secrétaire d'État Madeleine Albright. Avec Donald Trump, le président des États-Unis est un peu moins l'homme le plus puissant du monde.



L'ami Macron

« Les jointures de leurs mains devenaient blanches. » La relation entre Donald Trump et Emmanuel Macron commence par une poignée de mains. Et quelle poignée de mains ! Les deux hommes se voient pour la première fois à Bruxelles au Sommet de l'Otan en mai 2017. Rencontre intrigante entre deux hommes qui viennent d'accéder au pouvoir à la surprise générale. Macron a préparé son coup. Il a soigneusement étudié la façon très particulière qu'a Trump de serrer la main de ses nouveaux interlocuteurs, pour prendre le dessus dès le premier contact. Une habitude venue de sa période de businessman : il accroche la main qui lui est tendue, la presse fortement puis, sans lâcher, tire vers lui l'avant-bras de son interlocuteur, comme pour prendre physiquement le dessus.

Ce jour-là, c'est Emmanuel Macron qui prend le dessus. Le président français serre si fort que, comme le rapporte le journaliste du *Washington Post* « de pool » – qui assiste à la scène au nom de tous les autres –, « le président Trump à deux reprises a tenté de retirer sa main mais Macron n'a pas lâché... ils se sont longuement serré la main. Chaque président empoignant celle de l'autre avec une intensité considérable, les jointures de leurs mains devenaient blanches, leurs mâchoires se serraient et leurs visages se tendaient ».

C'est ainsi qu'Emmanuel Macron, trente-neuf ans, prend le dessus sur Donald Trump, soixante-dix ans, dans un moment de télévision que le magazine *Newsweek* qualifie de « combat de coqs ».

Donald Trump n'en voudra pas à son jeune homologue. Au contraire, il est intrigué par ce président atypique dont la fougue lui rappelle sa jeunesse. Donald Trump ne peut s'empêcher de voir un parallèle entre sa propre élection et la victoire de ce candidat français qui, comme lui, est arrivé de nulle part, jamais élu, sans parti, déjouant tous les pronostics et contredisant tous les experts. Venant du privé, Donald Trump apprécie le côté ancien banquier d'affaires d'Emmanuel Macron, sans forcément comprendre que ce n'était qu'une toute petite parenthèse dans ce qui est essentiellement une carrière de haut fonctionnaire.

Relation extraordinaire entre ces deux hommes que tout oppose. L'intellectuel du juste milieu et le flambeur populiste. Le marcheur méticuleux et le fonceur sans boussole. Pourtant, Emmanuel Macron et Donald Trump établissent d'entrée une relation qui surprend tout le monde. Meilleurs amis ? Peut-être pas. Meilleurs partenaires, certainement. Parmi les dirigeants des grands pays occidentaux, Emmanuel Macron est devenu très vite le meilleur *buddy* (« copain ») de Donald Trump. Qui ne tarit pas d'éloge sur son jeune homologue, tandis qu'Emmanuel Macron multiplie sans compter les gestes de mignardise, certains diront de flatterie, à l'égard de son aîné. Macron a-t-il mieux compris Trump que les autres ? Quel avantage va-t-il en tirer ? Prend-il des risques à afficher une telle proximité avec un personnage que les Français détestent ?

Aux yeux du président américain, Emmanuel Macron a un atout majeur : il est nouveau. En d'autres termes, il

n'a jamais eu de relations avec Barack Obama. Même si l'ancien président a soutenu sa candidature dans une vidéo diffusée entre les deux tours, Macron n'a jamais travaillé avec Obama. Autre atout : Donald Trump ne voit pas la France comme une menace commerciale. Contrairement à l'Allemagne. Puissance militaire et politique, ça lui va. Tant qu'on ne veut pas vendre de voitures aux États-Unis.

Donald Trump n'aura que très peu de relations avec François Hollande pendant les cinq mois de leur présidence commune. Les deux hommes se parlent au téléphone mais ne se rencontrent pas. Ils n'en ont ni le besoin ni l'envie. Trois jours après avoir été élu, Trump contacte François Hollande, simple appel de courtoisie rapporté ainsi par le conseiller d'alors, Gaspard Gantzer : « Monsieur le président, je suis ravi de vous parler. Vous êtes un grand président, un grand leader, un grand homme. C'est un tel honneur. J'aime la France, j'aime le peuple français, j'aime votre pays, j'aime Paris, j'aime votre vin¹. » Gantzer raconte : « Nous pouffons tous dans nos mains : c'est clair, Donald Trump se fout de nous. Il nous prend pour des billes. » Or, Trump ne se moque pas forcément de François Hollande, il est juste lui-même. Il aborde ses interlocuteurs haut placés comme il les a abordés toute sa vie, dans l'hyperbole et la flatterie.

Que sait-il de la France ? À peu près rien. La Trump Organization n'ayant rien construit, rien acheté en France ; le pays n'apparaît simplement pas sur la mappemonde de Donald Trump. Est-ce d'ailleurs un hasard, s'il n'a rien construit en France ? Le luxe clinquant de ses hôtels ne correspond pas tout à fait au goût français. Pour lui, qui n'est

1. Gaspard Gantzer, *La politique est un sport de combat*, Fayard, 2017.

jamais aussi heureux qu'avec un bon cheeseburger au soleil de Floride, la France est une planète lointaine. En gros, ses liens personnels se limitent à la passion de son épouse pour les grands couturiers parisiens.

En pleine guerre commerciale à l'automne 2018, il tweete que « le vin français est excellent », ce qui pour lui est forcément un cliché car, nous l'avons déjà dit, il ne boit jamais d'alcool. Bref, Donald Trump en est réduit à se faire une opinion sur la France au travers de ses amis. Tel son célèbre ami « Jim ». Un mois après son arrivée au pouvoir, le nouveau président se lance dans une étonnante diatribe antifranaçaise. Devant un parterre d'ultraconservateurs, le CPAC, il décrit les conséquences en France des attentats du Bataclan et de Nice : « Regardez Paris et Nice, dit-il, j'ai un ami qui depuis des années va à Paris tous les étés avec sa famille. Comme je ne l'avais pas vu depuis longtemps je lui ai demandé, Jim, comment ça se passe à Paris ? » Jim lui aurait répondu : « Paris ? Je n'y vais plus. Paris n'est plus ce qu'il était [*Paris is no longer Paris*]. [...] Nous ne pouvons pas laisser ça arriver chez nous, poursuit Donald Trump, nous allons empêcher ce foutu islamisme radical de s'installer chez nous. »

Quelques heures plus tard, François Hollande lui répond depuis le Salon de l'agriculture : « Il n'est jamais bon de marquer la moindre défiance à l'égard d'un pays ami. » Et d'ajouter, perfide : « Je ne ferai pas de comparaison mais ici il n'y a pas de circulation d'armes, il n'y a pas de personnes qui prennent des armes pour tirer dans la foule. » François Hollande sait qu'il n'a rien à gagner avec Donald Trump, lui qui avait publiquement prévu et même appelé de ses vœux « l'élection d'une présidente » à la Maison Blanche.

Emmanuel Macron opte pour une stratégie diamétralement opposée. Pas d'affrontement direct. Pas de tac au tac. Des déclarations politiques aussi générales que possible, du moins au début. Et sur le plan personnel, une ardente campagne de séduction. Notamment lorsque le président français reçoit son homologue à Paris le 14 juillet 2017. C'est le centième anniversaire de l'entrée en guerre des États-Unis dans le premier conflit mondial. C'est peu dire qu'Emmanuel Macron va dérouler le tapis rouge. Trump aime le clinquant et les superlatifs – le « facteur *wow* », comme disent les Américains ? On va lui en donner. Visite du tombeau de Napoléon sur le mode intime, juste les deux couples. Mais en direct à la télévision. Garde républicaine à cheval. Défilé militaire aux Champs-Élysées. Non, le défilé du 14 Juillet n'est pas organisé pour Donald Trump, mais Emmanuel Macron dit à ses conseillers qu'il a l'intuition que le président américain va adorer la grande parade. Bingo ! Donald Trump a tellement aimé qu'en rentrant à Washington il ordonne immédiatement qu'on lui organise la même !

Puis dîner « intime » au deuxième étage de la tour Eiffel. Excellente idée pour plaire à cet homme qui a passé sa vie à vouloir construire toujours plus haut, pour avoir le sentiment de dominer ses congénères. Inutile de barber le président avec un Louvre ou une Sainte-Chapelle, « *the higher the better* », « plus c'est haut mieux c'est ». Donald Trump repartira vers Washington avec des étoiles dans les yeux et des tweets éperdus de reconnaissance pour « Emmanuel ». Dans l'euphorie de sa tournée parisienne, Trump dit même qu'il pourrait envisager de faire un geste pour revenir dans l'Accord de Paris sur le climat. Il n'en fera rien. Le carrosse peu à peu se transforme en citrouille. Les souvenirs du 14 Juillet s'estompent et Donald Trump

tarde à faire le moindre geste politique en direction de son ami Emmanuel.

Le 1^{er} juin, comme il l'avait promis pendant sa campagne, Trump avait annoncé qu'il quittait l'Accord de Paris pour défendre les intérêts économiques de l'Amérique. Accord signé par cent soixante-quinze pays, mais il avait choisi d'en faire une rebuffade d'abord pour la France, avec son fameux : « J'ai été élu pour représenter Pittsburgh et non Paris. » Piqué au vif, Emmanuel Macron répondra le soir même par un cinglant « *make our planet great again* », pour répondre au célèbre « *make America great again* » de Donald Trump. Malgré les embrassades du 14 Juillet, il n'y aura pas de retour en arrière.

Le 4 décembre 2017, Emmanuel Macron appelle son ami Donald au sujet de Jérusalem. C'est le coup de fil de la dernière chance. Tout le monde pressent que Donald Trump est sur le point de tenir une autre promesse de campagne, reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël et annoncer le déplacement de l'ambassade américaine. Trump peut-il encore changer d'avis ? C'est une décision qu'il a déjà repoussée. Macron peut-il au moins gagner du temps ? L'espoir est que Donald Trump reconnaisse la capitale mais laisse une chance au dialogue en n'annonçant pas le déménagement de l'ambassade. Le communiqué de l'Élysée indique qu'Emmanuel Macron a exprimé sa « préoccupation » et que « les deux hommes sont convenus de se reparler prochainement à ce sujet ». Pure formule de politesse. Deux jours après, sans ciller, Donald Trump, dans une proclamation télévisée, annonce la capitale *et* l'ambassade. Les supplications de son ami « Emmanuel » n'y ont rien fait.

Du point de vue de Trump, Macron reste un ami. Le mois suivant, il lui envoie le plus beau signe d'amitié dont puisse rêver un président français : il l'invite à Washington en visite d'État. Non seulement la visite d'État est l'échelon le plus haut dans les visites officielles, mais le président français sera le premier à recevoir cet honneur à la Maison Blanche de Donald Trump. Les Premiers ministres britannique et japonais, qui se sont précipités à Washington juste après l'arrivée du nouveau président, n'ont pas eu droit aux vingt et un coups de canon et au tapis rouge qui ne sera déroulé que pour Emmanuel Macron.

Pour le président français c'est un honneur et un défi. L'occasion d'encaisser enfin les dividendes de son patient investissement avec l'ami Donald. Il n'y a pas de visite d'État sans un minimum d'avancées politiques. Emmanuel Macron est bien décidé à mettre toutes les chances de son côté. Quelques heures avant la visite, il donne une interview à la chaîne Fox News. Il aurait pu choisir les grandes chaînes ABC, CBS ou NBC, qui ont une plus large audience et sont moins biaisées, mais Macron vise un téléspectateur et un seul : Trump, qui passe ses journées devant Fox News. En parallèle, les conseillers du président et l'ambassade de France à Washington inondent les journalistes de propos bienveillants à l'égard du président Donald Trump, « un homme qui tient ses promesses, comme Emmanuel Macron », en espérant qu'une couverture médiatique bienveillante mettra Trump dans les meilleures dispositions.

Pourtant, très vite, tout cela sonne faux. Les deux présidents plantent dans les jardins de la Maison Blanche un arbre en souvenir des combattants de la Première Guerre mondiale – arbre déplanté quelques heures après pour des questions de réglementation phytosanitaire. Melania

Trump publie une vidéo où on la voit mettre la dernière main aux préparatifs du grand dîner d'État, mais l'on découvre que la Maison Blanche n'a pas réussi à s'assurer la présence de célébrités ou d'invités prestigieux, alors que l'on s'était bousculé pour le dîner d'État Obama-Hollande. En réponse au dîner à la tour Eiffel, Donald Trump et Madame invitent le couple présidentiel français à dîner sur la terrasse de la maison de George Washington, en Virginie. Tous ces fastes n'arrivent pas à masquer une tension grandissante dans la délégation française. Les signaux politiques ne sont pas bons.

Le principal point de désaccord entre les deux présidents porte sur l'accord nucléaire iranien. Trump s'apprête à se retirer de cet accord. Macron rêverait de le faire sinon changer d'avis, au moins d'obtenir un geste à l'occasion de cette visite exceptionnelle. Pour sortir de l'impasse, ses conseillers imaginent une usine à gaz où un second accord pourrait être négocié, sans toucher au premier, tout en donnant à Donald Trump l'impression qu'il a été entendu. Peine perdue, la crise éclate au deuxième jour de la visite.

Après les coups de canon et les cérémonies protocolaires (où la First Lady arbore un chapeau blanc à large bord à couper le souffle), les deux présidents se retrouvent dans le Bureau ovale pour un entretien en tête-à-tête. Comme toujours, on laisse entrer les journalistes pour prendre des images des deux hommes souriants de part et d'autre de la cheminée. Les reporters tentent une question sur l'Iran. Habituellement, les chefs d'État évitent de s'exprimer avant que l'entretien ait commencé. Donald Trump n'est pas du genre à respecter les usages. Il se lance dans une violente diatribe contre l'accord nucléaire iranien : « Une catastrophe, un accord ridicule, qu'est-ce que c'est

que cet accord ? » Le sourire d'Emmanuel Macron se fige. Il est piégé. Il ne peut pas répondre. Cela ne se fait pas. Mais surtout, il comprend que tous ses espoirs viennent de s'effondrer. Non seulement Trump lui adresse une fin de non-recevoir, mais il n'y met même pas les formes. Un camouflet.

Et comme si cela ne suffisait pas, Donald Trump ajoute un de ces petits gestes dont il a le secret, image qui fait immédiatement le tour de la planète numérique. Il s'approche de son jeune homologue et lui époussette l'épaule. Il passe l'index sur la veste noire en expliquant aux photographes : « Nous avons une relation très privilégiée. D'ailleurs je vais retirer ces quelques pellicules. Nous devons le rendre parfait. Il est parfait ! » Emmanuel Macron est obligé de sourire. Et si c'était la réponse de la poignée de main virile de Bruxelles ? Pour le *Washington Post*, il n'y a aucun doute : c'est là « un geste classique de domination de la part de Donald Trump ». Dès lors, les petits gestes physiques entre les deux hommes, main dans la main, les accolades, les tapes dans le dos deviennent de plus en plus pénibles à regarder. Donald Trump, lui, paraît ravi. Il continue à jouer le jeu.

Au matin du troisième jour, il tweete :

Je me réjouis de regarder le président Macron
s'adressant au Congrès aujourd'hui... il va être GÉNIAL !

Pas de quoi se réjouir car le discours devant les deux chambres sera prononcé par un autre Emmanuel Macron. Combatif, mordant, n'hésitant pas à faire la leçon au président Trump : « Nous pouvons choisir l'isolationnisme, le retrait et le nationalisme. Ce n'est pas une option. Ce peut être un remède tentant à nos peurs. Mais fermer la porte au monde n'arrêtera pas l'évolution du monde. » Et, faisant allusion à la présence d'hommes forts à la tête

de pays comme la Russie ou la Turquie : « En ce qui me concerne, je ne partage pas la fascination pour ces nouvelles puissances, le renoncement à la liberté et l'illusion du nationalisme. » Suivez mon regard.

Les parlementaires de l'opposition démocrate exultent. Comme le représentant Adam Schiff, qui ne s'attendait pas « à une opposition si directe au président ». Pour certains, ce discours au lance-flammes devant le Congrès marque le tournant de la relation entre les deux présidents. « Lorsqu'on est honoré d'une visite d'État par un président américain, il est très mal vu de se moucher dans les rideaux de la Maison Blanche », dira longtemps après, au sujet de ce discours, un ancien diplomate américain¹.

La rupture est consommée là où tout avait commencé : sur les Champs-Élysées. Le 11 novembre 2018, Emmanuel Macron invite soixante-dix chefs d'État et de gouvernement à commémorer la fin de la Première Guerre mondiale. Initialement, Donald Trump n'avait pas prévu d'y assister. Le 11 Novembre étant aussi le jour des *veterans* aux États-Unis, il avait souhaité organiser une parade militaire devant la Maison Blanche sur le modèle du défilé du 14 Juillet. Mais le Pentagone et la ville de Washington ont traîné des pieds. En Amérique, on réserve ce genre de démonstration de force aux armées victorieuses. En août, Donald Trump annonce sur Twitter que puisqu'il en est ainsi, il ira assister « à la parade de Paris le 11 Novembre ». Sauf qu'il n'y a pas de parade. Emmanuel Macron n'en a pas prévu. C'est un président américain bougon qui arrive en France à la veille des célébrations. Chez lui, il vient d'essuyer une défaite partielle aux élections de mi-mandat et l'affaire russe repart de plus belle.

1. *L'Opinion*, 29 novembre 2018.

À la minute même où son Boeing bleu et blanc atterrit à Orly, il déclenche un tweet qui fera l'effet d'une bombe.

Le président Macron vient de suggérer que l'Europe construise sa propre armée pour se protéger des États-Unis, de la Chine et de la Russie. Très insultant, mais peut-être l'Europe pourrait-elle commencer à payer sa part à l'Otan que les États-Unis subventionnent lourdement.

Une fois encore, Donald Trump joue les éléphants dans un magasin de porcelaine. On ne commence pas par attaquer le président du pays où l'on vient de se poser. Ce qui a déclenché sa colère, c'est une déclaration d'Emmanuel Macron quelques jours plus tôt sur Europe 1, dans laquelle il se prononçait pour la création d'une « vraie armée européenne » pour « protéger » l'Europe « à l'égard de la Chine, de la Russie et même des États-Unis d'Amérique¹ ». L'Élysée dira qu'il ne s'agissait que de se protéger contre les cyberattaques, Emmanuel Macron parlera de « confusion », mais le président français a bien évoqué l'hypothèse d'une armée européenne se protégeant contre les États-Unis. Et Trump n'a pas son pareil pour exploiter la plus petite faille chez ses interlocuteurs. Quitte à piétiner les codes de la plus élémentaire courtoisie.

Cette visite à Paris est un désastre de bout en bout. Le samedi, Donald Trump reste enfermé dans l'ambassade des États-Unis, à regarder la télévision américaine et à tweeter. Il annule la visite prévue au Bois-Belleau, dans l'Aisne, où les soldats américains tout juste entrés dans la guerre en 1917 ont arrêté une offensive allemande sur Paris. La visite est annulée car la pluie et le plafond bas empêchent l'hélicoptère de voler. Donald Trump explique que ce sont

1. Entretien avec Nikos Aliagas, Europe 1, 6 novembre 2018.

ses gardes du corps qui ne veulent pas qu'il s'y rende en voiture. Alors que le communiqué de la Maison Blanche indique que c'est le président qui n'a pas voulu déranger les Parisiens en rajoutant des perturbations à la circulation. Aux États-Unis, c'est un tollé. Le président est accusé par ses opposants d'avoir reculé devant quelques gouttes de pluie. Nicholas Soames, le petit-fils de Churchill, tweete :

Ils sont morts le visage tourné vers leurs adversaires, et ce pathétique et incompétent Donald Trump n'a même pas pu défier la météo pour présenter ses respects aux soldats tombés.

Le lendemain, Donald Trump se distingue encore au moment où tous les chefs d'État se retrouvent à l'Élysée pour rejoindre l'Arc de triomphe en bus, puis à pied. Le président américain, lui, se fait déposer directement avec sa limousine. L'air boudeur. Il n'a visiblement aucune envie d'être là. D'autant plus qu'Emmanuel Macron, dans son discours, lâche une pique que tout le monde interprète instantanément comme un missile anti-Trump : « Le patriotisme est l'exact contraire du nationalisme : le nationalisme en est la trahison. En disant "nos intérêts d'abord et qu'importent les autres !", on gomme ce qu'une nation a de plus précieux, ce qui la fait vivre, ce qui la porte à être grande, ce qui est le plus important : ses valeurs morales. »

Donald Trump accuse le coup. Et lorsque tous les dirigeants se rendent ensuite au « Forum de la paix », Donald Trump quitte le groupe. Il se rend au cimetière de Suresnes pour un hommage éclair aux combattants américains. Il pleut encore. Il plaisante avec des vétérans : « Vous avez réussi à vous mettre à l'abri, alors que nous, on se fait tremper. Vous êtes malins. » Le président ne sera exposé aux

éléments que le temps d'un discours de dix minutes, puis il file vers Orly et Washington.

Il faudra trente-six heures pour que Donald Trump réalise à quel point sa visite a été un fiasco. Les médias américains ne décolèrent pas contre l'épisode de la visite annulée au cimetière de Bois-Belleau. Le mardi suivant à l'aube, le président lance une salve de tweets d'une violence sans précédent contre la France et son président. Il revient sur l'affaire de l'armée européenne pour évoquer l'un des souvenirs les plus douloureux de l'histoire de France. Les États-Unis sont-ils une menace ?

La menace c'était l'Allemagne pendant les deux guerres mondiales. Et comment cela s'est-il passé pour la France ? Ils commençaient à apprendre l'allemand à Paris quand les Américains sont arrivés.

Quelques minutes après, il s'en prend au vin français :

La France fait d'excellents vins mais les barrières douanières imposées par la France sont injustes. Il faut que ça change !

Il a raison, le vin français entre plus facilement en Amérique que le vin américain en France. Il a tort, ce n'est pas la France mais l'Union européenne qui fixe le niveau des barrières douanières.

Et enfin l'attaque *ad hominem* :

Le problème avec Emmanuel, c'est son taux de popularité à 26 % et le taux de chômage à près de 10 %.

C'est pour cela qu'il aurait voulu « faire diversion » en parlant de nationalisme ;

d'ailleurs, il n'y a pas de pays plus nationaliste que la France, des gens très fiers et à juste titre !...

On ne sait pas exactement à quoi correspondent tous ces points de suspension, mais il est clair que la leçon de patriotisme de l'Arc de triomphe lui est restée en travers de la gorge.

Les débuts de la présidence Trump ont-ils servi ou desservi les intérêts de la France ? En réalité, plus Trump attaque l'Europe, plus cela sert l'ambition macronienne de renforcer l'Union européenne. Plus l'Amérique renonce à exercer son leadership, meilleur c'est pour le multilatéralisme ; meilleur pour la France, qui peut profiter davantage de sa puissance militaire et son poids à l'Onu. Pour la chercheuse Célia Belin, « le repositionnement des États-Unis, s'éloignant de la promotion de la démocratie et de l'interventionnisme néoconservateur, correspond à la vision française réaliste de l'ordre mondial¹ ».

En avril 2018, la France participe avec le Royaume-Uni aux frappes américaines contre les installations d'armes chimiques de Bachar el-Assad. Un an plus tôt, Donald Trump avait frappé seul. Il est clair que dans ces moments-là, la bonne relation personnelle entre les deux présidents est un atout. En janvier 2018, Emmanuel Macron dira à la BBC : « Je lui parle toujours directement et franchement, lui aussi. Parfois j'arrive à le convaincre, parfois je n'y arrive pas. »

Il n'y est pas arrivé sur les premières batailles de la guerre commerciale. En mai 2018, le ton monte lors d'une conversation téléphonique entre les deux hommes au sujet

1. « Balancing Act: The limits of pragmatism in the Franco-American relationship and the way forward », *Brookings Institution*, octobre 2018.

des taxes sur l'acier et l'aluminium que vient d'annoncer Donald Trump. « Macron a cru qu'il pourrait parler franchement au nom de leur bonne relation, mais Trump ne peut juste pas supporter d'être critiqué de la sorte », disent à CNN plusieurs sources à la Maison Blanche, qui qualifient ce coup de fil d'exécration.

Bref, la stratégie de la proximité personnelle avec Donald Trump tentée pendant les premiers dix-huit mois de sa présidence par Emmanuel Macron n'a apporté quasiment aucune concession de son homologue américain. Est-ce la faute de Macron ou celle de Trump ? Les autres dirigeants européens qui ont adopté des stratégies différentes n'ont pas obtenu plus de résultats.

Fin 2018, un badge plein d'humour circulait parmi les Américains les plus francophiles (et les plus anti-Trump) : « Hey, la France – si on vous rend la statue¹, est-ce que vous nous donnez votre président ? »

Donald Trump n'y changera rien : la France est *the oldest ally*, la plus ancienne des alliées et restera l'une des plus proches.

1. La Statue de la liberté fut offerte aux États-Unis par le peuple français en 1886 pour célébrer le centenaire de l'indépendance américaine.



Haro sur la Chine

« Dans tout le pays, les autorités détruisent des croix, elles brûlent des bibles, elles emprisonnent des croyants. » Bigre ! Quel est ce pays contre lequel, en ce matin du 4 octobre 2018, le vice-président Mike Pence a des accents d'appel à la croisade ? Ni plus ni moins que la Chine. Alors que toute l'Amérique a les yeux rivés sur la pièce de théâtre qui se joue au Congrès avec l'audition du juge Kavanaugh et de son accusatrice, le vice-président prononce un discours qui passe presque inaperçu. Un discours d'une violence tout à fait inhabituelle pour le discret Mike Pence, toujours soucieux de rester le plus immobile possible dans l'ombre de Donald Trump.

Car il n'y a pas plus lisse que Mike R. Pence. Ses cheveux blanchis prématurément lui donnent des airs de président des États-Unis dans un film de série B (évidemment, il se tient prêt pour le rôle). Mais ce matin-là, devant le Hudson Institute, il ne décrète rien de moins que la guerre froide contre la Chine. Sur un mode défensif : l'Amérique est attaquée. La Chine inonde les États-Unis de désinformation. La Chine utilise « tous les moyens politiques, économiques et militaires pour pousser son influence et ses intérêts aux États-Unis ». Martial, le vice-président promet : « L'administration s'engage à se battre sur tous

les fronts et à gagner. » Derrière cet appel à la mobilisation générale du vice-président se profile la détermination de son patron. Donald Trump a lancé en 2018 une offensive globale contre la Chine qui marquera sa présidence. Probablement la décision la plus spectaculaire et la plus lourde de conséquences pour l'avenir du monde. Et qui, pour une fois, lui vaut plus d'approbation que de critiques. Aussi bien dans son pays que dans les autres capitales. Il rompt avec la prudence de ses prédécesseurs, pour affronter la Chine bille en tête. Sur le commerce d'abord, puis peu à peu sur l'espionnage et la 5G, qui représentent selon lui une menace pour la sécurité nationale de l'Amérique. Un bras de fer titanesque pouvant conduire à un conflit entre les deux Grands. Ou à un nouvel équilibre mondial. Contrairement à Barack Obama, qui avait fini par se résigner, Donald Trump, croyant que rien ne lui résiste, passe à l'offensive sabre au clair.

Pour Trump, la Chine est avant tout un déficit commercial. Et il n'aime pas les déficits commerciaux. Les yeux braqués sur cet indice, il raisonne comme un boutiquier qui a peur de se faire abuser. Sans toujours bien comprendre le fonctionnement de l'économie globalisée. Voyant le commerce comme un jeu à somme nulle, il en voulait au Japon dans les années 1980 ; il en veut aujourd'hui à la Chine pour les mêmes raisons. En meeting dans l'Indiana, pendant la campagne, il avait lancé : « On ne peut pas laisser la Chine continuer à violer notre pays. »

Il entame ses relations avec Pékin par un affront majeur. Alors qu'il est élu, mais pas encore président, il accepte de parler au téléphone avec le président de Taïwan. Aucun de ses prédécesseurs n'a osé, depuis des décennies. Taïwan est

un allié des États-Unis, mais la ligne diplomatique officielle est celle de la « Chine unique ». Il n'y a qu'une Chine avec laquelle on a des relations diplomatiques, la Chine communiste. Pékin fulmine. Pour tenter d'arranger les choses, Donald Trump envoie sa fille Ivanka et sa petite-fille Arabella assister aux festivités du Nouvel an lunaire à l'ambassade de Chine. Mais il oublie de transmettre lui-même un message de félicitations à cette occasion. Un peu délibérément, un peu par maladresse, le nouveau président part du mauvais pied.

Il faut attendre trois semaines pour que les deux présidents se parlent au téléphone, alors que Donald Trump appelle la terre entière en arrivant à la Maison Blanche. La première conversation entre Donald Trump et Xi Jinping est courtoise. Mais déjà, le bras de fer se profile. Xi demande à Trump de clarifier sa position sur la Chine unique. Trump recule. Il revient à la ligne traditionnelle de ses prédécesseurs, *a priori* sans rien obtenir en échange. Xi Jinping gagne la première manche. Décontenancé, Donald Trump va dès lors mettre toute son énergie à tenter de séduire l'énigmatique « Mr Xi ».

Leur première rencontre a lieu à Mar-a-Lago, le palais tropical de Donald Trump en Floride, en avril 2017. Sur la photo officielle les sourires sont un peu figés. Pendant deux jours, Xi ne dénoue jamais sa cravate bleue mais Trump reste persuadé qu'il peut établir une relation personnelle avec cet étrange apparatchik qui a épousé une jolie star – sa femme a été une chanteuse vedette de la télévision chinoise. Trump multiplie les petites attentions. Sa petite-fille Arabella, cinq ans (la fille d'Ivanka), qui a appris le chinois avec une nounou, chante une comptine en mandarin. Le couple présidentiel chinois est tout attendri. Donald Trump raconte plus tard un dîner surréaliste :

« Nous en étions au dessert, en train de manger le meilleur gâteau au chocolat qu'on ait jamais vu, j'ai dit au président chinois : "Je dois vous dire quelque chose. Nous venons de lancer cinquante-neuf missiles sur l'Irak, euh, pardon, sur la Syrie..." Il fallait que je le lui dise. Il ne fallait pas qu'on lui dise après, vous savez le gars avec qui vous avez dîné vient d'attaquer la Syrie. » Coïncidence, c'est en effet au moment où il reçoit le numéro un chinois que Trump lance sa première salve de missiles en réponse à une attaque chimique en Syrie.

En novembre 2017, Xi Jinping rend la politesse en fermant les neuf mille salles de la Cité impériale à Pékin pour que le couple Trump puisse la visiter et dîner en toute quiétude. Quelle que soit la tension entre les deux capitales, Donald Trump s'emploie à préserver cette relation personnelle avec celui qu'il appelle parfois le « roi de Chine ». Quand Xi Jinping décide de changer la constitution pour rester au pouvoir, Donald Trump ne trouve rien à y redire. Il plaisante même, en privé : « Président à vie ? C'est formidable. On devrait peut-être essayer ça ici un jour... »

Tandis que Donald Trump arpente respectueusement la Cité impériale avec son ami Xi Jinping, ses conseillers, à Washington, sont secrètement au travail. Ils préparent une première liste de taxes douanières. Ils préparent la guerre commerciale.

La guerre commerciale, c'est œil pour œil, dent pour dent. Un pays se protège contre les importations venues d'un autre pays. Celui-ci riposte en se protégeant à son tour. La protection se fait par le biais de taxes douanières. L'Amérique, par exemple, veut pénaliser les panneaux

solaires chinois ; elle augmente les taxes douanières sur les panneaux solaires.

Le 22 mars 2018, les États-Unis lancent la première salve. En dénonçant « l'agression économique de la Chine ». 60 milliards de dollars d'importations chinoises seront l'objet de taxes douanières supplémentaires. Sont visés, les écrans plats, les satellites, les pièces détachées automobiles et les batteries *made in China*. Le lendemain, 23 mars, les Chinois ripostent. Les fruits, le porc américains, les vins californiens seront pénalisés. C'est l'escalade. Elle durera d'avril à décembre. La liste des produits pénalisés s'allonge. Les taxes augmentent. Du tac au tac. En décembre, une trêve est décrétée, pour permettre à des négociations d'aboutir avant le 1^{er} mars 2019. Celles-ci seront prolongées, faute d'accord. Le contentieux semble trop lourd pour être définitivement réglé en quelques semaines.

Qui a commencé la guerre commerciale ? Les États-Unis. Incontestablement pour la bataille de 2018. Mais pour les Américains, ce sont les Chinois qui ont lancé depuis des années une forme de guerre moins visible mais beaucoup plus efficace que celle des taxes douanières. Ce que l'on appelle le « vol de la propriété intellectuelle ». La Chine invente peu mais elle copie beaucoup. Quand une entreprise étrangère vise l'immense marché chinois, la condition est souvent d'installer des usines en Chine avec des partenaires chinois. Et surtout de partager avec les partenaires en question tous les secrets de fabrication. Un chantage qui finit par permettre à la Chine de produire moins cher les mêmes ordinateurs, les mêmes voitures et les mêmes avions que des Occidentaux, qui n'ont plus que leurs yeux pour pleurer. Donald Trump, dans ce combat-là, a le soutien des Européens, des Canadiens, des Japonais,

bref de tous ceux qui n'ont jamais osé tenir tête à Pékin, de peur de se voir banni de l'Eldorado chinois. Un Trump courageux, soutenu par les Européens et critiqué par les grandes entreprises américaines. On est assez loin des clichés habituels.

Car il y a un prix à payer pour oser s'attaquer frontalement à la Chine. En 2018, les contre-mesures chinoises font mal. Elles ont été calibrées pour avoir le plus d'impact possible sur les États qui ont voté Donald Trump en 2016. Les taxes sur le soja, par exemple, frappent l'Iowa, un État qui joue toujours un rôle crucial dans la présidentielle américaine. Pékin s'offre un supplément dans le journal local, le *Des Moines Register*, pour expliquer aux agriculteurs de l'Iowa qu'ils souffrent à cause de leur président. Mais Donald Trump tient bon. Il demande aux agriculteurs d'être « patients ». Il sait qu'il y aura un prix à payer pour ses concitoyens. Car dans un monde interdépendant, la guerre commerciale fait des dégâts aussi et parfois d'abord chez celui qui la lance. Les Chinois, fâchés, achètent moins d'iPhone. Amazon et Microsoft, qui ont ouvert des centres de recherche en Chine, s'inquiètent. Boeing, Cisco, GM ont peur de voir leurs chaînes d'approvisionnement bouleversées. Pour paraphraser le chercheur Dmitry Grozoubinski¹, de l'International Center for Trade and Sustainable Development, la guerre commerciale consiste à faire brûler sa maison et à espérer que la fumée ira piquer les yeux du voisin.

Pourtant, c'est bel et bien la Chine qui va agiter le drapeau blanc. La détermination un peu téméraire de Donald Trump inquiète les dirigeants chinois. Ils n'ont jamais

1. « A full-blown trade war between America and China looks likely », *The Economist*, 21 juin 2018.

aimé ce personnage. Ils auraient préféré mille fois la stabilité et Hillary Clinton. Mais, n'étant pas joueurs, ils ne veulent pas savoir jusqu'où l'hôte de la Maison Blanche est prêt à aller pour renverser la table. Fin 2018 le gouvernement chinois lève le pouce et accepte de négocier. Y compris sur les questions sensibles de la propriété intellectuelle et des relations entre l'État et les entreprises en Chine. La guerre des tarifs semble avoir payé.

En 2002, George W. Bush avait tenté une petite guerre des tarifs sur l'acier chinois, mais il avait dû capituler sous la pression internationale.

Beaucoup d'experts estiment que, côté chinois, il s'agit davantage d'un repli stratégique que d'une capitulation. La situation économique devenait préoccupante : la croissance chinoise ralentissait, la Bourse et la monnaie chinoises reculaient. Et la Chine vend beaucoup plus à l'Amérique qu'elle ne lui achète. Elle avait trop à perdre dans le conflit tel qu'il était engagé. La tactique Trump, pour l'instant au moins, semble avoir marché.

En tout cas, les milieux financiers sont impressionnés. L'hebdomadaire *The Economist* tire son chapeau : « Mr Trump a une aptitude unique pour afficher son mépris de la sagesse conventionnelle. Dans ce cas, cela semble avoir été efficace. » À Londres, le journal de la City surenchérit : « Donald Trump a raison. Ce n'est pas tous les jours que vous lirez ces mots dans le *Financial Times*, mais le président américain a raison de dénoncer la Chine, qui ne joue pas avec les mêmes règles du jeu que les Occidentaux en matière de commerce et d'investissement. » Certains sont plus méfiants. Dans *Le Monde*, l'ancien directeur général de l'Organisation mondiale

du commerce, Pascal Lamy, prévient : « Le pire serait un accord bilatéral où la Chine accepterait d'importer des produits américains pour quelques dizaines de milliards de dollars supplémentaires sans traiter le versant systémique du problème chinois. »

Pendant vingt-cinq ans, les Occidentaux ont cru que le « capitalisme rouge » finirait par être plus capitaliste que rouge. Que les lois de l'économie finiraient par inciter le géant chinois à prendre sa place dans le reste du monde libéral. Au milieu des années 2010, tout bascule. La Chine fait savoir qu'elle n'a aucune envie de se fondre dans un reste du monde dominé par les États-Unis. Elle veut changer le monde – et pourquoi pas le dominer.

Deux événements expliquent ce soudain durcissement. D'abord la crise financière de 2008. Quand l'Amérique trébuche, la Chine accélère. En 2006, l'économie américaine pesait six fois plus lourd que l'économie chinoise. En 2017, elle est plus importante de seulement 60 %. Quatre fois moins peuplés, les États-Unis savent qu'ils seront vite dépassés. L'autre événement est l'arrivée au pouvoir en 2012 de Xi Jinping. Le nouvel empereur est un dur. Déterminé à renforcer le contrôle de la société chinoise, en particulier par la surveillance des groupes et des individus. Et à maintenir l'économie chinoise sous la coupe du parti. Les médias officiels deviennent de plus en plus critiques vis-à-vis du système politique des démocraties occidentales, singulièrement celui des États-Unis. L'agence gouvernementale Xinhua dénonce « les querelles politiques et les revirements sans fin qui sont la marque des démocraties libérales ». Des sommets du pouvoir jusqu'aux trolls sur Internet, l'antiaméricanisme s'épanouit. L'Amérique est vue comme un pays hypocrite, qui commet tous les péchés qu'il reproche aux autres.

Le vice-président Pence assure que la Chine a lancé un vaste effort de propagande secrète. Notamment auprès d'Hollywood, pour corrompre les producteurs de films et séries afin qu'ils donnent une meilleure image de la Chine. La radio chinoise d'État fournirait en sous-main des programmes prochinois à des dizaines de stations de radio américaines. Un effort de désinformation que le vice-président estime supérieur à celui de la Russie.

Les Américains s'inquiètent du plan « Made in China 2025 ». Un « grand bond en avant technologique ». Xi Jinping donne à la Chine jusqu'à 2025 pour rattraper voire dépasser les États-Unis sur les technologies de pointe. À base de financements d'État massifs pour les entreprises chinoises du secteur. Et pour acheter, au besoin à prix d'or, toutes celles qui à l'étranger permettent de rattraper le retard. Pour les Américains, c'est une déclaration de guerre technologique. Selon Peter Navarro, le conseiller pour la Chine de Donald Trump, le plan Chine 2025 c'est Pékin « qui dit fondamentalement au reste du monde : nous allons dominer chaque industrie émergente à l'avenir. Et donc vos économies n'ont plus aucun avenir ».

Cette bataille pour l'avenir se joue d'abord dans les semi-conducteurs. Les semi-conducteurs, ce sont les puces que l'on trouve dans les smartphones, les machines à laver, les voitures ou les avions de guerre. Elles sont partout. La Chine est en retard. Elle est obligée d'importer 84 % de ses puces, faute de savoir-faire technologique. Et les Américains ne sont pas prêts à partager. Barack Obama avait interdit la vente de semi-conducteurs Intel à des laboratoires chinois. En 2018, Donald Trump empêche une fusion avec Qualcomm. Washington protège ses géants.

Pour l'instant, dans ce domaine hautement stratégique, l'avantage revient aux États-Unis. Mais la Chine n'a pas dit son dernier mot. Elle rêve de prendre de l'avance sur les puces de demain, semi-conducteurs quantiques ou puces spécialisées dans l'intelligence artificielle. Ce qui lui permettrait de prendre sa revanche.

La bataille pour l'avenir se joue aussi dans les réseaux. Vu de Washington, la guerre pour la téléphonie mobile et les réseaux est aussi grave, sinon pire qu'une guerre conventionnelle. L'inquiétude est palpable car, en ce domaine, la Chine serait en train de prendre l'avantage. On la soupçonne d'en profiter pour se faufiler dans les systèmes de communication et menacer la sécurité intérieure des États-Unis.

Début 2019, aux États-Unis, le nom de Huawei prend une résonance presque aussi sinistre qu'en leur temps ceux de Saddam Hussein ou d'Oussama ben Laden. Le 28 janvier, le ministère de la Justice organise une conférence de presse pour dénoncer les agissements de l'entreprise chinoise, numéro deux mondial des télécoms. Les mines sont graves. « Des entreprises comme Huawei menacent aussi bien notre sécurité économique que notre sécurité nationale », déclare sombrement Christopher Wray, le patron du FBI. Le gouvernement accuse Huawei d'avoir volé des secrets technologiques américains. Le ministère donne un exemple : en 2013, un employé de Huawei visite un laboratoire de l'opérateur américain T-Mobile dans l'État de Washington. Il embarque subrepticement, dans un sac d'ordinateur, le bras du robot Topy. Ce robot teste la réactivité des écrans de smartphones. Le lendemain matin, l'employé rend le robot, avec excuses. Selon

la Justice américaine, toutes les données ont été transmises au siège de Huawei en Chine. Le FBI assure que Huawei distribue des primes à ses employés qui arrivent à voler les secrets dans les entreprises occidentales.

C'est plus qu'une énième affaire d'espionnage industriel. Car Huawei est le premier équipementier télécom du monde. Les autorités américaines redoutent que le géant de Shenzhen utilise ses réseaux pour espionner l'Amérique au nom du gouvernement chinois. L'accusation avait déjà été formulée par le Congrès américain en 2012. Mais depuis, le gouvernement chinois a dévoilé son jeu. La loi dite du renseignement national chinois de 2017 requiert que les entreprises chinoises aident, assistent et coopèrent à l'effort de renseignement national, où qu'elles opèrent. Or Huawei a dépassé Apple pour les ventes mondiales de smartphones. Et devrait sur sa lancée détrôner le numéro un, Samsung.

Surtout, Huawei est en passe de devenir le leader de la 5G. Cette nouvelle génération de la téléphonie mobile, de dix à cent fois plus rapide que la 4G, est présentée par certains comme la plus grande révolution d'Internet depuis sa création il y a trente-cinq ans. La 5G devrait être, demain, la colonne vertébrale de l'économie. Plus importante même que l'électricité. Le *New York Times* prédit : « Dans un monde où les armes sont contrôlées par Internet, le pays qui domine la 5G gagne un avantage économique, un avantage militaire et de renseignement pour le reste du siècle. »

Mais peut-on encore arrêter Huawei ? Le 1^{er} décembre 2018, la police canadienne interpelle dans les brumes de Vancouver la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, quarante-six ans, fille du fondateur de la compagnie. Elle transitait par Vancouver entre Hong Kong et le Mexique. Meng Wanzhou est arrêtée à la demande

des autorités américaines. Que lui est-il reproché ? D'avoir contourné l'embargo sur l'Iran : la justice américaine n'a rien trouvé de mieux, pour ce qui est clairement une manœuvre d'intimidation. Cela va tendre encore plus les relations avec Pékin. L'agence officielle Xinhua dénonce cette arrestation qui « excite la sinophobie pour intimider les autres pays et favoriser les entreprises américaines ».

En avril 2018, Donald Trump s'en était pris à un autre géant chinois de la téléphonie mobile, ZTE, interdisant aux entreprises américaines de lui vendre des composants. Là aussi, le prétexte invoqué était le contournement de l'embargo sur l'Iran. Mais le président Xi Jinping ayant personnellement plaidé pour ZTE, que la mesure américaine condamnait à mort, Trump décide en juillet de lever son interdiction, sous condition. Une guerre sans merci n'exclut pas quelques petites concessions.

À la Maison Blanche, on prépare activement la mère de toutes les batailles technologiques. Avec, autour de Trump, trois généraux qui préparent leurs troupes. Robert Lighthizer, le représentant au Commerce, et Peter Navarro, le conseiller économique qui monte, dirigeront les bataillons de la guerre commerciale. John Bolton, le conseiller à la Sécurité nationale, prépare les forces diplomatiques, militaires et de renseignement. Et au-dessus d'eux un *commander in chief* qui, une fois encore, voit la situation comme un jeu à somme nulle. Il ne peut y avoir qu'un vainqueur, ce sera les États-Unis.

Les « colombes » de la Maison Blanche, partisans d'une approche mesurée vis-à-vis de la Chine, Gary Cohn, H. R. McMaster, sont tous partis. Le dernier à tenter de calmer les ardeurs est le secrétaire au Trésor Steven

Mnuchin, mais il a de plus en plus de mal à se faire entendre. Quant à l'ancien conseiller Steve Bannon, il a quitté la Maison Blanche mais continue à battre le tambour, comparant la guerre commerciale avec Pékin à la « guerre des étoiles » lancée par Ronald Reagan pour affaiblir l'URSS.

Après les armes de destruction massive irakiennes, viendrait donc la 5G, arme de domination massive chinoise ? Autour de Donald Trump, les faucons, John Bolton en tête, estiment que la Chine est dans une telle quête de puissance que le conflit est inévitable. Le conseiller à la sécurité Bolton était l'un des promoteurs de la guerre en Irak. Rêve-t-il aujourd'hui d'en découdre avec la Chine ? Dans une interview au *Washington Times* le 24 janvier 2019, il définit la nouvelle doctrine : « Il ne s'agit pas seulement de rééquilibrer la balance économique et de forcer la Chine à respecter les règles mais d'empêcher pour l'avenir un déséquilibre dans le pouvoir politique et militaire. »

Pour l'Américain moyen, la menace chinoise est devenue plus palpable. L'espionnage potentiel des smartphones est plus parlant que la guerre des tarifs ou des semi-conducteurs. Une coalition informelle antichinoise prend forme peu à peu. Elle rassemble les partisans du libre-échange et les nationalistes économiques. Les parlementaires républicains et démocrates. Les milieux d'affaire et les faucons du Pentagone. Les chrétiens conservateurs et les défenseurs des droits de l'homme, en passant aussi par les syndicats. Tous pensent que le moment est venu d'affronter la Chine. « Jamais depuis la fin des années 1940 a-t-on vu les milieux d'affaire, les diplomates et les forces armées basculer aussi rapidement vers l'idée que les États-Unis sont

confrontés à un nouveau rival idéologique et stratégique », résume l'hebdomadaire *The Economist*.

Alors l'administration Trump essaie d'embarquer le reste du monde dans une coalition pour empêcher Huawei et ses collègues chinois de prendre le contrôle de la 5G. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont immédiatement emboîté le pas. L'Europe hésite, au moment où elle est justement en train de répartir les fréquences pour les réseaux 5G. En janvier 2019, la Pologne arrête deux espions soupçonnés de travailler pour Huawei. Washington renforce encore sa pression sur la Pologne, menaçant d'abandonner un projet de base militaire si les opérateurs polonais ne font pas le bon choix. Les Européens devront très vite choisir leur camp.

Au plus fort de la crise, la Chine semble lâcher du lest. Elle laisse entendre qu'elle pourrait formellement abandonner le plan « Made in China 2025 » et poursuivre plus fermement le vol de la propriété intellectuelle. Mais l'équipe Trump est sceptique. La Chine a déjà beaucoup promis, par le passé. Et dans ce bras de fer titanesque, l'Amérique dispose d'un atout que la Chine n'a pas : des amis. Cette Chine aux ambitions dominatrices inquiète les États-Unis mais elle inquiète d'abord ses voisins. Qui, forcément, deviennent des alliés des États-Unis.

Ce sont eux que Donald Trump veut rassurer en novembre 2017 quand il se rend au Japon, en Corée du Sud, au Viêtnam et aux Philippines. Il y dénonce l'attitude agressive de Pékin. Notamment dans la mer de Chine du Sud, une zone disputée par la Chine, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et le Viêtnam. Washington soupçonne les Chinois de vouloir faire de cette zone maritime où transite un tiers du commerce mondial un « lac chinois ». Car Pékin

renforce sa marine de guerre et construit des îles artificielles comme avant-postes militaires. La Chine développe une nouvelle génération de missiles antinavires, plus avancés et plus nombreux que les missiles américains de même catégorie.

Le 30 septembre 2018, on frôle l'incident. Évidemment, dans la zone disputée de la mer de Chine du Sud. Le destroyer *Lanzhou* passe à quarante mètres du destroyer américain *Decatur*. Le message est clair : les Américains ne sont pas les bienvenus dans cette zone. Une erreur de calcul et il y aurait eu des morts.

Le Pentagone redoute un incident, maritime ou aérien, qui dégénère. En mer de Chine du Sud, ou autour de Taïwan, qui apparaît de plus en plus comme une zone à risque. Les militaires américains pensent pouvoir désamorcer une crise s'ils peuvent parler à d'autres militaires, mais ils redoutent la lourdeur de la bureaucratie chinoise. Les soldats chinois obéissent à des officiers qui obéissent à leur tour au Parti selon des procédures pouvant prendre des jours. Aujourd'hui encore, le Pentagone est obligé de communiquer avec l'état-major chinois partiellement *par fax* ! Chacun redoutant l'incident, les deux armées ont demandé à leurs pilotes dans un mémo commun d'éviter « les gestes physiques inamicaux depuis leur cockpit ».

Et ce n'est pas parce que Trump et Xi ont une forte relation personnelle que l'on évitera l'engrenage. Pour le professeur Arne Westad, spécialiste des relations américano-asiatiques à Harvard, « les hommes forts n'ont jamais été les mieux placés pour résoudre les problèmes. Au contraire, ils sont d'autant plus susceptibles de dérapier vers un conflit majeur qu'ils ont moins de garde-fous autour d'eux¹ ».

1. « An interview with Odd Arne Westad », EuropeNow, 5 juin 2018.

Course à la guerre ? Vraiment ? Tous ces bruits de bottes, géostratégiques et technostratégiques autour de l'affaire Huawei, ne font-ils pas partie d'une vaste campagne d'in-tox destinée à protéger Apple et les intérêts industriels américains ? La question se pose de manière pressante pour les Européens. L'Europe doit-elle croire au scénario apocalyptique martelé par l'équipe Trump ? Celui d'une domination par la Chine, et sans partage, des technologies de demain ? Abandonner la technologie chinoise coûterait une fortune à l'Europe et lui ferait prendre du retard. Tout cela pour des accusations peu étayées, une projection sur l'avenir sans véritables preuves aujourd'hui. Et, à la fin du film, la victoire de l'iPhone et de la technologie américaine ? Cela mérite réflexion.

Car les Américains eux-mêmes ne sont pas des anges. Ils espionnent la Chine au moins autant que la Chine les espionne. En 2010, l'agent renégat Edward Snowden a révélé que son agence de renseignement, la National Security Agency, avait pénétré les serveurs de l'entreprise Huawei. Pour surveiller Huawei, mais aussi pour installer dans les équipements Huawei des « portes dérobées » (*backdoors*) permettant d'espionner les pays, amis ou ennemis, achetant du matériel au géant chinois. En d'autres termes, en 2010 les États-Unis faisaient exactement ce qu'ils reprochent aujourd'hui à Huawei. Et ils le font peut-être encore aujourd'hui. Les Américains ne sont pas non plus les mieux placés pour donner des leçons sur le soutien de l'État à la haute technologie. La Silicon Valley ne doit-elle pas son succès autant au privé qu'au public ? Autant au capital-risque qu'aux investissements massifs du Pentagone ?

En juillet 2018, le président Xi Jinping demande aux ambassadeurs des pays de l'Union européenne de le soutenir dans sa guerre commerciale avec un Donald Trump dont il dit qu'il « se comporte comme s'il était dans un match de boxe sans règles ». Les Européens lui répondent que s'ils sont en désaccord avec les tactiques de la Maison Blanche dans la guerre commerciale, ils n'en sont pas moins d'accord avec elle sur les questions des transferts de technologie et de la propriété intellectuelle.

Alors, faut-il craindre une guerre entre la Chine et les États-Unis ? Ni l'un ni l'autre ne peut se le permettre. Leurs économies ont trop besoin l'une de l'autre. C'est la plus forte relation économique bilatérale du monde. L'Amérique est infiniment plus interdépendante avec la Chine qu'elle ne l'a jamais été avec l'URSS.

A priori, la Chine veut accroître son influence mais sans aller jusqu'à l'affrontement. Au nom du précepte de Sun Tzu dans *L'Art de la guerre* : « L'excellence suprême consiste à briser la résistance de l'ennemi sans se battre. » Mais il arrive que les pulsions nationalistes prennent le pas sur la rationalité économique. Surtout quand une puissance dominante sent qu'elle est sur le point d'être rejointe. C'est le « piège de Thucydide », décrit par le célèbre expert en relations internationales Graham Allison¹, en référence à la guerre du Péloponnèse, où la Sparte déclinante avait attaqué l'Athènes montante. Pour lui, il y a de nombreux exemples dans l'histoire où la peur, voire la paranoïa d'une puissance en passe d'être rattrapée conduit immanquablement à la guerre. Les États-Unis ont du mal à supporter l'idée d'un XXI^e siècle chinois après le XX^e siècle américain.

1. « The Thucydides Trap », *Foreign Policy*, 9 juin 2017.

NÉRON À LA MAISON BLANCHE

Donald Trump parviendra peut-être à arracher un ou plusieurs accords commerciaux. Mais il n'arrivera pas à faire rentrer dans sa boîte le diable qu'il a contribué à laisser sortir. La Chine et les États-Unis sont désormais en opposition frontale pour le titre d'hyperpuissance du XXI^e siècle. Trump et ses successeurs n'auront pas beaucoup d'options. Au mieux, des accords superficiels. Au pire, un conflit ouvert.

Les enquêtes russes

Donald Trump est méconnaissable. Il marche lourdement en regardant ses pieds, visiblement préoccupé. À ses côtés, Vladimir Poutine est radieux. En ce 16 juillet 2018, les deux hommes s'approchent des micros pour une conférence de presse commune sous les lustres du palais présidentiel d'Helsinki. Ils viennent de s'entretenir en tête-à-tête. On voit bien que Donald Trump n'est pas dans son assiette. Il a l'air sonné. Un journaliste se lève :

« Monsieur le président, avec le monde entier qui vous regarde, est-ce que vous allez dénoncer M. Poutine pour ce qu'il a fait pendant les élections de 2016 ?

— Le président Poutine dit que ce n'est pas la Russie et je ne vois pas pourquoi ça serait la Russie », répond Donald Trump d'une voix mécanique, les yeux baissés pour lire des notes visiblement préparées.

Par qui ? Cette phrase fait instantanément scandale aux États-Unis. Y compris parmi les plus proches supporters de Donald Trump. Comment peut-il assurer publiquement qu'il croit Vladimir Poutine, plutôt que ses dix-sept agences de renseignement qui ont conclu que la Russie a bien tenté d'interférer dans la présidentielle de 2016 ? Que s'est-il passé pendant ce tête-à-tête de deux heures, bien plus long que prévu ? Quel pouvoir étrange Vladimir Poutine

exerce-t-il sur Donald Trump ? D'autant que les conseillers du président se plaindront de n'avoir pas été informés de ce qui s'est dit à Helsinki entre les deux hommes sans autres témoins que leurs interprètes. Comme au G20 de Hambourg, où Trump, après un autre tête-à-tête avec Poutine, avait carrément subtilisé les notes prises par les interprètes, leur intimant l'ordre de ne jamais mentionner ce qu'ils venaient d'entendre. À Hambourg, après le dîner, il était aussi allé s'asseoir à côté du président russe pour un échange impromptu aussi long que mystérieux.

Le fond de l'affaire russe, c'est cela. Que se passe-t-il exactement entre ces deux hommes ? Que Trump démente l'interférence russe dans l'élection n'a aucun sens. On comprend qu'il ait l'impression qu'on essaie de lui voler son élection. On sait qu'il va tout démentir. Tout et jusqu'à l'absurde. Mais il n'est pas besoin pour cela d'avoir des entretiens de deux heures avec le maître du Kremlin, sans trace et sans témoin. Entre Donald Trump et Vladimir Poutine, il y a autre chose. Et c'est cette autre chose qui donne tout son mystère à l'enquête russe.

On devrait dire *les* enquêtes russes. Il y a celle menée par le Congrès, celle menée par le FBI, par les procureurs de New York, Washington et de Virginie. La plus dangereuse pour Donald Trump aura été celle menée par l'implacable procureur spécial Robert Mueller.

Robert Mueller (prononcer « Meuh-leur ») est en toute chose l'opposé de Donald Trump. « Le yang invisible contre le yin plaqué or », comme les décrit le *Washington Post*. Tous les deux de grande taille, l'un est élancé l'autre a de l'embonpoint. L'un se teint les cheveux, l'autre pas. L'un raffole des caméras, l'autre les fuit.

Mueller est inscrit comme républicain, mais il est avant tout un grand serviteur de l'État. Nommé directeur du FBI par George W. Bush et prolongé par Barack Obama, de son éducation protestante presbytérienne il a gardé une haine viscérale du mensonge et du clinquant. De son engagement au Viêtnam et de son expérience de procureur, la résilience et le sens du travail en équipe. Donald Trump, lui, s'est fait réformer pour ne pas aller au Viêtnam et il a passé sa vie dans le mensonge et l'apparat.

Trump parle trop. Mueller se tait. C'est cela qui rendra singulier ce bras de fer. Et rend malade Donald Trump. L'homme le plus puissant du monde enrage qu'à quelques centaines de mètres de la Maison Blanche un homme aux pouvoirs quasi illimités travaille dans l'ombre, méthodiquement – zéro fuite, zéro confiance. Il travaille à le confondre. Et, il en est persuadé, à le détruire.

Curieusement, ces pouvoirs spéciaux lui ont été confiés par l'administration Trump elle-même. À l'issue d'une séquence d'événements proprement extraordinaires. La présidence Trump a connu des coups de tabac et des journées de folie, mais jamais comme ces huit journées de mai 2017.

9 mai 2017. Le directeur du FBI pense que c'est une mauvaise plaisanterie. À Los Angeles, où il donne une conférence, James Comey aperçoit sur un écran de télévision un titre sur fond rouge annonçant son limogeage. Ce n'est pas une plaisanterie. C'est un coup de sang. Donald Trump n'a même pas pris le soin de prévenir James Comey et il essaie même de l'empêcher de reprendre le jet privé du FBI pour rentrer à Washington.

Un président peut-il limoger un directeur du FBI ? Oui. Bill Clinton l'a fait. Mais aujourd'hui, ce limogeage prend

une dimension très particulière. Le FBI a annoncé il y a quelques semaines l'ouverture d'une enquête sur une possible interférence de la Russie dans l'élection présidentielle de 2016. Avons-nous affaire à un voleur limogeant le gendarme qui vient de le prendre la main dans le sac ? Donald Trump s'empêtre un peu dans ses explications. Il assure d'abord qu'il licencie Comey pour incompetence. Parce que le FBI n'est plus tenu. C'est ce qu'il affirme dans une interview à NBC deux jours après. Sauf que l'interview tourne mal. Poussé par le journaliste Lester Holt, Donald Trump laisse échapper qu'il a viré Comey aussi pour « ce truc avec la Russie qui est une pure invention ». C'est bien l'enquête russe qu'il essaie d'étouffer.

Pour ne rien arranger, le lendemain du limogeage, le président reçoit dans le Bureau ovale le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov et l'ambassadeur Kislyak. Il leur explique tout à trac : « Je viens de virer le patron du FBI. Il est fou, un vrai dingue [*nut job*]... j'étais sous une énorme pression avec la Russie, maintenant c'est terminé. » Ces propos, rapportés par le *New York Times*, ne sont pas démentis par la Maison Blanche.

Quel besoin a-t-il de parler de l'enquête du FBI, qui plus est à des Russes, dans le Bureau ovale ? Et ce n'est pas tout. Dans cette même rencontre, il révèle que dans une ville syrienne dont il donne le nom, Daech prépare des attentats dans les avions avec des ordinateurs portables. C'est une information ultraconfidentielle que viennent de lui transmettre les services secrets israéliens. Quand tout cela est connu dans les heures qui suivent, fureur en Israël et stupeur dans les ministères américains. Le président a-t-il, cette fois sérieusement, perdu la tête ?

Un vent de panique souffle sur le ministère de la Justice, dont dépend le FBI. Les dirigeants de ce ministère ont été

nommés par Donald Trump. Ils sont républicains mais n'en sont pas moins patriotes. Ce jour-là, ils se demandent si le président est effectivement un agent de la Russie et si le limogeage de James Comey n'est qu'un début. Va-t-il se débarrasser de tous ceux qui osent mener une enquête sur la Russie ? La démocratie américaine est-elle en danger ?

Le nouveau patron du FBI par intérim (il sera limogé à son tour), Andrew McCabe, raconte dans un livre¹ ces journées extraordinaires où les plus hauts responsables de la Sécurité intérieure se demandent comment protéger le pays contre ce président que plus rien ne semble arrêter. Selon McCabe, c'est là qu'est évoquée la possibilité de se débarrasser de Donald Trump en déclenchant le 25^e amendement de la Constitution. Il prévoit de destituer un président dès lors qu'il n'est plus en capacité de gouverner. Instauré après l'assassinat de Kennedy, il a été utilisé pendant quelques heures, le temps que Ronald Reagan ou George W. Bush subissent des opérations chirurgicales bénignes. Il nécessite l'assentiment du président, ou à défaut celui du vice-président et de la majorité des ministres. Fiévreusement, les responsables du FBI dressent la liste de ceux, parmi les quinze ministres, qui pourraient soutenir la procédure.

Le ministre de la Justice, Jeff Sessions, refuse de se prononcer. Il était très impliqué dans la campagne et, ne pouvant être juge et partie, il se dessaisit lui-même de tout ce qui s'y rapporte. En son absence c'est son adjoint, Rod Rosenstein (prononcer « Rosenstine »), qui est à la manœuvre pour diriger la résistance à Donald Trump. Un personnage clé dans ces heures chaotiques. Lui aussi

1. Andrew G. McCabe, *The Threat : How the FBI Protects America in the Age of Terror and Trump*, St. Martin's Press, 2019.

nommé par Trump. Derrière ses lunettes à fine monture et son physique de bureaucrate, l'homme est courageux. Il va proposer de se rendre à la Maison Blanche en portant sur lui un micro caché. « Ils me laissent toujours passer sans me fouiller », dit-il. Il pourrait ainsi enregistrer le président et récolter des preuves en vue d'une application du 25^e amendement. On est en pleine série Netflix.

Les comploteurs n'auront pas à aller jusque-là car ils vont trouver l'homme de la situation. Le seul qui puisse, selon eux, sauver les institutions et résister à Trump. Le plus grand flic d'Amérique, ancien patron du FBI respecté de tous : Robert Mueller. Sans en parler à la Maison Blanche bien sûr, Rosenstein le nomme procureur spécial. Il aura tout le temps et tous les moyens qu'il souhaite pour déterminer si le candidat Trump était de mèche avec Moscou.

Cueillie à froid, la Maison Blanche réagit sereinement. Le président s'attend « à ce que cette affaire soit conclue rapidement ». Mais, douze heures plus tard, sur Twitter, Donald Trump dénonce « la pire chasse aux sorcières qu'on n'ait jamais vue ». Le bras de fer Trump-Mueller peut commencer.

D'entrée de jeu, Robert Mueller oriente ses investigations dans deux directions : « Y a-t-il eu collusion entre la campagne Trump et la Russie ? En empêchant les enquêtes, Donald Trump s'est-il rendu coupable d'entrave à la justice ? » Si la réponse est oui, ces deux accusations, ensemble ou séparément, peuvent le conduire à la destitution.

Pour tenter de répondre à la première question, il faut souligner que les relations de Donald Trump avec la Russie ont été ambiguës bien avant qu'il soit président ou même candidat. En 2013, quand il se rend à Moscou assister à

un concours de Miss Univers, il fait des pieds et des mains pour rencontrer Vladimir Poutine. Il a besoin du soutien du chef du Kremlin pour un grand projet de Trump Tower à Moscou. Il n'arrive pas à voir le président russe, juste des intermédiaires ; mais c'est suffisant pour qu'en rentrant aux États-Unis il tweete :

La TRUMP TOWER MOSCOU arrive.

C'est lors de ce séjour de 2013 que Donald Trump aurait été filmé à son insu avec des prostituées. L'un des épisodes les plus sordides et étranges de l'affaire russe. Scènes scabreuses sur le lit où avait dormi Barack Obama au Ritz Carlton de Moscou ? L'information figure dans le rapport établi par un ancien agent britannique, Michael Steele, détaillant tous les éléments que les Russes auraient accumulés pour faire chanter Donald Trump. Les faits n'ont pas été prouvés mais l'idée générale – Poutine tient Trump – ne se dissipera jamais.

Pour Trump, la Russie est d'abord un partenaire commercial. Dans un discours à Moscou en 2008, son fils Donald Jr avait lâché : « Les Russes représentent un échantillon démesuré d'une grosse partie de nos actifs. Nous prévoyons une pluie d'argent en provenance de Russie. » Une fois ce contexte financier mis en place, de quelles pistes concrètes disposent les enquêteurs pour tenter d'établir une collusion ?

Première piste : la Trump Tower de Moscou, justement. Le mégaprojet qui pourrait faire gagner le jackpot à la Trump Organization. Un hôtel de cent étages en forme d'obélisque ; il serait le plus haut gratte-ciel d'Europe. Avec, dit-on, tout en haut le plus bel appartement en penthouse, qui serait

offert à Vladimir Poutine. Tout cela est un rien démesuré mais pas illégal, au regard du droit américain. Pourquoi alors mentir sur ce projet ? Le candidat Trump d'abord, tout en négociant avec Moscou, jure, la main sur le cœur : « Je n'ai rien à voir avec la Russie. » Son avocat de l'époque, Michael Cohen, après avoir dit l'inverse, finit par admettre que le candidat Trump a continué à diriger les négociations pendant toute la campagne. Et à mentir à ce sujet parce qu'« il ne s'attendait pas du tout à être élu et espérait gagner des centaines de millions de dollars avec ce projet¹ ».

En d'autres termes, le président Trump expliquait aux électeurs qu'il fallait alléger les sanctions contre la Russie, sans leur dire qu'au même moment il discutait avec les dirigeants de ce pays largement considéré comme ennemi de l'Amérique. Quelle était la nature de ces discussions ? Seulement business ou business et politique ?

Et quelle politique d'ailleurs ? Donald Trump ne sera pas un président particulièrement pro-russe. Certes il sème la zizanie dans l'Otan et l'UE, mais il la sème partout. Il fait voter de nouvelles sanctions contre Moscou. Il expulse soixante diplomates russes après l'affaire de l'empoisonnement au Royaume-Uni. Il vend des armes sophistiquées à l'Ukraine, se retire d'un accord nucléaire (INF) conclu en 1987 avec l'URSS et renforce les déploiements militaires en Europe de l'Est. Vladimir Poutine doit parfois regretter d'avoir poussé sa candidature.

La deuxième piste passe par Paul Manafort, l'ancien directeur de campagne de Trump. Et par un fumoir de

1. Audition devant la Commission du contrôle gouvernemental de la Chambre, 27 février 2019.

New York, la Grand Havana Room, sur la 5^e Avenue. Le 2 août 2016, deux hommes savourent leurs cigares en parlant de la campagne de Donald Trump, qui bat son plein. Paul Manafort, directeur de campagne, et Konstantin Kilimnik, un Russo-ukrainien venu spécialement de Moscou. Kilimnik est considéré par le FBI comme étant proche des services de renseignement russes. Manafort lui remet des résultats de sondages effectués par la campagne Trump dans quatre États – Michigan, Minnesota, Pennsylvanie, Wisconsin, qui seront au cœur de son plan secret pour battre Hillary Clinton.

En quoi ces quatre États peuvent-ils intéresser un consultant politique lié à la Russie ? Le directeur de campagne est un homme très occupé. Pourquoi se déplacer lui-même ? Troublant : il a essayé de cacher cette rencontre à la justice.

Comme il a passé sa vie à cacher ses activités à la justice. Paul Manafort est un homme de l'ombre, qui a conseillé plusieurs dirigeants étrangers peu recommandables : le Zaïrois Mobutu, le Philippin Marcos ou l'Ukrainien Ianoukovitch, proche de Moscou. En mars 2016, alors que la campagne Trump est en plein remaniement, il propose d'en prendre les rênes sans salaire. Ce qui l'intéresse, ne sont pas les titres et les fonctions, mais les affaires qu'il peut faire en marge de ses fonctions.

Il aurait mieux fait de ne pas s'approcher de Donald Trump car très tôt les enquêteurs vont s'intéresser aux finances de Paul Manafort et inculper cet escroc international de haute volée. Fraude fiscale, fraude bancaire... Rien à voir avec de la collusion, mais il ira en prison. Donald Trump pourrait-il le gracier ? Tout dépendra de ce que contenaient les documents remis à l'agent russe entre deux bouffées de cigare.

Troisième piste : Michael Flynn. Le conseiller à la Sécurité nationale viré parce qu'il a menti aux enquêteurs fédéraux sur ses contacts avec l'ambassadeur russe. C'est lui qui a tout déclenché : le limogeage du patron du FBI, la nomination du procureur spécial. Très tôt, on comprend que cette piste pourrait tourner court. Flynn est un mercenaire, pas un conjuré. Il avait des contacts juteux avec la Russie bien avant l'élection. Comme il en avait aussi avec la Turquie et l'Arabie saoudite. La Russie n'est pour lui qu'un client parmi d'autres.

Quatrième piste : la réunion à la Trump Tower. Juin 2016, Donald Jr reçoit un e-mail d'un ami britannique bien connecté à Moscou. Le procureur de Russie propose de fournir à la campagne Trump des informations permettant d'incriminer Hillary Clinton. Le fils du candidat n'en croit pas ses yeux. Il répond instantanément : « Si c'est bien ce que tu me dis, j'adore. »

Une réunion est organisée le 9 juin au vingt-cinquième étage de la Trump Tower à New York. L'affaire est suffisamment prometteuse pour que Donald Jr fasse venir son beau-frère, Jared Kushner, et le directeur de campagne Paul Manafort. Ils rencontrent une avocate russe, Natalia Veselnitskaia, réputée proche du Kremlin. On ne sait pas ce qui s'est dit. Ni même si Donald Trump, présent dans la tour à ce moment-là, n'a pas passé une tête. Tous les participants diront ensuite que la réunion n'a rien donné, qu'ils ont perdu leur temps.

Et là encore, les mensonges s'accumulent. À commencer par le président, qui dictera personnellement (il était à bord d'Air Force One, de retour d'Allemagne) un communiqué assurant que le thème de cette réunion était

l'adoption des enfants russes aux États-Unis. La vérité éclate quand Donald Jr publie lui-même les e-mails préparatoires à la rencontre.

Mais le seul fait que cette réunion ait eu lieu est gênant pour la défense de Donald Trump. Elle prouve une intention. Donald Jr n'a pas appelé le FBI pour dénoncer l'offre incongrue d'une puissance étrangère. Pourtant, à elle seule, cette réunion ne constitue pas une preuve de collusion.

La cinquième piste est celle de WikiLeaks. En juillet 2016, en pleine convention démocrate, WikiLeaks publie des milliers d'e-mails piratés dans les serveurs du Parti démocrate. Le but est clairement de nuire à la candidate Hillary Clinton. Qui a piraté ces serveurs ? La Russie. Washington n'a aucun doute là-dessus. La justice américaine, un an plus tard, inculpe douze agents russes de la Direction générale des renseignements (GRU) pour ce piratage. La question clé : cette opération conjointe WikiLeaks-Russie a-t-elle eu un contact quelconque avec la campagne de Donald Trump ? Oui, semble répondre Donald Trump. Le 27 juillet 2016, il avait lancé en conférence de presse : « La Russie, si vous m'entendez, j'espère que vous serez capables de retrouver les trente mille e-mails manquants de Hillary Clinton. » Cinq heures plus tard, les serveurs de la candidate étaient attaqués. Donald Jr avait aussi envoyé un message sur Twitter à WikiLeaks pour savoir quand aurait lieu leur prochaine livraison. Mais tout cela est un peu trop gros. Et n'apporte pas de preuve précise de coordination avec WikiLeaks.

Le personnage qui détient peut-être la clé est Roger Stone. Un lobbyiste, ami de longue date de Donald Trump. Une sorte de clone du président, tout aussi

« bronzé », hâbleur et cabotin, le génie en moins. Il ne se cache pas d'avoir eu des contacts avec WikiLeaks. Mais, pour lui, rien ne prouve que l'organisation de Julian Assange soit de mèche avec la Russie. Roger Stone a quand même été inculpé, pour avoir menti au Congrès sur ses relations avec WikiLeaks.

Toujours le même schéma. Impossible d'établir le lien. Mais certitude sur le fait que les acteurs mentent, dès qu'on s'en approche.

Comportement d'autant plus troublant que le 22 mars 2019, coup de théâtre: le procureur spécial blanchit officiellement Donald Trump sur sa supposée « collusion » avec la Russie. Robert Mueller remet en effet son rapport au ministre de la Justice, William Barr, qui fait savoir deux jours plus tard que l'enquête « n'a pas établi que des membres de la campagne Trump aient conspiré ou se soient coordonnés avec le gouvernement russe dans ses activités d'interférence dans l'élection ». Pour Donald Trump, en week-end à Mar-a-Lago, c'est le plus beau jour de sa présidence. Le soupçon de collusion qui avait pesé sur sa campagne et sur ses deux années à la Maison Blanche est brusquement écarté. La collusion aurait dû le conduire à la destitution pour trahison. Il est désormais tranquille de ce côté-là. Dans l'avion du retour vers Washington, l'atmosphère est euphorique. « C'est comme s'il avait gagné l'élection une seconde fois », raconte un conseiller.

Le nuage est-il totalement dissipé ? Lorsque les 448 pages du rapport sont rendues publiques le mois suivant, on y retrouve sur le dossier russe tous les éléments que nous venons de détailler. Ce qui était jusque-là distillé dans des articles de presse est maintenant écrit noir sur blanc sous la plume de l'enquêteur le plus respecté du pays. Tout y est.

L'équipe de campagne de Trump connaissait la volonté de Moscou de favoriser sa candidature. Elle l'a encouragée. Seule manque la preuve d'un accord formel de coopération, scellé au plus haut niveau. Les Russes ont bel et bien comploté. Ils sont intervenus en lançant une campagne de désinformation sur les réseaux sociaux et en piratant les e-mails de la campagne Clinton. En revanche, aucune preuve que Donald Trump et les siens aient saisi la main tendue. Même si le procureur spécial admet qu'une part d'ombre demeure sur ce point, dans la mesure où les personnes interrogées « ont parfois fourni des informations fausses ou incomplètes », tandis que d'autres « ont détruit des documents importants » – e-mails, SMS et autres messages.

Quelle preuve aurait-il fallu ? L'enregistrement d'une conversation téléphonique entre Poutine et Trump ? Des échanges explicites de coordination ? À la réflexion, les démocrates et les médias qui espéraient la découverte d'un « *smoking gun* », d'une arme encore fumante permettant de confondre l'équipe Trump irrémédiablement, ont mis la barre beaucoup trop haut. Ils ont surestimé leur adversaire. Une telle conspiration requérait une dose de discipline et de secret dont était incapable la bande de demi-sels qui composait l'équipe de campagne de Trump. Une ribambelle de personnages douteux, déterminés d'abord à profiter financièrement de leur position de pouvoir : un directeur de campagne et un avocat envoyés en prison, un conseiller à la sécurité nationale qui reconnaît avoir menti au FBI sur ses conversations avec les Russes, sans oublier Trump *himself*, qui a menti sur ses relations commerciales avec la Russie. Au total, trente-sept inculpations et sept condamnations ou reconnaissances de culpabilité. Le procureur spécial Mueller n'aura pas enquêté pour rien.

On ne saura jamais quel effet aurait eu le fameux rapport s'il avait été publié intégralement et sans délai, au lieu d'être distillé au compte-goutte, à coups de fuites dans la presse et de détails captés dans les procédures judiciaires. Les Américains ont fini par être mithridatisés. Leur président a-t-il pris le risque de mettre l'Amérique à la merci d'un pays ennemi ? La preuve en est officiellement rendue publique, mais elle est considérée comme *old news*. Tout cela était connu.

L'autre angle d'attaque des enquêtes contre Donald Trump est celui de l'entrave à la justice (*obstruction of justice*). À ne surtout pas négliger, puisque c'est ce même délit qui avait fait tomber Richard Nixon en 1974. Tenté d'étouffer l'enquête sur le scandale du Watergate, ce dernier était sur le point d'être destitué (*impeached*) lorsqu'il préféra démissionner. Donald Trump, à son tour, a-t-il abusé de son pouvoir pour essayer d'étouffer l'enquête russe ? À la surprise générale, le procureur Mueller refuse de répondre à la question : « Si nous avons la conviction, après une enquête approfondie, que le président n'a clairement pas entravé la justice, nous l'écrirons. Mais, en se fondant sur les faits et les règles de droit, nous sommes incapables de parvenir à ce jugement. » Et d'ajouter : « Si ce rapport ne conclut pas que le président a commis un crime, il ne l'exonère pas non plus. »

Pourquoi cette incapacité à trancher ? L'incompréhension est d'autant plus grande que le rapport établit une liste de dix exemples où le président a manifestement usé de son pouvoir pour interférer dans l'enquête. Les principaux sont déjà connus : le 14 février 2017, Trump demandait à James Comey, patron du FBI, de se montrer

indulgent avec Michael Flynn, le directeur de la Sécurité nationale, qu'il venait de renvoyer pour avoir menti sur ses contacts avec la Russie ; le 9 mai suivant, il limogeait ce même James Comey, arguant publiquement d'une liaison avec l'enquête russe.

Depuis son compte Twitter, Trump a tiré au canon sur la « chasse aux sorcières » conduite par le procureur spécial. Il a humilié son ministre de la Justice, Jeff Sessions, qui s'est récusé. Il lui a reproché publiquement de ne pas l'avoir « protégé ». Surtout, il a demandé deux fois à l'avocat de la Maison Blanche, Don McGahn, de renvoyer le procureur spécial Mueller. L'avocat a mis son propre départ dans la balance. Donald Trump a fait machine arrière.

Beaucoup reprocheront au procureur Mueller ce jugement de Salomon sur la question de l'entrave à la justice. Le rôle d'un procureur n'est-il pas précisément de trancher et d'établir si des actes illégaux ont été commis ? Après la publication du rapport, l'explication privilégiée est que Robert Mueller est un homme encore plus honnête et rigoureux que prévu. Il a voulu respecter strictement la séparation des pouvoirs, mais il n'avait pas celui d'inculper le président. Il s'est contenté d'accumuler les preuves afin que le Congrès, seul habilité à le faire, prenne ses responsabilités.

Donald Trump, lui, ne s'est pas posé autant de questions. Il a brutalement exploité les hésitations légales du procureur. La dernière manche du match a tourné à son avantage.

Début 2019, il nommait un nouveau ministre de la Justice, William P. Barr, devenu son bulldog (il en a le physique), celui qui le protège contre la « chasse aux sorcières ». Il l'a choisi sur un seul critère : ce célèbre juriste, ancien ministre de la Justice de Bush père, a rédigé l'été

précèdent un mémo affirmant qu'un président a parfaitement le droit de limoger son directeur du FBI et qu'il n'y a là aucune entrave à la justice. Barr fait partie de cette génération de juristes reaganien pour lesquels seul un homme à poigne à la Maison Blanche peut contenir la poussée d'un appareil d'État par nature envahissant. C'est habilement joué car le ministre est le passage obligé du rapport Mueller. En liaison étroite avec la Maison Blanche, c'est lui qui met en scène la divulgation du rapport, afin qu'elle fasse le moins de dégâts possibles.

Le 24 mars, deux jours après l'avoir reçu, Barr adresse au Congrès une lettre de quatre pages. Un résumé lourdement orienté. Là où Mueller dit qu'il n'a pas de quoi exonérer le président sur l'entrave à la justice, le ministre se permet de conclure, lui, que « les preuves présentées par le procureur spécial ne sont pas suffisantes pour établir que le président ait commis un crime d'entrave à la justice ». De l'art de dévier une bombe ! C'est sur cette affirmation que Donald Trump s'appuie pour clamer sa « totale exonération ».

Lorsqu'il a connaissance de cette lettre, Robert Mueller est furieux. Son rapport, un travail de près de deux ans, est en train de lui échapper. Il prend l'initiative extraordinaire d'écrire au ministre pour protester. Son résumé de quatre pages, explique-t-il, « n'a pas entièrement saisi le contexte, la nature et la substance » de son rapport. Accusation gravissime. Le procureur spécial, nommé précisément pour enquêter de façon indépendante sur les agissements de l'exécutif, accuse l'exécutif d'avoir détourné son travail.

Mais il est trop tard. Robert Mueller est piégé. Le 18 avril, le rapport est rendu public. À la veille du long week-end pascal, afin qu'il ait le moins d'impact possible. Quelques heures avant la publication, le ministre Barr tient une conférence de presse pour marteler le slogan :

no collusion, no obstruction. Sur Twitter, Donald Trump triomphe. Il publie une parodie d'affiche de la série *Game of Thrones*, sous le titre « *Game over* » : le match est fini. La fanfare trumpienne a eu raison de Mueller le taiseux.

Les démocrates sont piégés. Sur le papier, ils ont de quoi lancer une procédure d'*impeachment* contre Donald Trump. Ou tout au moins contre son attorney general. Ils ont la majorité à la Chambre pour le faire, mais pas au Sénat, de sorte que la procédure n'a aucune chance d'aboutir. Lancer la destitution pour le principe ? Comment accepter qu'un président, pour la simple raison parce qu'il a la majorité au Sénat, puisse être au-dessus de la loi ?

Mais les Américains n'en peuvent plus de cette affaire. Trump le sent et il y voit la promesse d'une fin de mandat plus paisible. Il n'a pas gagné son bras de fer juridique avec Robert Mueller, mais il a gagné le bras de fer politique. Parce que le Sénat le protège. Et parce que l'Amérique rurale, encore une fois, le soutient.

Exit donc Robert Mueller, le justicier. La gauche en avait fait le chef de la résistance. On a même vu des T-shirts et des *mugs* à son effigie sur les campus. Ni héros ni salaud, le procureur spécial veut désormais redevenir un homme normal. Le matin de la remise du rapport, on l'a vu pour la première fois arriver à son bureau une casquette de baseball vissée sur la tête, au volant de son véhicule personnel – une Subaru Forester, la voiture sérieuse et raisonnable d'une certaine intelligentsia washingtonienne. Le dimanche suivant, il a fait sa première apparition publique à l'office de l'église épiscopale St John, en face de la Maison Blanche. Évidemment pas un hasard : c'est l'église des présidents. Comme s'il voulait souligner devant Dieu et la nation le sérieux avec lequel il a ficelé son rapport, avec sa conclusion

délibérément ambiguë sur l'entrave à la justice, laissant le soin au Congrès et au peuple américain de tirer eux-mêmes les conclusions.

Il se pourrait qu'à l'avenir les présidents américains aient moins de scrupules à user de leur pouvoir pour se sortir d'un mauvais pas judiciaire. Encore que Donald Trump, paradoxalement, aura fait preuve de modération. Le rapport Mueller nous apprend qu'en apprenant qu'un procureur spécial était nommé, il se serait écrié : « Oh, mon Dieu ! C'est terrible. C'est la fin de ma présidence. Je suis foutu (*I'm fucked*). » Pendant des mois, il a agoni d'injures le procureur spécial, mais il n'a pas commis l'erreur de le renvoyer, alors qu'il le pouvait. Une fois encore, son instinct de conservation politique – et le sentiment de l'avoir échappé belle – l'a emporté sur sa volonté d'en découdre.

Car une fois l'enquête Mueller terminée, les ennuis judiciaires ne disparaissent pas pour autant pour Donald Trump. Tout au long de son investigation le procureur spécial a ouvert d'autres pistes. Comme s'il voulait être sûr que Trump rende des comptes un jour. Ainsi, c'est parce qu'il y a eu l'enquête Mueller qu'il y a une enquête à New York sur une possible violation des règles de financement des campagnes électorales. Et une enquête de l'attorney général de l'État de New York sur de possibles fraudes à l'assurance et fraudes fiscales. Et de multiples enquêtes devant les commissions de la Chambre des représentants, sur les sommes dépensées par des puissances étrangères dans les hôtels Trump et autres relations douteuses avec la Russie et l'Arabie saoudite.

La plupart des inculpations prononcées à l'occasion de l'enquête russe concernent des affaires où l'on découvre

– est-ce une surprise ? – que le candidat Donald Trump était entouré d'une joyeuse bande d'escrocs. Dont plusieurs sont prêts à coopérer avec les procureurs pour réduire leur peine. Autrement dit, prêts à dire tout ce qu'ils savent sur leur ancien patron pour sauver leur peau. En échange, il les accuse de trahison en les appelant des « rats », le terme habituellement employé par la mafia contre ses membres qui collaborent avec les autorités.

L'un des hommes qui connaît le mieux les sombres secrets de Trump est Michael Cohen. Il a été à la fois son avocat et son homme à tout faire. Le 27 février 2019, Cohen témoigne devant la commission du contrôle gouvernemental de la Chambre des représentants : « J'ai honte d'avoir couvert les actions illégales de Mr Trump [il continue à l'appeler ainsi, comme tous les anciens de la Trump Tower], plutôt que d'écouter ma conscience. J'ai honte parce que je sais qui est Mr Trump. C'est un raciste. C'est un escroc. Et c'est un tricheur. »

Ce témoignage public, retransmis sur toutes les chaînes, brosse le portrait cru d'un Trump chef mafieux : « Il est capable de gentillesse, mais il n'est pas gentil. Il est capable de générosité, mais il n'est pas généreux. Il est capable de loyauté, mais il est fondamentalement déloyal. »

Blanchi sur la question de la collusion avec la Russie, Donald Trump semble tiré d'affaire à court terme. Mais admettons que l'une des multiples enquêtes toujours en cours aboutisse, quel risque court-il précisément ? La question peut se poser à tout moment durant ce mandat, ou éventuellement durant le suivant.

Un président ne peut pas être inculpé, dans le système judiciaire ordinaire, mais il peut être destitué par le

Congrès. L'article 2 de la constitution prévoit qu'un président coupable de « trahison, corruption, crime grave ou délit – noter l'étrangeté de cette formule où le "crime grave" (*high crime*) cohabite avec le "simple délit" (*misdemeanor*) – sera destitué (*impeached*) ». La procédure de destitution se passe en deux temps. D'abord, la mise en accusation, aussi appelée *impeachment*. Elle est l'objet d'un vote à la majorité simple à la Chambre des représentants. Là, Donald Trump est assuré de perdre, puisque les démocrates ont la majorité depuis novembre 2018. Mais ce n'est pas terminé. Bill Clinton avait été « *impeached* » par la Chambre dans l'affaire Lewinsky sans être pour autant chassé du pouvoir. Le vrai rendez-vous, le seul qui compte, est au Sénat. Là où se déroule le procès (*trial*) de l'*impeachment*. Là, il faut une majorité des deux tiers. Soixante-sept sénateurs qui décident de chasser le président. Dans la composition issue des *midterms* de 2018, cela veut dire qu'il faut trouver vingt sénateurs républicains prêts à renvoyer Donald Trump, le président le plus populaire de l'histoire parmi les électeurs républicains. Impossible en l'état. Le Sénat est l'assurance-vie de Donald Trump. Sauf rebondissement spectaculaire, il ne peut pas être destitué. Sauf révélation extraordinaire dans une des enquêtes. Ou effondrement soudain de sa popularité auprès de sa base.

Auquel cas c'est Mike Pence qui deviendrait président. Cet ancien animateur de radio, ancien gouverneur de l'Indiana, est beaucoup plus à droite que le président. Sur l'avortement, l'homosexualité, l'immigration. Dans les milieux progressistes américains et les médias de la côte Est, il est même présenté comme pire que Donald Trump. Comme s'il valait mieux un excentrique chaotique qu'un conservateur appliqué.

Les enquêtes russes et autres n'ont pas entamé l'engouement des électeurs de Donald Trump. Au contraire. Ils ont massivement adhéré à la thèse de la chasse aux sorcières, voire à celle du complot de l'État dans l'État (*deep state*) pour faire chuter leur héros.

Les démocrates enragent qu'une telle accumulation de mensonges et de grenouillages avec la Russie ne soit pas punie. L'*establishment* républicain, traditionnellement très antirusse, se terre. Il comprend la combativité de l'homme orgueilleux qui ne veut pas laisser dire qu'il ne doit pas son élection à ses seuls mérites. À nouveau l'enfant du Queens qui ne s'est jamais senti accepté à Manhattan. Mais, une fois l'élection passée, une fois la page tournée, personne ne comprend pourquoi Trump continue d'entretenir vis-à-vis de Poutine autant de cachotteries. Pourquoi, sans être officiellement coupable, Trump continue de se comporter comme s'il l'était.



Conclusion

Le bilan de Donald Trump à mi-parcours est moins désastreux que ce que l'on aurait pu craindre, compte tenu de son inexpérience et de son comportement explosif. Le monde n'est pas à feu et à sang et la prospérité de l'économie américaine s'est prolongée plus longtemps qu'aucun analyste ne l'avait prédit.

Trump a joué de chance. Il n'a pas été confronté à des catastrophes majeures. Ni crise financière, ni gros attentat terroriste, ni cyberattaque, ni épidémie. Pas de crise majeure sur la planète. Il n'en a pas provoqué non plus...

Au moment de l'inventaire, le négatif l'emporte souvent, mais tout n'est pas négatif. Son comportement reste épouvantable, mais son instinct n'est pas toujours mauvais.

Dans la colonne des plus vient d'abord l'économie. La croissance n'a pas faibli ; la réforme fiscale et les déréglementations ont dynamisé les entreprises. Le chômage est au plus bas, y compris pour les Noirs et les Latinos. Les salaires commencent à remonter. La Bourse a grimpé pendant deux ans, au grand bonheur des plus riches, qui n'ont jamais été aussi riches, mais aussi de la classe moyenne, qui y place l'argent de la retraite et de l'éducation des enfants.

Donald Trump a conduit la première réforme fiscale significative depuis Ronald Reagan. Il a aussi mis en œuvre une réforme de la justice pour désengorger les prisons et ramener un peu d'indulgence dans le système.

Sur le plan international, il est le premier président à avoir tenté de contenir, réellement, l'ascension de la Chine, au grand soulagement du reste du monde. Il a rénové ses relations commerciales avec le Mexique et le Canada. Il a tenté une nouvelle approche avec la Corée du Nord et le Moyen-Orient. Il a préparé une sortie crédible du borbier afghan.

Dans la colonne des moins, certains souligneront qu'en voulant relancer une économie qui se portait bien, Trump a creusé les déficits et gaspillé des forces qui pourraient lui manquer si survenait une crise. Mais, dans cette colonne, tout est essentiellement affaire de conduite personnelle.

Trump a banalisé le mensonge comme aucun homme politique avant lui. Il a attaqué toutes les institutions américaines, le Congrès, les juges, le FBI, la CIA et même ses propres ministres. Il a continué à diriger son business, tout en dirigeant le pays. Il a traité la presse d'« ennemie du peuple ». Il a divisé ses concitoyens, faisant appel à leurs plus bas instincts en matière de race, de religion et de genre. Sur la scène internationale, il a systématiquement attaqué les démocraties alliées et conforté les régimes autoritaires.

Son ancien avocat personnel, Michael Cohen, retourné par les juges, a décrit mieux que personne « un comportement de chef mafieux », alliant le mensonge, la menace et la brutalité. « Depuis qu'il est président, a-t-il déclaré, il est devenu la pire version de lui-même. » Politique intérieure ou internationale, la méthode est toujours la même. Trump brutalise, déstabilise et brise. Puis il cherche à tirer profit de la nouvelle configuration ainsi créée.

Dans la colonne des promesses non tenues, il y a le fameux mur, qu'il n'a pas construit et qu'il ne construira pas. Et qui, bien entendu, ne sera jamais payé par le Mexique. Les infrastructures vieillissantes du pays ont grand besoin de

travaux d'envergure. Et, plus important pour la vie quotidienne des Américains, Trump s'est montré incapable de réformer le système de santé le plus cher et le plus absurde du monde.

Donald Trump n'est pas en train de changer l'Amérique. C'est parce que l'Amérique était en train de changer qu'il est devenu président. Il a senti l'air du temps, su prendre le pouls d'une certaine Amérique ignorée des experts. « Un homme d'État instinctif qui capte et incarne des forces que lui-même ne comprend qu'à moitié », résume le *Financial Times*. Il est le premier président à avoir pris la mesure du fossé qui sépare les élites des classes moyennes sur des questions comme l'immigration, la mondialisation ou l'identité.

Malgré son âge, il a compris et joué, mieux que la plupart des autres politiciens, de l'impact de Twitter et des nouveaux médias.

Pour la première fois, un président des États-Unis est hostile à la mondialisation, dont on avait cru qu'elle était une invention américaine. Selon lui, elle menace aujourd'hui le statut de l'Amérique et attaque le niveau de vie de ses concitoyens. Trump président nous oblige à nous interroger sur notre époque. À repenser le libéralisme, l'ouverture des frontières, les migrations. Mais aussi l'architecture du monde de l'après-Seconde Guerre mondiale, adossée au leadership américain, souvent critiquée mais en fin de compte bien confortable. En bousculant l'Otan et l'Union européenne, il incite comme jamais les Européens à s'unir et à prendre leur destin en main.

La présidence Trump a aussi souligné la solidité des institutions américaines. Vieilles de deux cent trente ans, elles tiennent le coup. Le système des pouvoirs et contre-pouvoirs (*checks and balances*) continue à fonctionner.

Les juges, le Congrès, les États ont canalisé ses décisions les plus brutales sur l'immigration. Sur le climat, entreprises, villes et États confirment un à un les objectifs de l'Accord de Paris, sans égard pour un Donald Trump prêchant de plus en plus son climato-scepticisme dans le désert.

Il a su parfois se canaliser. Voire faire machine arrière, quand il allait trop loin, comme sur la détention des enfants de migrants à la frontière. Ou lors de ce sommet du G7, au Québec, qu'il voulait boycotter et où il s'est finalement rendu. Sans parler de ces négociations commerciales où il menace de tout casser... avant de chercher des compromis.

Mais qu'advierait-il si Donald Trump, dans la suite de son mandat, devenait moins « raisonnable » et laissait libre cours à ses instincts destructeurs ? Cohen, son ancien avocat, l'assure : « S'il perd l'élection en 2020, il n'y aura pas de transmission pacifique du pouvoir. »

Et si un clone de Trump, en pire, était élu un jour ? Encore plus inexpérimenté, encore plus habile avec Twitter ou le réseau social qui l'aura remplacé ? Trump l'a prouvé : quand le charisme et la célébrité comptent plus que la compétence, le plus habile peut s'infiltrer jusqu'au sommet du pouvoir. Le cas Trump donne des arguments à ceux qui pensent qu'il est temps de remettre en question ce système néomonarchique, peu répandu dans les démocraties modernes, qu'est le système présidentiel. Et de considérer qu'au XXI^e siècle les peuples sont assez mûrs pour s'émanciper d'une figure paternelle aux pouvoirs quasi surnaturels.

Donald Trump finira-t-il son mandat ? Probable. Sera-t-il réélu pour un second mandat ? Pas impossible du tout. Cela dépendra du candidat ou de la candidate démocrate qui l'affrontera. Son rêve est de pouvoir jouer la polarisation, en affrontant un(e) candidat(e) situé(e) à la gauche

du Parti démocrate. Ce courant qu'avec gourmandise il appelle déjà « socialiste », persuadé que ce sera un repoussoir pour l'Américain moyen. D'autant que Trump n'a toujours pas besoin de récolter la majorité des voix pour être réélu. Rappelons-nous 2016. Les élections de *midterms*, en 2018, ont montré à quel point il restait populaire dans les campagnes et les petites villes. Le système des grands électeurs favorise toujours autant les États à dominante rurale. Ce qui pourrait lui permettre de repasser de justesse.

Depuis qu'ils ont conquis la Chambre des représentants, les démocrates mènent une guérilla sans merci contre Donald Trump. Les enquêtes parlementaires se multiplient sur ses affaires, sa famille, ses hôtels, sa pratique du pouvoir et ses liens avec la Russie, dans l'espoir de le faire tomber une fois pour toutes, y compris par une destitution (*impeachment*) au Sénat. Après tout, ce sont les sénateurs romains qui finirent par chasser l'empereur Néron, contraint de s'enfuir dans la nuit, conquis et traité officiellement d'*hostis publicus* – « ennemi du peuple »...



Table

<i>Prologue</i>	7
1. Premiers jours, premiers faux pas	13
2. Le chaos s'installe	27
3. Les médias, ennemis du peuple	45
4. Une présidence de télé réalité	63
5. Trump est-il fou ?	79
6. Quinze jours en automne	91
7. Promesses tenues ?	119
8. Le mur de la peur	139
9. Les femmes contre Trump	155
10. Le mystère Melania	173
11. Le monde selon Trump	187
12. L'ami Macron	209
13. Haro sur la Chine	225
14. Les enquêtes russes	243
<i>Conclusion</i>	265

*Cet ouvrage a été composé
par Atlant'Communication
au Bernard (Vendée)*

Impression réalisée par

CPI

*en mai 2019
pour le compte des Éditions de l'Archipel,
département éditorial
de la S.A.S. Écriture-Communication*

*Imprimé en France
N° d'impression :
Dépôt légal : juin 2019*